

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

RÈGLEMENTATION LÉGALE
DE
LA JOURNÉE DE TRAVAIL
DE
L'OUVRIER ADULTE EN FRANCE

PAR

CHARLES RIST

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 Juin 1898, à 10 heures du matin

Président : M. CAUVÈS, professeur

*Suffragants : { MM. JAY, professeur
 DESCHAMPS, agrégé*

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS

FONDÉ PAR J.-B. SIREY, ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1898

A MES PARENTS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BAR. LE-DUC

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

RÉGLEMENTATION LÉGALE
DE
LA JOURNÉE DE TRAVAIL
DE
L'OUVRIER ADULTE EN FRANCE

PAR

CHARLES RIST

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 Juin 1898, à 10 heures du matin

Président : M. CAUWÈS, professeur

Suffragants : { MM. JAY, professeur
 DESCHAMPS, agrégé

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS

FONDÉ PAR J.-B. SIREY, ET DU JOURNAL DU PALAIS

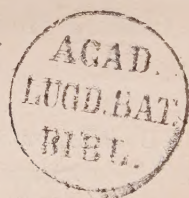
Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1898

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES

NOTE. — Le nombre des rapports, des enquêtes, des livres, des brochures sur la réduction du travail est si considérable qu'on ne peut les classer sans confusion d'après leurs caractères extérieurs. Il est difficile aussi de distinguer ici les sources, proprement dites, de la simple bibliographie; des articles de revue renferment parfois des faits aussi précieux comme documents que les enquêtes ou les rapports officiels. — Nous nous sommes donc efforcé de les cataloguer en divers groupes, suivant la nature des renseignements qu'ils fournissent (statistique de la durée du travail, histoire de la durée du travail, législation, etc.). Pour les documents officiels ou parlementaires, nous avons dans la mesure du possible conservé l'ordre chronologique de leur publication.

Des bibliographies du sujet se trouvent dans les ouvrages suivants :

SHAMMHAMMER. — Bibliographie der Sozial Politik. Iena, 1897 (v^o *Arbeitszeit et Normalarbeitszeit*).

CONRAD et LEXIS. — Handwörterbuch der Staatswissenschaften, et les deux suppléments (v^o *Arbeitszeit et Normalarbeitszeit*).

S. WEBB et H. COX. — The eight hours day. Londres, 1891, 1 vol.

Catalogue de la Bibliothèque du Musée social, au mot : Durée du travail.

I. — Enquêtes et rapports présentant un intérêt documentaire.

RAPPORT de la commission libre nommée par les manufacturiers et négociants de Paris sur l'enquête relative à l'état actuel de l'industrie du coton en France. Paris, 1829, in-8° (Biblioth. de la Ch. des députés).

ENQUÊTE relative à diverses prohibitions à établir à l'entrée des produits étrangers. Paris, 1835, 3 vol. (Bibl. nat.).

VILLERMÉ. — Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie. Paris, 1840, 2 vol.

ENQUÊTE sur la situation des ouvriers, ordonnée par l'Assemblée constituante de 1848 (Archives de la Ch. des députés).

LEFÈVRE-DURUFLÉ. — Rapport sur l'enquête précédente, déposé le 18 décembre 1850 à l'Assemblée constituante (*Moniteur*, 1850, p. 3738 et s.).

J.-A. BLANQUI. — Rapport sur la situation des classes ouvrières en 1848 (*Journal des Economistes*, décembre 1848 et mars 1849).

STATISTIQUE de l'industrie à Paris, résultant de l'enquête faite par la Chambre de commerce pour les années 1847 et 1848. Paris, 1851, in-fol.

— *Id.* — Pour l'année 1860. Paris, 1864.

L. REYBAUD. — Rapports sur la condition morale, intellectuelle et matérielle des ouvriers qui vivent de l'industrie de la soie. Paris, 1859.

— *Id.* — L'industrie du coton. Paris, 1862.

ENQUÊTE sur les conditions du travail en France, faite par la commission parlementaire nommée à cet effet le 8 mai 1872 (Arch. de la Ch. des députés).

DUCARRE. — Rapport sur l'enquête précédente : *J. O.*, 1875, pp. 9339, 9369, 9396, 9425, 9465, 9483, 9519, 9561 (Ce rapport et l'enquête qui le précède n'ont aucune valeur sérieuse).

PROCÈS-VERBAUX de la commission chargée en 1884 de faire une enquête sur la situation des ouvriers de l'industrie et de l'agriculture. Publiés à part dans le *Journal officiel* de 1884 (nous les citerons ainsi : Enquête des quarante-quatre).

SPULLER. — Rapport présenté à la commission d'enquête sur la situation des ouvriers (séance du 11 mars 1884). Paris, 1885, in-4°, n° 2695.

DE LANESSAN. — Rapport présenté à la commission d'enquête sur la situation des industries de Lyon et de Saint-Etienne (séance du 26 décembre 1884). Paris, 1884, in-4°, n° 3446.

MINISTÈRE DU COMMERCE. — Enquête sur les modifications à apporter aux lois du 9 septembre 1848 et du 19 mai 1874, sur le travail dans l'industrie. Paris, 1885, in-4°.

NOTICE sur le nombre, les salaires et la durée du travail des ouvriers des mines en 1890, dans : *Statistique de l'industrie minière*, pour l'année 1889. Paris, 1891.

ENQUÊTE inédite sur les conditions du travail dans les exploitations souterraines, ordonnée par la circulaire du 31 octobre 1891, par le Ministre des travaux publics.

G. DRON. — Rapport sur le travail des adultes dans les établissements industriels (contient les procès-verbaux de l'enquête de la commission parlementaire du travail), séance du 26 juin 1893. Paris, 1893, in-4°, n° 2874.

L. LACOMBE. — Rapport sur les conditions du travail et de la sécurité dans les mines (séance du 2 juillet 1896). Paris, 1896, in-4°, n° 1982.

COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL. — Rapports présentés au Président de la République sur l'application des lois réglementant le travail. 1887-1896, 10 vol. (= Rapp. pr. 1890, 1893, etc.).

OFFICE DU TRAVAIL. — Salaire et durée du travail dans l'industrie française. Paris, 1893-1897, 4 vol., et album graphique.

— *Id.* — La petite industrie (L'alimentation et le vêtement à Paris), 2 vol., 1893 et 1896.

P. DU MAROUSSEM : La question ouvrière :

I. Charpentiers de Paris, 1 vol. in-8°, 1891.

II. Ebénistes du faubourg Saint-Antoine, 1892, 1 vol.

III. Le jouet parisien, 1894, 1 vol.

WADDINGTON. — Rapports sur les propositions de loi tendant à limiter à 10 heures la durée du travail dans l'industrie, 11 juin 1880 (*J. O.*, p. 7166-7171) et 27 janvier 1881 (*J. O.*, 1881, Chambre, Ann., p. 63).

WICKERSHEIMER. — Rapport sur la limitation du travail des chauffeurs et mécaniciens, 28 mai 1887 (*J. O.*, 1887, Ch., Ann., p. 761).

DESCUBES. — Rapport sur la limitation du travail des chauffeurs et mécaniciens (*J. O.*, 1895, Ch., Ann., p. 165).

VAILLANT. — Exposé des motifs de la proposition du 30 janvier 1894 (*J. O.*, 1894, Doc. parl., p. 103).

— *Id.* — Exposé des motifs de la proposition du 27 octobre 1894 (*J. O.*, 1894, Doc. parl., p. 1425).

**II. — Recueils de textes législatifs, statistiques,
et publications officielles.**

OFFICE DU TRAVAIL. — Hygiène et sécurité des travailleurs dans les ateliers industriels. Paris, 1895.

— *Id.* — Statistique des grèves de 1890-1896, 5 volumes.

— *Id.* — Résultats statistiques du dénombrement de 1891.

LAMÉ-FLEURY. — Code annoté des chemins de fer, 3^e édit., Paris, 1872.

— *Id.* — Bulletin annoté des chemins de fer, 1867-1898.

VILLE DE PARIS. — Résultats statistiques du dénombrement de 1891.

BULLETIN de l'Office du travail, années 1894-1897.

BULLETIN de l'inspection du travail, années 1893-1897.

STATISTIQUE des industries minérales. Paris, 1886-1897.

**III. — Articles et travaux relatifs à l'organisation actuelle
du travail, et présentant un intérêt documentaire.**

P. DU MAROUSSEM. — Piqueur sociétaire de la mine aux mineurs de Monthieux. Paris, 1898 (*Les ouvr. des Deux-Mondes*, 2^e série, 43^e fasc.).

Durée du travail dans les chemins de fer européens (*Schmoller's Jahrbuch*, 1895, p. 1404 et s.).

CONGRÈS international pour le repos hebdomadaire, tenu à Paris en 1889. Paris, 1890.

K. OLDENBERG. — Studien über die rheinisch-westphälische Bergarbeiterbewegung (*Schmoller's Jahrbuch*, 1890, p. 651-663; organisation du travail dans les mines).

CH. LEDOUX. — L'organisation du travail dans les mines et particulièrement dans les houillères. Paris, 1890, broch.

REGNAULT et WATTON. — Les nouvelles compagnies ouvrières (*Revue d'économ. polit.*, 1893, p. 625 et s.).

L. DURASSIER. — Le repos du dimanche dans les verreries. Paris, 1887, broch. 12 pages (imprimerie Chaix).

YAN' KÉRAVIC. — Mineur des mines de houille du Pas-de-Calais. Paris, 1897 (*Les ouvriers des Deux-Mondes*, 2^e série, 41^e fasc.).

URBAIN GUÉRIN. — Fileur en peigné et régleur de métier de la manufacture du Val-des-Bois (Marne). Paris, 1896 (*Les ouvriers des Deux-Mondes*, 2^e série, 38^e fasc.).

IV. — Publications et documents relatifs à l'histoire de la durée du travail et de sa réduction en France.

MINISTÈRE DU COMMERCE. — Travaux préparatoires des décrets de 1848, 1851, 1866 et 1889.

VICTOR MATAJA. — Les origines de la protection ouvrière en France (*Revue d'économ. politique*, ann. 1895, p. 529, 739, et 1896, p. 232, 355).

— *Id.* — Les décrets sur la journée de travail en 1848 (*Ibid.*, 1892, p. 1255 et s.).

MARC SAUZET. — Essai historique sur la législation industrielle en France (*Ibid.*, t. VI, p. 353, 890, 1097, 1184).

CHARLES RIST. — La durée du travail dans l'industrie française de 1820 à 1870 (*Ibid.*, 1897, p. 371 et s.).

CONRAD et LEXIS. — Handwörterbuch der Staatswissenschaften, v^o *Arbeitszeit et Normalarbeitszeit* (Cf. aux mêmes mots, le supplément à ce dictionnaire).

LEXIS. — Gewerkvereine und Unternehmeryverbände in Frankreich. Leipzig, 1879, 1 vol.

LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières en France, de 1789 à nos jours. Paris, 1867, 2 vol.

B. MALON. — La législation internationale du travail (*Revue socialiste*, XII, p. 641 et s.).

AUDIGANNE. — Les ouvriers d'à présent. Paris, 1865, 2 vol.

CROUZEL. — Etude historique, économique et juridique sur les coalitions et les grèves dans l'industrie. Paris, 1887, 1 vol.

TURQUAN. — Les grèves en France depuis 1874 (*Economiste français*, 22 juin 1889).

COMPTES-RENDUS des Congrès ouvriers nationaux et internationaux (Musée social).

DORMOY. — Rapports et résolutions des Congrès ouvriers, de 1876 à 1883. Paris, 1883.

MUSÉE SOCIAL. — Circulaire n^o 15, sér. A : Le mouvement syndical en France.

- L. DE SEILHAC. — Les Congrès ouvriers (*Revue politique et parlementaire*, février et mars 1898).
- MUSÉE SOCIAL. — Circul. n° 16, série A : Les mineurs européens.
- E. VON SCHRAMM. — Le développement d'une mine française à travers un siècle (Aniche) (*Schmoller's Jahrbuch*, 1890, p. 971 et s.).
- Histoire de la corporation des tonneliers. Rapport présenté au Congrès corporatif international, tenu à Londres du 6 au 10 novembre 1888. Paris, 1889 (au *Musée social*).
- BULLETIN de la Société industrielle de Mulhouse, t. I, 1828.
- L. FAUCHER. — Le système de M. Louis Blanc. 1848, in-16, 144 pages.
- JOURNAUX. — *Le National*, *la Réforme*, *l'Atelier*, *le Journal des Débats*, *Journal des Economistes*, année 1848.

V. — Discussions sur la réduction du travail.

- A. — *Livres, articles de journaux, brochures, discours, etc., en langue française.*
- M. ANSIAUX. — Heures de travail et salaires. Paris-Bruxelles, 1896, 1 vol.
- A. PHILIPPE. — Réglementation du travail industriel des adultes. Mâcon, 1897, 1 vol.
- LÉON DONNAT. — La réglementation du travail. Discours prononcé au cons. municipal de Paris le 29 juill. 1886. Paris, 1886, 48 p.
- V. BRANTS. — La journée de 8 heures dans le travail industriel (Extrait de la *Revue générale*). Bruxelles, 1891.
- Y. GUYOT. — La réglementation officielle du travail. Discours prononcé au Congrès d'Anvers. Paris, 1894, broch. in-18, 36 p.
- P. BOILLEY. — La journée de 8 heures. Broch. in-12, 55 p. Paris, 1886.
- *Id.* — Les 3 huit et la théorie du travail intensif : *Revue socialiste*, t. XI, p. 702-715.
- H. LEFEBVRE. — De la réglementation des heures du travail (*Rev. gén. d'administr.*, 1882, nov., t. III, p. 261 et s.).

L. PERMEZEL. — Rapport présenté le 4 février 1881 à la Société d'économie politique de Lyon sur les heures de travail.

DELAHAYE. — Les 8 heures de travail (*Revue socialiste*, t. I, p. 315).

BRISSAC. — La réduction de la journée de travail (*Revue socialiste*, t. V, p. 298).

R. JOURDAIN. — La sécurité publique en chemin de fer et la situation des mécaniciens et chauffeurs (*Rev. politique et parlementaire*, 1896, t. IX, p. 355 et s.).

Exposé des motifs de la proposition de M. J. Guesde et de plusieurs de ses collègues, tendant à réduire à 8 heures par jour et 6 jours par semaine la durée du travail dans les mines, manufactures, usines, chemins de fer, chantiers et magasins. Séance du 22 mai 1894 (*J. O.*, 1894, Chambre, Débats, p. 849). Exposé le plus remarquable de l'opinion socialiste.

L. GALLIEN. — De la journée de 8 heures et de l'influence sociale du progrès des machines. Broch. Lyon, 1891.

H. DE MOLY. — La réglementation du travail en France et les catholiques (*Réforme sociale*, 1890, t. I, p. 585).

CONGRÈS de la législation du travail, tenu à Bruxelles du 27 au 30 septembre 1897 (Musée social, circul. n° 19, série A).

CONGRÈS de la protection ouvrière à Zurich du 23 au 28 août 1897 (Musée social, circul. n° 14, série B).

Opinions des patrons :

Chambre de commerce de Chalon-sur-Saône. Durée de la journée de travail. Réponse au questionnaire. 1890 (B. N., 4° R. Pièce 772).

Chambre de commerce de Beauvais. Réponse au questionnaire sur la durée du travail. 1890 (B. N., 8° R. Pièce 4671).

Chambre de commerce de Maine-et-Loire. Réponse au questionnaire sur la durée du travail. Angers, 1890. (B. N., 4° R. Pièce 769).

H. WALLON. — Rapport sur la réduction des heures de travail dans les usines et manufactures (*Bullet. de la Soc. industr. de Rouen*, année 1885).

P. LE BLAN. — Rapport sur le projet de loi relatif à la réduction du travail dans les manufactures (*Bullet. de la Soc. industr. du Nord de la France*, 1884, p. 289 et s.).

E. GAVELLE, secrétaire général du Comité linier. — La réduction du travail et l'industrie linière. Lille, 1891.

Opinions des ouvriers :

Les heures de travail : Publication de la chambre syndicale des tisseurs. Lyon, 1881.

H. PRONIER et H. THURON. — Qu'avons-nous obtenu ? 1^{er} mai 1895. Paris (Librairie socialiste, 51, rue Saint-Sauveur).

CORBIOLAN et J. MORTAIR. — Le 1^{er} mai et la journée de 8 heures, avec préface de Jules Guesde. Paris, 1891, Broch. 22 p. (Musée social).

Nous ne pouvons donner la liste de toutes les publications faites à l'occasion du 1^{er} mai. Elle ne présenterait du reste aucun intérêt. On peut en trouver un grand nombre chez M. Allemanne, à la librairie socialiste, 51, rue Saint-Sauveur.

B. — *Livres, articles, brochures, etc., sur la réduction du travail, écrits en langue étrangère.*

Ces articles très nombreux ont presque tous une valeur scientifique. Nulle part comme dans les revues anglaises et allemandes la question de la réduction du travail n'a été discutée avec de véritables arguments économiques. C'est là qu'ils sont résumés et présentés avec le plus de force, tandis que la préoccupation de polémique enlève à la plupart des articles français, sur ce sujet, l'intérêt scientifique qu'ils pourraient présenter. — Nous ne pouvons donner une bibliographie complète de ces articles étrangers ; nous citerons cependant les principaux. •

RICARDO DELLA VOLTA. — La Riduzione delle Ore di Lavoro et i sui effetti economici. Firenze, 1891, broch. in-16.

S. et B. WEBB. — Industrial Democracy, 2 vol. Londres, 1897. t. I, ch. VI : The Normal day.

JOHN M. ROBERTSON. — The 8 hours question. Londres, 1893, 1 vol. (hostile à la réduction).

Un grand nombre d'articles de Revues anglaises ont traité la question à un point de vue général et avec des arguments valables pour tous pays. On en trouvera la liste complète dans S. Webb et Harold Cox : The eight hours day. Voici les principaux auteurs classés d'après leurs opinions. Sont favorables à une réduction

tion : Richardson (*Longman's Magazine*, oct. 1890), Ramsey (*Westminster Rev.*, déc. 1890), Murray Macdonald (*XIXth Century*, avr. 1890), Hyndman (*New Review.*, août 1889), Champion (*XIXth Century*, sept. 1889), Anonyme (*Westminster Rev.*, juill. 1889), H. Cox (*XIXth Century*, juill. 1889), S. Webb (*Contemporary Rev.*, déc. 1889).

Sont hostiles à la réduction : Bradlaugh (*Fortnightly Rev.*, mars 1890 et *New Rev.*, juill. 1889), et Haldane (*Contemporary Rev.*, févr. 1890).

BAUMBACH. — Der Normalarbeitstag. Berlin, 1885 (*Volkswirtschaftliche Zeitfragen*, VII. Jahrgang).

G. KOHN. — Ueber internationale Fabrikgesetzgebung (*Jarbücher für National Oekonomie und Statistik.*, N. F., vol. III, 1881, p. 389 et s.).

SCHAEFFLE. — Zur Theorie und Politik des Arbeiterschutzes (*Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, 1890, p. 649-694).

DR. H. LOSCH. — Der Maximalarbeitstag in technisch-beruflicher Beleuchtung (*Schmoller's Jahrbuch*, 1891, p. 1199-1219).

On trouvera à la Bibliothèque du Musée social de nombreuses brochures, tantôt scientifiques et tantôt polémiques ; il est inutile d'en donner la liste ici.

VI. — Ouvrages, articles et brochures renfermant des données sur les effets de la réduction du travail.

S. WEBB et HAROLD COX. — The 8 hours day. Londres, 1891.

HADFIELD et GIBBINS. — A shorter working day. Londres, 1892.

JOHN RAE. — Eight hours for work. Londres, 1894.

L. BRENTANO. — Ueber das Verhältniss von Arbeitslohn und Arbeitszeit zur Arbeitsleistung. Leipzig, 1893.

LEO VON BUCH. — Intensität der Arbeit. Leipzig, 1896 (livre sans valeur).

T. BRASSEY. — Foreign work and english wages. Londres, 1872.

J.-E. CRAWFORD MUNRO. — The probable effects of an 8 hours day on the production of coal and the wages of miners (*Economic Journal*, t. I, 1891, p. 241 et s.).

CHARLES GRAD. — Le socialisme d'Etat dans l'Empire allemand (*Rev. des Deux-Mondes*, nov. 1877).

- MATHER. — A year's work with a 48 hours week. Broch. in-8°. Londres, 1894.
- STEPHEN JEANS. — The 8 hours day in british engineering industries. Broch. Londres, 1894 (critique de l'expérience précédente).
- MAC CREA. — The management of and remuneration to Gasworkers. Edimbourg, 1895 (Musée social).
- O. PRINGSHEIM. — Ein Experiment mit dem Achtstundentag (*Braun's Archiv*, t. VI, p. 14 et s.).
- L. DECHESNE. — L'expérience d'un grand industriel allemand sur le terrain des réformes sociales (*Rev. d'écon. politique*, 1898, p. 235 et s.).
- H. FREESE. — Fabrikantensorgen. Eisenach, 1896.
- J. RAE. — Neue Fortschritte der Achtstundenbewegung in England (*Braun's Archiv*, 1898, p. 1-34).
- Miss V. JEANS. — Effets de la législation anglaise sur les fabriques (*Rev. d'économ. polit.*, 1892, p. 55 et 138).

Sur les effets de la loi de fabrique en Suisse :

- Compte-rendus bis-annuels de M. Naef, parus dans *Braun's Archiv*, 1888, p. 635 ; 1890, p. 665 ; 1892, p. 205 ; 1894, p. 520 ; 1896, p. 588.
- RAOUL JAY. — Etudes sur la législation ouvrière en Suisse. Paris, 1893.
- SCHULER. — Der Normalarbeitstag in seinen Wirkungen auf die Production (*Braun's Archiv*, 1891, p. 82-102).
- O. LANG. — La loi suisse des fabriques et ses effets sur l'industrie (*Ibid.*, 1897, p. 88 et s.).

Sur les effets de la réduction du travail en Amérique :

- 12th Annual Report of the Bureau of statistics of Labor of Massachusetts. Boston, 1881.
- 10th Annual Rep. of the Bur. of Lab. statist. of Connecticut for the year 1894 (p. 293-322).

*Sur les effets de la réduction du travail
dans l'industrie textile :*

- SCHULTZE GAEVERNITZ. — La grande industrie. Trad. franç., par G. Guérout. Paris, 1896.

- *Id.* — Die Moskau-Wladimirsche Baumwollenindustrie (*Schmoller's Jahrbuch*, 1896, p. 745-793 et 1163-1226).
- R. JANNASCH. — Die europäische Baumwollenindustrie u. deren Productionsbedingungen. Berlin, 1882.
- R. MARTIN. — Der wirtschaftliche Aufschwung der Baumwollspinnerei im Königreich Sachsen (*Schmoller's Jahrbuch*, 1893, 3^e fasc.).
- *Id.* — Zur Verkürzung der Arbeitszeit in der mechanischen Textilindustrie (*Braun's Archiv*, 1895, p. 240-282).
- F. MERTTENS. — The hours and the cost of labour in the cotton industry at home and abroad. Manchester, 1894 (Publication de la Manchester Statistical Society).
-

DISCUSSIONS PARLEMENTAIRES

sur la réglementation du travail des adultes.

- 1848 : 30 et 31 août, 4, 8 et 9 septembre.
- 1880 : 30 novembre : 1^{re} délibération à la Chambre des députés, sur les propositions de loi Nadaud et Waddington.
- 1881 : 21, 22, 28 et 29 mars : 2^e délibération sur ces propositions.
3 novembre : 1^{re} délibération au Sénat sur ces propositions.
- 1882 : 23 et 24 février : 2^e délibération au Sénat et rejet.
12 juin. Discussion et adoption à la Chambre des députés de la proposition de M. Waddington, tendant à confier aux inspecteurs du travail l'application de la loi du 9 septembre 1848.
- 1883 : 1^{er} février : discussion et adoption au Sénat de cette proposition.
- 1888 : 11 et 12 juin : discussion à la Chambre des députés, à propos de la loi sur le travail des femmes et des enfants, d'amendements tendant à limiter le travail des ouvriers adultes.
- 1894 : 12 juin, 10 et 13 juillet : 1^{re} et 2^e délibération et adoption au Sénat de la proposition de M. Maxime Lecomte, portant modification de l'art. 3 de la loi du 2 novembre 1892

et tendant à fixer un maximum de 11 heures par jour au travail des ouvriers adultes.

- 1896 : 15, 16, 23, 25 et 27 juin : 1^{re} délibération et discussion à la Chambre des députés de la même proposition et des amendements de MM. Jules Guesde et Vaillant, tendant à réduire à 8 heures par jour la durée du travail de tous les ouvriers.
- 1889 : 1^{er} et 9 avril : 1^{re} délibération à la Chambre des députés de la proposition de M. Delattre tendant à fixer la durée maximum du travail des mécaniciens et des chauffeurs.
- 1897 : 17 décembre : délibération unique et adoption à la Chambre des députés d'une proposition fixant à 10 heures au maximum la durée journalière du travail des employés de chemin de fer.
- 1898 : 2 et 3 mars : discussion à la Chambre des députés, à propos de la discussion sur les primes à la sériciculture, d'un amendement de M. Jaurès, et adoption d'un autre de M. Faure fixant un maximum de 60 heures par semaine à la durée du travail des ouvriers dans les filatures et tissages de soie.
-

RÉGLEMENTATION LÉGALE
DE
LA JOURNÉE DE TRAVAIL
DE
L'OUVRIER ADULTE EN FRANCE

INTRODUCTION

I

C'est par une fortune singulière, que cette formule « organisation du travail » a paru longtemps le mot d'ordre d'un parti révolutionnaire. A vrai dire on ne peut rien organiser sans détruire, sans discipliner et sans restreindre. Dans l'anarchie et la liberté des forces, il se crée des dominations, des supériorités que l'organisation menace de faire disparaître; dans le désordre général s'établissent des « ordres » particuliers, qui résistent à une discipline plus universelle. Ainsi s'expliquent les obstacles qu'a rencontrés pendant longtemps cette formule célèbre de Louis Blanc, à la réalisation de laquelle s'efforcent maintenant de toutes

parts, suivant la variété de leurs conceptions sociales et sous la pression d'une communauté d'intérêts et d'une solidarité grandissantes, patrons, ouvriers, hommes d'État, et hommes de parti.

On fait volontiers grief aux lois du 2 mars et du 14 juin 1791, de cette anarchie industrielle dont a souffert le monde du travail pendant la plus grande partie du siècle et qui n'a pas encore cessé d'y sévir. La cause est cependant plus profonde : c'est la transformation du régime de la petite industrie locale, avec ses cadres, ses règles, et ses autorités séculaires en un régime de grande industrie nationale dont on ne pouvait au début prévoir ni le terme, ni le développement. Quelles règles appliquer à une industrie en voie de perpétuel changement ? Comment distinguer dès le début ses conséquences accidentelles de ses conséquences nécessaires ? les maux qui proviennent d'un simple vice d'organisation, de ceux qui sont l'effet inévitable mais passager de toute transformation sociale ? On comprend sans peine que le législateur ait hésité longtemps devant de pareilles incertitudes. A cela s'ajoutait la crainte de léser certains intérêts et l'indifférence volontaire ou inconsciente à l'égard de ceux qui, moins capables, par ignorance ou par faiblesse de défendre les leurs, se taisaient et souffraient en silence.

Mais l'industrie n'est plus aujourd'hui ce qu'elle était hier ; le système de la production en grand par les moyens mécaniques s'est introduit graduellement dans presque tous les métiers, entraînant à sa suite des conséquences toujours analogues ; peu à peu des catégories se sont marquées, toujours plus distinctes, parmi les membres de la grande classe industrielle ; le travail, autrefois fonction locale, est devenu fonction nationale ; la grande et la moyenne industrie se sont séparées de la petite suivant les nécessités du marché et les

progrès mécaniques. Au lieu de la confusion qu'il présentait au début du siècle, le monde industriel offre aujourd'hui le tableau d'une organisation, sans doute rudimentaire, mais où l'on distingue cependant des traits généraux communs à tous les métiers, et des caractères spéciaux à chacun d'eux.

A mesure que la production industrielle revêtait des formes plus nettes et plus constantes, la solidarité des divers groupes industriels entre eux, et leur solidarité avec l'ensemble de la nation se manifesta plus clairement. L'État put intervenir avec plus de sécurité pour organiser cette force nouvelle laissée jusqu'alors sans règles. Depuis le commencement du siècle il s'y est employé, par la création des conseils de prud'hommes, des chambres de commerce, des conseils supérieurs de l'industrie. Puis il s'est interposé entre le patron et l'ouvrier, il a limité les pouvoirs du premier, étendu les droits du second; et c'est ainsi qu'il en arriva aux lois protectrices du travail des enfants et des femmes.

Ce mouvement historique de la législation, accompagnant la croissance de l'industrie moderne, s'est produit dans tous les pays industriels. Sa force augmente de jour en jour. La réglementation du travail des adultes n'est qu'un pas nouveau dans une voie où l'État s'est engagé depuis longtemps. Elle est amenée par toute la législation antérieure. Elle en est si bien l'aboutissant logique et fatal, qu'au Sénat on n'a voté la journée de 11 heures pour les ouvriers adultes que parce qu'elle est l'unique moyen d'assurer l'exécution de la loi sur le travail des femmes.

Ce n'est pas assez dire : les interventions précédentes de l'État non seulement expliquent historiquement qu'il en vienne à régler le travail des ouvriers adultes, mais elles impliquent la légitimité juridique de cette nouvelle interven-

tion. — On parle souvent du *droit* d'intervention de l'État, soit pour le nier, soit pour le lui concéder. L'État jusqu'ici a toujours déterminé sa propre compétence législative, si bien que *juridiquement* il est toujours fondé à s'en attribuer une nouvelle. Mais on conçoit les hésitations d'un grand nombre d'esprits lorsque cette intervention menace d'introduire des principes juridiques nouveaux, ou contraires aux principes antérieurs. — On ne voit ici rien de semblable. Est-ce l'intervention de l'État dans les relations économiques des individus qui paraît inacceptable? Mais elle se produit journellement dans les rapports entre consommateurs et producteurs, pour protéger les uns ou pour favoriser les autres. Est-ce l'intervention dans le contrat du travail qui semble une nouveauté dangereuse? Mais l'art. 1780 du Code civil, les principes sur la durée du contrat de travail et sa dissolution, la loi de 1892 sur le travail des femmes adultes ne permettent pas de le prétendre. — Enfin pouvons-nous oublier que sur le point même qui nous occupe, le principe de l'intervention a été proclamé à deux reprises par la loi de 1848 et celle de 1883?

II

L'évolution historique et la tradition législative en France sont donc en faveur de l'intervention de l'État. La justification que nous en donnons ainsi est purement formelle. Il faut pour la légitimer dans la pratique des raisons plus positives.

Ces raisons nous paraissent dériver d'une double nécessité : d'une part celle de protéger contre les abus ceux qui

ne peuvent s'en défendre, d'autre part celle de réaliser plus complètement l'idéal démocratique qui est à la base de nos institutions.

L'expérience tout entière de ce siècle a démontré que l'établissement de la grande industrie, et en particulier le passage de la petite à la moyenne ou à la grande industrie, entraîne des maux spécifiques. La prolongation démesurée du travail journalier, l'emploi des femmes et des enfants, le sacrifice de l'organisme humain à la machine inanimée pour l'accroissement de la richesse matérielle, l'abaissement des salaires au-dessous du taux indispensable à l'existence, ont accompagné dans tous les pays cette évolution économique. Ainsi la grande industrie en augmentant la force matérielle a diminué l'énergie physique et par suite la force morale de la nation. Aujourd'hui encore, malgré des améliorations certaines, on rencontre de fréquents et terribles abus. Nous aurons à le démontrer. Le travail de 12 ou 11 heures par jour, poursuivi continuellement à travers toute l'année, souvent sans repos hebdomadaire régulier, avec l'aggravation du travail de nuit, en est un. La lassitude, l'abrutissement, le dégoût s'emparent vite de l'ouvrier dont les forces sont ainsi surmenées. Sa santé physique s'en ressent, et si même son salaire était toujours suffisant pour lui permettre une nourriture fortifiante, il ne pourrait résister longtemps à ce travail forcé. Nous ne parlons pas d'abus plus frappants et plus monstrueux encore, des journées de 13, 14 heures à certaines époques, dans les teintureries, dans les briqueteries, des journées de 18 ou même de 24 heures dans les usines à feu continu lors des alternances d'équipes, du travail de nuit poursuivi *sans interruption* pendant 12 heures, dans de nombreuses manufactures. Il n'est pas besoin de supposer des industries particulièrement dangereuses ou

insalubres ; il suffit de signaler ces faits et de réfléchir un instant sur leurs conséquences, pour conclure qu'ils sont non seulement regrettables mais dangereux. Que tout homme de bonne foi, quelle que soit la nature de son propre travail, se rappelle les périodes de surmenage intellectuel ou physique qu'il a traversées ; qu'il se représente le dégoût dont le remplissait son travail, et cette espèce d'anéantissement physique et moral qui succède à tout effort même modéré, mais continu et trop prolongé. Il n'y aura pas besoin de lui montrer des faits exceptionnels, ni de faire passer sous ses yeux les pâles figures de certains de nos ouvriers de fabrique. Il éprouvera comme un effroi de cette vie perpétuellement surmenée, et de la diminution progressive de santé et d'énergie qu'elle entraîne. Il y a donc ici une perte lente et continue de forces ; l'État, gardien de l'intégrité morale et matérielle de la nation doit intervenir pour l'empêcher, si ceux qui subissent cette perte sont incapables de s'y opposer. En vertu de ce principe, depuis longtemps accepté et proclamé par les représentants de toutes les opinions politiques et économiques, l'État a réglementé le travail des enfants et des femmes.

Mais, dit-on, l'enfant ou la femme sont incapables de se défendre eux-mêmes ; l'homme adulte au contraire peut se charger de ce soin. Étrange raisonnement ! Le père et le mari ne sont-ils pas les naturels défenseurs de l'enfant et de la femme ? et par quelle indiscrétion, par quelle flagrante violation des droits individuels la loi a-t-elle assumé cette protection à leur place ? Capable d'obtenir pour lui-même une réduction du travail, sera-t-il impuissant à la conquérir pour les siens ? Si la loi malgré tout est intervenue, c'est donc qu'il l'était en effet ? — Laissons cette contradiction, et voyons contre qui l'ouvrier doit engager la lutte. Est-ce

contre un seul patron? Non, car dans une même industrie la communauté d'intérêts les unit et le patron isolé est soutenu par les autres. Lui-même n'est pas libre et se sent dépendant de ses confrères. Au cours de cette étude nous les verrons souvent se réunir, impuissants à réfréner isolément la surproduction; ils cherchent à réduire la durée du travail par une entente commune et n'y parviennent pas grâce à des fraudes perpétuelles. Là où les patrons ont échoué les ouvriers réussiraient donc? Et ce n'est pas contre le patron seulement qu'ils doivent lutter; car s'ils se mettent en grève n'y a-t-il pas là, toujours prête à se faire embaucher, la masse des ouvriers sans travail? Il faudrait faire l'isolement autour de chaque usine ou englober au contraire l'ensemble des ouvriers dans une grève unique, et quel désastre alors pour l'industrie tout entière! Comptez les grèves qui ont réussi, et vous verrez quelle infime minorité d'ouvriers ont par ce moyen obtenu le résultat qu'ils cherchaient. — Si l'on est convaincu de l'utilité, de la possibilité d'une réduction du travail, l'argument si souvent répété : « Ouvrier sauve-toi toi-même », ne paraît qu'une ironie; car on ne saurait différer alors que sur le choix des moyens, et pourrait-on hésiter longtemps entre le procédé lent, dangereux et toujours regrettable de la grève, et le moyen simple et vraiment efficace (les faits l'ont maintes fois prouvé) d'une intervention de l'État?

Oublie-t-on que le progrès de la vie sociale a consisté précisément à substituer la paix à la guerre, à remplacer la défense individuelle contre la force, par la répression sociale? Mais l'argument cache le plus souvent une opposition irréductible au principe même de la limitation. De là son succès au Parlement, où la logique confuse des intérêts triomphe plus souvent que la claire logique des idées:

Le devoir de l'État n'est pas seulement négatif; il ne lui suffit pas d'empêcher les atteintes portées à l'énergie physique et morale des ouvriers, il doit autant que possible aider à leur développement. Ici encore nous nous efforcerons de rester dans le domaine des faits et de tirer nos arguments de la logique historique.

L'établissement d'une constitution démocratique n'implique pas seulement la modification de certaines formes extérieures; elle ne peut se maintenir sans un effort constant pour la réalisation progressive de la conception qui l'a fait établir. En décrétant l'égalité de tous en droits, en devoirs et en puissance politique, la nation décrète virtuellement la possibilité pour tous d'exercer ces droits et cette puissance, celle d'accomplir ces devoirs pour le bien général. Et si cette possibilité n'existe pas, le devoir le plus pressant de l'État, est d'entreprendre cette éducation progressive, sans laquelle la masse de la nation reste en retard sur ses propres institutions. Dans une nation où la solidarité et la communauté des intérêts sont rendues plus sensibles par l'égalité des droits, où les intérêts essentiels sont confiés à la garde de tous, et où tous par conséquent sont responsables de leur mauvaise gestion, le premier devoir est de développer le sens des responsabilités, et la possibilité de les assumer.

Ces intérêts à la fois humains et nationaux, communs à tous les Français, est-il besoin de les énumérer? Tous ont une famille, tous, comme père, comme mari ou comme frère doivent pouvoir s'en occuper, non seulement pour la nourrir, mais encore pour l'instruire et l'élever; tous ou presque tous font partie d'un groupe professionnel dont les soins réclament leur attention; tous ou presque tous sont électeurs dans une commune et doivent au moins com-

prendre les affaires les plus essentielles de cette commune et du pays tout entier. Enfin, au-dessus de tous les autres, planent les intérêts moraux et intellectuels, les plus puissants et les plus indestructibles dont l'extension et la communication sont le meilleur instrument d'harmonie et de liberté. La violence des haines et des luttes de classe ne tient pas seulement à la rivalité des intérêts; elle dérive aussi de l'incompréhension mutuelle des adversaires; et la valeur au point de vue social d'une instruction plus développée devient de jour en jour plus évidente.

Dans un pays où tous les enfants sont astreints à l'instruction obligatoire, est-il juste que les intérêts ainsi éveillés ne puissent plus jamais trouver leur satisfaction dans l'existence? Quelle que soit la situation économique des individus, ils peuvent tous trouver les uns pour les autres dans leur cœur quelque parcelle de fraternité lorsque des pensées, des traditions et des sentiments communs leur ont été transmis par le livre ou par la parole. Le Trade-Unioniste anglais qui chez lui lit Carlyle, Ruskin et Victor Hugo se rapproche par là-même de l'étudiant d'Oxford ou de Cambridge qui les commentent, et son commentaire souvent est plus profond que le leur.

Quelle que soit la diversité des croyances ou des convictions, la communauté des efforts intellectuels et des intérêts moraux crée un lien puissant de sympathie. Nous le constatons nous-mêmes bien souvent : avec combien plus de plaisir n'écoutons-nous pas le paysan ou l'ouvrier, à travers la conversation duquel nous apercevons des lectures et des réflexions; et combien lui-même à l'inverse nous témoigne plus d'intérêt, lorsque nous ne paraissions pas ignorants de son travail.

L'accomplissement du plus élémentaire de ces devoirs

d'éducation, l'acquisition de la plus simple de ces connaissances, devient impossible dès que l'homme est penché toute la journée sur un travail identique. Laissons entièrement de côté la nature de ce travail ou sa fatigue; ne considérons que sa durée. Le législateur français a estimé qu'un travail de 12 heures par jour n'était pas exagéré. Or, supposons 2 heures de repos sur ces 12 heures de travail; l'ouvrier reste ainsi 14 heures à la fabrique ou au chantier. Ajoutons une 1/2 heure nécessaire pour y aller et pour en revenir, il reste à l'ouvrier 9 heures 1/2 pour son sommeil et pour son repas principal. Supposez donc qu'il arrive le moindre accident, ou qu'une démarche spéciale soit nécessaire, supposez simplement un achat à faire pour sa femme, ou un remède à chercher pour son enfant, c'est sur son travail, c'est-à-dire sur son salaire, ou sur son sommeil qu'il devra prendre ce temps. Où trouver alors celui de s'instruire, de lire ou d'écouter, de discuter ses propres affaires, celles de sa famille ou de sa profession? Qu'on se rappelle les cochers des omnibus de Paris qui avant la grève de 1891 travaillaient 16 heures par jour, et devaient se réunir pour leurs affaires syndicales le soir entre minuit et 2 heures du matin.

Le temps est un facteur indispensable de tout développement et de toute amélioration. Nous ne parlons pas du nombre des jours, des mois et des années qui s'écoulent dans la vie d'un homme. Ces jours, ces mois et ces années peuvent passer sans qu'aucun progrès ni dans son caractère, ni dans son instruction ait jamais pu s'accomplir. Nous parlons du temps qu'il peut consacrer chaque jour à sa fonction humaine. Celui-là seul est utile; et ce sont les quelques heures épargnées chaque jour pour l'activité désintéressée, pour la lecture, pour les soins donnés à sa famille, qui seules, amènent un peu de progrès et contribuent à accroître le

bonheur d'une existence. Qu'on veuille bien réfléchir simplement au temps qu'il nous faut à nous-mêmes pour permettre aux plus élémentaires de nos sentiments de se développer et de se maintenir; qu'on veuille bien se rappeler combien aux périodes de grands efforts et d'activité même intellectuelle entièrement dirigée vers un seul objet, le reste de nos facultés s'affaiblit en quelque sorte et passe au deuxième plan, parce que le temps leur fait défaut pour se manifester, et l'on comprendra dans quel sens un des plus grands moralistes de nos jours a pu dire : Le travail est immoral.

En songeant à la durée prodigieuse du travail en ce siècle, dans toutes les nations industrielles, et en examinant la situation morale et matérielle des travailleurs de nos jours, on se prend à s'étonner non pas de la grossièreté ou de la brutalité qu'on rencontre chez beaucoup, mais de l'extraordinaire développement, de la vigueur d'intelligence et de la force morale de nos ouvriers, de l'instruction qu'ils ont acquise, des associations qu'ils ont fondées, des œuvres qu'ils ont créées.

Ainsi la réglementation du travail nous apparaît en quelque sorte, dans une nation démocratique, comme le corollaire de l'instruction obligatoire. A l'enfant le devoir de s'instruire, à l'homme fait la possibilité de maintenir et de développer cette instruction pour qu'il puisse dignement remplir ses fonctions d'homme et de citoyen.

Depuis longtemps les efforts entrepris de divers côtés pour développer l'instruction et l'éducation populaires échouent devant l'absence de loisir de ceux-là mêmes auxquels ils s'adressent. Non seulement l'initiative privée se trouve empêchée dans ses tentatives, non seulement les essais de l'ouvrier pour atteindre à plus d'indépendance par l'action

syndicale sont entravés, mais sur ce travail trop prolongé viennent se greffer des vices nouveaux, progressifs et qui menacent d'achever l'œuvre que le surmenage avait commencée. Écoutez les ouvriers; ils vous diront tous que l'abus de l'alcool est une des conséquences de leur trop long travail.

Ils boivent pour se soutenir, puis ils boivent pour oublier. S'ils n'ont devant eux chaque soir que le temps de goûter un lourd sommeil pour reprendre le lendemain leur tâche abrutissante, est-il étonnant qu'ils demandent à l'alcool d'égayeur leurs courts instants de répit? S'il a devant lui quelques heures de loisir tous les jours, l'ouvrier voudra les employer utilement pour lui-même et pour les autres, et l'alcool perdra son attrait.

Le but, il ne faut pas l'oublier, c'est de faire de cette innombrable armée d'hommes sans volonté nette, sans pensée directrice, sans idéal individuel et sans conception sociale, un ensemble d'hommes libres, sachant ce qu'ils veulent, comprenant la solidarité de toutes les professions et partant la dignité de chacune d'elles, capables enfin de juger et décider par eux-mêmes de leurs plus importants intérêts sans être à la merci du premier venu.

III

Qu'on admette pour légitimer l'intervention de l'État les deux points de vue que nous venons d'exposer, ou le premier seulement d'entre eux, il reste nécessaire de déterminer la limite au delà de laquelle la prolongation du travail journalier devient un danger, au lieu d'être un bienfait.

Peu importe que cette limite puisse ou non être immédiatement prescrite par la loi. Il est essentiel de préciser le but à atteindre, quitte à l'atteindre par étapes successives.

Un travail régulier de dix heures par jour nous paraît être le maximum de ce que l'on peut exiger d'un ouvrier normal sans compromettre sa santé et sans le priver du repos moral et physique indispensable pour que sa tâche journalière perde le caractère d'une corvée monotone et abrutissante.

Le travail de onze ou de douze heures est à la longue épuisant, même s'il ne réclame comme dans les filatures et les tissages qu'une attention continue et non des efforts physiques très considérables. Un travail effectif de dix heures représente un séjour de douze heures environ à la fabrique. Il resterait donc ainsi douze heures à l'ouvrier pour son repos et le soin de ses affaires personnelles et de sa famille. En évaluant à huit heures la durée de son sommeil, il reste quatre heures par jour pendant lesquelles il s'appartiendrait.

De même on a noté bien souvent qu'un travail de plus de douze heures, même fait exceptionnellement, entraînait une fatigue si grande que la lassitude du lendemain compensait l'utilité de l'effort fait la veille. Dès qu'une pareille dépense de force ne peut être réparée par le temps normal de repos dont dispose l'ouvrier, il y a une perte permanente d'énergie. Elle doit être évitée. — Comme sans doute la nécessité de la production industrielle ne permettra jamais de supprimer le fléau des heures supplémentaires, il faut désirer au moins que la durée du travail aux périodes les plus occupées ne puisse jamais dépasser douze heures.

Nous ne prétendons pas fixer le maximum de ce que l'ouvrier peut rationnellement désirer, mais seulement le minimum de ce qu'il doit obtenir.

Dans le cours de cette étude nous verrons que cette limite est celle vers laquelle tendent spontanément les ouvriers. Les patrons qui la dépassent s'en excusent par les nécessités de la concurrence. Et si l'on s'y soumet souvent encore, parce qu'on se figure ne pouvoir faire autrement, tout le monde le regrette, et pas une fois dans le cours de nos recherches nous n'avons vu nier qu'un travail de plus de 10 heures fût nuisible à la santé de l'ouvrier.

IV

Avant d'aborder la dernière question qui se pose à nous, celle de l'opportunité, dans les circonstances actuelles d'une limitation du travail, il nous paraît indispensable de résumer et de discuter les grands arguments de principe qu'on a jusqu'ici opposés à cette limitation. Comme le faisait remarquer M. Waddington au Sénat en 1894 la question est devenue plus théorique que pratique, depuis que le principe a été consacré par le vote même de la haute assemblée ⁽¹⁾. Si l'intérêt de la discussion n'est plus actuel, il subsiste néanmoins pour l'économiste ou l'historien, qui doit pouvoir comparer les conceptions anciennes à celles qui dans nos Assemblées législatives ont fini par prévaloir.

Les deux raisons qui pendant longtemps ont fait hésiter les meilleurs esprits devant l'intervention de l'État, sont d'une part l'idée de la fatalité des lois économiques, de l'autre le principe de la liberté du travail.

Par des lois à la fois fatales et providentielles, pensait-on,

(1) Séance du 10 juillet 1894.

les profits, les salaires et même la durée du travail sont fixés, au mieux des intérêts des producteurs. Dans le domaine économique, comme dans tous les autres, l'homme ne saurait vivre qu'en se conformant aux lois naturelles. Il doit donc en accepter les effets, et ne peut, en s'y opposant que rendre sa condition plus misérable.

Volontiers nous accepterions la conclusion de ce raisonnement ; mais les prémisses scientifiques nous en paraissent inexactes, et bien rares sont aujourd'hui ceux qui les accepteraient dans toute leur rigueur. Si l'organisation économique et industrielle est dominée par les nécessités matérielles, elle constitue un phénomène social au même titre que les phénomènes politiques par exemple. La volonté humaine y joue donc un rôle considérable et ces phénomènes deviennent par suite susceptibles d'une réglementation juridique au même titre que les autres. Cette réglementation, du reste, ne leur a jamais fait défaut, puisque la loi du contrat s'est toujours appliquée à la fixation des salaires et des heures de travail. Seulement, pendant longtemps, les conditions du contrat n'ont guère été déterminées que par une seule des parties en cause, conformément à des intérêts qu'elle érigeait volontiers en nécessités naturelles. — Mais à mesure que l'ouvrier devint plus indépendant, et qu'il put discuter plus librement les conditions de son contrat, l'influence de la volonté humaine dans les rapports industriels devint toujours plus visible. On ne peut plus méconnaître aujourd'hui les effets sur les salaires et les heures de travail des coalitions, des associations syndicales et des lois protectrices. Sans doute, en matière industrielle, la liberté des individus est maintenue dans des bornes presque infranchissables par des nécessités matérielles d'un côté, et de l'autre par des volontés ou des habitudes collec-

tives contre lesquelles une volonté isolée reste impuissante. Mais, dans ces limites, la liberté humaine peut modifier les conditions de ce contrat comme de tous les autres. Dès que l'on reconnaît le rôle de la liberté dans la prétendue fatalité économique, l'intervention de la loi cesse d'être *a priori* une erreur scientifique; là où la volonté individuelle n'est pas impuissante la volonté collective manifestée par la loi ne saurait l'être non plus.

Mais si vous intervenez, dit-on, vous supprimez la liberté des contrats. C'est là la grande et fondamentale objection qu'on oppose à la réglementation, la seule qui subsiste véritablement et la plus forte, en effet, puisque personne n'en peut contester la vérité. Il faut donc en accepter le reproche : mais il sera permis tout au moins de rechercher, si en paraissant la supprimer, la limitation de travail ne rétablit pas plutôt la liberté.

La loi limite d'abord la liberté du patron; elle l'empêche d'exiger de l'ouvrier un travail aussi long qu'autrefois. Est-ce contre cette violation de la liberté qu'on proteste? Mais l'État, dans un contrat où les parties sont de force inégale n'intervient-il pas souvent pour rétablir l'équilibre, en empêchant qu'en aucun cas l'un des contractants n'abuse de sa situation supérieure? Est-ce un mal que le patron ne puisse « faire travailler » plus d'un nombre d'heures déterminé, au delà duquel la santé et la moralité de l'ouvrier seraient en péril? On n'ose le soutenir. Aussi les adversaires de la limitation se sont constitués plus volontiers les défenseurs de la liberté ouvrière. — Envisageons la question à ce nouveau point de vue. Le fait seul de fixer les limites dans lesquelles s'exercera la liberté des contractants ne saurait être considéré comme une atteinte portée par l'État aux droits de l'individu. En interdisant à l'usurier de prêter à plus de 5 0/0

la loi par là même interdit à l'emprunteur de payer, même s'il le veut, un intérêt supérieur. Dans le contrat de travail comme dans tout autre l'État dans un intérêt général peut fixer des bornes à la liberté. — Mais, dit-on, le contrat de travail n'est pas semblable aux autres ; l'État se heurte ici à un principe supérieur : celui de la liberté du travail. — On se trompe évidemment sur la portée de ce principe. L'Assemblée constituante lorsqu'elle proclamait pour chacun le droit d'exercer la profession de son choix, où et comme il lui convenait, n'entendait pas s'interdire pour l'avenir toute intervention dans l'organisation des manufactures⁽¹⁾. On peut même affirmer que la liberté pour l'ouvrier de travailler à son gré n'était pas visée par l'Assemblée, dont les dispositions à l'égard des artisans n'étaient guères libérales... Du

(1) Il est aisé de déterminer d'après les textes mêmes la portée du principe que nous discutons, et de prouver que jamais l'État n'a voulu se départir de son droit de police sur les usines et manufactures.

La Constitution des 13-14 septembre 1791, dit simplement : « Il n'y a plus ni jurandes, ni corporations de professions, arts ou métiers ». — La loi fondamentale des 2-17 mars 1791, celle qui sert de base à toute discussion sur la liberté du travail, maintient expressément le droit pour l'État de faire des réglemens de police. Son art. 7 en effet est ainsi conçu : « Il sera libre à toute personne, de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon, mais elle sera tenue de se pourvoir auparavant d'une patente, d'en acquitter le prix suivant les taux ci-après déterminés, et de se conformer aux réglemens de police qui sont ou pourront être faits ». — Dans la loi des 14-17 juin 1791, dite loi Chapelier, il n'y a pas un mot qui puisse servir à contester le droit d'intervention de l'État, et qui puisse faire considérer cette intervention comme une atteinte au « libre exercice de l'industrie et du travail ». — La Constitution du 5 fructidor an III précise admirablement dans son art. 356, ce que la Révolution entendait par les mots « liberté du travail ». « La loi, dit-elle, surveille particulièrement les professions qui intéressent les mœurs publiques, la sûreté et la santé des citoyens, mais on ne peut faire dépendre l'admission à l'exercice de ces professions d'aucune prestation pécuniaire ». — La constitution de 1848 a aussi proclamé la liberté du travail. Mais elle s'est bornée à la formule sans en préciser la portée. Il n'y a pas à présumer qu'elle ait voulu modifier la portée des textes antérieurs.

reste, existe-t-il un principe politique sans restriction? En est-il un seul assez large, assez compréhensif, assez bienfaisant pour pouvoir être appliqué aveuglément à toutes les situations possibles? En est-il un seul qui n'ait et ne doive avoir des exceptions? Personne ne le soutiendra.

C'est donc en définitive moins le principe que le fait de la liberté du travail que l'on prétend menacé par l'intervention de l'État.

Mais la question se pose alors de savoir si véritablement l'ouvrier est libre dans le contrat, si c'est de son plein gré qu'il consent à travailler 11, 12 et 13 heures par jour. Et si ce n'est pas de sa propre volonté, mais sous la pression d'une volonté étrangère qu'il s'impose ce labeur épuisant, pourra-t-on dire encore que la loi, en instituant pour lui la clause qu'il inscrirait au contrat de travail, *s'il le pouvait*, empiète sur sa liberté? Ne lui rend-elle pas plutôt cette liberté de *ne pas travailler*, qui est le corollaire indispensable et trop souvent inaperçu de la liberté du travail? — Or cette volonté de limiter leur travail à un nombre d'heures déterminé, les ouvriers l'ont exprimée en plus d'une circonstance. Nous examinerons au cours de cette étude tous leurs efforts pour obtenir la réduction du travail, les vœux de leurs congrès, les enquêtes, les grèves faites dans ce but. Si la limitation qu'ils réclament n'est pas encore réalisée dans les faits, ce n'est pas qu'ils dédaignent de la stipuler dans le contrat de travail, mais seulement qu'ils ne le peuvent pas.

Ainsi, des deux arguments de principe invoqués contre l'intervention de l'État, aucun ne nous paraît résister à la critique. « Fatalité des lois naturelles » est souvent synonyme de « routine traditionnelle ». La liberté du travail, dont le principe subsiste et doit continuer suivant nous à

régir le droit industriel, n'est pas entravée mais au contraire garantie par l'intervention légale.

C'est qu'en effet, si l'on y regarde de près, ces deux arguments si souvent invoqués cachent peut-être sous leur apparence rationnelle une opposition plus irréductible qu'il ne semble au premier abord. L'idée d'égalité des droits n'a pas encore pénétré toutes nos conceptions sociales, et son principe se heurte à des habitudes d'esprit depuis longtemps enracinées. Or dans le contrat de travail, l'égalité du patron et de l'ouvrier n'est que théorique; en fait, et pour tout ce qui concerne le travail de chaque jour, il existe entre les deux parties un rapport de subordination et de dépendance dont on ne peut faire abstraction sans effort. A quel moment commence le contrat? A quel moment les règles édictées dans une fabrique peuvent-elles être soumises à l'appréciation des deux parties en cause, et cessent-elles d'être des prescriptions disciplinaires que le directeur seul est capable de rédiger? La limite est difficile à déterminer. On craint qu'en intervenant, l'État ne porte atteinte à l'autorité patronale. Chacune de ses interventions consacre au fond l'indépendance de l'ouvrier. Et c'est elle que combattent en réalité beaucoup des adversaires de l'intervention.

Nous croyons trouver dans les faits la vérification frappante de cette explication psychologique. Quelles sont en effet les époques où l'État a le moins hésité à intervenir dans le contrat de travail? Ce sont celles précisément où l'égalité des deux parties était affirmée avec le plus de force dans la constitution politique et dans l'esprit public : sous la République de 48 et sous la République actuelle. C'est donc aux époques où le contrat est relativement le plus libre où les deux parties paraissent le plus indépendantes l'une de l'autre (la création de syndicats professionnels et les essais de con-

trat collectif ont de nos jours rendu la situation plus nette encore) que l'État se sent lui aussi le plus libre d'imposer des règles et d'assigner des limites aux prétentions de chacune d'elles.

V

Mais la réforme proposée est-elle possible ? En d'autres termes, sous prétexte d'accroître l'énergie du pays ne va-t-on pas diminuer la production, et par suite affaiblir cette classe ouvrière au profit de laquelle on la réclame ? Toute question de réforme sociale ou politique (une fois élucidé le problème des droits et des devoirs), se résout en une question d'opportunité. Il s'agit ici de savoir si la production restera la même après la réforme qu'avant.

Au fond de toute discussion sur la réglementation du travail se retrouve cette préoccupation. Et sans doute les arguments juridiques et politiques n'auraient pas tenu longtemps si l'on avait pu assurer aux industriels que leur produit resterait identique.

La question ne saurait se résoudre *in abstracto*. On ne peut la poser que pour un pays déterminé, en fixant à l'avance de combien l'on prétend diminuer la journée de travail et en recherchant les conséquences de cette fixation. C'est cette recherche des faits que nous avons tentée.

En étudiant d'abord l'histoire de la réglementation du travail des adultes et la durée actuelle du travail dans les principales industries, nous avons cherché à assurer le point de départ indispensable de toute spéculation sur l'avenir. Cette recherche n'est possible que depuis peu d'années. Avant 1891 les renseignements sur la durée du travail étaient à la fois insuffisants et inexacts.

Depuis cette date une série de publications sont venues combler cette lacune de notre littérature économique. L'*Enquête sur le salaire et la durée de travail dans les mines*, publiée par la Statistique minérale, l'*Enquête inédite sur la réduction du travail dans les mines*, faite par les soins du Ministre des travaux publics, l'*Enquête de la commission parlementaire du travail sur la réglementation du travail des adultes*, la grande enquête de l'Office du travail, achevée cette année même, sur les salaires et la durée du travail dans l'industrie française, enfin les *Rapports des inspecteurs* qui vivifient les renseignements souvent un peu secs et toujours énigmatiques des statistiques officielles, permettent de faire des conditions actuelles du travail en France, un tableau, sinon toujours exact, au moins plus exact qu'autrefois.

De ce tableau ressort avec une évidence qui, croyons-nous, ne laisse rien à désirer la nécessité d'une intervention de l'État pour mettre fin à des abus vraiment intolérables.

Mais cette nécessité constatée, il reste la tâche la plus difficile : déterminer la limite qui tout en ne compromettant pas la production industrielle, permettra cependant de protéger efficacement l'ouvrier contre ces abus. Pour cela la meilleure méthode nous paraissait être d'étudier dans les principales industries l'organisation du travail et le rôle de l'ouvrier ; et de voir si la longue durée du travail dans la plupart d'entre elles n'était pas la conséquence d'une organisation défectueuse et routinière plus que des nécessités de la production. Puis, après avoir constaté quelles améliorations pouvait supporter cette organisation, il fallait chercher à prévoir quelles seraient respectivement dans ces industries les conséquences d'une réduction d'une heure, d'une heure $1/2$, d'une $1/2$ heure ou de $3/4$ d'heure. Enfin pour

contrôler ces prévisions nous devons étudier les expériences de réduction du travail déjà faites dans l'industrie, soit en France, soit à l'étranger, et en tirer les conclusions qui s'imposaient quant aux effets probables de réductions analogues pour l'avenir.

Tel était le programme que nous nous étions tracé, et que nous aurions voulu pouvoir exécuter plus complètement. Malheureusement il n'a pas été toujours possible de le remplir dans tous ses détails. En deux points surtout nous avons dû nous borner, non de notre propre gré, mais par la force des choses. Au lieu d'étudier toutes les branches importantes de la grande et de la moyenne industrie, et d'aboutir ainsi à un tableau général de l'organisation du travail, où nous aurions pu résumer les données essentielles qui permettent de résoudre le problème de la réduction, nous avons dû, faute de documents, nous contenter d'étudier cette organisation dans quelques industries seulement : les industries à feu continu, les industries textiles, les mines, les chemins de fer. En second lieu nous avons dû renoncer à parler de la petite industrie. Deux motifs nous y ont engagé : d'abord l'absence de documents suffisants, et, de plus, les conditions spéciales de ce régime, qui doivent le faire soumettre à une réglementation particulière. Nous avons indiqué en gros dans notre chapitre VII, sur les longues journées, les causes qui expliquent la longueur du travail dans la petite industrie ; elles sont de telle nature qu'on ne saurait efficacement y réprimer les abus par les mêmes procédés que dans la grande et la moyenne industrie⁽¹⁾.

On verra que l'argument principal sur lequel nous nous

(1) Nous n'avons pas parlé non plus de la durée du travail des employés de magasins, dont la réglementation serait cependant si importante. Mais l'absence de tout document nous condamnait à cette réserve.

appuyons pour demander la réduction légale du travail, c'est la possibilité, fréquemment constatée pour l'ouvrier, d'accomplir en moins de temps le même travail qu'il faisait auparavant dans un temps donné. Des expériences si nombreuses de ce phénomène ont été rapportées qu'on ne songe plus à le contester ; il s'agit seulement de savoir dans quelles conditions il s'est produit et dans quelles conditions par conséquent il se reproduira. Le plus grand nombre de ces exemples sont empruntés à l'Angleterre ; les Anglais sont à l'avant-garde non seulement du progrès industriel, mais des réformes sociales, et chez aucun peuple on ne rencontre autant de tentatives pour améliorer la condition de l'ouvrier. Nous aurions voulu emprunter à la France un plus grand nombre de ces exemples ; nous en avons recueilli quelques-uns, mais pas assez pour en tirer des conséquences très décisives. Le recours à l'étranger était donc indispensable.

VI

Une dernière question mérite d'être élucidée. Si l'on découvrait qu'en France une limitation du travail par la loi, si faible fût-elle, nuirait momentanément à la production nationale, devrait-on néanmoins demander cette limitation ?

Il faut, croyons-nous, répondre sans hésiter par l'affirmative. L'alternative, en effet, serait la suivante : vaut-il mieux continuer à subir un dommage permanent et irréparable du corps et de l'esprit de nos ouvriers, ou tendre pendant quelques temps toutes nos énergies pour permettre à l'industrie de compenser les pertes que lui ferait éprouver la nouvelle législation ? Aucun sacrifice n'est assez grand lors-

qu'il s'agit de maintenir l'intégrité morale et physique d'une partie de la nation. Nous accordons des droits de douane et des primes à nos industries pour leur permettre de supporter la concurrence étrangère. Ne pourra-t-on pas lui en accorder aussi pour maintenir l'existence de ceux qui la servent?

Si l'industrie nationale ne peut se maintenir que par la misère et les souffrances d'une partie de la nation, elle est nuisible à la nation. La richesse qu'elle lui procure n'est qu'apparente. Sans doute suivant la vitalité plus ou moins grande de cette industrie la limite fixée pourra être plus ou moins sévère. Mais en aucun cas on ne doit tolérer des abus tels que ceux auxquels nous assistions hier encore pour les femmes et les enfants, et ceux que nous constatons fréquemment aujourd'hui pour les adultes. Lorsqu'il votait la loi de 1847 limitant la durée du travail dans l'industrie du coton, le Parlement anglais n'était pas *sûr* que la règle nouvelle ne ferait pas baisser, au moins momentanément, la production des fils et des tissus. Il l'a votée néanmoins, et les prévisions pessimistes des timides ne se sont pas réalisées. Se seraient-elles réalisées, que l'avantage pour la nation anglaise d'une race d'ouvriers vigoureuse et saine telle que celle du Lancashire, aurait vite compensé la perte matérielle que l'on prédisait.

C'est une nécessité de la vie publique de ne pas se laisser entraîner par des mouvements irréfléchis, fussent-ils même généreux. Mais à certains moments c'est un devoir pour l'homme d'État de faire passer les intérêts permanents de l'humanité avant tous les autres, même si les obscurités et l'incertitude de sa science font hésiter sa raison devant les conséquences immédiates de ses actes.

PREMIÈRE PARTIE

On parle souvent en France de la limitation du travail des adultes comme s'il s'agissait d'une réforme absolument nouvelle. On semble oublier qu'elle a déjà une histoire, et une histoire assez longue, puisque le 9 septembre de cette année même marquera le cinquantenaire de l'admission de son principe dans notre législation.

Les premiers chapitres de notre travail sont consacrés à raconter cette histoire. Elle nous paraît instructive à plus d'un égard.

Elle constitue d'abord une portion de l'histoire ouvrière de ce siècle, si mal connue, et qui depuis le beau livre de M. Levasseur, semble avoir découragé tous les historiens. Comment l'idée de la limitation du travail est-elle née? Comment a-t-elle grandi? Comment s'est-elle réalisée? Les ouvriers et les patrons y étaient-ils hostiles ou favorables? L'essai tenté en 1848 eut-il des résultats bienfaisants, ou n'en eut-il aucun? Quelle fut enfin l'attitude du gouvernement? Et comment s'expliquer qu'une réforme si ardemment réclamée, si passionnément discutée lors de son introduction, ait en fin de compte piteusement échoué? Les adver-

saires de son principe prétendent prouver que son insuccès tient à la puissance des lois naturelles contre lesquelles la volonté humaine ne saurait prévaloir. Nous croyons plutôt que la loi échoua simplement parce qu'on voulut la faire échouer. Nous aurons donc à considérer un premier groupe de faits, comprenant les événements qui ont amené la loi de 1848, et les conséquences de cette loi jusqu'au moment où elle tomba en désuétude.

Mais la loi de 1848 est actuellement de nouveau en vigueur; elle est appliquée plus rigoureusement que jamais, et cela depuis une quinzaine d'années seulement, en vertu d'une loi de 1883. Il est donc impossible de l'étudier au simple point de vue historique. Il faut en considérer la portée juridique, et le fonctionnement pratique, depuis qu'il est assuré par un service d'inspection convenable.

Il faut examiner si elle remplit véritablement son but, si les ouvriers sont grâce à elle effectivement protégés, ou si au contraire, le vague de ses dispositions rend illusoire cette protection; il faut chercher enfin, si elle répond aux desiderata principaux que nous avons formulés dans notre introduction. Ce n'est pas tout; jusqu'à 1883, nous n'avions aucun moyen de connaître les *délits* qui pouvaient se commettre dans telle ou telle fabrique, ni par suite les abus qui réclamaient l'intervention de la loi. Depuis que les ouvriers adultes sont en partie soumis au contrôle de l'inspection, cette ignorance a cessé et les rapports des inspecteurs sont une source abondante d'information.

Cette étude du fonctionnement actuel de la loi nous permettra d'arriver à des conclusions pratiques. Étant donné que le maximum de 12 heures de travail par jour a été admis à plus d'une reprise par le législateur français, quels sont les meilleurs moyens d'en assurer efficacement le res-

pect, et d'en faire bénéficier le plus d'ouvriers possible? Telle est la question que nous nous poserons. Sans chercher encore s'il n'y aurait pas lieu de poser une limite plus sévère, nous nous demanderons simplement si le gouvernement n'a pas en main les armes nécessaires pour faire passer les prescriptions des lois de 1848 et de 1883 dans la réalité.

Mais tandis que le législateur en restait à la limite fixée par le décret du 9 septembre 1848, les désirs des ouvriers et l'opinion des philanthropes tendaient à la dépasser, et réclamaient de la loi une intervention plus sérieuse. Aussi depuis une vingtaine d'années on voit grandir l'agitation en faveur d'une limitation légale de la journée de travail; on réclame un maximum de 8, de 9, de 10, de 11 heures; mais quelle que soit la limite ainsi choisie, chaque effort dans ce sens contribue à hâter le moment où le législateur interviendra. Lorsqu'un mouvement d'opinion a pris une certaine intensité, il est impossible à l'homme d'État de n'en pas tenir compte. Nous ne prétendons pas qu'il y doive toujours céder; mais lorsqu'une réforme a été longtemps discutée; lorsqu'elle trouve pour la soutenir des hommes réfléchis et sincères, et qu'on ne peut lui opposer aucun argument péremptoire et définitif, c'est en sa faveur un argument de plus qu'elle soit attendue et demandée par un grand nombre de citoyens. Pour qu'une réforme réussisse elle doit avoir déjà gain de cause dans l'esprit public. Il faut donc chercher à déterminer à l'égard de la limitation du travail, la portion et l'étendue du mouvement d'opinion qui la réclame.

Cette première partie se divisera donc naturellement en 5 chapitres. Dans les trois premiers, nous étudierons l'origine du décret de 1848, celle des décrets de 1851 et de 1866, les faibles efforts qui furent faits pour en assurer l'exécution

et l'insuccès final de ces efforts devant la résistance du gouvernement.

Au Chapitre IV nous exposerons la législation actuelle telle qu'elle résulte des différents décrets, des lettres et circulaires ministérielles, et de quelques décisions de jurisprudence; nous étudierons son fonctionnement depuis 15 ans, les difficultés auxquelles son application s'est heurtée et les motifs de ces difficultés.

Au Chapitre V enfin nous examinerons les progrès faits dans l'esprit public par l'idée de la réglementation; les tentatives des ouvriers pour l'obtenir, les efforts faits au Parlement et au dehors par ses partisans pour la réaliser.

CHAPITRE PREMIER

Histoire des décrets du 2 mars et du 9 septembre 1848.

La réduction de la durée journalière du travail, qui depuis quelques années est discutée presque journellement dans les journaux, et qui constitue l'une des revendications ouvrières à la fois les plus connues et les mieux accueillies du public, n'a préoccupé pendant longtemps qu'un petit nombre de philanthropes. Il est intéressant de poursuivre ce mouvement d'opinion, de voir le besoin d'un plus grand loisir se manifester sous des formes diverses, s'imposer de plus en plus à l'attention des industriels, du public et des législateurs, et trouver finalement son expression dans une grande fête ouvrière internationale. Nous chercherons à décrire le plus exactement possible les différentes périodes et les caractères de ce mouvement.

On peut y distinguer trois phases principales : la première se termine en 1848 par le triomphe momentané des ouvriers ; la deuxième s'étend de 1848 à 1876, elle est silencieuse et mal connue ; la classe ouvrière cherche à s'organiser et n'y réussit qu'avec peine ; mais en 1876 les circonstances changent, on voit naître un véritable parti ouvrier et le mouvement pour la diminution des heures de travail prend aussitôt une ampleur et une force qu'il n'avait pas connues jusque-là.

Dans chacune de ces phases le mouvement se poursuit de

deux manières différentes. Nous voyons d'abord les ouvriers chercher spontanément et isolément dans les différents établissements qui les emploient, à faire diminuer la durée de leur travail. C'est une œuvre inorganisée, sans aucune entente préalable; les armes employées sont la grève ou l'association. A côté de ce mouvement ininterrompu mais lent, nous voyons des philanthropes d'abord, puis des hommes politiques, puis enfin les ouvriers eux-mêmes réunis en Congrès, chercher à conquérir l'opinion et s'efforcer avec son appui d'arracher à la loi les concessions nécessaires. D'une part, la lutte purement industrielle, limitée aux patrons et aux ouvriers de telle ou telle usine, d'autre part une lutte politique engagée dans les journaux, dans les livres et dans les Congrès; tels sont les deux aspects du mouvement que nous allons étudier.

§ 1.

MOUVEMENT POUR LA RÉDUCTION DU TRAVAIL DE 1828-1848.

Ce mouvement serait incompréhensible si l'on ne connaissait pas d'abord les faits qui émurent les philanthropes, et justifèrent les plaintes des ouvriers. Rappelons ici les principaux d'entre eux ⁽¹⁾. Dans les filatures et les tissages la durée la plus ordinaire du travail était de 13 heures, de l'aveu même des industriels. Les journées de 14, de 15 heures étaient fréquentes; on les retrouve en Alsace comme dans le Nord et comme en Normandie. Dans l'industrie de la soie, en 1848 les journées les plus fréquentes sont de 13, 14 et 15 heures dans la Loire, l'Ardèche, la Drôme,

(1) Nous résumons ici les détails contenus dans notre article : « *La durée du travail dans l'industrie française de 1820-1870* ». *Revue d'Économie politique*, t. XI, 1897, p. 371 et suiv.

le Gard. — Nous connaissons moins bien la durée du travail dans les corps de métier; mais l'étendue et le nombre des grèves, la violence avec laquelle les ouvriers réclamèrent la réduction du travail en 1848 sont des indices suffisants de la souffrance qu'ils avaient subie.

La grande industrie en France comme ailleurs, ne se créa pas sans semer des misères autour d'elle. Chose curieuse, les industriels eux-mêmes sont comme effrayés de ses conséquences. Ils se sentent entraînés par une force supérieure à la résistance individuelle qu'ils y pourraient opposer : la force de la concurrence, le « dieu du bon marché », comme dira plus tard l'un d'eux. — Ils accusent moins la concurrence que la surproduction dont ils se croient les victimes, victimes à la fois volontaires et récalcitrantes. Incapables de se borner eux-mêmes, ils demandent à la loi de les y contraindre et se rencontrent ainsi avec leurs ouvriers qui lui demandent de les protéger.

Le premier qui formula l'idée d'un tel recours fut J.-J. Bourcart de Guebwiller.

En 1828, il proposait à la Société industrielle de Mulhouse d'envoyer une pétition à la Chambre pour obtenir la fixation légale de la journée de travail dans les filatures ⁽¹⁾. L'idée d'une telle réglementation ne constituait pas une nouveauté et nous ne ferions pas à M. Bourcart un honneur de l'avoir proposée le premier, si les circonstances et les motifs qui le faisaient agir n'avaient eu un caractère particulier. Jusqu'alors les réglementations légales n'étaient intervenues qu'en faveur du consommateur ou du patron ⁽²⁾. Bourcart les

(1) *Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse*, t. I, p. 325-335.

(2) « Ces prescriptions, dit Morisseau à propos des règlements corporatifs, ne sont pas inspirées du sentiment qui en a fait adopter de semblables dans la législation industrielle moderne où domine surtout la préoccupation de la

réclame en faveur de l'ouvrier, sans nier du reste les heureuses conséquences qu'une telle limitation aura pour les patrons, en empêchant la surproduction ⁽¹⁾. Sans doute, il ne propose un maximum de travail que pour les filatures; l'idée d'une protection semblable pour toute la classe ouvrière ne lui est pas encore familière. Mais nous devons néanmoins conserver son nom, comme celui du premier industriel qui formule cette revendication devenue banale aujourd'hui d'un maximum de travail pour l'ouvrier adulte.

L'idée qu'il émettait ainsi et qui peut nous paraître hardie, fut acceptée sans difficulté dans les milieux industriels. La croyance qu'une pareille mesure mettrait un frein à la surproduction et calmerait la concurrence effrénée, semble avoir contribué plus encore que l'intérêt pour la classe ouvrière, à les y rendre favorables. Dans les trois centres industriels les plus importants, l'Alsace, le Nord et la Normandie, la limitation à 12 heures de la journée de travail aurait été acceptée sans difficulté; bien plus, elle était réclamée avec insistance ⁽²⁾. Des philanthropes comme Bères,

santé des ouvriers. La preuve c'est que le travailleur ne pouvait se refuser de veiller moyennant une augmentation de salaire ». *Législ. du trav.*, Bruxelles, 1895, p. 80.

(1) « Une loi qui défendrait à tout propriétaire d'une filature de faire travailler plus de douze heures par jour deviendrait avantageuse dans les deux cas possibles, que le résultat de cette réduction de temps de travail soit une diminution de production ou qu'il n'en soit pas, et le fabricant en retirerait de plus l'avantage que son ouvrage lui serait mieux soigné et aurait une valeur intrinsèque plus grande ». *Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse*, t. I, p. 325-335.

(2) En voici les preuves : Pour l'Alsace, V. déposition de MM. Witz, fils et C^{ie} à Cernay (Haut-Rhin) dans l'*Enquête sur l'industrie du coton*, de 1827, p. 86 : « La réduction des heures de travail est réclamée par tous les manufacturiers sensés : ou elle diminuerait les produits, ou elle les établirait à meilleur compte. Cette réduction aurait aussi l'immense avantage de ne pas abâtardir la génération croissante qui s'énervé par un travail de 14 à 15 heu-

Villermé, joignirent leurs vœux à ceux des industriels⁽¹⁾. Lorsqu'on discuta la loi sur le travail des enfants en 1840, deux députés, Dietrich et d'Alban de Villeneuve⁽²⁾ se déclarèrent partisans d'une limitation pour tous les ouvriers.

Mais ces efforts restèrent inutiles⁽³⁾. Nous ne pouvons que relever les traces de l'idée. Elle n'est pas assez forte encore à ce moment pour pénétrer dans les faits. B. Malon⁽⁴⁾ parle d'une pétition adressée en 1841 au premier Ministre et à la Chambre des Pairs, par M. Daniel Legrand, l'industriel alsacien. Nous n'avons pu la retrouver.

Mais si le courant d'opinion en faveur de la limitation n'aboutit qu'à la loi si insuffisante de 1841 sur le travail des enfants, par contre le mouvement prend une intensité croissante dans la classe ouvrière elle-même. Il se manifeste d'abord par de fréquentes et puissantes grèves. Les ouvriers du bâtiment paraissent au début les plus ardents. En 1832, des charpentiers du Pec, en 1833, des menuisiers de Caen, font grève et réussissent à faire réduire leur journée⁽⁵⁾. La

res ». — A Lille en 1840, la Chambre de commerce, dans l'enquête faite pour la loi sur le travail des enfants, demande qu'on fixe le maximum de 12 heures non seulement pour les enfants, mais encore pour les adultes. V. Adjonction du 12 décembre 1840, au Rapport de Renouard à la Chambre, du 25 mai 1840. — Enfin à Rouen la preuve nous est fournie par la crainte que montrent les industriels lorsqu'on parle de supprimer le décret du 2 mars 1848. Cette crainte se traduit par un vœu pour la journée de 12 heures, cité par Dupin dans son discours du 31 août 1848 (*Monit.*, 1848, p. 2248).

(1) E. Bères : *Les classes ouvrières*, Paris, 1836, p. 154, propose la limitation à 10 ou au plus 12 heures de travail pour tous les ouvriers. — Villermé ne la demandait que pour les enfants.

(2) *Moniteur*, 1840, p. 2488 et 2494.

(3) Mataja, *Les origines de la protection ouvrière en France*, *Rev. d'Écon. polit.*, 1895 et 1896, en donne un récit détaillé.

(4) *La législation internationale du travail*, *Revue socialiste*, XII, p. 641.

(5) Levasseur, *Histoire des classes laborieuses*, II, p. 165 et suiv.

même année (1833), des ouvriers bijoutiers de Paris réclament une diminution d'une heure ⁽¹⁾. En 1846, les teinturiers cessent leur travail, demandant une diminution de travail et une augmentation de salaire ; cette dernière réclamation seule leur est accordée ⁽²⁾. D'autres moyens plus pacifiques sont employés encore : les typographes en 1843, établissent d'accord avec les patrons, un tarif qui fixe la journée à 10 heures de travail effectif ; et ce tarif dès lors est resté définitif ⁽³⁾.

Mais le mouvement qui paraît avoir frappé le plus les contemporains est une sortie en masse des ouvriers dans la plaine de Saint-Denis, au mois de septembre 1840. Ils étaient 100.000 environ, maçons, tailleurs de pierre, serruriers, mécaniciens, ébénistes, menuisiers, charrons, tailleurs, tonneliers. Tous d'un commun accord se mettent en grève, réclamant avec la suppression du marchandage, la réduction du travail à 10 heures ⁽⁴⁾. Cette grande manifestation semble avoir eu pour objet non seulement de frapper l'esprit des patrons mais aussi d'impressionner l'opinion publique. Nous ne savons quelle en fut l'issue.

En 1848 l'agitation en faveur d'une limitation légale du travail était à son apogée ; la révolution faite, ce fut la première pensée des ouvriers ; ce fut aussi leur premier et leur unique succès.

(1) Crouzel, *Coalitions et grèves*, p. 223 et L. Blanc, *Histoire de 10 ans*, Paris, 1843, IV, p. 106.

(2) Audiganne, *Les ouvriers d'aujourd'hui*, 1865, Paris.

(3) *Enquête des 44*, p. 393.

(4) V. Discours de Corbon à l'Ass. Nation. (Séance du 8 sept. 1848). *Monit.*, 1848, p. 2364 et le *National* du 4 sept. 1840.

§ 2.

LE DÉCRET DU 2 MARS 1848.

Comment fut rendu le décret du 2 mars 1848 ⁽¹⁾? — C'est la pression énergique des classes populaires qui décida le gouvernement.

Les ouvriers s'étaient soulevés, les ateliers s'étaient vidés; la victoire venue, ils refusèrent de se remettre au travail sans que leurs demandes eussent reçu satisfaction. Plusieurs patrons devant cette volonté nettement exprimée, cédèrent, abaissèrent à 10 heures la durée de la journée de travail, et leurs ouvriers rentrèrent ⁽²⁾. Mais la majorité continuait à refuser le travail.

Sur ces entrefaites, la commission du Luxembourg ⁽³⁾ fut instituée. Elle tint sa première séance le 1^{er} mars 1848; 200 délégués ouvriers environ y assistaient; un grand nombre d'entre eux prirent la parole et tous réclamèrent la réduction du travail et la suppression du marchandage ⁽⁴⁾. Ils demandaient qu'on statuât aussitôt sur leurs demandes; ces réformes leur semblaient la conséquence naturelle, nécessaire de la Révolution. — Devant cette insistance Louis Blanc comprit qu'il fallait céder. Soutenu par Arago il persuada les ouvriers d'attendre encore jusqu'au lendemain. On envoya deux émissaires chargés de convoquer les

(1) V. pour tout ce chapitre : V. Mataja, *Les décrets sur la journée de travail en 1848* (*Revue d'Économie politique*, 1892, p. 1255 et suiv.).

(2) V. *Constitutionnel*, 1-6 mars 1848.

(3) Sur son origine, cf. G. Cahen : *L. Blanc et la Commission du Luxembourg* (*Ann. de l'Ec. des sc. polit.*, mars, mai et juillet 1897).

(4) V. *Moniteur*, p. 530.

patrons ; ceux-ci se réunirent le lendemain au Luxembourg, et là sans difficulté ils consentirent à réduire d'une heure la journée de travail. Le même jour paraissait le décret, fixant à 10 heures à Paris, à 11 heures en province la durée maximum du travail journalier ⁽¹⁾.

Mais dans la hâte qu'on avait mise à le rédiger, on avait oublié de lui donner une sanction. Cet oubli fut réparé le 4 avril par un nouveau décret ainsi conçu ⁽²⁾ : « Considérant qu'il importe de donner une sanction au décret du 2 mars 1848, en ce qui concerne la fixation de la durée du travail effectué à Paris, le gouvernement provisoire décrète : Tout chef d'atelier qui exigera de ses ouvriers plus de 10 heures de travail effectif sera puni d'une amende de 50 à 100 francs pour la première fois, de 100 à 200 francs en cas de récidive, et s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller de 1 à 6 mois. Le produit des amendes sera destiné à secourir les invalides du travail ».

Comme on le voit, ce nouveau décret ne parlait que de Paris. Est-ce volontairement qu'on omit de mentionner le reste de la France? On pourrait le croire. La question ouvrière n'était réellement pressante que dans la capitale, et l'on pensait pouvoir négliger la province. Effectivement, du reste, le décret du 2 mars ne fut appliqué qu'à Paris ⁽³⁾.

(1) V. le texte aux appendices.

(2) *Moniteur*, p. 765.

(3) Discours de P. Duprat, séance du 31 août 1848.

Il fallut à diverses reprises que la commission des travailleurs précisât la portée du décret dont les termes cependant étaient assez nets. Elle le fit par les 3 arrêtés suivants :

Arrêté du 3 mars étendant le décret à toutes les professions.		
— 9 —	—	aux travaux des femmes.
— 14 —	—	à tous les départements.

Cf. le *Moniteur*, à ces dates.

— Quoi qu'il en soit, cet oubli devait servir plus tard aux adversaires du décret; on y vit une inégalité voulue à l'égard de la province et on la reprocha vivement à ses auteurs ⁽¹⁾.

Louis Blanc semble avoir cru réellement à la nécessité d'une limitation, et son action à ce moment fut sincère. Dans la séance du 25 août 1848, alors qu'une demande en autorisation de poursuites était déposée contre lui, il disait : « La demande des ouvriers me parut à moi parfaitement légitime. ⁽²⁾ » Plus tard dans son histoire de la Révolution de 1848, il l'affirme une seconde fois ⁽³⁾. Mais on ne saurait faire honneur de la même sincérité aux autres membres du gouvernement provisoire. Lorsque six mois plus tard on proposa l'abrogation du décret, lorsqu'on discuta le nouveau maximum de 12 heures, non seulement aucun d'entre eux ne prit la parole pour défendre l'œuvre commune, mais aucun même ne prit part à la discussion de la nouvelle loi ⁽⁴⁾. Ils avaient cédé par peur à la pression des circonstances.

Ainsi nous pouvons bien le dire : le décret du 2 mars 1848 fut l'œuvre moins du gouvernement que des ouvriers eux-mêmes ; c'est à leur insistance, à leur ferme volonté qu'il faut l'attribuer. Sans eux, les bonnes dispositions du gouvernement seraient sans doute restées sans sanction, comme tant d'autres projets, qui, soumis à la commission du Luxembourg ne furent jamais réalisés.

Cinq mois après, devant l'Assemblée constituante ce même décret était l'objet des plus vives attaques. Il faisait honneur, disait-on, aux bonnes intentions, mais non à la fermeté ni à

(1) Discours de P. Duprat, séance du 31 août 1848.

(2) *Moniteur*, p. 2163.

(3) *Hist. de la Révolution de 48*, I, p. 167-171.

(4) *Journal des Débats*, 30 août 1848.

l'intelligence du gouvernement provisoire. Il ne trouva qu'un seul défenseur : le philosophe Pierre Leroux.

Comment expliquer un revirement si soudain ?

L'explication la plus naturelle semble être que le décret produisit réellement plus de mal que de bien, qu'il nuisit aux intérêts de l'industrie plus qu'il ne servit ceux des ouvriers.

Il n'en est rien cependant.

En effet, il est impossible d'établir dans quelle mesure la crise industrielle, qui sévit en France à cette époque, fut la conséquence du décret. Il faut l'attribuer surtout à la situation politique générale. Les adversaires du décret le représentèrent nécessairement comme la cause de tout le mal ; mais il nous est impossible à la distance où nous sommes de le condamner aussi sévèrement. Sans doute nous lisons dans un journal comme l'*Atelier*, rédigé uniquement par des ouvriers, des appréciations comme celle-ci : « Le décret du 2 mars, s'il a profité à quelques travailleurs, n'a été qu'une cause de ruine pour le grand nombre qui a vu les travaux se suspendre, et les ateliers se fermer lors de sa promulgation. Des patrons n'ont pas voulu se soumettre à ses prescriptions, des grèves s'en sont suivies : les fabricants ont élevé le prix de leurs produits, et les spéculateurs ont été demander à la concurrence étrangère les avantages que l'industrie française était dans l'impossibilité de leur accorder » ⁽¹⁾. — Sans doute, Charles Dupin, dont la bonne foi en ces matières n'était pas suspecte, affirmait à l'Assemblée que si en août 300.000 personnes étaient à la charge de l'assistance publique, alors qu'en février il n'y avait à Paris que 12.000 ouvriers sans travail la faute en était au décret ⁽²⁾.

(1) L'*Atelier*, 7 octobre 1848, p. 226.

(2) Discours du 31 août 1848, *Moniteur*, p. 2248.

Néanmoins pour les personnes non prévenues, la mauvaise volonté des patrons, l'agitation ouvrière, l'insécurité générale non seulement en France, mais dans l'Europe entière, étaient les véritables motifs de la crise, et celle-ci devait forcément entraîner un chômage considérable ⁽¹⁾. Nous trouvons dans un document quasi-officiel la confirmation de cette opinion. Au mois d'août 1848, Tourret, ministre du commerce, préparait un décret qui tout en abrogeant celui du 2 mars, fixait à 12 heures la limite du travail journalier. Ce projet ne fut pas soumis à l'Assemblée, mais les travaux préparatoires en sont conservés au ministère du commerce ; or, dans l'exposé des motifs, nous lisons : « Personne n'ignore que les circonstances dans lesquelles se trouve aujourd'hui l'industrie ont eu pour effet de limiter partout la durée du travail, et que dans le plus grand nombre de nos centres industriels, les fabricants ne font faire que des quarts et des demi-journées..... On peut dire avec vérité que les circonstances, et non le décret, ont limité la durée du travail ».

Le vrai motif du revirement que nous étudions fut la transformation de l'opinion publique postérieure aux journées de Février. Le parti républicain socialiste fut battu aux élections du 23 avril ; la majorité de la constituante était composée de républicains modérés pour lesquels les réformes sociales n'étaient que des utopies. Au lendemain de la Révolution au contraire, tous, même les plus conservateurs, avaient cru pour un instant à la possibilité de ces réformes.

Dans le *Journal des Débats*, qui cependant n'était pas républicain, on lit à la date du 4 mars : « L'arrêté est fort

(1) Dans l'enquête de 1848, sur la condition des ouvriers on voit fréquemment exprimer l'opinion qu'une réduction *forcée* de la durée du travail s'est produite par suite des circonstances politiques.

opportun et bien conçu, il ne contient rien que chacun désormais ne doive professer; car disons-le-nous bien, désormais la règle politique en France est de combiner les lois de telle façon que l'intérêt populaire ait sa satisfaction » (1). — Or, le 31 août, le même journal disait : « Ce décret est à coup sûr un de ceux qui ont fait le plus de mal à notre pays; rien n'a contribué plus puissamment à engendrer des idées fausses et des espérances fallacieuses dans les classes ouvrières, ni à engendrer la ruine et la misère dont elles souffrent maintenant ».

Blanqui, dans ses *Classes ouvrières en France*, nous dit : « Dès ce moment la crise du travail n'a plus connu de bornes. D'immenses capitaux ont été frappés de dépréciation; particulièrement dans le département de la Seine-Inférieure.

« Plusieurs manufacturiers, menacés d'une ruine certaine ont suspendu leurs opérations, plutôt que de travailler à perte; et une foule d'ouvriers, préférant l'ancien mode de travail à l'inaction, se sont décidés à violer la loi rendue en leur faveur pour ne pas mourir de faim. En même temps, l'État était réduit à accorder des primes d'exportation énormes pour compenser l'élévation des prix de main-d'œuvre, causée par la limitation des heures; et il achetait à grands frais des débouchés sans cesse menacés par les accroissements de tarifs des nations étrangères. Aucune mesure n'a suscité des hostilités plus vives entre les diverses industries et n'a entraîné de plus funestes conséquences. Les loisirs

(1) Presque tous les journaux importants, le *Constitutionnel*, le *National*, la *Réforme*, laissèrent passer le décret sans une observation.

Les économistes protestèrent, il est vrai, dès le début; Michel Chevalier dans un article de la *Revue des Deux-Mondes* du 15 mars, et Léon Faucher dans son livre intitulé : *Du système de M. Louis Blanc*, qui parut au mois d'août.

stériles qu'elle a créés aux populations ouvrières, n'ont profité qu'à leur intempérance physique et morale, aux cabarets et aux clubs » (1).

§ 3.

LE DÉCRET DU 9 SEPTEMBRE 1848.

L'Assemblée constituante partageait la même opinion et était décidée à abroger le décret. Dès le mois de juin, Tourret présenta un projet dans ce sens. Mais l'effervescence produite par l'émeute venait à peine de se calmer ; le gouvernement refusa de laisser discuter le décret du 2 mars(2).

C'est Wolowski qui, dans le Comité des travailleurs, en proposa l'abrogation pure et simple. P. Duprat, au nom du comité présenta le 5 juillet son rapport(3). La discussion commença le 30 août.

Elle porta successivement sur deux points différents : les 30 et 31 août on discuta simplement sur la proposition de la commission. Le 31 août le député Alcan présentait un amendement pour fixer la limite de 12 heures à la durée journalière du travail. Le Gouvernement se ralliait à cet amendement. Par suite, le Comité des travailleurs présentait le 1^{er} septembre une nouvelle proposition dans ce sens, et c'est

(1) Blanqui, *Les classes ouvrières en France en 1848*, Paris, 1849, p. 59-60. On peut se demander comment une réduction de 1 heure par jour a pu créer de grands loisirs aux classes ouvrières. Un travail de 11 heures n'en laisse pas beaucoup.

(2) Disc. de Tourret : séance du 9 septembre 1848.

(3) Voici le texte de la proposition : « L'Assemblée Nationale, considérant que le décret du 2 mars est nuisible aux intérêts de l'industrie, et contraire à la liberté du travail, décrète : Article unique ; Le décret du 2 mars est abrogé ».

sur la limitation à 12 heures que porta la discussion les 4, 8 et 9 septembre.

On voudrait croire que cette question si grave fut examinée par l'Assemblée avec toute l'attention qu'elle méritait. Il n'en fut rien. Dès le premier jour P. Leroux fut accueilli par des rires. Il lisait son discours, il ne put l'achever. A mesure que la discussion se prolongeait, l'impatience de l'Assemblée se manifesta par des interruptions nombreuses, par des battements de couteaux à papier sur les pupitres⁽¹⁾. Le vote eut lieu dans une confusion générale. L'article 5, un des plus importants, puisqu'il garantissait aux ouvriers un salaire particulier pour les heures supplémentaires, ne fut pas adopté, grâce à l'absence d'un grand nombre de députés, partisans de cette mesure, au moment du vote⁽²⁾.

L'auteur principal du décret du 2 mars, Louis Blanc était absent. Il venait de s'enfuir en Angleterre. Les autres membres du gouvernement provisoire, Ledru-Rollin, Garnier Pagès, Flocon, Armand Marrast (qui présidait l'Assemblée) se turent. Le décret ne fut défendu que par Pierre Leroux, et par les députés ouvriers : Corbon, Perdiguier, Michot, Peupin.

P. Leroux ouvrit la discussion par un grand discours ; il examina la question au point de vue du droit et au point de vue de l'économie politique : L'État a le droit d'intervenir, car les lois en général n'ont pas d'autre but que de veiller à la conservation de la vie des citoyens et d'empêcher que l'on porte atteinte à leur dignité d'homme. — « Forcer

(1) *Réforme* du 9 septembre : « La séance d'aujourd'hui s'est traînée dans les petits tumultes de l'interruption et du couteau blanc. Ce n'était pas un débat : c'était une confusion ».

(2) *National*, 10 sept. 1848.

des hommes à travailler 14 heures par jour c'est un délit, un crime : c'est un homicide ». « Que les chefs d'industrie qui encouragent ou exigent un travail de 14 heures par jour ne viennent pas dire que leurs ouvriers y consentent, et couvrent l'homicide de ce beau nom de *liberté des contrats*... On peut toujours leur répondre : vous n'avez pas le droit d'attenter à la vie de votre prochain, *même avec son consentement* ; la loi vous le défend ».

Sans doute, le décret est une innovation législative, mais cette innovation est l'effet d'une force naturelle. « Quand de la source éternelle du droit une idée nouvelle a surgi, quand elle est tombée dans la conscience des hommes, malheur à quiconque, roi ou assemblée, la détruit par la violence ; car celui-là qui s'oppose à la manifestation progressive du droit, s'oppose à la volonté divine ».

Au point de vue économique le décret est nécessaire. S'appuyant sur les principes de Necker, de Turgot, de Ricardo, Pierre Leroux cherche à montrer que le salaire tend continuellement à baisser, tandis que le revenu net s'élève. Le décret n'a pas pu diminuer les salaires, car le salaire est toujours le « strict nécessaire, moyennant lequel un ouvrier peut vivre et continuer sa race ». Par conséquent, l'ouvrier ne gagnera pas plus en 12 heures qu'en 11 ou 10 ; il travaillera davantage ; sa rémunération ne dépassera pas ce niveau fatal. — Pour empêcher que l'ouvrier ne s'épuise, le devoir du gouvernement est donc de limiter la durée du travail. Il ne fera en cela qu'imiter les législations les plus anciennes, qui avaient institué un jour légal de repos par semaine.

Il terminait en disant : « Je fais appel aux catholiques et aux protestants comme aux philosophes ; qu'ils reconnaissent dans le décret du 2 mars un progrès immense de législation et un progrès en rapport avec toutes les traditions du passé.

Citoyens, je vous en conjure, ne portez pas la hache réactionnaire sur ce décret ; arrêtez-vous devant lui : c'est un monument ».

A Pierre Leroux succéda M. Buffet. C'était son premier discours. On admira beaucoup l'élégance et l'esprit du jeune député. Il entreprit de démontrer que le décret du 2 mars était une atteinte au droit du travail. Une citation un peu longue est ici nécessaire. « S'il s'agissait, dit-il, du travail d'esclaves je comprendrais parfaitement le décret du 2 mars, il serait alors une mesure d'humanité. Pourquoi ? pour une raison parfaitement simple : c'est que l'entretien de l'esclave est à la charge du maître, et que, dès lors, il s'agit uniquement de savoir quelle quantité de travail le maître aura droit d'exiger en échange de cet entretien qui pèse sur lui. Mais quand il s'agit de l'ouvrier libre, sur qui repose le soin, la mission de pourvoir à ses besoins et à ceux de sa famille ? Sur lui-même. Il est responsable de l'accomplissement de cette obligation. C'est cette obligation qui fait trop souvent sa misère ; mais c'est elle aussi, ne l'oubliez pas, qui fait toute sa moralité, toute sa dignité ».

Ce n'est pas tout : les auteurs du décret du 2 mars n'ont pu vouloir qu'une chose s'ils étaient raisonnables : augmenter les salaires en diminuant le temps de travail. Mais en agissant ainsi ils n'ont fait « qu'imiter le procédé des rois de France qui altéraient les monnaies ». En effet, le prix du travail, comme la valeur des métaux précieux, est fixé par une loi naturelle. On a voulu se soustraire à ses conséquences ; on n'a engendré que le mal.

Enfin le décret va contre son but même. Car le meilleur moyen d'augmenter les salaires, c'est d'augmenter les capitaux ; or l'effet direct du décret est précisément de les réduire.

Ce sont là, dit-il en terminant, des idées toujours vraies, et cependant toujours contestées. « Il ne faut pas s'en plaindre : c'est une destinée qui leur est commune avec toutes les *grandes vérités de l'ordre moral et de l'ordre religieux* ».

Le lendemain, la discussion s'ouvrit par un discours du baron Charles Dupin. Sa sympathie pour les ouvriers ne pouvait être contestée. Il avait pris une part active à l'élaboration de la loi sur le travail des enfants. C'était en grande partie sur son initiative que, peu de temps avant la chute de Louis-Philippe, on en avait entrepris la revision à la Chambre des Pairs. Plus tard, lorsqu'il s'agit au Conseil de l'agriculture et du commerce de fixer les exceptions au décret du 9 septembre 1848, ses efforts réussirent à en faire écarter un grand nombre ⁽¹⁾. — Il s'efforça surtout, chiffres en main, de démontrer la fausseté des théories que P. Leroux avait apportées à la tribune. Selon lui, la condition des ouvriers s'était améliorée depuis 1789 au lieu d'empirer. Mais le décret du 2 mars avait fait à l'industrie une situation désastreuse ⁽²⁾. — Il fallait donc l'abroger. Néanmoins il était nécessaire d'établir une limite pour empêcher les abus, et cette limite il proposait de la fixer à 12 heures; les manufacturiers eux-mêmes l'avaient souvent considérée comme raisonnable et les ouvriers ne s'en plaindraient pas, puisqu'en 12 heures ils devaient gagner plus qu'en 10.

Déjà la discussion commençait à changer d'objet. Après

(1) *Moniteur*, 27 avril 1850.

(2) « Au mois de février il n'y avait pas à Paris 12.000 ouvriers sans travail; au 15 mars il y en avait 40.000; au 15 avril il y en avait 80.000, et au 15 mai 100.000 et plus; et maintenant on secourt 300.000 personnes de tout âge et de tout sexe qui ne trouvent plus de travail dans les ateliers déserts de Paris..... Voilà la position funeste où les ouvriers de Paris sont descendus, je ne dis point par la seule influence du décret mais en grande partie par l'influence de cet acte délétère » (Discours du 31 août 1848... *Moniteur*, 2248).

quelques paroles de Wolowski, en faveur de la liberté de l'ouvrier, le ministre de l'intérieur, Sénart se leva, et, au nom du gouvernement, déclara se rallier à l'amendement de M. Alcan, ingénieur et député d'Elbeuf, déposé au cours de la séance et qui fixait à 12 heures la limite de la journée de travail. Le motif qu'il donnait était un simple motif d'humanité. « N'intervenons pas, dit-il, dans le contrat pour en fixer les conditions commerciales, mais veillons à ce qu'il ne se fasse jamais qu'avec des conditions humaines ».

La majorité de l'Assemblée paraissait favorable à cette solution. Mais alors intervint L. Faucher. Avec une passion contenue, une logique serrée, dont le seul tort était de ne pas convenir à l'objet du débat, il vint protester au nom de l'économie politique, de l'égalité, de la dignité et de la liberté de l'ouvrier contre la limitation qu'on voulait lui imposer.

« Je ne m'attendais pas, dit-il en commençant, à rencontrer M. le ministre de l'intérieur sur le même terrain que M. Pierre Leroux ». Quel droit a-t-on de fixer 12 heures comme limite plutôt que 10 ou 11 ? On adopte ainsi le principe même du décret du 2 mars, et c'est ce principe que nous combattons. — Fixer la durée du travail, c'est fixer en même temps le salaire ; c'est fixer l'ensemble des conditions du travail : c'est faire du socialisme. — Et puis ne voit-on pas que le décret applicable à l'industrie manufacturière, ne pourra être exécuté dans l'industrie en chambre ; on crée donc une prime en faveur de l'industrie parcellaire, au détriment de la grande industrie. — Nous ne devons intervenir qu'en faveur de l'enfance. « Mais *au nom du ciel* n'allez pas plus loin, ne traitez pas l'homme fait, l'ouvrier, comme un mineur, car il ne l'est pas. Tous les hommes sont libres sur cette terre de France ».

L'intervention de Sénart avait achevé de transformer le

débat. Une série d'amendements avaient été déposés par Alcan, Loyer, Dupin, Lefèvre, réclamant tous la limitation à 12 heures. Le Comité demanda à les examiner et à présenter un nouveau rapport.

Ce rapport fut déposé le 1^{er} septembre. Prenant pour base l'amendement Alcan, P. Duprat, au nom du Comité proposait :

de limiter la journée de travail à 12 heures,

de déterminer les exceptions au moyen d'un règlement d'administration publique,

enfin de décréter que les heures supplémentaires seraient soumises à un tarif spécial de salaires.

La discussion reprit le 4 septembre.

Léon Faucher parla le premier. Son discours fut plus long, plus étudié, plus passionné encore que le précédent. « Ce qu'on vous demande, dit-il, ce n'est ni plus ni moins que de revenir au delà de l'ordre des choses qui avait été établi par Colbert ». — « Si vous adoptiez le décret qui vous est proposé, vous tendriez à faire de la France quelque chose de semblable au régime qui pèse aujourd'hui sur l'Égypte ». « Vous créeriez une calamité publique » ⁽¹⁾.

Sénart intervint à nouveau; dans un discours très bref, mais fort éloquent, le plus remarquable qui ait été prononcé dans cette journée, il plaça la discussion sur son véritable terrain.

Il commença par répondre aux « exagérations qui viennent

(1) Ses principaux arguments économiques furent les suivants : 1^o le décret constitue une prime à l'industrie parcellaire (à la petite industrie); 2^o le manufacturier sera forcé d'augmenter ses machines et par conséquent de diminuer le nombre de ses ouvriers; 3^o on substituera partout le salaire à la journée au salaire à la tâche, qui est seul équitable; 4^o on augmentera les frais de production et l'on rendra par suite impossible la concurrence avec l'étranger.

de se produire à la tribune, et à ces qualifications, qui véritablement ont lieu de nous surprendre, même de la part des hommes les plus préoccupés d'une science qu'ils tiennent pour infaillible ». « C'est étrangement comprendre la liberté et la dignité de l'homme que de les faire consister dans le droit de s'anéantir, de sacrifier sa santé, de sacrifier sa vie dans des travaux excessifs, et c'est faire à l'État une position que nous n'accepterons jamais, que de vouloir qu'en présence de tels faits, il s'abstienne et ne sache que prononcer la formule fameuse de l'économie politique : Laisser faire, laisser passer ».

La discussion était close; tous les arguments avaient été fournis; il ne restait plus rien à dire. Néanmoins un grand nombre d'orateurs parlèrent encore dans la séance du 8, au milieu de l'inattention et de l'impatience croissante de l'Assemblée⁽¹⁾.

On passa au vote. Il fallut deux séances pour aboutir enfin à la rédaction définitive. Le maximum de 10 heures et celui de 11 sur lesquels on vota furent repoussés; on adopta le maximum de 12 heures⁽²⁾.

Ce vote ne rencontra guère dans le public que l'indifférence ou l'approbation. Il semble qu'une lassitude générale se fût emparée des esprits. Le *National*⁽³⁾, le *Constitutionnel*⁽⁴⁾, se déclarèrent partisans de la solution intervenue.

La *Réforme* cependant disait ironiquement : « 616 suf-

(1) Corbon expliqua en ces termes en quoi consistait la prétendue liberté de l'ouvrier : « Dans les fabriques, dans les ateliers, dans les usines, le fait général c'est que les ouvriers entrent dans les ateliers à certaines heures au son de la cloche, c'est qu'ils en sortent pour prendre leurs repas au son de la cloche; c'est qu'ils finissent leur journée au son de la cloche ».

(2) Voir le texte du décret aux appendices.

(3) 1 et 9 septembre 1848.

(4) 8 septembre 1849.

frages ont établi que les 10 heures étaient une impiété contre la libre volonté des citoyens, esclaves de la misère, et l'Assemblée nationale a voté les 12 heures. Heureux prolétaires⁽¹⁾ ! » Bien entendu, le *Journal des Économistes* protestait encore contre le maximum de 12 heures et disait avec le plus grand sérieux : « M. Sénart a prouvé qu'il n'entendait rien à ces matières » ⁽²⁾.

(1) *Réforme*, 8 septembre 1848.

(2) *Journal des économistes*, t. XXI, p. 220 et suiv.

CHAPITRE II

Efforts inutiles pour appliquer le décret du 9 septembre 1848. Le décret du 17 mai 1851.

On admet très généralement qu'aucun effort ne fut fait pour exécuter le nouveau décret; que le gouvernement se hâta, par le règlement du 17 mai 1851, de dispenser de son application la majorité des industries; — que les industriels enfin, firent par leur opposition échouer les quelques tentatives isolées d'obéissance à la loi ⁽¹⁾. — On signale quelques procès-verbaux dressés dans la Seine-Inférieure. Mais depuis le coup d'État, dit en 1881 M. Waddington, « nous ne trouvons trace d'action judiciaire, ni d'efforts quelconques de la part de l'administration pour obtenir l'application de la loi ».

Cette appréciation est exacte dans sa généralité. Il est certain néanmoins que, de 1848 à 1852, de sérieux efforts furent faits par quelques personnes pour faire bénéficier les ouvriers de la protection légale. Ces efforts échouèrent devant la résistance du ministère du commerce. Ils n'en sont

(1) Cf. Mataja : *Les décrets sur la journée de travail en 1848* (*Rev. d'Écon. polit.*, 1892, p. 1255 et suiv.); Waddington : *Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi de M. Waddington tendant à assurer l'application de la loi du 9 septembre 1848* (Chambre des députés, séance du 13 mai 1882) et enfin Napias : *Enquête sur les modifications à apporter aux lois des 9 septembre 1848 et 19 mai 1874*. Paris, 1886, in-8°, 13 p.

pas moins intéressants à étudier, et nous croyons devoir en retracer ici l'histoire d'après les documents que l'obligeance de ce ministère nous a permis de consulter.

Une chose ne peut manquer d'étonner dans cette histoire : c'est que, dans les trois années qui suivent la promulgation du décret, ce ne sont pas tant les industriels que les théoriciens et le gouvernement qui s'opposent à son application. Les premiers, s'ils diffèrent sur les règles à suivre, sont presque tous d'accord pour reconnaître que des règles sont indispensables. La loi, si elle protège leurs ouvriers, les protège surtout eux-mêmes contre la concurrence effrénée ; au point de vue politique elle ne leur paraît présenter aucun danger, car 12 heures de travail par jour sont un *frein* suffisant à toute velléité de résistance ou d'association de la part de leurs ouvriers. — La théorie intransigeante de la liberté les laisse indifférents, — pourvu que pratiquement ils soient libres d'organiser leur travail à leur guise, dans les limites qu'eux-mêmes désirent s'imposer. — Au point de vue de la production enfin, ils n'ont aucune inquiétude. A plus d'une reprise, en 1840, dans la discussion de la loi sur le travail des enfants, on reconnut que le travail de l'ouvrier au delà de la 12^e heure était de nulle valeur ; le fait n'est jamais contesté, et cet argument d'une diminution de production n'est nulle part invoqué par les industriels qui persistent à vouloir la pleine liberté. — Du reste on se l'explique aisément. A cette date le rôle de l'ouvrier dans les industries les plus mécaniques comme le tissage ou la filature, était beaucoup plus considérable qu'il n'est aujourd'hui. Il ne se bornait pas à surveiller la marche des machines ; il devait intervenir personnellement à chaque instant, et la fatigue entraînait par suite un ralentissement très notable de la production.

Par contre, le gouvernement se montre intransigeant. Sauf de rares exceptions, les hommes qui se succèdent au ministère du commerce font tous leurs efforts pour diminuer l'action de la loi, déjà si insuffisante. On ne peut dire qu'ils défendent les intérêts de l'industrie. Ils défendent surtout des principes économiques et sociaux. L'État ne doit pas intervenir dans le contrat de travail : voilà le premier article de leur *credo*. Les concessions aux classes ouvrières sont un pas vers le socialisme, et le décret du 9 septembre est une de ces concessions : voilà le second. — Les doctrines absolues les empêchent d'étudier la réalité des faits. De là leur résistance aux tentatives même les plus modérées pour faire produire à la loi les quelques conséquences utiles dont elle était susceptible.



Le décret du 9 septembre avait énoncé une règle sans fournir aucun moyen de la mettre en pratique ; il avait prévu par contre des exceptions, et le ministre du commerce Tourret, par sa circulaire du 18 septembre 1848, se hâta de s'enquérir auprès des préfets à quelles industries, et dans quelles conditions le bénéfice de ces exceptions devait être accordé.

L'enquête recueillit les avis des Chambres consultatives d'arts et manufactures, des Chambres de commerce, des conseils de prud'hommes.

Contrairement à ce qu'on pourrait supposer, la majorité des industriels se montra disposée à appliquer loyalement la loi. — Sur le principe même de la limitation, l'approbation est presque sans réserves. « La fixation du travail effectif à 12 heures, dit la Chambre de commerce d'Amiens, est une

mesure bonne et profitable, non seulement pour les ouvriers, mais encore pour les industriels; si d'un côté, elle protège l'ouvrier dont un travail trop prolongé ruinerait la santé, elle contribuera en même temps à rendre moins fréquentes les crises qu'occasionnait depuis quelques années à l'industrie une production hors de toute proportion avec l'écoulement des objets fabriqués ». — Les industriels du Nord, de la Seine-Inférieure, du Haut-Rhin, expriment la même opinion.

La surproduction, plus encore que les effets désastreux du travail les effrayait; cette crainte, à vrai dire, nous semble aujourd'hui presque chimérique. Le profit de la dernière heure devait être bien faible avec des ouvriers épuisés par un travail excessif. Mais, bien ou mal fondé, le motif invoqué par les industriels était suffisant pour engager le gouvernement à faire exécuter strictement la loi. — Quant aux opposants ils n'invoquaient aucune raison d'intérêt, aucune crainte de voir leur production diminuer, ou les salaires s'abaisser; ils faisaient valoir les difficultés que rencontrerait l'application du décret et le grand principe de liberté.

Sur la question des exceptions, plus particulièrement visée par l'enquête, il n'y eut pas unanimité.

Beaucoup d'industriels demandèrent des tolérances en leur faveur, mais d'autres s'opposèrent vivement à l'admission de certains motifs d'exception.

La chambre de commerce de Lille, en particulier, considérait comme très propre à favoriser les abus les exceptions pour l'exécution des commandes pressées. « La célérité s'obtiendra plus facilement par une légère augmentation de la main-d'œuvre, augmentation qui sera elle-même compensée par le plus haut prix que le manufacturier obtiendra de son travail ».

Plusieurs chambres de commerce demandèrent également la suppression du travail de nuit, — et la majorité réclamait le repos absolu du dimanche.

Fait à noter, les régions les plus favorables à la réglementation sont précisément les plus industrielles, celles où la concurrence la plus effrénée a développé tous ses abus, et où ceux mêmes qui se laissent entraîner par elle, ont tous les jours devant les yeux le spectacle des misères qu'elle produit.

En certains endroits, cependant, la limitation du travail des adultes apparaît encore comme une hérésie, et le 2 septembre 1850 le conseil général des Ardennes émettait le vœu que la limite de 12 heures ne pût s'appliquer qu'aux jeunes gens de moins de 21 ans et aux femmes.

L'enquête terminée, M. Dumas qui dans l'intervalle avait remplacé M. Turret au ministère, ne crut pas pouvoir préparer le décret sans l'avis des intéressés et convoqua au ministère du commerce une commission de commerçants et d'industriels, présidée par un industriel du Nord, M. Mime-rel. La commission, qui tint 9 séances, du 5 février au 31 mai 1850, fixa d'abord la portée du décret en décidant qu'on soustrairait à son application tous les ateliers ne renfermant pas 10 ouvriers sous un chef patenté; puis, elle procéda à la critique des demandes d'exceptions et dressa quatre tableaux d'industries dispensées, qui ont passé presque entièrement dans le décret de 1851.

Plus importante de beaucoup est la deuxième élaboration que subit le décret au Conseil supérieur de l'agriculture, des manufactures et du commerce ⁽¹⁾.

La commission chargée de l'examiner confia au baron Charles Dupin le soin de déposer le rapport.

(1) Voir les délibérations au *Moniteur* des 27, 30 et 31 avril 1850.

Grâce à ses efforts et à ceux aussi de M. Dollfus, le projet tel qu'il fut voté par le Conseil n'était plus une simple liste d'exceptions, mais un règlement détaillé pour l'application de la loi.

Il s'agissait d'abord de définir les établissements auxquels la protection s'étendrait. La définition de la commission ministérielle, excluait les 9/10 des ateliers du bénéfice de la protection. D'après les évaluations du président de la Chambre de commerce, on trouvait à Paris environ 330.000 ouvriers et ouvrières, — Or 8 à 9.000 ateliers seulement en contenaient plus de 10; 23.000 en contenaient de 2 à 10, et 33.000 patrons travaillaient avec un seul ouvrier et un apprenti ⁽¹⁾.

Dupin demandait donc qu'on n'exclût que les seuls ateliers de famille. En droit, il s'appuyait sur l'article 2 du décret du 9 septembre, lequel ne prévoyait d'exceptions qu'en raison de la « nature de l'industrie » et de la « force majeure ». — A cet argument ses adversaires répondaient que la loi ne visait que les « usines et manufactures », et non les simples ateliers. — Dès le début, se faisaient sentir les conséquences déplorables du manque de précision de la loi. — Finalement on transigea, et dans l'article 2 de son projet, le Conseil décida que « quant à présent » on devait accepter la limite de 10 ouvriers, se réservant ainsi la possibilité d'une extension ultérieure de la protection légale.

Quant aux exceptions, le Conseil supérieur, sur l'avis de son

(1) Voici les chiffres exacts d'après la *Statistique de l'industrie à Paris*, résultant de l'enquête faite par la chambre de commerce pour les années 1847 et 1848 (Paris, Guillaumin, 1851, in-fol., p. 36) :

Patrons occupant plus de 10 ouvriers.....	7.117
— de 2 à 10 —	25.116
— 1 ouvrier ou travaillant seul.	32.583

rapporteur, s'en remit au Conseil d'État pour leur examen détaillé mais posa quelques règles qui marquent assez ses intentions :

Le décret devait contenir « en premier lieu les catégories d'établissements plus ou moins insalubres ou délétères, dans lesquels on doit *abaisser* le maximum de la journée de travail ». — On avait si peu pensé à cette interprétation pourtant bien naturelle du mot « exception », qu'aucune question sur ce point n'avait été posée dans l'enquête administrative, et qu'un membre du Conseil osa prétendre qu'on n'avait pas, dans la loi, prévu cette catégorie de travaux.

Un deuxième point non moins important sur lequel insista le Conseil, était la création d'un service spécial d'inspection. L'article 7 de son projet était ainsi conçu : « la même inspection surveillera la durée du travail en exécution du décret du 9 septembre 1848, et le travail des enfants, des adolescents et des femmes dans les manufactures et usines ». — Les expériences faites en Angleterre, celles que la loi de 1841 avait permis de faire en France, ne laissaient pas de doutes sur la nécessité d'une pareille inspection.

Ainsi, encouragé d'un côté par l'enquête industrielle, de l'autre par les recommandations du Conseil supérieur, le gouvernement se décida à soumettre au Conseil d'État un projet, qui, outre les quatre tableaux d'exceptions dressés par la commission ministérielle, contenait les dispositions indispensables pour qu'on pût mettre à exécution le décret du 9 septembre. — Ce projet doit sans doute être attribué à M. Dumas. Seul, en effet, parmi les ministres qui se succédèrent pendant cette période, il s'intéressa réellement à l'application de la loi. Une circulaire du 15 janvier 1850 où il recommande instamment aux préfets d'en surveiller l'exécu-

tion, et de lui fournir des rapports à ce sujet, la part importante qu'il prit aux délibérations du Conseil d'agriculture nous en semblent la preuve. Voici les principales mesures qu'il proposait au Conseil d'État d'approuver :

Un arrêté du maire devait dans chaque commune fixer le commencement et la fin des travaux industriels, ainsi que les moments des repos. Les différentes heures devaient être annoncées par le son d'une cloche communale partout où l'uniformité serait possible. Le travail de nuit était interdit aux femmes et aux adolescents au-dessous de 16 ans. — Un ou plusieurs inspecteurs devaient être établis dans chaque département. Des comités présidés par les préfets et sous-préfets (analogues aux commissions locales de la loi de 1874), devaient être établis en différents endroits.

On le voit, les mesures pratiques dont l'Assemblée avait négligé de s'occuper étaient préparées par l'administration. Ainsi étayé, le décret du 9 septembre devenait susceptible d'une efficacité réelle, puisqu'on établissait un contrôle, puisqu'on facilitait ce contrôle par la fixation dans chaque commune d'une heure pour l'entrée et la sortie des ateliers.

Une question se posait cependant : était-il possible d'introduire ces innovations par un simple décret réglementaire ? La loi de 1848 ne les avait pas prévues.

Cependant, sauf en ce qui concerne le travail de nuit, on ne posait aucun principe nouveau ; on se contentait de faciliter l'exécution et la surveillance des règles édictées par l'Assemblée.

Le Conseil d'État pouvait donc, s'il la jugeait illégale, écarter l'interdiction du travail de nuit ; il ne pouvait, sans faire preuve de mauvaise volonté, s'opposer aux autres garanties introduites par le ministre.

Néanmoins, lorsque le 8 avril 1851 le projet du gouvernement vint en discussion, on rejeta sur la proposition du rapporteur, M. Ed. Charton, tous les articles qui avaient pour objet des mesures de police et de surveillance, « non pas, dit le compte-rendu de la délibération, que le Conseil d'État les blâme, mais il pense seulement qu'elles ne seraient pas ici à leur place ». On alla plus loin. L'article premier qui définissait les « usines et manufactures » fut supprimé; on renonçait à cette précision essentielle qui avait si vivement préoccupé la Commission gouvernementale et le Conseil supérieur d'agriculture.

On se garda bien aussi de dresser la liste réclamée par Charles Dupin, des usines insalubres où s'imposait une *diminution* de la durée de travail. Le Conseil d'État n'admit pas que le mot « exception » pût avoir un sens favorable aux ouvriers.

Enfin malgré la préoccupation de ne rien mettre dans le décret qui ne fût « à sa place », on n'hésita pas à consacrer une innovation formellement contraire au décret du 9 septembre : ce décret, dans son article 2 prévoyait deux motifs d'exception et deux seulement : la nature des industries ou la force majeure. Déjà le projet du gouvernement n'avait pas hésité à admettre que le nettoyage des machines légitimait une prolongation du travail. C'était dépasser de beaucoup la portée de l'article 2. Mais au moins le projet voulait-il que ce nettoyage n'eût lieu que le samedi et pendant deux heures. — Le Conseil d'État admit l'exception, mais en supprimant toute détermination de jours ou d'heures. Le nettoyage pouvait se faire tous les jours, pendant un temps illimité.

M. Dumas avait quitté le ministère le 31 octobre 1849, la délibération du Conseil d'État en assemblée générale et

la préparation du décret dans la section compétente, fut sans doute influencée par le ministre d'alors, M. Schneider. En tous cas, deux jours après la délibération, le 10 avril, arrivait au ministère un homme décidé à s'opposer de toute sa force à l'exécution du décret du 9 septembre. C'était M. Buffet. Dès le 17 mai paraissait le décret réglementaire tel que le Conseil d'État l'avait modifié. Une circulaire du ministre expliquait aux préfets comment il en comprenait l'application, ou plutôt la non-application.

Nous aurons à faire plus tard la critique du décret de 1851 au point de vue de son application présente ⁽¹⁾.

Ce qui nous importe pour le moment, c'est de voir comment il fut accueilli par les industriels d'alors, et quelles conséquences il eut sur l'application de la loi du 9 septembre. L'impression ne fut pas celle à laquelle on aurait pu s'attendre.

L'enquête préliminaire faite en 1850 avait révélé les sentiments favorables des industriels à l'égard de la limitation du travail.

Le décret de 1851 parut à beaucoup d'entre eux l'abrogation indirecte de la loi; ils en manifestèrent vivement leur mécontentement.

Nous n'en citerons pour preuve que le rapport de M. Mimerel au Conseil général du Nord, le 29 août 1851. M. Mimerel avait présidé la Commission réunie par M. Dumas pour la préparation du décret; il avait pris part également aux discussions du Conseil supérieur de l'agriculture. Le décret passait sous silence un certain nombre des propositions auxquelles il était le plus fermement attaché. Mécontent, il fit un rapport au Conseil général

(1) Voir au chapitre IV, l'exposition, l'explication et la critique de ce décret.

afin de provoquer un vœu en faveur d'une nouvelle et plus sévère interprétation de la loi de 1848. Ce rapport, contrairement aux habitudes du Conseil général, fut jugé assez important pour être reproduit en entier au procès-verbal, et une copie en fut envoyée au ministère du commerce. — Il est important, et par les faits qu'il renferme, et par les idées qu'il exprime. Il révèle en effet une profonde divergence d'opinions et de principes entre les économistes comme Faucher et Buffet, partisans intransigeants de la liberté économique, et un de ces « hommes pratiques » dont on invoque si souvent l'autorité contre les « utopies » des réformateurs.

Il commence par rappeler l'utilité de la loi de 1848. « Elle mettait fin à un abus intolérable... Avant sa promulgation, le travail était poussé jusqu'à 15 heures dans les filatures. Si on ajoute à ce temps celui nécessaire pour les repas, celui dépensé par l'ouvrier pour aller de chez lui à l'atelier et retourner de l'atelier chez lui, on trouvera que l'ouvrier, privé de tout moyen de connaître et de surveiller sa famille, avait à grand'peine le repos nécessaire au maintien de sa santé ».

Un règlement d'administration publique devait définir l'atelier, établir les moyens de contrôle et d'exécution, se prononcer sur le travail de nuit. Le décret du 17 mai n'a rien fait de tout cela.

Pour la définition de l'atelier, la circulaire ministérielle du 24 juin 1851 ⁽¹⁾ renvoie les tribunaux à la « pratique industrielle ».

Or, cette pratique est variable partout. Dans l'Est une filature s'appelle une manufacture, dans le Nord elle s'ap-

(1) V. le texte dans *Bulletin de l'inspect. du trav.*, 1896, p. 263.

pelle un atelier. « Les tribunaux n'accepteront pas l'arbitraire dont veut les honorer M. le ministre du Commerce..... et, faute de texte explicatif, la loi, si bienfaisante qu'elle soit, tombera en désuétude ».

L'autorisation donnée à chaque chef d'établissement de tenir son atelier en activité « aussi longtemps qu'il le juge à propos », pourvu que chaque ouvrier ne soit pas occupé plus de 12 heures sur 24, n'est pas moins dangereuse ; puisqu'on ne maintient ni l'exigence des relais ni l'interdiction du travail de nuit pour les femmes et les enfants, réclamées par le Conseil supérieur d'agriculture ⁽¹⁾.

« M. le ministre, continue le rapporteur, n'a tenu aucun compte des réserves faites ; les exemptions sont données sans condition aucune ; l'homme est encore une fois sans protection vis-à-vis de l'avidité d'un chef, et surtout rien ne le protège contre l'abus que lui-même pourrait faire de ses forces, contre la mauvaise pensée qui lui ferait livrer à la

(1) Voici comment s'exprimait la circulaire du 24 juin 1851 en ce qui concerne les relais :

« Rien ne s'oppose à l'organisation des relais, qui reste dans le droit commun. Il n'y avait pas lieu de ranger cette faculté parmi les exceptions, parce que la loi n'avait pas dérogé sur ce point aux principes ordinaires. Tout chef d'établissement est donc libre comme par le passé de tenir ses ateliers en activité aussi longtemps qu'il le juge à propos, pourvu que le travail soit organisé par séries, et que chaque ouvrier ne soit point occupé plus de 12 heures sur 24 » (Cf. *Bulletin de l'inspect. du trav.*, 1896, p. 265).

Or, le système des relais avait été réclamé par le Conseil supérieur de l'agriculture non pas en vue de la journée normale de 12 heures, mais en vue des journées exceptionnelles. Dans un grand nombre de cas, en effet, le Conseil supérieur consentait à accorder des exceptions, mais à la condition expresse que chaque ouvrier individuellement ne ferait pas plus de 12 heures. Ce résultat devait être atteint précisément au moyen d'un système de relais. — Le décret de 1851 ne faisait, contrairement aux intentions de M. Dumas et du Conseil supérieur, aucune distinction entre les exceptions qui entraînaient pour chaque ouvrier une prolongation de travail, et celles qui prolongeaient seulement le travail de l'usine.

fois la santé, la moralité de sa femme et de ses enfants ».

Puis se rappelant sans doute les tableaux effrayants que Villermé et Blanqui avaient tracés peu d'années auparavant des misérables quartiers ouvriers de Lille, il élève contre la superstition de la liberté et contre l'abus de la concurrence, une éloquente protestation :

« Épris de je ne sais quelle liberté, repousserons-nous toujours ce qui peut rendre à la fois l'homme meilleur et plus heureux, et *par fétichisme* pour un principe, irons-nous donner à penser que dans notre société, toute amélioration dans le sort des classes pauvres est impossible? Pour ne pas enchaîner en l'ouvrier la libre disposition qu'il doit conserver de lui-même, faudra-t-il toujours se garder de l'empêcher d'étouffer le cri de sa conscience et de compromettre sa vie elle-même?

« Ne voit-on pas que ces intolérables abus ne doivent jamais être regardés comme le fait volontaire soit du chef, soit de l'ouvrier; ils sont le fait d'une concurrence qui immole tout à son Dieu, *le dieu du bon marché*, et qui pour prix des sacrifices qu'elle impose, des luttes mortelles qu'elle suscite, ne laisse trop souvent à l'ouvrier que l'abrutissement et la misère, au chef que la misère et le déshonneur.

« Messieurs, nous regrettons de le dire, le règlement d'administration publique qui devait contenir cette concurrence impie, en vivifiant la loi du 9 septembre 1848, tue cette loi : il la tue pour donner satisfaction à cette pensée que *la richesse est le seul élément du bonheur des nations*, puis à cet autre, que *l'homme est libre de disposer quand et comme bon lui semble de sa force productive*; pensées vraies en elles-mêmes, si elles n'étaient absolues, si elles cédaient devant l'intérêt public. Le règlement tue la loi, mais il tue

en même temps cet apaisement donné à nos classes laborieuses, qui voyaient du moins une juste et équitable limite posée à leur labeur, limite qui avait des effets d'autant plus heureux, que depuis la loi rendue, l'exubérance de la production ne s'était pas fait sentir, et les salaires, malgré le ralentissement du travail, n'avaient souffert aucune altération. »

Sur sa demande, le Conseil général votait aussitôt le vœu suivant, qui malheureusement resta sans effet.

« Le Conseil général émet le vœu :

« — Qu'un nouvel acte explicatif de la loi du 9 septembre 1848 définisse nettement ce qu'est l'atelier, que la loi n'enveloppe pas dans sa prescription.

« — Qu'il organise une surveillance qui rende possible l'exécution de la loi.

« — Qu'il prescrive des relais aux industries auxquelles sont accordées des prolongations de travail, et que par tels moyens légaux qui seront jugés utiles, le gouvernement arrive à interdire dans les usines et manufactures, le travail de nuit et celui du dimanche.

« Le Conseil général désire que l'expression de ses vœux ne parvienne pas seulement à M. le ministre du Commerce, mais qu'elle pénètre partout où M. le préfet croira qu'elle puisse être appréciée.

« Le Conseil général prie M. le préfet de ne rien négliger pour arriver à l'exécution complète et générale de la loi du 9 septembre 1848. »

* * *

Le Nord ne fut pas seul à protester contre le décret. En Normandie aussi les abus du régime industriel s'étaient trop

vivement fait sentir avant 1848, la satisfaction des ouvriers lors du décret du 2 mars et même après le décret du 9 septembre avait été trop manifeste ⁽¹⁾, pour que son abrogation indirecte par le ministre du Commerce ne soulevât pas de vives réclamations.

Chose curieuse, elles n'émanèrent pas d'un corps électif. Elles ont une source officielle; leur auteur n'est autre que M. Daviel, procureur général à Rouen, responsable par conséquent de l'exécution du décret. Spectateur des maux causés par la concurrence, il se fit spontanément le défenseur énergique des ouvriers contre les abus qu'elle entraînait.

Une série de rapports et de lettres adressés par lui au Garde des sceaux, du 6 septembre 1851 au 6 novembre 1852, nous raconte les efforts faits par cet homme de bien pour « vivifier » la loi de 1848 suivant l'expression de M. Mimetrel.

Grâce à lui, nous possédons un tableau très vivant des difficultés qu'il rencontra et des procédés qu'il employa pour mettre en œuvre ces trois lois inapplicables : celle du 23 mars 1841 sur le travail des enfants, celle du 9 septembre 1848 sur le travail des adultes, et celle du 7 mars 1850 sur le tissage et le bobinage.

Il nous a paru intéressant de raconter avec quelques détails les efforts de cet inspecteur improvisé du travail. Nos renseignements sur l'état d'esprit des ouvriers et des patrons de cette époque sont si rares et si contradictoires, que ce petit épisode de l'histoire du travail valait de n'être pas négligé.

Dès son arrivée à Rouen, M. Daviel s'était préoccupé de

(1) Cf. notre article sur la durée du travail en France (*Revue d'Économie politique*, 1897, p. 371 et suiv.).

l'application de la loi. Il semble bien qu'il fût en France le seul procureur général (sauf peut-être celui de Colmar) qui ait songé à cette partie de sa tâche. Du moins il transmet fréquemment au Garde des sceaux les plaintes des industriels de son ressort ⁽¹⁾ qui déclarent « être les seuls en France à qui soit imposée l'exécution de la loi du 9 septembre 1848. Ils prétendent que, dans les autres départements, la durée du travail est illimitée et ils entrent à cet égard dans des détails tels qu'il est difficile de douter de la vérité de leurs allégations » (Lettre du 27 mai 1852).

Le 6 novembre 1852, sa dernière lettre est pour prier le Garde des sceaux de faire appliquer la loi dans les autres départements, les industriels de son ressort se plaignant que leur soumission les place dans une situation d'infériorité.

Cette soumission du reste ne fut pas obtenue sans peine. Il fallut une réunion de notables commerçants pour que tous décidassent en commun de se soumettre à la loi (Lettre du 2 octobre 1852). Le fait n'est pas isolé et nous verrons de nos jours encore les industriels d'une région se refuser individuellement à respecter la loi, jusqu'à ce qu'une entente mutuelle leur garantisse que leur soumission ne sera pas isolée.

C'est au milieu de ces efforts que survint le décret du 17 mai 1851. M. Daviel ne tarda pas à en constater les désastreux effets et en rendit compte au Garde des sceaux dans un long rapport du 2 septembre 1851.

Il faut noter d'abord l'interprétation que donnaient certains fabricants à l'article du décret concernant le nettoyage. Elle ne manque pas de piquant : ils considéraient le temps con-

(1) Le ressort de la Cour de Rouen comprenait les départements de la Seine-Inférieure et de l'Eure.

sacré au nettoyage comme un droit que leur conférait le gouvernement sur le travail de leurs ouvriers. Non seulement ils les obligeaient à rester à l'usine une fois les 12 heures de travail fournies, mais encore ils se dispensaient de payer le salaire pour les heures consacrées au nettoyage et aux réparations ⁽¹⁾.

Or, dans certains ateliers, le nettoyage comportait une ou 2 heures supplémentaires, deux ou trois fois par semaine. Cela faisait 4 à 6 heures perdues et sans rétribution.

Chez les ouvriers, le décret réglementaire souleva dès qu'il fut connu un vif mécontentement. Un industriel de Bondville, M. Vaussard, voulut aussitôt profiter des nouvelles dispositions. Les ouvriers, ignorant les restrictions récentes apportées à la loi, chargèrent l'un d'entre eux de poursuivre leur patron devant le tribunal correctionnel, qui naturellement fut forcé de l'acquitter. Les ouvriers firent appel, ne voulant pas employer de moyens illégaux.

Mais sur ces entrefaites, les ouvrières du même établissement au nombre de 300 environ se mirent en grève pour le même motif. Et voilà le procureur général obligé d'en faire arrêter trois, et de ne les relâcher qu'après la rentrée des autres à l'atelier, tandis que le patron intente une action contre elles « à raison du préjudice à lui causé par le chômage forcé de son industrie ».

(1) « Le décret de 1848 ayant été fait au point de vue de l'intérêt des ouvriers, afin que leurs forces ne fussent pas épuisées par la fatigue, et qu'il leur restât 12 heures franches dans chaque journée, soit pour le repos, soit pour quelque culture intellectuelle, il m'avait paru évident que le mot : travail *effectif*, ne voulait pas dire que le maître devait recueillir le produit *utile* de 12 heures de travail, et que soit pour réparation, soit pour nettoyage des machines, il pouvait demander à ses ouvriers un supplément de corvée et un supplément gratuit. Avant 1848 si pareil supplément était exigé, du moins il était rétribué » (Rapport du 2 sept. 1851).

Il est difficile de trouver un exemple plus frappant de la situation sans issue des ouvriers de cette époque. Ils en appellent à la loi de la volonté du patron. La loi refuse de les protéger. Eux-mêmes alors refusent de travailler. Mais la loi, cette fois-ci, sait bien intervenir pour les obliger à reprendre le travail et leur faire payer ensuite au fabricant l'indemnité à laquelle il a droit, comme si le législateur avait voulu garantir à son industrie un nombre fixe d'instruments de travail.

L'affaire néanmoins faisait du bruit; une souscription était ouverte pour obtenir l'appui d'un avocat célèbre : M. Michel (de Bourges) s'était chargé de défendre les ouvriers en appel et insistait auprès du procureur général pour avoir jour le plus tôt possible.

La condamnation des ouvriers ne faisait pas de doute. Le procureur général lui-même devait la demander. « Comptez, dit-il au Garde des sceaux, que mon opinion personnelle sur l'*iniquité* du règlement n'influencera aucunement ma conduite. Les critiques que je crois devoir vous soumettre resteront murées dans ma conscience : je demanderai devant la cour l'exécution du règlement, parce qu'il dérive de la loi ».

Mais M. Daviel n'était pas sans inquiétude sur l'issue d'un pareil jugement. « Après l'arrêt de la cour, la légalité étant constatée, les ouvriers obéiront-ils sans troubles? On peut en douter. Dans tous les cas le règlement et l'arrêt fourniront un immense grief à la classe ouvrière contre le pouvoir, et son irritation sera tôt ou tard exploitée ».

— D'autre part, on ne peut compter sur les manufacturiers pour renoncer à l'usage de leurs droits : « Dans la nécessité où ils sont de produire à bon marché, ils ne reculent devant aucun moyen de réduire leurs frais de production. Il en est qui pour quelques centimes de différence provoqueraient les

plus violents conflits ». Que faire alors ? Il reste un seul moyen : la publication d'un nouveau décret interprétatif « déterminant le temps pendant lequel le nettoyage peut légalement se prolonger, en expliquant par exemple, que s'il devait durer au delà d'une 1/2 heure, le temps excédant devrait être pris au dedans des 12 heures de travail ». — Dans l'attente de ce nouveau décret, le procureur général promet de retarder le plus possible le jugement d'appel, espérant qu'il aura reçu satisfaction d'ici-là.

Ce rapport fut communiqué aussitôt à M. Buffet par le Garde des sceaux. Le 15 septembre une lettre du préfet de la Seine-Inférieure venait appuyer les demandes du procureur général. Celui-ci dans deux nouveaux rapports du 26 septembre et du 10 octobre insistait encore sur le mécontentement des ouvriers et les dangers qui en résultaient.

M. Buffet devant cette insistance répondit une première fois, le 16 septembre 1851.

Il était aisé de voir, d'après lui, que M. Daviel confondait deux choses bien distinctes : la rétribution du travail et sa durée. Rien dans le décret n'obligeait les fabricants à payer ou à ne pas payer les travaux supplémentaires. « La question des salaires est du domaine des conventions privées. Patrons et ouvriers demeurent entièrement libres comme auparavant de débattre les conditions pécuniaires de leur accord, pourvu que les uns et les autres agissent individuellement et sans recourir à des actes ou à des concerts offrant le caractère de la coalition ».

Devant les nouvelles communications du Garde des sceaux, M. Buffet, le 19 octobre 1851, exposa de nouveau les raisons qui lui paraissaient s'opposer à toute modification du décret réglementaire. Il ajoutait que l'exception relative au nettoyage n'était pas une obligation pour l'ouvrier.

« L'exception signifie seulement qu'il n'y aura pas de contravention dans le fait de prolonger le travail au delà de 12 heures. Mais assurément sur ce point, comme sur le prix de la journée, les parties sont et doivent rester libres de débattre individuellement les conditions de leur accord ». Il ajoute que les difficultés dont on lui parle ne se produisent qu'à Rouen.

Ces appels à la liberté des conventions, joints à ces rappels de la loi sur les coalitions, devaient sembler d'une ironie un peu cruelle au procureur général de Rouen, qui constatait tous les jours le caractère illusoire pour l'ouvrier de la liberté du travail. Aussi lisons-nous quelques jours après, le 10 novembre 1851, dans une lettre du Garde des sceaux au ministre du Commerce : « les explications contenues dans la dernière dépêche du ministre laissent subsister dans toute leur force les principales considérations développées par M. le procureur-général de Rouen ». Et qui parle ainsi ? C'est M. Daviel lui-même qui venait d'être nommé Garde des sceaux, et se hâtait de profiter des circonstances pour obtenir comme ministre ce qu'il n'avait pu obtenir comme procureur général.

M. de Casabianca venait de remplacer M. Buffet au ministère de commerce. On pouvait espérer que le nouveau ministre n'imiterait pas la résistance opiniâtre de son prédécesseur. Malheureusement le ministère ne dura que quelques semaines, et les efforts de M. Daviel restèrent sans résultat.

M. Daviel ne parle plus désormais du procès en Cour d'appel, mais d'après les appréciations contenues dans le reste de sa correspondance, il fut sans nul doute perdu par les ouvriers.

Revenu à Rouen, et renonçant pour l'instant à toute

modification de la loi, il va s'efforcer de l'appliquer de son mieux, malgré les difficultés sans nombre qu'il rencontre.

Les mobiles qui le font agir sont à la fois d'ordre moral et d'ordre politique. Il est frappé, peiné de la condition des ouvriers. Déjà dans sa lettre du 10 novembre au ministre du Commerce, il faisait valoir contre les heures supplémentaires, la santé menacée, l'ordre du ménage troublé, les heures des repas changées. Plus tard (27 mai 1852) il s'exprime ainsi : « Entraînés par l'ardeur du gain, et par le développement inouï que la spéculation imprime depuis quelque temps à l'industrie, nos manufacturiers s'ingénient pour augmenter leur production, et sans violer la lettre de la loi, ils sont arrivés à augmenter énormément la somme de leur travail. Je ne hasarde rien en disant que par l'effet de leurs nouvelles combinaisons, *la condition des ouvriers est empirée* ».

Les motifs politiques qu'il invoque en faveur d'une stricte application et d'une amélioration progressive de la loi sont : la nécessité de diminuer les antagonismes de classes, d'empêcher qu'en « soufflant sur un feu qui couve, on n'amène quelque explosion dans la classe ouvrière » ; l'intérêt qu'il porte à la popularité du prince-président, auquel les ouvriers font, grâce à lui, remonter leur reconnaissance.

Pour parvenir à ses fins, il a institué une stricte surveillance. Les maires, les commissaires de police, les substituts sont invités à rechercher les délits. « Chaque mois, écrit-il au Garde des sceaux, les juges de paix doivent aux procureurs de la République un rapport spécial sur tout ce qui se rattache à l'exécution des lois sur le travail, et mes substituts m'envoient ces rapports en y joignant leurs observations ».

Du reste, cette attitude lui gagne la confiance des ouvriers et des fabricants. Il est parvenu peu à peu à persuader ces derniers que l'exacte exécution des lois sur le travail

était de leur intérêt même, puisqu'elles empêchaient la surproduction, et dans cette réunion de notables commerçants de Rouen, dont nous parlions tout à l'heure, des remerciements lui sont votés. Le Conseil général émet un vœu en faveur de la suppression du travail de nuit ; il demande encore que les exceptions ne puissent jamais s'appliquer aux femmes et aux enfants.

Comme à Lille, nous voyons les représentants élus de cette région industrielle se prononcer en faveur d'une limitation du travail.

Le 6 septembre 1852, M. Daviel écrit au Garde des sceaux : « La loi du 9 septembre 1848 et celle du 23 mars 1841 sont partout strictement exécutées. Le nombre des condamnations prononcées pendant le mois qui vient de s'écouler est moindre que précédemment. Avec quelque persistance, et en peu de mois, je serai parvenu à faire passer les prescriptions de ces lois dans les mœurs industrielles de ce pays ».

Mais ces résultats encourageants ne vont pas sans de nombreuses difficultés, et si nous en parlons ici, c'est que cette expérience ancienne vient confirmer une fois de plus les constatations, faites, soit en Angleterre depuis longtemps, soit en France plus récemment depuis les derniers essais de législation ouvrière.

Les obstacles viennent d'abord des tribunaux. Ils persistent à appliquer l'art. 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes. L'amende est réduite au taux des peines de simple police, et la perte éprouvée par le coupable est largement compensée par le gain que la contravention lui a procuré (Lettre du 27 mai 1852).

De leur côté les fabricants cherchent tous les moyens de violer la loi. Réunis, ils se déclarent convaincus de sa néces-

sité. Isolés, ils s'efforcent de la tourner, comme on voit aujourd'hui les ouvriers réclamer collectivement la limitation du travail, et accepter individuellement avec empressement les heures supplémentaires qu'on leur paye double. Personne ne veut être dupe; tout le monde veut duper les autres; et c'est pourquoi la loi n'est utile que si elle s'applique sans faiblesse à tous les intéressés. — Tous les procédés en vigueur aujourd'hui pour tourner la loi sans s'exposer aux procès-verbaux de l'inspecteur, sont employés dès 1851 par les fabricants de la Seine-Inférieure : repas pris dans l'atelier sans que les machines s'arrêtent; abus du nettoyage pour faire travailler au delà des 12 heures, sentinelles avertissant de la venue des agents de l'autorité pendant les repas, etc. Nous verrons le détail de ces procédés en étudiant le fonctionnement actuel de la loi.

Les obstacles enfin viennent de la loi elle-même; et à ce sujet, il signale trois réformes indispensables pour qu'elle puisse être sérieusement appliquée :

— L'affichage du règlement de l'usine avec indication des heures de repos,

— L'arrêt des machines pendant les intervalles de repos,

— La fixation du temps de nettoyage en dedans et non en dehors de la journée de travail.

A l'appui de cette dernière réforme, il cite certains métiers à filer le coton, portant 700 broches, si légers qu'un enfant peut les faire manœuvrer, mais dont le nettoyage à la fin de la semaine exige 4 heures. « L'industriel pourra-t-il contraindre l'ouvrier qui fait marcher un de ces métiers à le nettoyer en dehors de sa journée de 12 heures? » (Lettre du 2 octobre 1852).

La dernière lettre de M. Daviel est du 6 novembre 1852. A partir de cette date, nous ne savons plus rien de l'appli-

cation de la loi, et tout nous porte à croire qu'il fallut pour l'oublier moins de temps que n'en avait coûté sa mise à exécution partielle. Le 2 décembre interrompit toutes les tentatives faites pour améliorer la situation des ouvriers.

Il serait injuste d'oublier que sur un autre point de la France encore, des efforts furent faits pour exécuter la loi du 9 septembre 1848. C'est encore d'une région industrielle qu'il s'agit. Dans le ressort de Colmar, le procureur général s'efforça comme celui de Rouen de faire respecter la limite de 12 heures. Nous n'avons trouvé qu'un seul des rapports adressés par lui au Garde des sceaux le 30 avril 1852, en réponse à une circulaire du 28 où celui-ci lui rappelait les prescriptions légales. Il se plaint de l'insuffisance des moyens de contrôle mis à sa disposition, puis il ajoute :

« Cependant ce qui s'est passé dans mon ressort, peu de temps après la publication de cette loi, prouve qu'il y avait lieu de s'y arrêter. En effet, les principaux manufacturiers du Haut-Rhin avaient organisé entre eux des moyens spéciaux de surveillance; j'avais moi-même donné les instructions les plus pressantes à mes substituts; malgré nos efforts communs, je ne suis parvenu qu'à faire poursuivre un petit nombre de contraventions, et bientôt les chefs les plus honorables de notre industrie, s'apercevant qu'ils étaient victimes de leur trop fidèle interprétation de la loi, adressèrent au préfet une protestation dans laquelle ils déclaraient qu'ils cesseraient de s'y conformer, jusqu'à ce que l'autorité les protégeât d'une manière efficace contre la concurrence déloyale des fabriques qui continuaient à travailler plus de 12 heures par jour. J'ai eu l'honneur de vous rendre compte de ce fait par mon rapport du 6 juillet 1850 ».

Comme M. Daviel, il demande que les manufacturiers affichent à la porte de leurs établissements les heures de

repos, et celles du commencement et de la fin du travail; il demande en outre que les représentants de l'autorité judiciaire puissent pénétrer dans les fabriques.

Est-ce là tout? et les demandes réitérées des procureurs généraux de Rouen et de Colmar restèrent-elles sans aucun effet? Elles n'eurent pas de résultat pratique sur la condition même des ouvriers, mais elles provoquèrent cependant un dernier effort de la part du ministère du commerce. Par une circulaire du 3 novembre 1852 le ministre ordonnait aux préfets de faire une enquête auprès des chambres de commerce, des chambres consultatives, et des conseils de prud'hommes, et d'envoyer aussi leur avis personnel sur les trois questions suivantes :

Y a-t-il lieu de supprimer le travail de nuit?

Y a-t-il lieu de supprimer l'autorisation accordée par le décret de 1851 de prolonger le travail pour cause de nettoyage?

Y a-t-il lieu enfin de créer des agents spéciaux pour faire exécuter la loi?

On se rappelle que la première et la troisième de ces questions avaient été résolues déjà par le projet gouvernemental, soumis en 1851 au Conseil d'État, et que seuls les scrupules de légalité de ce corps avaient empêché ces solutions d'aboutir. — Sur la question du nettoyage on peut faire remonter, croyons-nous, à M. Daviel l'honneur de l'avoir rendue si pressante.

L'enquête n'aboutit qu'à un rapport et n'eut pas de sanction, mais nous reproduisons ici les résumés des réponses faites, parce qu'elles prouvent une fois de plus la faveur dont jouissaient auprès de la majorité des industriels les idées de réglementation du travail, et leur désir de voir sérieusement appliquer la loi.

En ce qui touche le travail de nuit, si fréquent à cette époque surtout dans les filatures et les tissages, il y a un nombre important d'industriels favorables à sa suppression : 64 contre 70 ; les prud'hommes de Lille et d'Armentières, les chambres de commerce d'Amiens, la chambre consultative d'Elbœuf, les prud'hommes de Mulhouse, les préfets de la Meuse, du Haut-Rhin, du Nord, de la Somme et des Vosges sont tous favorables à la suppression. Sedan, Lisieux, Saint-Quentin, Metz, s'y opposent.

La pierre de touche qui seule peut renseigner sur la sincérité des industriels, c'est leur attitude à l'égard de l'inspection du travail.

S'ils sont persuadés que les principes posés par la loi sont nécessaires, ils doivent l'être aussi que la surveillance de la loi doit être efficace.

Or, en consultant le tableau suivant ⁽¹⁾, on se convaincra vite que la majorité des intéressés demande qu'on confie cette surveillance, soit à des agents spéciaux, soit à des agents dont l'action puisse être sérieuse, comme des commissaires de police ; et que la minorité seulement voudrait voir charger de cette tâche les juges de paix ou les prud'hommes, évidemment incapables de la bien remplir. De même dans le tableau II on pourra voir que sur la nécessité d'apposer des affiches indiquant les heures d'entrée, de sortie et de repos des ouvriers, la grande majorité est d'accord. On se rappelle que cette mesure indispensable avait été réclamée par les procureurs généraux de Colmar et de Rouen.

(1) V. p. 76.

TABLEAU I.

Corps répondant.	Il faut confier le droit de pénétrer dans les ateliers				
	aux commissaires de police et aux agents supérieurs.	aux juges de paix et aux agents supérieurs.	aux Prud'hommes seuls.	à des inspecteurs spéciaux.	à un très petit nombre d'agents choisis avec le plus grand soin et auxquels la plus grande réserve sera imposée.
Conseils de Prud'hommes.	5	1	4	10	15
Chambres consultatives.....	2	1	0	4	15
Chambres de commerce.....	7	2	0	7	12
Préfets.....	12	2	0	5	0

TABLEAU II.

Corps répondant.	Les affiches doivent		
	être exigées et		ne pas être exigées.
	énoncer les exceptions.	ne pas énoncer les exceptions.	
Conseils de prud'hommes.	28	5	7
Chambres consultatives...	13	2	9
Chambres de commerce...	11	3	13
Préfets.....	32	4	6

Sur la question principale, l'opportunité de supprimer l'exception en faveur du nettoyage des machines, il y a, par contre, une majorité écrasante et désolante en faveur du maintien de l'exception. 104 corps contre 15 veulent qu'on prenne en dehors des 12 heures journalières le temps nécessaire au nettoyage.

L'intérêt relatif qu'on avait témoigné pour l'application de la loi ne dura plus longtemps. L'enquête dont nous venons

de parler n'eut point de résultats. Un dernier fait montrera bien comment, dès 1853, les industriels, sûrs de l'appui du gouvernement, ne manifestaient plus qu'un respect un peu ironique pour les prescriptions de la loi. Au mois de février de cette année, 9 maîtres teinturiers du département de la Seine demandaient au ministre de prolonger de deux heures par jour au lieu d'une, la durée du travail des étendeurs et des laveurs d'étoffe.

Pour justifier leur demande, ils disaient : « la journée des laveurs et étendeurs commence à 6 heures, mais leur travail actif n'a lieu qu'à partir de 7 h. $1/2$; ils n'éprouveront donc pas plus de fatigue que leurs camarades; et *si nous les faisons entrer une heure et demie plus tôt c'est pour les sauver du cabaret qui pourrait les entraîner à perdre leur journée* ».

« Confiants dans la sollicitude de l'Empereur en faveur de cette classe si intéressante des ouvriers », ils demandaient encore que la prolongation de 2 heures pendant 120 jours accordée par l'article 3 du décret de 1851 s'appliquât aussi aux opérations des dégorgeurs et des tondeurs.

Le préfet de police, M. Pietri, se hâta de faire un rapport favorable, et le ministre en prit note pour les décrets ultérieurs qu'on pourrait avoir à promulguer.

Ce décret ne parut jamais, mais on ne chercha pas à savoir si les teinturiers parisiens n'avaient pas, sans l'attendre, appliqué le nouveau régime du travail qu'ils proposaient.

CHAPITRE III

Décret du 31 janvier 1866.

Le décret de 1866 n'a pas la portée générale du décret de 1851. Il n'ajoute qu'une seule exception à une liste déjà bien longue ⁽¹⁾. — Néanmoins, l'histoire de cette nouvelle restriction légale à la protection des ouvriers, n'est pas sans intérêt. Elle jette une lumière assez triste sur la situation des ouvriers dans l'industrie de la soie. Elle confirme également les données que nous avons fournies autre part sur la durée inouïe du travail dans cette industrie, à certaines périodes de l'année. Elle forme enfin un épisode de l'histoire des relations entre le capital et le travail dont les historiens du second Empire ne nous ont guère entretenus.

Le 23 mai 1859 quelques moulineurs de soie de l'Ardèche adressèrent au ministre du Commerce une pétition demandant qu'il les autorisât à faire travailler 2 heures de plus par jour pendant 120 jours de l'année. Leur demande n'était pas motivée par les difficultés que leur causait l'application du décret de 1848. Ils ne l'avaient jamais appliqué. Mais poursuivis, à la demande de quelques ouvriers, pour contravention à ce décret, ils voulaient, sans rien changer à leur pratique, se mettre simplement à l'abri d'une nouvelle inter-

(1) Article premier..... La durée du travail effectif dans les ateliers de filature de soie pourra être prolongée d'une heure par jour pendant 60 jours du 1^{er} mai au 1^{er} septembre.

vention judiciaire. Les préfets furent consultés par le ministre; mais leurs réponses ne concordaient pas. Le Conseil d'État, saisi, déclara dans un avis du 29 décembre 1860, qu'aucun essai de suivre les prescriptions de la loi n'ayant jamais été fait dans l'industrie de la soie, il n'y avait pas lieu de modifier le décret de 1848 ou de compléter le décret de 1851.

Les filateurs ne se tinrent pas pour battus, et le 24 février 1863 des industriels d'Aubenas adressaient par l'intermédiaire du préfet de l'Ardèche, une nouvelle pétition au ministre du Commerce, M. Béhic. Ils demandaient, comme précédemment, l'autorisation de prolonger le travail dans leurs filatures, de 2 heures pendant 3 ou 4 mois de l'année.

Les motifs invoqués étaient tirés des conditions particulières auxquelles est soumise l'industrie de la soie. Les filateurs achètent leurs cocons au mois de mai. La période d'achat dure une dizaine de jours, et il faut aussitôt recevoir, étouffer et emmagasiner les cocons. L'étouffage terminé, viennent le séchage et le triage; il faut éliminer les cocons tachés par l'écrasement des chrysalides, et qui menacent de pourrir; ces qualités inférieures doivent être aussitôt filées sous peine de perte complète. — Toutes ces opérations sont, comme on voit, concentrées dans une courte période, où le travail est nécessairement plus pressé.

Ces conditions techniques justifiaient-elles une exception? Les filateurs pendant cette période, ne pouvaient-ils organiser deux équipes d'ouvriers? Ne pouvaient-ils, en faisant travailler à la lumière pendant les plus courtes journées, distribuer la besogne plus également sur l'année tout entière? L'exception ne pouvait être admise que si aucun de ces

procédés n'était applicable. Le Conseil d'État en 1860 avait déjà pour expliquer son refus, invoqué la possibilité d'augmenter le personnel pendant les mois d'été. — Mais les industriels, cette fois-ci, avertis par l'expérience, vinrent au devant de l'objection : « Du 15 mai au 20 juin, disaient-ils, la plupart des ouvriers de filature quittent l'atelier pour aider leurs parents à conduire l'élevage des vers à soie ». Dans ce cas l'exception ne se justifiait au moins que pour cette courte période d'un mois. Or, les filateurs en demandaient trois. La chambre de commerce de Saint-Étienne déclarait à vrai dire, que du « 15 juin au 15 septembre tous les bras sont occupés au travail des champs ». Le fait ne laisse pas que de surprendre un peu, dans une région industrielle où les chômages sont fréquents.

Si on leur proposait alors de faire une partie du travail à la lumière pendant les courtes journées, les industriels répondaient que le filage des cocons était une opération trop délicate pour se faire autrement qu'au grand jour ; les qualités produites à la lumière étaient d'après eux inférieures aux autres.

Une enquête fut instituée auprès des préfets dans les départements intéressés. Ils se renseignèrent auprès des corps consultatifs et des industriels. Sur sept préfets, quatre se montrèrent favorables et trois défavorables à la mesure projetée⁽¹⁾. Parmi les arguments que font valoir les premiers, deux nous ont paru particulièrement intéressants : les filateurs, d'abord, font remarquer qu'en hiver la journée est de 8 heures seulement et qu'ainsi la prolongation du travail en été est une juste compensation de la perte éprou-

(1) Sont favorables : les préfets de l'Ardèche, de la Loire, de l'Hérault, de la Drôme — défavorables, ceux du Var, du Gard et de Vaucluse.

vée pendant l'hiver. — Dans le même ordre d'idées le préfet de la Drôme cite le fait suivant à l'appui de la pétition : « un grand nombre d'ouvrières habitent trop loin pour rentrer tous les soirs chez elles. Pendant toute la semaine elles restent à l'usine, où elles s'alimentent au moyen de provisions qu'elles apportent chaque lundi. Elles partent le samedi vers 3 ou 4 heures pour rentrer chez elles. Le maître de l'usine éprouve ainsi une perte réelle dont il se compense en prolongeant le travail pendant les cinq autres jours de la semaine ».

Nous ne relèverions pas cette théorie du « *lucrum cessans* » en matière industrielle, si on ne la retrouvait fréquemment dans les discussions⁽¹⁾. On semble admettre l'existence d'une journée de travail idéale sur laquelle le fabricant est en droit de compter ; si donc le nombre d'heures espéré n'est pas atteint, il supporte un réel dommage, pour lequel est dû compensation. — Ne voit-on pas qu'un pareil raisonnement n'est valable que si une loi ou une convention ont, au préalable, fixé le nombre d'heures *minimum* que l'industriel a le droit d'exiger par semaine ou par mois ? Tant qu'une telle précision n'a pas eu lieu, l'argument non seulement manque de base, mais il est même dangereux. En effet, suivant que l'industriel estime arbitrairement à 12, 13, 14 ou 15 heures par jour la durée normale du travail à laquelle il a droit, il se jugera plus ou moins frustré par l'ouvrier qui travaille moins. Les conséquences du système sont visibles : s'il estime à 12 heures, par exemple, la durée du travail journalier qu'on lui doit, il retiendra pendant 5 jours les ouvrières 13 heures à l'usine, parce que le samedi elles quittent le travail à 4 heures au lieu de 9. Ou encore : il ré-

(1) V. au chapitre IV, p. 90, une décision judiciaire sur ce point.

duira le salaire journalier de l'ouvrier qui ne fait que 11 heures, sans nécessité réelle et sans qu'une production moindre le justifie, mais simplement en vertu de cette théorie d'un « marché à gagner » dont lui-même arbitrairement fixe le montant.

Le préfet de la Drôme, pour écarter tout scrupule de l'esprit du ministre ajoutait avec un étonnement sans doute sincère : « chose surprenante, on s'accorde à reconnaître que le surcroît de travail exécuté pendant les grands jours dans les usines, n'altère en rien la santé des ouvriers, et n'exerce aucune influence, même sur le développement des jeunes filles de 13 à 14 ans. Il est notoire aussi qu'elles préfèrent ce genre de travail à tout autre ».

Mais des arguments très forts s'opposaient à ceux que nous venons d'exposer. En premier lieu l'impossibilité du travail à la lumière était expressément contestée. Le préfet de la Drôme citait lui-même un grand industriel, M. Chartron de Saint-Vallier, qui avait organisé son usine pour le travail à la lumière; grâce à un procédé perfectionné d'éclairage. Dans le Var « la pratique du travail à la lumière est depuis longtemps usitée, et les industriels ne songent pas à la modifier ». Chose plus frappante encore, les préfets du Gard et du Var remarquent que les prétentions des fabricants sont contradictoires. Un travail effectif de 14 heures par jour nécessite au moins 2 à 3 heures de repos. Si tout le travail doit se faire au jour, il en résulte que les industriels auraient besoin pendant 120 jours de 16 ou 17 heures de jour continu. Or c'est une impossibilité matérielle. A Nîmes, dans les jours les plus longs « le soleil se lève à 4 heures 18 et se couche à 7 heures 45 du soir ».

Ce n'est pas tout : le préfet du Gard est persuadé (et nous le croyons volontiers) qu'un travail de plus de 12 heures est

ruineux pour la santé des ouvrières : que s'il devait se prolonger pendant toute l'année, elles succomberaient à la tâche. — Enfin, le président de la Chambre de commerce d'Avignon, fait cette remarquable observation : « On s'accorde généralement à reconnaître qu'il y a fort peu d'avantage à sortir des conditions établies par la loi, attendu que la prolongation du séjour des ouvriers dans les ateliers au delà de 12 heures, ne produirait pas une augmentation de produit proportionnelle, et que la fatigue résultant de cette prolongation de travail, nuirait à la bonne confection des produits ».

Quelle était à cette époque la durée du travail dans les départements intéressés? En 1848 elle était déjà fort considérable ⁽¹⁾. La situation depuis lors ne paraît pas avoir changé. La Chambre de commerce de Saint-Étienne écrit pour appuyer la pétition des industries de l'Ardèche : « le mode de travail réclamé par les usiniers est tellement indispensable qu'il a été adopté dans la Drôme, l'Hérault, le Gard, l'Isère, la Vaucluse et le Var ». Nous savons déjà que pour trois de ces départements au moins l'affirmation n'est pas exacte, puisque les préfets s'y opposaient à l'admission d'un nouveau régime de travail. Mais elle est vraie pour la Drôme, dont le préfet écrit : « En juin, le travail commence à 4 heures du matin ; à 8 heures le déjeuner a lieu ; le travail reprend à 8 heures et demie, se continue jusqu'à midi (dîner) ; reprend à 1 heure 1/2 et se termine à 8 heures du soir. C'est en tout 14 heures de travail. En août la durée se réduit à 13 heures. Elle est de 12 en septembre ». Les salaires pour ces longues journées ne dépassent pas 1 fr., 1 fr. 25 et 1 fr. 50. Ils restent identiques pendant toute l'année.

(1) V. les chiffres dans notre article : *La durée du travail en France* (*Revue d'Économie politique*, 1897, p. 386).

Dans le Gard, les ouvriers travaillent 12 heures par jour, du 1^{er} juin au 1^{er} septembre : « Dans quelques filatures de l'arrondissement d'Alais, la journée dépasse parfois d'une demi-heure la durée légale ».

Dans le Var, la journée de travail varie de 10 à 12 heures.

Pour les autres départements, nous n'avons pas de détails précis.

Dans l'Hérault cependant, nous savons par une pétition des ouvriers en 1867 que la durée légale était fréquemment dépassée. Et la pétition même des industriels que nous examinons en ce moment, laisse clairement entendre que dans l'Ardèche le système dont on réclame la consécration par un décret est couramment pratiqué.

Devant ces preuves irréfutables que depuis 1860 la situation ne s'était pas modifiée, on peut s'étonner que le Conseil d'État ait cru devoir changer d'avis. Il proposa en effet dans sa séance du 13 novembre 1865 de consacrer par un décret la coutume des manufacturiers ; on devait autoriser pendant 120 jours, au choix du chef d'établissement, une prolongation de 2 heures, dans les filatures de cocon.

Le gouvernement fut moins large, puisque le décret du 31 janvier 1866 n'accorde qu'une heure par jour au delà de la durée légale, et pendant 60 jours seulement, pris entre le 1^{er} mai et le 1^{er} septembre.

Le décret ne satisfait pas les industriels ; car, dans sa séance du 1^{er} septembre 1866, le Conseil général de l'Ardèche réclamait encore une fois l'autorisation de travailler 2 heures de plus pendant 120 jours. Le ministre du Commerce répondit qu'il n'y avait pas lieu de revenir sur sa décision.

Les ouvriers, de leur côté, se montrèrent mécontents et avec plus de raison sans doute :

Dans la petite ville de Ganges (Hérault) les contraventions

à la loi du 9 septembre 1848 avaient provoqué des réclamations. Sur la plainte des ouvriers, adressée au ministre de l'Intérieur, quelques procès-verbaux furent dressés. Mais la surveillance se relâcha vite. En 1868, 152 ouvriers s'adressent de nouveau au ministre pour lui annoncer qu'ils viennent de signer une pétition au Sénat⁽¹⁾. « On nous fait travailler, disaient-ils, depuis l'aube du matin jusqu'au crépuscule du soir, ce qui constitue un effectif de travail, pendant la saison que nous allons traverser, de 14 à 16 heures par jour ». — Nous n'avons pu retrouver la trace de cette pétition.

Mais si nous rapprochons ces faits des renseignements, malheureusement trop rares, que nous fournissent les contemporains, il semble que ces plaintes fussent amplement justifiées. A Tarare, dans une maison citée par Reybaud, la journée des ouvrières en soie ne dépasse pas 12 heures, mais dans un autre établissement à organisation religieuse on trouve au règlement d'atelier l'article suivant : « Le travail commencera à 5 heures 1/4 du matin et finira à 8 heures 1/4 du soir, à l'exception de 2 heures employées à prendre ses repas et à se reposer ». Ainsi 13 heures de travail effectif, voilà la durée réglementaire⁽²⁾. — Audiganne nous affirme aussi qu'à Alais, Uzès, Aubenas, on prolonge la journée beaucoup au delà de 12 heures pour les moulineuses et les dévideuses. Les rubaniers de Lyon font 14 à 16 heures de travail effectif, tandis que ceux de Saint-Étienne depuis 1848 ne permettent pas de dépasser 12 heures⁽³⁾.

(1) V. le texte complet aux appendices.

(2) Reybaud, *Condit. des ouvr. en soie*, 1859, p. 204 et 341.

(3) Audiganne, *Populat. ouvr. de la France*, 1860, p. 91 et 96. Cf. J. Simon, *L'ouvrière*, p. 42 et 43.

CHAPITRE IV

État actuel de la législation, et protection qu'elle assure aux ouvriers.

Dans les chapitres précédents, nous avons exposé en détail l'histoire de la limitation et celle de la durée du travail ; nous avons, jusqu'à la fin de l'Empire, d'après nos documents, apprécié les tendances du gouvernement et celles des patrons ; nous avons dû pour préciser ces tendances entrer parfois dans le détail même des textes et en discuter la portée. Cette histoire prouve avec évidence que la loi, sauf au début et dans quelques départements isolés, ne fut pas appliquée.

Mais on peut dire que depuis 1883 la loi de 1848 a repris une nouvelle vigueur. Actuellement elle est appliquée partout ; on étudie depuis dix ans les résultats de cette application. Des circulaires et des lettres ministérielles récentes en ont précisé la portée... Si l'on veut préparer utilement une réforme législative c'est donc l'état de choses actuel qu'il faut surtout considérer.

Ce sera l'objet de ce chapitre.

Nous étudierons d'abord les règles qui régissent actuellement la durée du travail des ouvriers adultes, leur portée, le nombre des ouvriers auxquels elles s'appliquent, nous verrons ensuite comment ces règles se sont à l'essai montrées insuffisantes ; nous signalerons les abus qui se commettent, les fraudes par lesquelles on peut se soustraire à l'applica-

tion de la loi, et nous indiquerons les points principaux sur lesquels, à notre sens, devrait porter la réforme de la loi de 1848, si le principe en doit être respecté.

Ce n'est plus une étude historique que nous faisons ici. Les faits que nous recueillons maintenant, sont ceux qui se passent aujourd'hui ou qui se passaient hier. Notre objet, en les exposant, est de montrer d'une part l'insuffisance de la législation actuelle à assurer le respect de la limite de 12 heures, d'autre part la nécessité d'empêcher, par une limitation moins large, des procédés et des coutumes évidemment funestes à la santé des ouvriers.

§ 1.

ÉTENDUE D'APPLICATION DE LA LOI.

En rapprochant le décret du 9 septembre 1848 des autres décrets qui l'ont suivi⁽¹⁾, nous trouvons que la protection des ouvriers adultes au point de vue de la durée du travail est aujourd'hui assurée dans les limites suivantes :

« La journée de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne pourra excéder 12 heures de travail effectif⁽²⁾. »

Une circulaire ministérielle a décidé que par les mots manufactures et usines il faut entendre :

1° Tous les établissements à moteur mécanique ou à feu continu et leurs dépendances;

2° Toute fabrique occupant plus de vingt ouvriers réunis en atelier⁽³⁾.

(1) Décret du 17 mai 1851; décret du 31 janvier 1866; circulaire du 25 novembre 1885, et décret du 3 avril 1889. — Cf. circul. du 24 juin 1851, dans *Bull. de l'inspect. du trav.*, 1896, p. 263.

(2) Art. 1, décret du 9 septembre 1848.

(3) Cf. circul. 25 novembre 1885 (*Bull. de l'inspect. du trav.*, 1896, p. 191);

Ainsi la loi ne s'applique ni aux travailleurs agricoles, ni aux employés de commerce (de magasins, etc.), mais seulement aux ouvriers industriels. Parmi ceux-ci elle exclut, en outre, tous les ouvriers travaillant dans de petits ateliers, et tous les ouvriers ne travaillant pas en atelier⁽¹⁾.

La loi s'applique-t-elle exclusivement aux ouvriers, ou sa protection s'étend-elle aussi aux ouvrières adultes? Une interprétation pharisaïque du texte de l'art. 1, aurait pu le contester. Il ne semble pas néanmoins qu'on l'ait jamais fait sérieusement. Le décret du 31 janvier 1866 avait pour objet de soustraire à la règle générale les filatures de soie, où le travail était presque exclusivement exécuté par des femmes. Le service de l'inspection n'a jamais hésité sur ce point. Depuis la loi du 2 novembre 1892 la question n'a plus d'intérêt.

On pouvait hésiter aussi sur le point de savoir si les étrangers devaient ou non bénéficier de la protection légale. La difficulté ne s'est jamais, croyons-nous, présentée dans la pratique. On devrait du reste la trancher par analogie avec la loi du 2 novembre 1892, art. 1, qui garantit aux étrangers la même protection qu'aux ouvrières françaises.

Une grave question fut soulevée au moment de la discussion de la loi : celle de savoir si l'art. 1 n'établissait pas un minimum de travail, aussi bien qu'un maximum. C'est pour éviter une pareille interprétation que fut voté l'art. 2 : « Il n'est porté aucune atteinte aux usages et aux conventions qui antérieurement au 2 mars, fixaient pour certaines industries la journée de travail à un nombre d'heures inférieur à 12 » (2).

loi du 22 mars 1841, art. 1 ; arrêt de la Cour d'appel du 12 décembre 1895 (*Bull. de l'inspect.*, 1896, p. 217).

(1) Industries de transport, mineurs, terrassiers, ouvriers en bâtiments, etc.

(2) « Dans Paris, depuis que cette discussion est soulevée, il y a de la

Une autre interprétation de la loi qui fut donnée à la même époque prouve bien l'étrange confusion des idées en ces matières. Le *National*⁽¹⁾ considère comme évident que la limitation ne s'appliquera qu'aux travailleurs payés à la journée, et non à ceux qu'on payait à la tâche. Cette interprétation n'est pas isolée, car L. Faucher, entre autres arguments qu'il accumulait contre la loi, accusait ses promoteurs de vouloir remplacer le travail à la tâche, le seul équitable, par le travail à la journée. C'est plutôt le contraire qui aurait eu lieu dans le cas où l'on aurait ainsi limité la portée de la loi. Nous en trouvons la preuve dans le fait suivant. La question fut discutée en 1850 au Conseil supérieur de l'agriculture, des manufactures et du commerce, et la plupart de ses membres se montrèrent favorables à l'interprétation la plus large. Un des membres, grand industriel de Paris, déclara entre autres que si l'on distinguait entre les deux modes de travaux, lui-même et tous ses confrères supprimeraient aussitôt dans leurs ateliers le travail à la journée partout où cela serait possible, et le remplaceraient par le travail à la tâche afin d'échapper aux prescriptions de la loi. Depuis la lettre ministérielle du 4 mars 1897⁽²⁾ aucun doute n'est plus possible sur ce point.

Plus récemment, un industriel prétendit pouvoir pro-

fermentation, parce que certains patrons menacent déjà les ouvriers d'abuser du décret, c'est-à-dire de vouloir considérer les 12 heures comme étant applicables aux ateliers ne travaillant que 10 heures (Alcan, séance du 4 sept. 1848, *Moniteur*, p. 2296).

« Mais des faits assez graves se sont produits : 29 patrons ont abusé de la rédaction que nous avons apportée ici ; ils ont prétendu appliquer comme une règle invariable cette disposition qui a été votée hier, et par laquelle nous voulons, au nom de l'humanité, réprimer les excès du travail » (P. Duprat, 9 sept. 1848, *Moniteur*, p. 2379).

(1) 1^{er} septembre 1848.

(2) *Bulletin de l'inspection*, 1897, n. 2, p. 104.

longer le travail de ses ouvrières au delà de 12 heures pendant 4 jours de la semaine, sous prétexte qu'elles partaient le samedi 4 heures plus tôt qu'à l'ordinaire. La Cour de Lyon n'a pas admis ce système de compensation ⁽¹⁾.

On voit quelles restrictions le texte même de l'art. 1 apporte à la protection des ouvriers. Des restrictions plus considérables ont été apportées par les décrets postérieurs rendus en vertu de l'art. 2 du décret-loi.

Ces exceptions peuvent être partagées en trois catégories.

1° Les unes s'appliquent à toutes les industries. Dans toutes les usines, en effet, le nettoyage des machines à la fin de la journée et les travaux rendus nécessaires par un accident ou par un « autre cas de force majeure » sont soustraits à l'application de l'art. 1 du décret-loi ⁽²⁾. Il est inutile d'insister sur les facilités qui sont ainsi données aux industriels de prolonger indûment la durée du travail journalier.

2° Un certain nombre d'industries peuvent prolonger temporairement la journée de travail, au delà de 12 heures. Cette prolongation est de « 1 heure dans les teintureries, blanchisseries et dans les fabriques d'indiennes, pour le lavage et l'étendage des étoffes ;

« De 2 heures dans les fabriques et les raffineries de sucre et dans les fabriques de produits chimiques ;

« De 2 heures pendant 120 jours ouvrables par année,

(1) Cour de Lyon, 31 mars 1892, Sir. 92.2.256.

(2) Décr. 17 mai 1851, art. 2. Certains industriels avaient interprété ces dispositions en ce sens qu'ils pouvaient prolonger le travail pour récupérer le temps perdu par suite des réparations d'outillage. Une lettre ministérielle du 14 juin 1894 a combattu cette interprétation.

au choix des chefs d'établissements, dans les usines de teinturerie, d'imprimerie sur étoffe, d'apprêt d'étoffes et de pressage ;

« De 1 heure pendant 60 jours, du 1^{er} mai au 1^{er} septembre, dans les ateliers de filatures de soie ⁽¹⁾. »

Ces exceptions ne sont temporaires qu'en apparence. En réalité elles peuvent être rendues permanentes. En effet, l'industriel qui veut profiter de ces dispositions n'a besoin de demander aucune autorisation spéciale. Il suffit ⁽²⁾ qu'il fasse savoir au préfet « par l'intermédiaire du maire, qui donnera récépissé de la déclaration, les jours pendant lesquels il se propose de donner au travail une durée exceptionnelle ». — Cet avertissement préalable n'est même pas nécessaire dans les filatures de soie. En pratique cette prescription est complètement tombée en désuétude ⁽³⁾. Lorsque l'industriel veut informer l'autorité de la prolongation ou demander une autorisation, c'est à l'inspecteur qu'il s'adresse. Enfin rien n'empêche que les prolongations prévues dans l'art. 3, 1^o et 2^o du décret de 1851 ne se produisent chaque jour de l'année, puisqu'on n'a pas fixé le nombre maximum de jours où l'industriel pourrait user de son droit.

3^o Enfin une série de travaux sont entièrement soustraits à l'application de la loi. Les plus importants sont « tous les travaux exécutés sur l'ordre du gouvernement, dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ⁽⁴⁾ », les travaux des imprimeries typographiques et lithographiques, etc. ⁽⁵⁾.

Ainsi en vertu de la loi elle-même un industriel peut faire

(1) Décrets du 31 janvier 1866 et du 17 mai 1851, art. 3.

(2) Art. 4, décret du 17 mai 1851.

(3) *Rapport pour 1893*, p. 115.

(4) Décret du 3 avril 1889.

(5) Voir l'art. 1 du décret du 17 mai 1851.

travailler dans certaines industries 13 et 14 heures par jour. Il peut dans toutes prolonger le travail à son gré sous prétexte de réparations ou de nettoyage de machine. Si à cette durée de travail effectif nous ajoutons 2 heures, le minimum indispensable à l'ouvrier pour prendre ses repas, aller à l'usine et en revenir, il reste à l'ouvrier 8 ou 9 heures pour dormir et s'occuper de sa famille. *La loi permet expressément à l'industriel, dans les cas les plus favorables, de prendre à l'ouvrier 14 heures de sa journée, et quelquefois 15 ou 16 heures.* Nous ne parlons pas des cas où aucune protection n'est accordée.

Pénalités. Les contraventions à ces dispositions sont punies d'une amende de 5 francs à 100 francs; il y aura autant d'amendes que d'ouvriers indûment employés, sans que toutefois le total des amendes puisse dépasser 1.000 francs; comme l'art. 463, C. pén., sur les circonstances atténuantes est applicable, l'amende pourra être réduite à 1 franc ⁽¹⁾.

La loi Bérenger n'est pas applicable à ces contraventions de simple police.

Si maintenant, après avoir montré d'après les textes eux-mêmes l'étendue d'application de la loi, nous cherchons quelle est pratiquement la proportion des ouvriers protégés par elle, nous trouvons les résultats suivants :

En 1881 M. Waddington évaluait à 650.000 environ le nombre des ouvriers, employés dans les usines et manufactures et qui devaient profiter des dispositions de la loi nouvelle qu'il préconisait ⁽²⁾. Cette évaluation comprenait à la fois les hommes, les femmes et les enfants. Le nombre des seuls ouvriers adultes se serait élevé à cette même date,

(1) Décret du 9 sept. 1848, art. 4 et 5.

(2) Séance du 22 mars 1881 (*J. O.*, p. 613).

dans les principales branches d'industrie, à 359.444 (1).

Ces évaluations étaient par trop approximatives. Depuis lors, les rapports des inspecteurs nous fournissent les éléments d'une statistique encore imparfaite mais plus exacte en tous cas qu'aucune autre.

En 1896 on constate dans les établissements soumis à l'inspection 1.599.311 hommes au-dessus de 18 ans. Dans les établissements effectivement visités on en trouve 1.008.865.

Mais cela ne signifie pas que la loi de 1848 s'applique à tous ces ouvriers. En effet, le rapport pour 1896 ne distingue pas, le plus souvent, entre les ouvriers adultes qui sont employés dans les usines et manufactures (et soumis par conséquent à la loi de 1848), et ceux qui sont employés dans les simples ateliers (et soumis par conséquent à la loi du 12 juin 1893). Même s'il faisait cette distinction, il resterait encore une cause d'erreur dans le fait qu'on ne peut aisément distinguer entre les ouvriers soumis aux prescriptions de la loi, et ceux qui en sont dispensés par les décrets de 1851 et de 1866.

Dans le rapport général pour l'année 1893, la distinction entre les ouvriers des usines et manufactures et les autres était faite; depuis lors on ne la rencontre plus que dans les rapports spéciaux. Si on consulte ces rapports, on trouve que le nombre d'ouvriers adultes visités dans les usines et manufactures, et soumis par conséquent à la loi de 1848, s'élevait :

En 1895	pour la 1 ^{re}	circonscription	à	145.775
En 1894	—	2 ^e	—	à 34.473
En 1895	—	3 ^e	—	à 61.437
<i>A reporter</i>				241.685

(1) Rapp. supplém. J. O. 1881, Chambre, Ann. p. 63.

				<i>Report</i>	241.685
En 1894	pour la 4 ^e	circonscription	à	113.254	
En 1896	— 5 ^e	—	à	238.918	
En 1895	— 6 ^e	—	à	69.323	
En 1895	— 7 ^e	—	à	39.048	
En 1896	— 8 ^e	—	à	28.585	
En 1893	— 9 ^e	—	à	19.565	
En 1895	— 10 ^e	—	à	61.894	
En 1893	— 11 ^e	—	à	77.262	
Au total.					à 889.534

Comme on le voit, nos renseignements ne datent pas pour toutes les circonscriptions de la même année; et nous ne pouvons que regretter l'absence dans les rapports des inspecteurs, d'une distinction essentielle dans l'état actuel de la loi. — Néanmoins, il faut nous rappeler que le nombre d'établissements visités ne varie pas beaucoup d'une année à l'autre, et que le nombre d'ouvriers rencontrés dans les usines et manufactures d'une circonscription en 1894 ou 1895 ne diffère pas beaucoup de celui qu'on y rencontrait en 1896.

Mais, en admettant même la parfaite exactitude de ces chiffres, il resterait encore une erreur considérable résultant du fait que, dans cette statistique, ne sont compris que les ouvriers *réellement* rencontrés par l'inspecteur, non les ouvriers soumis à l'inspection, lesquels se montent à 1.599.311 d'après le rapport de 1896.

Nous devons donc nous contenter du résultat suivant : 889.534 ouvriers adultes environ ont été, en 1896, protégés par la loi de 1848. — D'après le dénombrement statistique de 1891, le nombre des ouvriers adultes *de plus de 20 ans* est en France de 1.852.269. — Si ces chiffres sont

exacts, la protection légale s'est étendue à moins de la moitié des ouvriers français.

§ 2.

FONCTIONNEMENT PRATIQUE DE LA LOI.

Nous venons de voir combien la portée du décret-loi du 9 septembre 1848 était limitée; à quel nombre restreint d'ouvriers adultes il étendait sa protection. Dans l'application, son insuffisance sera plus visible encore.

Le 16 février 1883 fut votée sur l'initiative de M. Waddington, une loi nouvelle. Son article premier confiait aux commissions locales et aux inspecteurs du travail des enfants dans les manufactures le soin d'appliquer la loi du 9 septembre 1848 ⁽¹⁾. L'inspecteur, on le sait, n'a le droit que de dresser des procès-verbaux, en double exemplaire, dont l'un est envoyé au préfet du département, et l'autre déposé au parquet. Ces inspecteurs sont divisés en deux classes : les inspecteurs divisionnaires, au nombre de 11, les inspecteurs et inspectrices départementaux au nombre de 92 ⁽²⁾. Du reste, les inspecteurs ne sont pas seuls à pouvoir poursuivre les infractions; les règles du droit commun quant à

(1) Loi du 19 mai 1874, art. 18. — La loi du 2 novembre 1892, a renouvelé dans son art. 17 l'ordre donné aux inspecteurs de surveiller l'exécution de la loi du 9 septembre 1848. Elle n'a pas modifié les pouvoirs des inspecteurs en ce qui touche cette surveillance. Les commissions locales, créées par la loi du 19 mai 1874, art. 20, ont été supprimées par l'art. 24 de la loi du 2 novembre 1892.

(2) Loi du 2 novembre 1892, art. 18; décret du 13 décembre, 1892, art. 1. La loi du 19 mai 1874 instituait 15 circonscriptions d'inspection; la loi du 16 février 1883, art. 2, autorisait le gouvernement à en nommer un plus grand nombre à raison de l'extension de leur surveillance; en 1887 nous en trouvons 21, ce nombre demeura fixe jusqu'à la loi du 2 novembre 1892.

la constatation et à la poursuite des délits continuent à s'appliquer ⁽¹⁾.

On peut donc dire que la loi du 9 septembre 1848 n'est entrée en vigueur que le 16 février 1883 ; c'est à partir de cette date qu'il devient intéressant d'en étudier le fonctionnement.

A première vue, en lisant les rapports des inspecteurs, on est frappé du grand nombre d'exemples qu'ils citent de prolongations indues de la journée de travail. En 1881, M. Waddington citait avec indignation des fabriques de la Seine-Inférieure, de Roubaix, de Rennes, des Vosges, de Lyon, de l'Ain, de l'Isère, de la Savoie où l'on travaillait 13 et 14 heures par jour ⁽²⁾. Et 13 ans plus tard, après toutes les discussions et toutes les lois nouvelles sur la protection du travail nous trouvons 487 poursuites pour infractions constatées à la loi de 1848.

Néanmoins, il y a certainement eu un progrès notable dans l'observation de la loi entre les années 1883 et 1896. Si les inspecteurs ont au début rencontré des difficultés considérables, dont nous aurons à rendre compte, leur surveillance est graduellement devenue plus active et plus efficace.

Depuis 5 ans surtout, la réorganisation du service d'inspection, la mise en œuvre des lois du 2 novembre 1892 et du 12 juin 1893, qui soumettent les industriels à des obligations plus minutieuses et les habituent à tenir un plus grand compte des prescriptions légales, ont eu sur l'application de la loi du 9 septembre 1848 un effet certainement très favorable. En voici les preuves, puisées dans les rapports des inspecteurs du travail.

(1) Loi du 2 novembre 1892, art. 20, *in fine*.

(2) *Journal officiel*, 1881, p. 615.

Jusqu'en 1893, les inspecteurs se bornent à constater en termes généraux que les contraventions ont eu lieu, ou non, dans leur circonscription. A partir de cette date, au contraire, nous possédons des tableaux indiquant le nombre exact des contraventions qui ont donné lieu à procès-verbal, ce nombre s'élève de 6 en 1893 à 487 en 1896 ⁽¹⁾. Cette énorme augmentation ne signifie pas, croyons-nous, que les contraventions soient devenues plus fréquentes, mais simplement que les inspecteurs n'hésitent plus à les constater et à les dénoncer aux parquets. Le nombre des contraventions relevées en 1896 est du reste moindre qu'en 1895. Les parquets, d'autre part, ne craignent plus de poursuivre. Tous les procès-verbaux que nous venons de mentionner ont donné lieu à des poursuites ⁽²⁾. Au contraire, il y a peu d'années encore, les parquets, malgré les préfets qui transmettaient les dénonciations aux inspecteurs, malgré les circulaires ministérielles ⁽³⁾, se refusaient souvent à poursuivre. Ils faisaient entre la loi de 1874 sur le travail des enfants et celle de 1848 sur le travail des adultes une distinction arbitraire, poursuivant les contraventions à la première et négligeant de faire exécuter la seconde.

En voici un exemple frappant ⁽⁴⁾ : « Dans la Seine-Inférieure, à Saint-Aubin près d'Elbeuf, le maire est allé se plaindre à la préfecture que la durée du travail réglementaire se trouvait dépassée pour les adultes et pour les enfants dans une filature de laine. La préfecture a signalé le cas à l'inspecteur et un procès-verbal constatant les contraventions a été

(1) *Rapp. pour 1896*, p. 467. En 1894, on a dressé 365 procès-verbaux, et en 1895, 581.

(2) V. pour l'exactitude de ceci les tableaux statistiques des inspecteurs.

(3) Circul. du Garde des sceaux du 12 juin 1890, dans *Rev. gén. d'administ.*, 1890, III, p. 377.

(4) *Rapp. pour 1889*, p. 61.

dressé. Le procureur de la République, chargé des poursuites, a fait appeler l'inspecteur divisionnaire en lui demandant de scinder son procès en deux : l'un relatif aux contraventions à la loi de 1874 pour les enfants; l'autre s'appliquant à la loi de 1848 pour les adultes. Mais le procureur de la République me déclara en même temps que le procès relatif au travail des enfants serait seul poursuivi et que celui des adultes serait classé ».

Des plaintes analogues émanent des inspecteurs du Pas-de-Calais, de la Somme et de Paris ⁽¹⁾.

Lorsque cependant on donnait suite au procès-verbal de l'inspecteur, il se heurtait alors à une nouvelle opposition, celle des tribunaux. Tantôt ils acquittaient, malgré les aveux formels des patrons ⁽²⁾; tantôt les condamnations prononcées étaient si faibles, que les patrons préféraient s'y exposer, plutôt que de renoncer au profit résultant d'un travail prolongé ⁽³⁾. — Devant cette situation l'inspecteur trouvait préférable parfois de ne pas verbaliser, et de laisser simplement l'industriel surpris, sous la menace d'une dénonciation.

Les acquittements sont devenus moins fréquents, mais les condamnations sont toujours très faibles. Les tribunaux continuent à admettre des circonstances atténuantes, et appliquent même la loi du 26 mars 1891, dite loi Bérenger, qui cependant ne devrait pas s'appliquer aux contraventions de simple police ⁽⁴⁾. — Chose plus grave, la loi de 1848 ne prescrit aucune peine spéciale en cas de récidive. Il en résulte, d'après l'article 1 de la loi du 26 mars 1891, qu'au bout de

(1) *Rapp. pour 1890*, p. 9 et 53, et *Rapp. pour 1889*, p. 61.

(2) *Rapp. pour 1890*, p. 3, et *Rapp. pour 1888*, p. 32.

(3) *Rapp. pour 1890*, p. 86.

(4) Cf. Cour de cass. Ch. crim. Arrêt du 5 mars 1892 (*Bulletin de l'inspect. du trav.*, 1895, p. 163 et s.).

5 ans le patron pris en faute peut bénéficier une fois de plus de la loi Bérenger ⁽¹⁾. Malgré tout, quand on compare le nombre actuel des procès à ce qu'il était autrefois la situation n'a pas laissé de s'améliorer.

Un autre fait le prouve encore : les exemples de prolongation exagérée du travail à titre habituel se font de plus en plus rares, dans les derniers rapports des inspecteurs. Qu'on nous entende bien : nous ne parlons pas ici des industries où la loi elle-même autorise cette durée, où la violation des règles de l'hygiène et de l'humanité trouve, sinon une excuse, au moins une explication dans les nécessités imprévues de la production, ou dans les conditions techniques de l'industrie. De celles-ci nous nous occuperons dans un chapitre spécial. — Il ne s'agit pour le moment que des industries soumises à la loi de 1848, et des prolongations de travail auxquelles on ne peut réellement trouver d'autres causes que l'incurie ou l'indifférence du patron. C'est contre ce genre d'abus que le législateur avait pour objet principal de réagir. Or, on en trouve, surtout dans les premiers rapports, des exemples malheureusement trop fréquents.

En 1887 un procès-verbal est dressé contre un teinturier du Nord qui faisait travailler ses ouvriers de 13 à 16 heures par jour ⁽²⁾. Un filateur de soie de l'Ardèche exige en été 14 heures de *travail effectif* de toutes ses ouvrières majeures et mineures ⁽³⁾.

(1) *Rapport pour 1896*, p. 37 et s.

(2) *Rapport pour 1887*, p. 30 et 80. — *Rapport pour 1888*, p. 55, journées de 13, 14 heures.

(3) *Rapport pour 1887*, p. 79. — Si nous citons avant 1893 quelques exemples d'ouvrières travaillant plus que de raison, c'est qu'avant cette date elles étaient comme les ouvriers sous l'empire du décret de 1848, c'est qu'aussi selon toutes probabilités les hommes font dans de pareils cas des journées aussi longues que les femmes.

En 1889 nous trouvons dans la 12^e circonscription ⁽¹⁾, une fabrique de conserves de légumes, où la durée du travail fut accidentellement poussée à 22 heures sur 24, non seulement pour les femmes, mais encore pour les filles mineures ⁽²⁾. — En Vendée, c'est un fabricant de carton qui exige 14 heures de ses ouvrières ⁽³⁾. — En 1890 un industriel de Saint-Calais fait travailler 14, 15 et 16 heures par jour ⁽⁴⁾. — A la filature Rouyer-Quertier « la Foudre » à Rouen on travaille 14 h. 1/2, en 1891 ⁽⁵⁾. — Cette même année « certains filateurs de l'arrondissement de Castres, étant donné les prix très bas qui leur étaient accordés pour la filature à façon, avaient adopté une règle de travail très avantageuse, mais elle obligeait les ouvriers à un travail journalier de 15 heures et à une veillée le samedi qui portait cette journée à 19 heures ». « Quelques enfants employés par eux travaillent 13 et 14 heures et quelquefois plus » ⁽⁶⁾. — En 1891 nous trouvons mentionnées des journées de 15 heures, et même de 24 ⁽⁷⁾. — De même en 1894 ⁽⁸⁾. — En 1895, M. Blaise, inspecteur de la 6^e circonscription (Normandie) nous cite un fabricant de tubes en papier, qui faisait travailler 24 heures de suite ses ouvriers et fut sévèrement condamné par les tribunaux correctionnels et de simple police ⁽⁹⁾.

En 1896 on rencontre encore quelques faits de ce genre. Dans la 7^e circonscription (Bretagne, Anjou) l'inspecteur si-

(1) Bretagne, Vendée.

(2) *Rapport pour 1889*, p. 68.

(3) *Rapport pour 1889*, p. 71.

(4) *Rapport pour 1890*, p. 78, 95.

(5) *Rapport Dron*, p. 17.

(6) *Rapport pour 1890*, p. 85, 86.

(7) *Rapport pour 1891*, p. 80 (Scieries dont le propriétaire ignore la loi), p. 74, 127.

(8) *Rapport pour 1894*, p. 201 (C^{ie} transatlantique du Havre).

(9) *Rapport pour 1895*, p. 196.

gnale des journées de 15 heures dans une fabrique de feutre, de 15, 18 et 20 heures dans une imprimerie sur métaux, de 36 heures consécutives dans une raffinerie de sel. — A Saint-Étienne, un brasseur faisait travailler 15 heures ses ouvriers⁽¹⁾.

Nous n'avons cité ici que les faits les plus frappants. — Mais ces faits, tout exceptionnels qu'ils soient, prouvent combien pendant longtemps les industriels se sont crus à l'abri de toute poursuite.

Dans certains cas nous n'avons pas affaire à des infractions individuelles, mais à la résistance de toute une industrie, ou de toute une région.

En 1887 un inspecteur constate la tendance générale dans la filature et le tissage à dépasser la journée de 12 heures ⁽²⁾. — Dans le Nord en 1888 on croit la loi observée, l'inspecteur se félicite de son succès; mais en 1889 et en 1890, il déclare que la loi est inapplicable dans l'arrondissement de Lille sans le secours de la police ⁽³⁾. — Ce n'est réellement qu'après la loi du 2 novembre 1892 que le décret de 1848 commence à être respecté; « jusque-là, dit l'inspecteur en 1894, la loi de 1848 et la loi de 1874 n'avaient jamais été sérieusement observées; on y travaillait 13, 14 heures par jour » ⁽⁴⁾.

Dans les Vosges on se heurte aux mêmes résistances et c'est seulement après une entente des patrons que l'on se décide à observer la loi, aucun ne voulant se risquer à y obéir, sans être sûr de ses concurrents⁽⁵⁾. Après bien des efforts on est parvenu à limiter la journée à 12 heures ⁽⁶⁾.

(1) *Rapport pour 1896*, p. 192 et 288.

(2) *Rapport pour 1887*, p. 27.

(3) *Rapports pour 1888, 1889 et 1890*, aux p. 41, 42 et 43.

(4) *Rapport pour 1894*, p. 156.

(5) *Rapport pour 1890*, p. 30.

(6) *Rapport pour 1895*, p. 120-121.

En 1896 les industriels en coton de cette région vont même plus loin. Ils constituent un « syndicat cotonnier de l'Est » et devant la difficulté de la situation commerciale ils réclament une limitation du travail à 11 heures par la loi, et soutiennent l'inspecteur dans ses efforts. A vrai dire, ce n'est que la surproduction qui les a rendus si favorables à une mesure qu'ils craignaient autrefois⁽¹⁾.

Il semble donc incontestable que des progrès ont été faits. Mais en même temps les déféctuosités de la loi, la difficulté de sa mise en œuvre apparaissent davantage à mesure qu'on cherche à l'appliquer plus sérieusement.

Pendant longtemps le personnel de l'inspection resta insuffisant. Les mêmes inspecteurs, chargés de surveiller l'exécution de la loi de 1874 sur les enfants, eurent à partir de 1883 la tâche nouvelle d'inspecter les usines et manufactures; des obstacles budgétaires empêchèrent que le gouvernement usât de la faculté que lui donnait la loi de 1883 d'en nommer de nouveaux⁽²⁾. De plus la loi de 1848 ne permet d'imposer aux industriels aucun moyen de contrôle tel que l'affichage des heures de mise en marche et d'arrêts des machines. « Aussi, sauf le cas de dénonciation formelle ou l'aveu de l'industriel, les inspecteurs éprouvent-ils les plus grandes difficultés pour relever les contraventions qui peuvent se produire et baser leurs procès-verbaux sur des constatations précises »⁽³⁾. La loi n'indique pas davantage la durée et le moment des repos. Il en résulte que sans contrevenir à la loi on peut faire travailler l'ouvrier adulte 12 heures consécutives. Le fait est assez

(1) *Rapport pour 1896*, p. 83.

(2) *Enquête des 44*, p. 298. Déposition de M. P. Dubuisson, inspecteur départemental.

(3) *Rapport sur l'application des lois, etc., pendant l'année 1890*, par R. Waddington, p. VII.

rare pour le travail de jour. Il se présente fréquemment au contraire dans le travail de nuit, où souvent un repos d'un quart d'heure à peine est accordé vers minuit⁽¹⁾. Une partie de ces difficultés a disparu depuis la loi de 1892, dont les dispositions profitent aux ouvriers adultes.

Une autre source de mécomptes provient des ouvriers eux-mêmes. Ils prennent rarement l'initiative d'une dénonciation⁽²⁾. Des ouvrières citées à l'audience et se trouvant en face du patron, atténuèrent leurs déclarations antérieures⁽³⁾. — « La surveillance et la constatation des délits, dit en 1891 l'inspecteur de la 21^e circonscription, sont devenues d'autant plus difficiles que l'inspecteur ne peut avoir recours aux déclarations des ouvrières, qui sont toujours sous la menace d'un renvoi, si elles confient quoi que ce soit à l'inspecteur, et qui sont même mises à la porte, si à l'appui du procès-verbal, l'inspecteur cite leur nom au tribunal⁽⁴⁾ ». Certains même se font les complices des industriels pour tromper l'inspecteur⁽⁵⁾.

D'autre part un grand nombre de patrons usent de moyens peu délicats pour échapper aux obligations légales, et retenir leurs ouvriers au delà du temps prescrit. « Dans une usine de l'Ardèche on avançait la pendule pour l'entrée et on la retardait pour la sortie »⁽⁶⁾. — Sous prétexte de nettoyage on retient les ouvriers et l'on en profite pour augmenter d'un quart d'heure ou d'une demi-heure la durée de

(1) *Rapport pour 1895*, p. 149.

(2) *Rapport pour 1888*, p. 15.

(3) *Rapport pour 1890*, p. 102.

(4) *Rapport pour 1891*, p. 120.

(5) *Rapport pour 1896*, p. 100 et 233.

(6) *Rapport Dron*, p. 237. Témoignage de l'inspecteur de la 18^e circonscription (Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, etc.).

marche des métiers ⁽¹⁾. — Parfois l'organisation du travail est telle que tout contrôle est impossible. Voici un système appliqué dans une manufacture de soieries de l'arrondissement de Lyon. On le retrouve encore dans d'autres pays, en Suisse notamment ⁽²⁾. « La machine marche 14 heures sans interruption, depuis 5 heures 1/2 du matin, jusqu'à 7 heures 1/2 du soir ; 4 repos de 1 heure chacun sont fixés à des heures déterminées, 2 le matin et 2 dans l'après-midi. Pendant chacun de ces repos une moitié du personnel sort de l'usine et l'autre continue à faire fonctionner l'ensemble de tous les métiers. C'est là le but de cette organisation ; mais il est bien difficile de vérifier si chaque moitié du personnel sort bien réellement 2 heures par jour » ⁽³⁾. — En d'autres endroits les ouvriers entrent et sortent à des heures différentes, et la surveillance devient ainsi impossible ⁽⁴⁾. Dans d'autres cas enfin, l'industriel ne viole pas directement la loi, mais pousse indirectement les ouvriers à dépasser le nombre d'heures légal. « Il dit bien qu'il doit y avoir des repos à certaines heures déterminées, mais comme le moteur tourne constamment, l'ouvrier abandonné à lui-même, au lieu de se reposer, continue son travail, afin d'augmenter le salaire qui lui est payé suivant la production. Personne ne veille à ce que les ordres soient exécutés..... Le plus souvent les enfants font de même, et la journée dépasse pour eux comme pour les autres les 12 heures réglementaires ⁽⁵⁾ ». Lorsqu'on

(1) *Rapport pour 1895*, p. 115.

(2) R. Jay : *La limitation légale du travail en Suisse*, Paris, 1893.

(3) *Rapport pour 1890*, p. 106.

(4) *Rapport pour 1896*, p. 12.

(5) *Rapport pour 1890*, p. 31-33. — *Rapport pour 1887*, p. 21. — *Rapport pour 1891*, p. 95. — *Rapport pour 1894*, p. 311. — V. encore d'autres procédés, *Rapport pour 1887*, p. 79, et *Rapport pour 1890*, p. 107-109.

ajoute à cela un système de primes au surtravail ce mépris de repos devient une habitude chez l'ouvrier ⁽¹⁾.

Analogue à ce procédé est celui de la « tâche banale ». Il est employé dans les chantiers de tailleurs de pierre. Le chantier reste ouvert dès les premières heures du matin jusqu'à la nuit.

Les ouvriers robustes arrivent ainsi en travaillant 13 à 14 heures par jour, à recueillir des salaires de 400 francs par mois. — En réalité leur salaire par heure est moindre que celui des ouvriers ordinaires, et ils empêchent les ouvriers moins robustes de gagner autant qu'ils pourraient. « C'est dans les chantiers à la tâche banale que le salaire est tombé le plus bas, dit un des déposants de l'Enquête des 44 » ⁽²⁾.

Le système des compensations, qui du reste n'est pas admis par les tribunaux est aussi d'un emploi fréquent. Il s'était surtout répandu chez les ouvrières des tissages et des filatures et moulinages de soie avant la loi de 1892. — Sous prétexte que le samedi les ouvrières quittaient l'usine plus tôt qu'à l'ordinaire, on les retenait les autres jours de la semaine une ou deux heures de plus. Les bas salaires sont en pareil cas les meilleurs auxiliaires des patrons : les ouvrières mal payées ne veulent pas perdre les quelques heures du samedi, et c'est pour rattraper ce salaire qu'elles s'acharnent souvent à prolonger le travail les autres jours ⁽³⁾. C'est un des cas nombreux où l'idée de la productivité du travail proportionnelle à sa durée est une cause d'abaissement de salaire, sans qu'il soit du tout constaté que la demi-heure ou l'heure supplémentaire faite par les ouvrières les 5 premiers jours de la semaine, augmentent véritablement leur produc-

(1) *Rapport pour 1888*, p. 32.

(2) *Enquête des 44*, p. 15 et 16.

(3) *Rapport pour 1890*, p. 94, 107, 109. — *Rapport pour 1891*, p. 117.

tion. Toutes les présomptions sont en sens contraire. — Mais ni le patron, ni les ouvrières isolées ne songent à vérifier le fait.

On voit que malgré les progrès incontestables du service de l'inspection et l'observation certainement plus scrupuleuse de la loi, les fraudes sont non seulement possibles, mais encore fréquentes.

L'insuffisance des dispositions législatives se manifeste à chaque instant. Parmi les conséquences les plus désastreuses de cet état de choses, il faut signaler l'influence de ces violations de la loi sur le travail des enfants. On a souvent fait remarquer combien sont importantes les conséquences indirectes des lois sur le travail. En Angleterre, la réduction à 10 heures du travail des femmes et des enfants a fait fixer à la même durée la journée des ouvriers adultes dans l'industrie textile. En France l'application de la loi du 2 novembre 1892 a dans certains cas réduit à 11 heures la durée du travail de tous les ouvriers d'une usine ⁽¹⁾. — Mais l'effet inverse s'est aussi produit : la violation de la loi de 1848 a entraîné et entraîne encore la violation des lois de 1874 et de 1892. Les plaintes des inspecteurs sur ce point sont fréquentes. « Le plus fâcheux, dit l'un d'eux, c'est que les enfants sont victimes de ces contraventions, eux, qui, auxiliaires des ouvriers adultes sont forcés de les suivre dans leurs travaux qui commencent à 5 heures du matin, pour se terminer à 7 heures du soir. Dans cet intervalle de 14 heures, les machines arrêtent de midi à 1 heure pour le déjeuner, et c'est bien souvent le seul arrêt réel de la journée. Il y a bien il est vrai des repos autorisés, à 8 heures le matin et à

(1) *Rapport pour 1893*, p. 94. — *Rapport pour 1896*, p. 56, 83, 160, 216, dans la Haute-Saône, le Haut-Rhin, le Doubs, la Normandie.

4 heures le soir, mais pendant ces intervalles la machine ne cesse pas de tourner et la plupart des ouvriers n'interrompant pas leurs travaux, les enfants font souvent de même ⁽¹⁾.

Le système des exceptions consacré par les décrets de 1851, de 1866 et de 1889 a produit des effets semblables. Ici ce n'était plus les contraventions à la loi, mais le seul usage des autorisations légales qui entraînaient la violation de la loi de 1874. — Au seul point de vue du travail des adultes ces décrets déjà sont surannés et facilitent les abus. Les inspecteurs le constatent expressément ⁽²⁾. « On nous avise souvent, dit l'un d'eux, que des chauffeurs attachés au service des machines à vapeur, des ouvriers employés à allumer les feux avant l'ouverture des ateliers, des typographes, des fondeurs, des affineurs, des étameurs de métaux, travaillent pendant 14 et 15 heures. L'inspecteur le sait bien, mais que peut-il y faire? Le décret de 1851 est là ⁽³⁾ ». Le décret de 1889 a servi de prétexte à des abus analogues. Il est très difficile pour l'inspecteur de contrôler exactement les travaux qui sont faits pour le compte du gouvernement et ceux qui sont commandés par les particuliers. L'industriel profite de l'autorisation du décret pour prolonger le travail de tous les ouvriers. Sur la plainte de l'inspecteur de la première circons-

(1) *Rapport pour 1888*, p. 31-32. — *Rapport pour 1887*, p. 21. — *Rapport pour 1889*, p. 102, 26, 30, 46. — *Rapport pour 1891*, p. 38.

Nous ne pouvons nous empêcher de citer un fait, qui montre à quels abus conduit l'idée d'une productivité exactement proportionnelle à la durée du travail : « Un filateur de la Drôme oblige les petites filles qu'il emploie à faire tous les soirs un quart d'heure supplémentaire pour compenser le temps pendant lequel de pressants besoins les appellent au dehors, et leur impose ainsi 12 heures 1/4 de travail, non compris le temps des repas ». 19^e Circonscription, *Rapport pour 1890*, p. 99-100.

(2) *Rapport pour 1890*, p. 64.

(3) *Ibid.*, p. 9. — *Rapport pour 1889*, p. 83.

cription, une circulaire de M. J. Roche, du 28 octobre 1891 a autorisé l'inspecteur à exiger de l'industriel « la production de la copie soit des marchés passés par eux avec les départements de la guerre et de la marine, soit des lettres de commande ». En cas de refus de communiquer ces pièces, l'inspecteur pourra immédiatement dresser procès-verbal pour contravention à la loi du 9 septembre 1848.

Ce qui est pire c'est que les enfants souffrent de cette erreur de la loi. Un inspecteur cite l'exemple d'usines métallurgiques, autorisées à travailler 14 heures par jour, et où le jour de l'alternance des équipes les enfants avaient environ 18 heures de présence à l'usine ⁽¹⁾.

Depuis la mise en vigueur de la loi du 2 novembre 1892, ces exagérations paraissent être devenues plus rares. Du moins les inspecteurs n'en citent plus. Mais la possibilité existe toujours. Et ces faits démontrent nettement la nécessité de réformer la loi de 1848.

§ 3.

CRITIQUE DE LA LÉGISLATION ACTUELLE.

L'histoire du décret de 1848 et de son application prouve jusqu'à l'évidence qu'il est insuffisant non seulement à protéger l'ouvrier industriel contre l'abus du travail, mais encore à garantir l'exécution des règles mêmes qu'il a posées. Nous ne pouvons discuter ici la question de savoir si d'autres principes ne doivent pas remplacer ceux que l'Assemblée nationale décréta il y a 50 ans. Nous nous occupons actuel-

(1) *Rapp. pr.* 1887, p. 23 et 37; — *pr.* 1888, p. 37; — *pr.* 1889, p. 83; — *pr.* 1890, p. 43.

lement de la législation en vigueur, non de la législation à faire. Mais, partant de ce principe qu'au moins la législation présente doit être sérieusement appliquée, il nous faut résumer les critiques faites au cours des chapitres précédents et indiquer comment cette législation peut devenir efficace, en montrant les points par où elle est incomplète.

Cette tâche nous paraît d'autant plus nécessaire que le Sénat vient d'adopter le maximum de 11 heures pour les ouvriers adultes, dans tous les établissements où ils travaillent côte à côte avec les personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892. En fait les bénéficiaires de cette protection nouvelle profiteront sans doute des garanties assurées par la loi de 1892 aux femmes et aux enfants. En droit le nouvel article, ajouté au décret de 1848, n'est pas sanctionné par des dispositions plus efficaces que l'article premier de ce décret. N'est-il pas essentiel que l'insuffisance des garanties accessoires ne vienne pas entraver une fois de plus dans la pratique l'exécution des volontés parlementaires?

La loi d'abord s'applique à trop peu d'ouvriers. L'interprétation des mots « usines et manufactures » donnée par la circulaire du 25 novembre 1885 est purement arbitraire. La commission ministérielle de 1851 avait proposé qu'on limitât l'inspection aux ateliers comprenant 10 ouvriers ou davantage. Dupin, au Conseil supérieur de l'agriculture, voulait même n'exclure que les ateliers de famille. Le Conseil adopta la limite proposée par la commission ministérielle; mais en spécifiant qu'il ne s'arrêtait que « provisoirement » à cette limite, et en se réservant de l'abaisser plus tard ⁽¹⁾. Il est étrange que 35 ans après, on se soit montré moins libéral. L'objection à cette époque était la difficulté que pré-

(1) *Moniteur*, 30 avril 1851.

sentait l'inspection des petits ateliers. La loi du 2 novembre 1892 lui a enlevé toute sa force, puisqu'elle ne soustrait à l'inspection que les seuls ateliers de famille.

La loi présente encore d'autres lacunes. Elle ne fixe pas les limites dans lesquelles le travail journalier doit être maintenu : elle ne fixe pas non plus de repos. De là un double abus ; tantôt l'ouvrier travaillera 12 heures de suite sans arrêt ; tantôt au contraire, les 24 heures de la journée seront découpées en courtes périodes de travail et de repos. Le premier abus se rencontre surtout dans le travail de nuit. L'inspecteur de la 5^e circonscription cite en 1895 une série de fabriques textiles où se pratique le travail de nuit, et ajoute : « Dans tous ces établissements la durée du travail de nuit est généralement de 12 heures sans repos ; assez rarement un repos d'un quart d'heure est accordé vers minuit » (1). Voici un exemple de l'autre abus dont nous parlons : Dans telle fabrique, le moteur marche sans interruption de 4 heures du matin à minuit avec 2 équipes qui font chacune 10 heures ; l'une travaille de 4 heures à 9 heures du matin, puis de 2 heures à 7 heures du soir ; la deuxième de 9 heures du matin à 2 heures du soir, puis de 7 heures du soir à minuit (2). L'avantage de ce système pour le patron est évident. S'il employait des ouvriers en 2 équipes dont chacune ferait 10 heures de travail, il serait obligé de leur accorder à chacune un repos de 2 heures environ. Au lieu d'avoir son usine ouverte pendant 20 heures, elle le serait pendant 24 et le travail utile ne serait pas augmenté. Avec le système actuel au contraire, la production est continue ; mais l'ouvrier n'a jamais de repos suffisant.

(1) *Rapport pour 1895*, p. 149.

(2) *Rapport pour 1891*, p. 46.

Enfin le système des relais et de l'équipe tournante dont nous avons parlé plus haut (p. 61), système qui empêche tout contrôle efficace est une dernière conséquence de cette liberté complète de l'industriel dans l'organisation du travail.

Contre ces abus les remèdes nous paraissent être les suivants : la fixation d'un repos au milieu du travail, l'arrêt des machines pendant ce repos, afin d'éviter le surmenage dont nous avons expliqué plus haut les procédés, la fixation de deux heures dans la journée entre lesquelles le travail devra se placer. La suppression des relais, enfin, réclamée si instamment pour les femmes et les enfants, et admise par le Sénat dans son dernier projet, doit être ordonnée aussi pour les ouvriers adultes ⁽¹⁾. — Ajoutons enfin qu'il est indispensable, de fixer des heures uniformes d'entrée et de sortie si la surveillance doit être possible.

Le législateur de 1848 a négligé de s'occuper du travail de nuit. Les industriels le lui reprochèrent vivement et l'un des griefs de M. Mimerel contre le ministre du Commerce est de s'en être désintéressé dans le décret de 1851. Cette question du travail de nuit est intimement liée à celle de la durée journalière du travail. Elle ne rentre pas directement dans le cadre de notre étude, mais elle devrait trouver naturellement des solutions dans une loi sur le travail des adultes. On le voit pratiqué dans le département du Nord par des peignages de laines, des filatures de laine cardée, des filatures de coton, des filatures de laine peignée, des ateliers de teinturerie et d'apprêt sur tissus. La suppression, dit l'inspecteur, « se-

(1) Dron : *Rapp. du 28 décembre 1895* (J. O. 1896, Chambre, annexes, p. 219-238). L'art. 3 voté par le Sénat en 1896, est ainsi conçu : « Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les mines, minières et carrières, et les industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi ».

rait aussi bien accueillie des industriels, qui dans les peignages en subissent la nécessité, que des ouvriers, qui ne trouvent pas dans le salaire qu'ils touchent la juste compensation de leur peine ⁽¹⁾ ».

Enfin les pénalités doivent être rendues plus sévères, et les tribunaux invités à montrer moins d'indulgence. Souvent c'est le ministère public qui les y pousse, persuadé que les lois sur le travail sont nuisibles, et qu'il vaut mieux les éluder. Les industriels devant les punitions insignifiantes qui les menacent, préféreront toujours violer la loi plutôt que de se soumettre à des dispositions qu'ils jugent contraires à leurs intérêts.

Si l'on peut reprocher des oublis au législateur de 1848, on ne peut reprocher à l'auteur du décret de 1851 que d'avoir été trop complet dans la liste de ses exceptions.

Dans l'intention de la commission administrative chargée de préparer le décret, les exceptions accordées devaient s'appliquer à l'ensemble de l'usine, et non à chaque ouvrier individuellement ⁽²⁾. En d'autres termes, les ouvriers (sauf dans quelques cas exceptionnels) ne devaient pas dépasser la limite de 12 heures, mais grâce à un système de relais, la fabrique devait pouvoir rester ouverte 13 ou 14 heures. De ce système de relais le Conseil d'État ne tint aucun compte, et lorsque le décret parut, aucune distinction ne fut faite entre les différentes catégories d'exceptions. Retenons seulement que dès cette époque la limite de 12 heures apparaissait à beaucoup comme un maximum infranchissable, en deçà duquel l'ouvrier devait toujours maintenir son travail. C'est une première critique de la rédaction des décrets. Il y en a d'autres :

(1) *Rapp. pour 1895*, p. 149.

(2) Séance du Conseil supérieur d'agriculture, etc., 26 avril 1850; *Moniteur*, 1850, p. 1393, col. 3.

Tout d'abord, l'art. 3 (§§ 1 à 2) permet à certaines industries de travailler *toute l'année* 13 à 14 heures ; c'est une façon indirecte de les soustraire à tout contrôle. Or, des exceptions ne devraient être accordées que pour une période déterminée, ou pour un nombre de jours limité.

Pour les industries telles que l'imprimerie sur étoffes et la teinturerie, où le travail ne peut être prolongé que pendant un certain nombre de jours par an, le chef d'usine n'est tenu qu'à *avertir* le préfet. Il est clair, si l'on veut appliquer sérieusement la loi, que ce procédé est tout à fait insuffisant pour en assurer le contrôle. Il faut imposer à l'industriel la demande d'une autorisation.

L'art. 2 prévoit le nettoyage des machines à la fin de la journée, comme une cause légitime de prolongation. Nous avons signalé déjà les abus auxquels cette disposition peut servir de prétexte et les plaintes auxquelles elle donna lieu. « Quand j'entre dans l'usine, nous disait un inspecteur du travail, un coup de sifflet retentit, et tous les ouvriers qui travaillaient un moment auparavant, ne semblent plus occupés qu'au nettoyage ». Non seulement cette exception est la source d'abus nombreux, mais elle n'a pas de suffisante raison d'être ; le nettoyage en effet est un travail aussi pénible qu'un autre ; il y a tout autant de motifs, une fois la limitation légale admise, pour soustraire l'ouvrier à ce genre de travail qu'à un autre. Mais les auteurs du décret semblent s'être plutôt préoccupés d'assurer aux industriels une quantité définie de travail utile par jour, que de protéger l'ouvrier contre l'abus de ses forces.

Considérons enfin les exceptions énumérées dans l'art. 4 du décret. La permission d'employer les chauffeurs et les conducteurs de fourneaux ou d'étuves sans limitation de temps a conduit, nous le savons (p. 107), à de graves abus. Il s'agit

ici d'une autorisation permanente de faire travailler un ou plusieurs ouvriers 13 ou 14 heures par jour, alors que rien n'empêche d'employer deux équipes pour ce travail.

On peut admettre que la fabrication des projectiles de guerre, et les travaux exécutés pour le compte du gouvernement sont d'un intérêt national assez grand pour ne pas être entravés par une réglementation trop étroite. Mais que dire lorsqu'on invoque le même motif en faveur des moulins mécaniques? « L'intérêt d'alimentation publique qui s'y trouve engagé, disait-on au Conseil d'État, a paru un motif suffisant d'exception ». — N'est-il pas facile d'avoir le nombre d'ouvriers indispensable pour ne pas travailler plus de 12 heures; et n'est-ce pas là une des industries où la production est la plus constante, et dépend le moins de circonstances imprévues?

Pour d'autres travaux, comme les travaux d'imprimerie, une exception se justifie, mais à certaines périodes seulement, et pour un temps déterminé. La permission de prolonger le travail au delà de 12 heures pendant 60 jours environ est bien assez large dans une industrie où la durée du travail journalier ne dépasse que rarement 10 heures⁽¹⁾.

Dans l'industrie de la colle forte ou du savon, dans les distilleries et dans les fabriques de produits chimiques, la durée du travail pouvait dépasser 12 heures à l'époque où le décret fut rendu; et l'application brusque et générale de la limite légale aurait pu avoir des conséquences fâcheuses. Mais aujourd'hui, où la durée moyenne du travail de ces industries ne dépasse pas 11 heures⁽²⁾, les mêmes raisons n'existent plus.

L'absence de limitation dans ces industries ne fait que

(1) *Rapp. pour 1890*, p. 65 et *Enquête de l'office du trav. sur les salaires*, etc., t. I, p. 90-110; t. II, p. 218-242.

(2) Cf. *Enquête de l'office du trav. sur les salaires*, etc., t. IV, p. 38.

perpétuer inutilement et sans profit pour les patrons, une organisation défectueuse du travail; elle permet des abus qu'un peu d'attention pourrait faire disparaître; les industriels, malgré le soin qu'ils peuvent donner au bien-être de leurs ouvriers, seront cependant moins soucieux d'éviter les négligences, lorsque aucun contrôle n'est exercé sur eux.

Il est donc indispensable, si l'on veut sérieusement appliquer la loi de 1848 (et le vote de la loi de 1883 prouve que telle est l'intention du Parlement), de réviser le décret de 1851. Il suffit au gouvernement d'y employer son pouvoir réglementaire. Il ne semble pas, malheureusement, qu'il y soit très disposé⁽¹⁾.

Nous n'avons pas à parler du décret de 1866 : son application a été suspendue en fait par la loi du 2 novembre 1892. Les ouvrières des filatures et tissages de soie sont soumises aux prescriptions de cette loi et aux décrets qui l'ont complétée.

Le récent décret du 3 avril 1889 nécessite enfin quelques explications.

Les fabriques d'armes de guerre reçoivent des commandes qui les obligent à livrer leurs marchandises à des dates rigoureusement déterminées. Ces commandes souvent sont faites à courte échéance, et les fabricants se trouvent pris de court. Ils demandèrent donc à bénéficier de l'art. 1 du décret de 1851 qui soustrait à la loi de 1848 la fabrication des projectiles de guerre. Le ministre du Commerce, M. Jules Roche, se hâta de déférer à ce vœu.

Une remarque se présente naturellement à l'esprit : les fabricants ne pourraient-ils suppléer au défaut de temps en

(1) Certaines industries se plaignent cependant encore de ne pas jouir de tolérances assez larges (porcelaineries, vitreries, boulonneries), *Rapp. pour 1896*, p. 37 et 54.

embauchant un plus grand nombre d'ouvriers? Voici ce que répond l'inspecteur de la première circonscription, M. Laporte : « La fabrication des armes de guerre nécessite aujourd'hui l'emploi de machines de précision dont la conduite pendant les heures supplémentaires ne peut être confiée qu'aux ouvriers qui les ont dirigées dans la journée ; les pièces pour ainsi dire mathématiques, et d'un ajustage très délicat, qu'exige le nouveau système d'armement, devant être achevées par la même main » (1).

Nous ne pouvons nous faire juge de ces raisons techniques. Mais les ministères de la guerre et de la marine pourraient peut-être éviter les heures supplémentaires, en faisant leurs commandes un peu plus tôt.

(1) *Rapp. pour 1889*, p. 10.

CHAPITRE V

Mouvement récent pour la réduction du travail.

L'étude de ce mouvement nous paraît intéressante à divers points de vue. D'abord, au point de vue purement historique, il est la continuation de celui que nous avons vu naître au début du siècle, et dont nous venons d'examiner en détail les conséquences pratiques. Depuis une vingtaine d'années nous le voyons recommencer avec une vigueur nouvelle. Quels sont ses caractères? quels hommes le dirigent? quels mobiles les font agir? Ce sont là des questions d'histoire contemporaine dont l'intérêt ne fait pas de doute.

Mais il y a plus. Nous avons, dans notre introduction, indiqué les raisons théoriques qui nous font paraître souhaitable la limitation légale du travail des adultes. Sans doute ces raisons sont importantes. Mais, pour agir, le législateur réclame d'autres arguments encore. Cette réforme, il ne l'accordera que s'il est véritablement convaincu que l'opinion publique l'accueillera avec faveur, et qu'en particulier les principaux intéressés, les ouvriers, la considéreront comme un bienfait. Sur ce point, on entend souvent les affirmations les plus contradictoires; on prétend qu'une minorité infime d'ouvriers réclame la limitation, ou au contraire qu'ils demandent tous une limitation radicale. Il nous a semblé utile d'examiner les diverses occasions où les ouvriers ont manifesté leur opinion, et de chercher dans la mesure du possible à évaluer, grâce aux données dont nous disposons,

l'importance de ces manifestations. Peut-être arriverons-nous ainsi à préciser quels sont leurs désirs véritables.

Ce n'est pas tout. Les partisans de la limitation du travail ne se recrutent pas seulement dans la classe ouvrière. Ils sont nombreux dans le Parlement et dans le public. Il nous fallait suivre ici les progrès de l'idée de la réduction, dans les discussions parlementaires, dans les congrès de philanthropes, montrer à quelles résistances théoriques elle se heurte encore. Il nous fallait enfin nous enquérir auprès des hommes pratiques, des inspecteurs du travail et des patrons eux-mêmes, et chercher si parmi eux les résistances étaient encore aussi vives qu'autrefois.

Ce sont les résultats de cette sorte d'enquête, pour laquelle heureusement les documents ne manquent pas, que nous avons réunis dans ce chapitre. Après les avoir exposés, nous chercherons s'il ne s'en dégage aucune conclusion pour la réalisation de la réforme que nous demandons.

§ 1.

LE MOUVEMENT DANS LA CLASSE OUVRIÈRE.

A. — *Vœux théoriques des ouvriers.*

Ce mouvement ne commence guère qu'en 1876 à présenter une véritable importance. Cependant de 1848 à cette date il est facile de montrer combien les ouvriers sont préoccupés d'obtenir une réduction du travail. La loi les avait abandonnés à leur seule initiative, et le régime politique réduisait cette initiative au minimum; néanmoins en mainte occasion ils témoignent que leurs espérances ne sont pas mortes. Citons les quelques faits que nous avons pu recueillir sur ce

point. Le récit de l'agitation actuelle se rattachera ainsi à celui que nous avons fait au début, de l'agitation antérieure à la loi de 1848.

Les journées de Juin et le coup d'État brisèrent le mouvement politique de la classe ouvrière. C'est seulement à partir de 1860 qu'on la voit chercher de nouveau à s'organiser, à conquérir les droits indispensables pour améliorer sa condition. La préoccupation qui domine ses chefs à cette période est celle d'obtenir le double droit de coalition et d'association. Ce sont les deux conditions sans lesquelles toute action est impossible. Une fois ces conditions réalisées, le reste, semble-t-il, sera facile à obtenir. Dans le mémoire présenté le 19 janvier 1868 au ministre du Commerce par la commission ouvrière de 1867, il est dit que la libre action des chambres syndicales dont on demande la formation, suffira pour limiter le travail journalier ⁽¹⁾.

Sans doute le premier congrès de l'Internationale appelle de ses vœux la limitation à 8 heures de la journée de travail, mais sans proposer aucun moyen pratique de l'obtenir ⁽²⁾.

Pendant cette période l'action des ouvriers se borne à susciter des grèves, ou à créer des associations dont le but est d'empêcher, avec la baisse du salaire, la prolongation de la journée de travail. Il suffira d'en citer quelques exemples : En 1852 nous voyons les ouvriers imprimeurs sur étoffes de Paris, de Puteaux et de Saint-Denis faire grève dans ce but; de même les ouvriers calfats de Saint-Malo; ils sont

(1) Lexis, *Geschichte der französischen Gewerkvereine*, p. 168, Leipzig, 1879.

(2) *Congrès ouvr. de l'Associat. internat. du travail*, p. 17, Genève, 1866; et B. Malon, *Législation internat. du travail, Revue socialiste*, 1890, t. II, p. 640.

punis, mais réussissent à imposer leur volonté; les ouvriers en soie de Saint-Étienne maintiennent par une entente commune la limite de 12 heures fréquemment dépassée avant 1848; les mineurs du Pas-de-Calais créent en 1862 une association syndicale dont un des objets est de ramener la journée à 8 heures ⁽¹⁾. — Plus tard en novembre 1864, les fondeurs de cuivre, qui dès 1863 avaient constitué, sous le nom de « Caisse de 2 sous », une société de secours mutuels, cachant une organisation syndicale, ramènent après une grève de 15 jours la journée de travail de 11 à 10 heures. Les ouvriers du bronze fondent en 1864 une société, dont un des objets d'après les statuts était de « maintenir la limite de 10 heures au plus, pour ceux qui travaillent, afin de donner plus d'heures à leur famille et à la culture de leur intelligence » ⁽²⁾.

Ces quelques faits, qu'on peut glaner par-ci par-là, suffisent à montrer l'importance qu'attribuaient les ouvriers à la réduction des heures du travail. Audiganne l'affirme en termes précis ⁽³⁾. « Les ouvriers, dit-il, attachent-ils eux-mêmes de l'intérêt aux prescriptions limitatives du travail quotidien? C'est évident, il suffit pour cela que leur jugement n'ait pas été influencé par de fallacieuses suggestions. Nous en avons rencontré cent fois la preuve palpable ». Lui-même proclame l'utilité, la nécessité de la loi. D'autres encore, comme M. Dollfus, sont disposés à soutenir les efforts des ouvriers vers la réduction du travail; et Martin Nadaud leur conseille en 1869 de s'unir pour présenter

(1) Smith, *Les coalitions et les grèves*, p. 152, 156, 196, et Reybaud, *Condition des ouvriers en soie*, 1859, p. 226.

(2) Lexis, *loc. cit.*, p. 161.

(3) Audiganne : *Populations ouvrières de la France*, 2^e éd., 1860, t. II, p. 296.

des pétitions dans vingt, trente villes à la fois. C'est déjà le mouvement du 1^{er} mai qui se dessine (1).

La guerre et la Commune vinrent brusquement et pour longtemps interrompre ces efforts.

En 1876, la situation n'est plus la même. Le parti ouvrier s'est reconstitué, et grâce à la liberté plus grande des institutions républicaines il se développe ouvertement. Il a ses congrès, ses journaux, ses représentants, ses chefs, et sa doctrine politique. Nous ne voyons plus des délégations ouvrières s'adresser aux ministres pour obtenir les réformes nécessaires; nous voyons les députés ouvriers les proposer à la Chambre. — La diminution de la journée du travail devient un simple article dans un programme plus vaste; elle est discutée, réclamée tous les jours, et de tous côtés, sous cette formule si vite populaire : la journée de 8 heures.

Les ouvriers en général, et le parti socialiste en particulier, insistent d'autant plus sur cette réforme qu'elle paraît à la fois la plus aisément réalisable et la plus indispensable. Non pas qu'ils comptent voir réduire du jour au lendemain la durée du travail à 8 heures; mais ils savent que dans tous les partis politiques se trouvent des partisans d'une limitation à 9, à 10 ou 11 heures; ils pensent donc qu'ici l'entente est possible mieux que sur toute autre question, entre eux-mêmes et leurs adversaires.

De là l'insistance avec laquelle ils rappellent ce vœu aux pouvoirs publics. De là l'essai de cette grande manifestation internationale du 1^{er} mai, qui d'abord apparut si redoutable, et qui aujourd'hui semble une arme rouillée à ses plus ardents promoteurs. Un moment ils purent se croire près du but.

(1) Martin Nadaud, articles du *Réveil* des 20 novembre, 2 décembre 1869, et 7 janvier 1870, dans : *Discours de M. Nadaud*, p. 309, Paris, 1884, gr. in-8°.

En 1890, en 1891 le Parlement se préoccupait vivement de la question; l'opinion publique ne paraissait pas mal disposée; la Conférence de Berlin, réunie par l'Empereur d'Allemagne, l'attitude d'un certain nombre de patrons qui se disaient favorables à la réforme, l'encyclique papale : *De conditione opificum*, et l'ardeur nouvelle du parti socialiste chrétien, tous ces signes d'un intérêt plus universel en faveur des classes pauvres, firent croire un instant que ce grand mouvement de sympathie des années 1889 à 1891 entraînerait le Parlement et ferait aboutir enfin la plus indispensable des réformes.

Il n'en fut rien; mais, pour sembler moins ardemment réclamée, elle n'en est pas moins près peut-être de sa réalisation. Il faut indiquer maintenant les signes les plus notables du progrès de cette idée dans l'opinion publique et dans l'opinion ouvrière.

Au premier Congrès ouvrier de Paris en 1876, on ne réclame encore que la limitation du travail des femmes. Mais déjà au Congrès de Lyon en 1878 on demande la fixation légale à 10 heures, de la journée de travail, comme première étape vers la journée de 8 heures. A Marseille, en 1879, la question n'est pas discutée. Mais au Congrès du Havre en 1880 on adopte le programme minimum du parti ouvrier, et l'un des articles réclame la réduction légale à 8 heures de la journée de travail pour les adultes ⁽¹⁾. Dès lors cette revendication se reproduira à tous les Congrès importants du parti ouvrier, à quelque nuance politique qu'ils appartiennent.

On peut remarquer cependant que depuis 3 ou 4 ans, la

(1) Ce programme avait été adopté déjà au Congrès préparatoire et régional de Paris. Cf. de Seilhac, *Les Congrès ouvriers*, dans la *Revue politique et parlementaire*, 1898, p. 379.

question n'est plus discutée dans les Congrès socialistes avec le même intérêt qu'autrefois. Cela tient, croyons-nous, à diverses causes : d'abord au fait que des projets sont déposés au Parlement, et qu'on est obligé d'attendre ses décisions ; de plus, la fixation légale à 8 heures paraît de plus en plus irréalizable et les congrès ont à discuter des questions plus pressantes. Caractéristique de cet état d'esprit nous paraît être la résolution votée à l'avant-dernier congrès 1896 du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (allemaniste), *après toutes les autres* : « Le congrès maintient la revendication de la journée de 8 heures comme maximum du temps de travail, et pour s'y acheminer, invite les organisations ouvrières, les fédérations nationales de métier, à tenter l'unification des heures de travail de façon à se rapprocher de plus en plus de la journée de 8 heures ». — Les congrès du Parti ouvrier français (guesdiste) s'occupent de plus en plus de questions politiques. Aux deux Congrès de Romilly (1895) et de Lille (1896), il n'a pas été question de la limitation du travail. — Ce ne sont pas seulement les congrès politiques qui formulent cette revendication. La journée de 8 heures est réclamée encore par la plupart des congrès corporatifs. Les Congrès nationaux des syndicats ouvriers, depuis le 1^{er} en 1886 jusqu'au 8^e, réuni à Tours en 1896, n'ont pas cessé de la demander. En 1896, nous retrouvons ce vœu parmi les résolutions du Congrès de la fédération nationale des corporations ouvrières du bâtiment, du Congrès du syndicat des chemins de fer, du Congrès des mineurs français de Decazeville. A la même date les ouvriers des manufactures d'allumettes réclament dans leur 3^e Congrès de Marseille la fixation légale à 10 heures de la journée de travail⁽¹⁾.

(1) On pourra consulter pour les premiers congrès : Dormoy, *Rapports*

Les vœux des Congrès, les articles de journaux, ne paraissaient pas impressionner l'opinion. L'idée d'une manifestation plus efficace devait naître naturellement, et l'on se décida à pétitionner auprès des pouvoirs publics, comme Martin Nadaud l'avait conseillé déjà en 1869. Le spectacle d'ouvriers traversant les rues des villes, tous le même jour et au même moment pour réclamer, au nom de leurs camarades, un adoucissement de leur sort ne pouvait manquer d'émouvoir cette opinion publique, si indifférente, et de faire réfléchir les autorités et le Parlement. Remarquons que l'idée en fut émise pour la première fois dans un congrès corporatif, non pas dans un congrès politique, et cela n'est pas sans intérêt, quoiqu'en France, à vrai dire, les premiers aient souvent l'apparence des seconds; cela prouve, en effet, que la réduction du travail est réclamée non par un parti, mais par les ouvriers en tant qu'ouvriers; qu'en un mot c'est une mesure sociale, non une mesure socialiste.

En 1888 le Congrès national des syndicats ouvriers de France, tenu à Bordeaux du 28 octobre au 4 novembre, décidait que le 10 février suivant tous les syndicats ouvriers enverraient à la préfecture ou à la mairie de leur commune une délégation, chargée de réclamer la limitation à 8 heures de la journée de travail et la fixation d'un minimum de salaire ⁽¹⁾.

La manifestation ⁽²⁾ eut lieu; à Paris les délégués se rendirent au ministère de l'Intérieur, à la Chambre des députés,

et résolutions des congrès ouvriers, Paris, 1883, 71 pages. — Pr. les autres, la collection presque complète des compte-rendus en existe au *Musée social*; une circulaire du Musée rédigée par M. Bourdeau et qui donne une liste presque complète des congrès, a paru en 1897. La collection de la *Revue socialiste* est également utile. Cf. enfin : L. de Seilhac, *Les congrès ouvriers*, dans *Revue polit. et parlem.*, 1898.

(1) *Revue socialiste*, 1888, II, p. 648.

(2) *Économiste français*, 16 février 1889, et *Rev. social.*, 1889, I, p. 349.

à l'Hôtel de Ville et ne trouvèrent personne⁽¹⁾. A Lyon, à Bordeaux, à Marseille, ils furent reçus par les préfets. Ils annoncèrent qu'ils viendraient chercher une réponse le 24 février suivant. Les instructions du Congrès portaient que, ce jour-là, la délégation devait être « appuyée autant que possible par une manifestation de la population ouvrière ». — En effet, dans quelques villes (Bordeaux, Marseille), un certain nombre d'ouvriers accompagnèrent les délégations; partout ailleurs elles vinrent seules chercher une réponse, qu'on refusa le plus souvent de leur donner.

Ce fut le prélude d'une manifestation plus imposante. En 1889 se réunirent à Paris deux congrès internationaux. L'un d'eux où étaient représentés surtout les marxistes et guesdistes, décida qu'une manifestation internationale aurait lieu le 1^{er} mai, « de manière que dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à 8 heures la journée de travail, et d'appliquer les autres résolutions du Congrès international de Paris⁽²⁾ ».

On considérait donc la question de la limitation du travail comme la plus importante des revendications ouvrières, et, quoique la manifestation du 1^{er} mai eût pour objet de rappeler aux pouvoirs publics l'ensemble de leurs vœux, les ouvriers, d'accord avec l'opinion publique tout entière, l'interprétèrent comme une fête en l'honneur « des 3 huit ». Les organisateurs de cette manifestation en attendaient beau-

(1) Deux autres revendications s'ajoutaient à celles que nous avons indiquées, mais la réduction de la journée de travail figurait en tête.

(2) *Congrès international ouvrier socialiste de Paris* (du 14 juill. au 21 juill. 1889) Résolutions, p. 20. — Le choix du 1^{er} mai, comme date de la manifestation était dicté par le choix de cette date fait antérieurement, par l'« American Federation of Labour », dans son congrès de 1888, tenu à Saint-Louis.

coup pour le succès de leur cause, Nous savons aujourd'hui, et ils reconnaissent avec nous, qu'ils s'étaient trompés. Le 1^{er} mai n'est plus qu'un souvenir. Il suffira donc d'en rappeler brièvement le caractère et l'histoire, et de préciser les motifs de son insuccès.

La démonstration projetée devait être absolument pacifique. C'était par le nombre des manifestants que l'on comptait faire impression; les querelles politiques devaient être oubliées; il ne s'agissait que d'une mesure pratique, intéressant toute la classe ouvrière. Voici comment M. Jules Guesde en rédigeait le programme :

« Tout travail devra cesser ce jour-là, et chacun de vous, coûte que coûte, devra se rendre au siège de sa chambre syndicale, ou groupe, qui est le drapeau autour duquel les militants soucieux de leur indépendance, se rangeront, à *quelque école politique qu'ils appartiennent*, pour se rendre ensuite à la Chambre des députés et y recevoir de nos représentants une réponse définitive à nos justes revendications »... « Cette sortie en masse devra revêtir le caractère d'une manifestation pacifique, comme il convient à des citoyens soucieux de leur dignité, conscients de leurs droits, et confiants dans la légitimité de leur cause » (1).

La manifestation du 1^{er} mai 1890 fut dirigée par la « Fédération nationale des syndicats et groupes corporatifs des ouvriers de France », dont M. Jules Guesde était secrétaire général. — Déjà cependant des divergences de vues étaient sensibles : les partisans du docteur Brousse refusèrent de se joindre aux autres socialistes, estimant que leurs démarches étaient vaines et que la majorité des ouvriers ne s'y intéressait pas.

(1) *Journal des Débats*, 20 avril 1890.

Néanmoins une délégation des syndicats parisiens et provinciaux, conduite par MM. Ferroul, Baudin et Thivrier, se rendit à la Chambre des députés et présenta au secrétaire général de la présidence 82 pétitions pour la journée de 8 heures au nom des chambres syndicales ⁽¹⁾. La délégation fut reçue par le président de la Chambre, M. Floquet qui l'assura de la sollicitude du Parlement pour les intérêts des travailleurs.

Dans le département de la Seine à peine 20.000 ouvriers chômèrent ⁽²⁾. — En province au contraire le chômage fut assez général. Des délégations dans la plupart des villes industrielles présentèrent des pétitions soit au préfet, soit au maire. A Roubaix, le 1^{er} mai fut le signal d'une grève colossale englobant jusqu'à 70.000 ouvriers qui réclamaient tous la réduction du travail à 10 heures ⁽³⁾.

L'effet de cette première manifestation fut considérable.

L'opinion publique, un moment effrayée par l'appréhension d'un soulèvement ouvrier international, se calma ; et, la question de la limitation du travail fut ardemment discutée dans les journaux, dans les revues et dans les conversations.

Dès la seconde année, la manifestation du 1^{er} mai perdait de son importance. Le public, rassuré par le calme des ouvriers en 1890, n'avait plus de raison de s'émouvoir et devenait indifférent. Chose plus grave, les ouvriers eux-mêmes chômèrent en bien moins grand nombre. Toute la force du 1^{er} mai était dans le nombre des manifestants. Or, à Paris, les ouvriers, soit qu'ils ne crussent pas à l'efficacité d'une pareille démonstration, soit qu'ils préférassent faire leur jour-

(1) V. aux appendices, le texte de la pétition rédigée par la commission d'organisation.

(2) *J. des Débats*, 2 mai 1890.

(3) V. sur ces événements, *J. des Débats*, du 15 avril au 3 mai.

née de travail au lieu de courir les chances d'un renvoi, ne sortirent pas dans la rue.

En province, à Lyon, à Fourmies, ils furent moins calmes. Des collisions sanglantes se produisirent entre la troupe et les manifestants. — Dernier motif de faiblesse, les chefs du mouvement n'avaient pu s'entendre sur le caractère qu'il convenait de lui donner. Le « Comité d'organisation du 1^{er} mai », composé des amis de M. Allemane, voulait se borner à des meetings, sans s'adresser aux pouvoirs publics. Les autres groupes socialistes protestèrent contre cette abstention. La « Fédération des travailleurs socialistes de France » (broussites) envoya à la Chambre une délégation avec une pétition pour la journée de 8 heures. — Les partisans de M. Guesde et les syndicats provinciaux en envoyèrent une de leur côté. Le président du reste refusa de la recevoir et la pétition ne fut pas remise ⁽¹⁾.

L'année suivante ce fut pis encore. Aucune démarche ne fut même tentée auprès du gouvernement ou des Chambres. Le 1^{er} mai, disait-on, devait être surtout une fête internationale du travail. Le but pratique passait au second plan; les ouvriers s'en désintéressèrent complètement, et les chefs de parti parvenaient moins que jamais à s'entendre.

Si l'on avait pu, pendant quelques années de suite, conserver au 1^{er} mai le caractère d'une grande démonstration pacifique, si l'on avait pu vaincre l'indifférence ou le scepticisme des principaux intéressés, si les chefs de partis avaient, pu pour un jour, faire taire leurs querelles, peut-être le public aurait-il été frappé du sérieux, et de la persévérance des manifestants, et les Chambres auraient-elles examiné plus attentivement les pétitions qui leur furent

(1) *J. des Débats*, 15 avril au 3 mai 1891.

soumises. Mais d'année en année la grande « fête du travail », annoncée avec tant de bruit, passa plus inaperçue, et les adversaires de la limitation trouvèrent dans cet échec un argument de plus en faveur de l'abstention législative.

Ils se trompent néanmoins, et l'on peut juger à bien des signes que les ouvriers, s'ils ne réclament qu'en minorité la journée de 8 heures, désirent tous cependant la fixation d'un maximum de travail.

B. — *Véritables vœux des ouvriers.*

Il est certain en effet qu'en réclamant la journée de 8 heures, la plupart des ouvriers expriment plutôt un espoir lointain qu'une volonté immédiate. Beaucoup qui sont partisans d'une limitation légale à 9, 10 ou 11 heures se refusent à admettre dès maintenant la limite de 8 heures.

Au premier Congrès national des syndicats ouvriers, où étaient représentées plus de 500 chambres syndicales, la réduction à 8 heures fut votée par 94 voix contre 8 non et 7 abstentions ⁽¹⁾. C'était la majorité, non l'unanimité. — Au deuxième Congrès du syndicat des chemins de fer en 1891 le vœu pour la journée de 8 heures ne passa qu'à la majorité de 18 voix contre 14 ⁽²⁾. Les partisans même de la journée de 8 heures ne font pas de difficulté pour reconnaître que la majorité des ouvriers y est hostile.

Voici, en effet, comment s'exprime le rapporteur de la 4^e Commission au Congrès syndical de Nantes en 1894 ⁽³⁾. « Ce-

(1) *Rev. soc.*, 1886, II, p. 1025, et 1887, I, p. 68 et s.

(2) *Compte-rendu*, p. 52.

(3) *Compte-rendu des trav. du Congrès tenu à Nantes* du 17-22 septembre 1894, p. 80.

pendant, pour si souvent que la journée de 8 heures ait été étudiée jusqu'à ce jour et adoptée par tous les Congrès, il ne s'ensuit pas qu'elle le soit par la majorité de la classe ouvrière, qui par ignorance, par routine..... et par crainte de voir le salaire déjà si maigre, se réduire encore,... n'a pas encore compris la nécessité impérieuse de la journée de 8 heures ».

Quels sont donc les véritables desiderata des ouvriers, ceux pour lesquels ils espèrent une prochaine réalisation? Il est indispensable de les connaître et de les préciser. Nous avons pour nous éclairer ici, non plus des vœux platoniques de Congrès, mais des enquêtes officielles.

En 1881, lors de la discussion des propositions Nadaud et Waddington, le ministre de l'Intérieur fit faire une enquête auprès des chambres syndicales : « La lecture de ces documents, dit M. Waddington, ne laisse subsister aucun doute sur les sentiments des corporations au sujet de la question des heures de travail; tous les syndicats composés d'ouvriers se rattachant aux industries textiles et métallurgiques sont favorables à cette réduction » (1).

En 1884 beaucoup de corporations ouvrières appelées à déposer devant la commission d'enquête parlementaire sur

(1) *Rapport par M. Waddington*, J. O. 1881, Ch. des députés. Annexes, p. 63. M. Ballue dans son discours à la Chambre du 18 mars 1881, citait les faits suivants : « Au mois de février de cette année, la Chambre syndicale des tisseurs de Lyon a organisé une grande réunion publique à la suite de laquelle a été rédigée la pétition dont j'ai communiqué un exemplaire à l'honorable M. Barthe..... Tous les tisseurs, tous les délégués des chambres syndicales à cette réunion, ont demandé à l'unanimité la réduction à 10 heures de la durée du travail effectif par jour. A la suite de cette même réunion la même chambre syndicale des tisseurs en a provoqué une autre dans l'Isère. A cette réunion assistait un grand industriel, qui a été tellement touché du ton de sincérité de ceux qu'il avait entendus, des arguments qu'ils avaient produits, que spontanément il a réduit à 10 1/2 la durée de la journée de travail dans la manufacture qu'il dirige ».

la situation des ouvriers de l'agriculture et de l'industrie en France, émirent des vœux au sujet du maximum de travail ⁽¹⁾. Voici le résumé de ces vœux :

Ont demandé la réduction à 8 heures :

	Durée actuelle de leur travail.	Salaires.
Tailleurs de pierre.....	10 heures.	0 fr. 85 l'heure.
Peintres sur porcelaine.....	10 —	2-10 francs par jour.
Ouvriers peintres en bâtiment. }	10 pdt. 6 mois.	0 fr. 75 l'heure.
Ouvriers en voitures..... }	7, 8, 9, pdt. 6 mois.	0 fr. 70 —
Maçons.....	10 heures.	4 fr. 75-12 fr. 50 par jour.
Layetiers.....	10 —	

Ont demandé la réduction à 10 heures :

Ouvriers ornemanistes du carton-pierre.....	»	»
Ouvriers du bouton.....	11 heures.	0 fr. 65 l'heure.
— peintres-vernis-seurs. }	10 heures	0 fr. 50 à 1 fr. 25 l'heure.
	souvent	
— ébénistes.....	12 à 14 heures.	
— tonneliers (2).....	10 heures.	4 fr. 50 à 6 francs par jour.
	12 à 13 heures.	40 à 50 francs par semaine.

Ces indications sont trop fragmentaires pour qu'on puisse en tirer des conclusions décisives. — Il nous semble cependant qu'elles indiquent qu'en général : les ouvriers ne travaillant jamais plus de 10 heures et ayant un bon salaire demandent une diminution plus forte de la journée de travail que les autres. — Parmi ceux qui demandent la réduction à 10 heures seulement, nous trouvons les ouvriers du bouton qui travaillent en général 11 heures (chiffre exceptionnel à

(1) *Rapp. par M. Spuller*, Ch. des députés. Annexes, n° 2695, p. 175-182.

(2) Les tonneliers dits « réparateurs » travaillent 13 heures en été et 12 en hiver. Ce sont ceux qui vont chez les négociants en vin. — Ceux qui travaillent dans les entrepôts ont une durée moindre. Par contre, ceux qui travaillent chez le patron n'ont pas de durée fixe et travaillent très longtemps. — *Hist. de la corporation des tonneliers*, Paris, 1889, p. 79 et 80. *Rapport du délégué de l'Union fédérale des tonneliers au Congrès corporatif de Londres*, du 6-10 novembre 1888 (Musée social). Cf. *Rapp. Dron*, p. 145.

Paris) et les peintres-vernis-seurs qui font de fréquentes heures supplémentaires. Mais plus significatives que ces données statistiques trop vagues, sont les paroles même du rapporteur. « L'ensemble des dépositions recueillies, dit-il, conclut à une réforme complète et générale sur ce point ⁽¹⁾ ». De même, à Lyon tous les syndicats ouvriers réclament la réduction de la journée à 10 heures pour toutes les industries, et à 8 heures pour les femmes ⁽²⁾. C'est à la suite de ce rapport, que le ministre du Commerce institua à son tour une enquête sur les modifications à apporter à la loi de 1848 ⁽³⁾. La 6^e question était ainsi conçue : faut-il maintenir la journée de 12 heures, fixée par la loi du 9 septembre 1848 pour le travail journalier des adultes, ou la fixer à 11 ou 10 heures? — Le questionnaire était adressé aux inspecteurs divisionnaires, aux chambres de commerce, aux chambres consultatives des arts et manufactures, aux chambres syndicales patronales et ouvrières, aux conseils de prud'hommes, aux conseils généraux, aux commissions locales (établies par la loi de 1874) et aux inspecteurs départementaux. — Seules ici nous intéressent les réponses des syndicats ouvriers. Or sur 68 Chambres syndicales d'ouvriers :

52 se sont prononcées pour la limitation à	10 h.
12 — — — — —	8 —
1 s'est prononcée — — — — —	9 —
1 — — — — —	12 —
2 se sont prononcées — — — — —	11 —

(1) *Rapp. Spuller*, p. 178.

(2) *Rapp. de Lanessan*, sur la situation des industries de Lyon et Saint-Étienne, p. 84 et 85. Paris, 1884. Chambre des députés, Ann. n° 3446.

(3) *Enquête sur les modifications à apporter aux lois du 9 septembre 1848 et du 19 mai 1874 sur le travail dans l'industrie*, Paris, 1885.

Les résultats de l'enquête sont ici bien plus nets que tout à l'heure. L'immense majorité des chambres syndicales ouvrières consultées demande la limitation à 10 heures, quelques-unes demandent la limite de 8 et une seule, du reste insignifiante, demande qu'on maintienne le *statu quo*.

Il existe enfin un dernier document dont les données sont plus probantes encore que les précédentes ; c'est le rapport publié en 1893 par M. Dron sur l'enquête instituée par la commission du travail, sur la durée du travail en France⁽¹⁾. L'enquête fut faite à Paris au moyen de questionnaires ; 235.000 furent envoyés, 27.000 seulement furent retournés à la commission, avec des réponses. Celles des employés de commerce et de bureau, celles des ouvriers agricoles, des jardiniers, fleuristes, etc. ont été négligées⁽²⁾. Il reste ainsi 16.284 réponses seulement à considérer. Sur ces 16.284 ouvriers, 4.470 se sont prononcés contre toute limitation. Voici les réponses des autres :

5.211	se sont prononcés en faveur de la limitation à 10 h.		
4.577	—	—	8—
982	—	—	9—
792	—	—	8—
	avec heures supplémentaires.		
151	se sont prononcés en faveur de la limitation à 12 h.		
101	—	—	11—

Les 4 industries principales représentées étaient⁽³⁾ :

l'industrie métallurgique	avec 2.946 ouvriers
— du bâtiment	— 3.222 —

(1) Paris, in-4°, 1893. Chambre des députés, Ann. n° 2874.

(2) *Rapp. Dron*, p. 279-281.

(3) *Ibid.*, p. 279.

l'industrie du bois et de l'ameublement — 1.606 ouvriers
 — du vêtement — 1.342 —

Faisons pour ces industries un tableau analogue à celui que nous avons fait précédemment, pour chercher le rapport qu'il peut y avoir entre la limite demandée, la durée actuelle de travail et le salaire.

CORPS DE MÉTIERS.	PROPORTIONS DES OUVRIERS					
	qui travaillent actuellement			qui demandent		gagnant de 5 à 9 fr. par jour (3).
	9 h.	10 h.	11 h. et plus	10 et 9 h ⁽²⁾	8 h. (1)	
Métallurgie...	1,5 0/0	63,9 0/0	32,8 0/0	49,9 0/0	49,1 0/0	85,4 0/0
Bâtiment....	9,7 —	73,7 —	15,6 —	44,5 —	55,2 —	89,5 —
Bois et ameublement...	9,2 —	56,3 —	32,3 —	57,1 —	44,8 —	74,4 —
Vêtements et accessoires.	2,8 —	51,5 —	43,8 —	46,7 —	46,1 —	73,9 —

La proportion des ouvriers demandant une limitation légale

est dans la métallurgie de 76,1 0/0
 dans l'industrie du bâtiment — 80, 0/0
 — — bois — 70,6 0/0
 — — vêtement — 61,9 0/0

Il suffit de jeter un regard sur ce tableau pour voir que *la proportion des ouvriers demandant une limitation légale est d'autant plus forte que la durée actuelle de leur travail est moindre et le taux de leurs salaires plus élevé.* — Nous

(1) Nous confondons ici ceux qui demandent 8 heures simplement et ceux qui demandent 8 heures avec heures supplémentaires.

(2) Nous confondons également la demande de 10 et 9 heures en nous souvenant que ceux qui demandent 9 heures sont bien moins nombreux que ceux qui demandent 10 heures.

(3) Pour rendre le salaire comparable, nous prenons dans chaque profession le tant pour cent des ouvriers qui gagnent de 5 à 9 francs par jour, c'est-à-dire qui ont le salaire le meilleur.

pouvons admettre aussi que la proportion des ouvriers qui demandent 8 heures est d'autant plus forte que la durée actuelle du travail est moindre. Tandis que dans le bâtiment, où la grande majorité des ouvriers travaille 10 heures, il y a une forte tendance en faveur des 8 heures, dans l'industrie du bois, où beaucoup travaillent encore 11 heures et plus, la majorité se contente de 10 ou 9 heures.

Tels sont les résultats de l'enquête faite à Paris.

L'enquête en province s'est faite non pas à l'aide d'un questionnaire, mais par l'audition de témoins. Ces témoins sont extrêmement variés; tantôt ce sont des syndicats, des conseils de prud'hommes ou des chambres de commerce qui déposent par l'intermédiaire de leurs délégués; tantôt ce sont des chefs d'industrie ou au contraire des ouvriers isolés.

Il est impossible, dans ces conditions, d'accorder à l'enquête une valeur statistique réelle; la plupart des opinions exprimées sont personnelles et n'engagent que les déposants. Néanmoins la proportion des réponses mérite qu'on y fasse attention. — Le rapporteur malheureusement n'a pas dressé de tableau permettant un coup d'œil d'ensemble.

Voici celui que nous avons dressé. Sur 68 dépositions d'ouvriers :

20 ont demandé la fixation à 8 h. par une loi nationale.

4	—	—	—	convention interna-
1 a	—	9	—	tionale.
43 ont	—	10	par la loi.	
2 (1)	—	12	—	
3	liberté		—	—

(1) Ce sont les ouvriers boulangers de Rouen qui travaillent 10-20 heures (*Rapp. Dron*, p. 20), et les ouvriers de tramways de Lille qui travaillent 15 heures (*Rapp. Dron*, p. 100). La fixation à 12 heures serait pour eux déjà un grand progrès.

Ainsi sur les 68 déposants dont 43 représentent des chambres syndicales, 3 seulement sont hostiles à la réglementation, et cela pour des raisons particulières. Les uns sont des ouvriers brossiers de Rouen qui gagnent de trop petits salaires pour pouvoir supporter une diminution ⁽¹⁾; les autres sont une moitié de la délégation des docks de Marseille dont l'autre moitié a demandé 8 heures ⁽²⁾; les troisièmes sont les chaudronniers en cuivre de Saint-Étienne qui ont déjà la journée de 10 heures ⁽³⁾ et n'ont plus besoin de la loi.

Le rapport de M. Dron mentionne enfin le résultat d'une autre enquête faite par les soins du gouvernement auprès des chambres de commerce, des chambres consultatives des arts et manufactures, des conseils de prud'hommes et des syndicats. Nous ne reproduisons ici que les réponses des syndicats ouvriers ⁽⁴⁾.

234 soit 57,1 0/0 ont demandé la limitation à 8 h. dont 186 { avec heures supplémentaires.							
86	—	21	0/0	—	10	—	43
13	—	3,2	0/0	—	9	—	6
6	—	1,4	0/0	—	12	—	5
3	—	0,8	0/0	—	11	—	»
17	—	4,1	0/0	se sont déclarés partisans de la limitation sans indiquer de limite,			
38	—	9,2	0/0	se sont déclarés hostiles à tout règlement.			

Toutes ces enquêtes conduisent à la même conclusion : l'immense majorité des ouvriers accueillerait avec joie une limitation de la durée du travail. Quelle devrait être cette limite? Les tableaux que nous possédons ne peuvent là-dessus nous renseigner qu'imparfaitement. De l'enquête faite en 1891 à Paris et en province et de celle du ministère du

(1) *Rapp. Dron*, p. 21.

(2) *Ibid.*, p. 246.

(3) *Ibid.*, p. 273.

(4) *Ibid.*, p. 312.

commerce en 1885, il résulterait que la journée de 10 heures réunit le plus de suffrages. Au contraire, l'enquête faite auprès des syndicats en 1890 par le ministère de l'intérieur et rapportée par M. Dron, indique une forte majorité en faveur de la journée de 8 heures. Or les syndicats, comme on sait, ont en France un caractère politique très accentué, et la journée de 8 heures fait partie du programme politique du parti ouvrier. Peut-être donc en fixant cette limite ont-ils obéi à une préoccupation politique, plutôt qu'exprimé les désirs véritables de leurs membres. Certaines dépositions du rapport de M. Dron confirment cette hypothèse. « Beaucoup de syndicats, dit le représentant de la Chambre syndicale des ouvriers lithographes et relieurs de Rouen, se sont prononcés pour la journée de 8 heures afin d'obtenir 10 heures; ils ont demandé beaucoup afin d'obtenir ce qui est raisonnable » (1). Les chambres syndicales de Boulogne-sur-Mer avouent elles aussi : « Nous demandons la journée de 8 heures espérant obtenir la réduction à 10 heures » (2).

D'autre part le nombre des ouvriers qui demandent une limitation à 9 ou à 11 heures est extrêmement faible; il est probable que les premiers, tout au moins, se contenteraient d'une journée de 10 heures.

Concluons donc : 1° que la grande majorité des ouvriers demande la fixation légale d'une limite au travail journalier.

2° Que la limite de 10 heures est celle qui réunit le plus de suffrages.

Mais ces conclusions ne suffisent pas encore. Que prouveraient-elles en effet, si, comme on l'entend dire très souvent, les ouvriers n'avaient pour but que de diminuer

(1) *Rapp. Dron*, p. 22.

(2) *Ibid.*, p. 146. — Cf. p. 58 la réponse semblable des « Délégués de l'Union syndicale des tisseurs à la main et à la mécanique d'Elbeuf ».

la durée *normale* du travail en maintenant sa durée *réelle*, et d'augmenter par ce moyen leur salaire, en fixant à un tarif plus élevé les heures supplémentaires? La limitation du travail serait alors le prétexte d'une augmentation de salaire. On l'a prétendu⁽¹⁾. Sans doute pour beaucoup d'ouvriers c'est bien là le but essentiel. Dès aujourd'hui, on en voit qui recherchent de préférence les ateliers où l'on fait beaucoup d'heures supplémentaires⁽²⁾. La même idée dirige la politique de certains Trade-Unions anglaises⁽³⁾, et l'on ne saurait s'en étonner puisque les salaires courants suffisent souvent à peine à nourrir l'ouvrier. — Mais beaucoup aussi demandent la limitation légale pour elle-même — et la preuve c'est qu'en la réclamant, ils s'engagent d'avance à supporter s'il le faut la baisse de leur salaire. En 1884 déjà, M. Desfarges au nom de la Chambre syndicale des maçons de la Seine disait à la commission parlementaire : « Nous préférons gagner 8 francs pour 8 heures que 12 francs pour 12 heures »⁽⁴⁾. Il en donnait pour motif le temps considérable qu'il faut aux maçons pour se rendre à leur chantier et en revenir. Des témoignages analogues se retrouvent constamment dans l'enquête de 1890. Les fileurs et les tisserands, souffrant plus que les autres des longues journées de travail, se contenteraient volontiers d'un salaire moindre,

(1) M. Barthe disait à la Chambre des députés (Séance du 21 mars 1881) : « On voit en effet après une importante grève de fondeurs de fer les ouvriers désertir les ateliers où la durée du travail journalier n'était plus réellement que de dix heures comme ils l'avaient demandé, pour aller s'embaucher de préférence dans ceux où ils pourront faire des heures supplémentaires ». V. aussi séance du 29 mars 1881, *J. O. Chambre, Débats*, p. 684.

(2) *Rapp. Dron*, p. 116. — Déposition de la Chambre syndicale des mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre de Lille.

(3) V. article de M. Cox dans le *Nineteenth Century*, juillet 1889, p. 28.

(4) *Enquête des 44*, p. 221. V. aussi, p. 18, 3^e col., dépos. de M. Vignolle.

s'ils y gagnaient plus de repos⁽¹⁾. Un filateur de Lille, M. Thériez, qui occupe plus de 1.700 ouvriers affirme que l'unanimité des ouvriers est disposée même à supporter une diminution de salaires, si on lui assure un travail moins prolongé⁽²⁾.

Si les uns acceptent volontiers cette diminution présumée des salaires, parce qu'ils la préfèrent à un travail épuisant, et que « la journée de 10 heures est la mieux appropriée aux forces des ouvriers »⁽³⁾, d'autres ne s'en effrayent pas, parce qu'ils sont intimement persuadés qu'elle ne sera pas durable, et que le salaire journalier baissant, le salaire annuel restera le même⁽⁴⁾. C'est une idée qu'expriment très fréquemment les ouvriers des métiers les plus divers⁽⁵⁾. D'autres, au contraire, veulent une diminution de la journée de travail, sans consentir à une baisse de leur salaire. Les métallurgistes du Havre, qui demandent 9 heures, s'expriment ainsi : « Nous n'acceptons aucune diminution de salaire. C'est pourquoi nous ne nous dissimulons pas que la réglementation de la durée du travail ne peut avoir lieu que d'une façon internationale »⁽⁶⁾.

Enfin beaucoup d'ouvriers réclament cette diminution par un sentiment de solidarité, et parce qu'ils sont persuadés qu'elle diminuera le chômage et le nombre des bras inoccupés. Nous n'avons pas à discuter ici le bien-fondé de cette assertion. Il nous suffit de constater qu'elle est fréquemment mise en avant. Ce sont surtout les partisans de la

(1) *Rapp. Dron*, p. 19, 49, 59, 77, 79, 81, 84, 86.

(2) *Ibid.*, p. 91.

(3) *Ibid.*, p. 23, expressions d'un ouvrier déposant.

(4) Grâce à l'intensité plus grande de travail, ou à la diminution du chômage.

(5) *Rapp. Dron*, p. 47, 50, 66, 68, 69, 99.

(6) *Ibid.*, p. 66.

journée de 8 heures qui la font valoir ⁽¹⁾. « Ce n'est pas à dire que nous ne voulions travailler que 8 heures, disaient-ils, nous ne demandons pas mieux que de faire 10 à 12 heures, s'il le faut; mais à condition qu'il n'y ait pas d'ouvriers sans travail, cherchant de l'ouvrage et ayant faim. Voilà ce que réclame toute la corporation du bâtiment ⁽²⁾ ». Mais les partisans de la journée de 10 heures l'invoquent également ⁽³⁾.

Ainsi, besoin réel de loisir et de repos ⁽⁴⁾, croyance qu'une baisse des salaires sera vite compensée, désir de diminuer le chômage et le nombre des sans-travail, tels sont les principaux motifs que les ouvriers mettent en avant pour justifier leurs revendications. Il serait donc aussi exagéré de prétendre que tous n'ont en vue que l'acquisition d'un loisir nécessaire à leur développement intellectuel et moral, qu'il est faux d'affirmer qu'ils n'ont en vue qu'une augmentation de salaire. Ce sont tantôt des besoins immédiats, tantôt des idées plus théoriques qui les font agir. Pour eux la limitation est le remède à deux maux dont ils souffrent journellement : le surtravail et le chômage. On peut trouver que le remède est mal choisi. On ne saurait prétendre en tous cas qu'il ne réponde pas aux vœux spontanés de la population ouvrière.

(1) *Rapp. Dron*, p. 86, 133, 138, 145, 155.

(2) Déposition de M. Guignet, représentant de la corporation du bâtiment devant la commission d'enquête, *Rapp. Dron*, p. 360.

(3) Ce sont encore les métallurgistes du Havre qui disent (p. 66 *du Rapport*) : « Nous demandons la journée de 9 heures non pas parce que la journée de 10 heures excède les forces de l'ouvrier, mais parce qu'un grand nombre de nos camarades, 30 0/0 environ ne trouve pas de travail ».

(4) M. Huret au nom du syndicat des carrossiers du département de la Seine dépose ainsi devant la Commission des 44 (*Enquête*, p. 125) : « Il y a un très grand désir chez les jeunes ouvriers de s'instruire. Ainsi tous les soirs, après 10 heures nous voyons des jeunes gens (forgerons, menuisiers, etc.) qui viennent malgré la fatigue de leur journée passer 2 heures à nos écoles ».

Nous pouvons juger maintenant combien est inexacte cette assertion d'un patron, membre du syndicat des patrons de l'industrie et du bâtiment au Havre, qui disait à la commission d'enquête en 1890 : « Les bons ouvriers n'aiment pas à changer de patron. Ils se tiennent absolument au dehors du mouvement actuel qui tend à la réduction des heures du travail ⁽¹⁾ ».

§ 2.

GRÈVES AYANT POUR OBJET LA RÉDUCTION DES HEURES DU TRAVAIL.

Les grèves sont la manifestation la plus spontanée du besoin général de réduire les heures du travail. L'ouvrier peut exagérer sa pensée lorsqu'on l'interroge sur la limite qu'il voudrait voir assigner par la loi à la journée de travail. Il sait que son vœu ne sera pas immédiatement réalisé. Souvent aussi il ne distingue pas nettement son idéal d'avenir de sa volonté immédiate et véritable. Des idées théoriques influencent sans qu'il s'en rende compte. Le désir de faire avancer sa cause et celle de ses camarades n'est pas sans effet sur les réponses qu'il fait à l'enquêteur. — Mais lorsqu'il se met en grève ces considérations disparaissent; s'il réclame une diminution de son travail, sa volonté est l'expression d'un besoin véritable; il aperçoit nettement les résultats immédiats de son action, et puisqu'il agit c'est qu'il veut ces résultats.

Les grèves nous indiqueront donc mieux que toute autre manifestation, dans quelle mesure l'ouvrier veut une limitation de la durée de son travail, dans quelles circonstances, sous la pression de quels besoins elle lui est nécessaire.

(1) *Rapport Dron*, p. 71.

Les grèves pour la réduction de la journée de travail peuvent se diviser en 3 catégories :

1° Celles qui ont pour objet la réduction d'une journée de travail exagérée. Ici le mobile de l'ouvrier est simplement la fatigue qu'il ne peut plus supporter et qu'il veut restreindre.

2° Celles qui ont pour objet la réduction du travail sans que la durée actuelle dépasse les forces physiques de l'ouvrier. Les ouvriers demandent ici non plus l'allègement d'une souffrance physique, mais un accroissement de loisirs.

3° Celles qui ont pour objet une augmentation de salaire⁽¹⁾.

Pour que cette étude soit vraiment utile, il faudrait pouvoir s'appuyer sur une statistique complète. Une telle statistique n'existe qu'à partir de l'année 1890, où commencent les publications de l'Office du travail.

Une circulaire du 3 juillet 1885 oblige les préfets à adresser au ministre du Commerce un rapport détaillé sur toute grève survenue dans les départements. C'est à partir de cette date que la statistique annuelle nous fournit un ta-

(1) *Enquête des 44*, p. 214. Déposition de l'association générale d'ébénisterie : « En 1879 et 1880 le travail de l'ébénisterie allait d'une manière assez favorable, mais seuls les commissionnaires, marchands de meubles et fabricants en profitaient. Les ouvriers qui subissaient le surenchérissement des vivres et des loyers n'avaient aucun des avantages résultant de cette période d'activité, autrement dit les salaires qui étaient à cette époque de 0 fr. 50 de l'heure restaient stationnaires. A cette époque 2.000 ouvriers environ étaient employés dans les divers ateliers d'ébénisterie de style. Les ouvriers résolurent de demander une augmentation de salaire. De là naquit une grève. Un programme fut arrêté par la corporation ouvrière pour que le salaire fût mis en rapport avec les besoins de la vie. Ce tarif portait fixation de l'heure à 0 fr. 80, la révision complète des tarifs basés sur le prix de l'heure, ainsi que la réduction de la journée de travail à 10 heures. La corporation sentit tellement l'importance et la nécessité de ce programme, qu'elle s'unit disciplinairement sur ce terrain et non sans trouble, elle parvint à le faire signer à MM. les patrons alternativement les uns après les autres en menaçant d'arrêter la production ».

bleau des grèves. Elle a même fait le relevé des grèves antérieures depuis 1874 ⁽¹⁾.

Voici les chiffres qu'on y trouve :

De 1874-1885 ⁽²⁾, 813 grèves dont 46 ont pour objet la réduction du travail.

De 1886-1889, 700 grèves dont 15 ont pour objet la réduction du travail.

Nous ne donnons ces chiffres que pour mémoire. Il est impossible de les contrôler sérieusement et par suite d'en tirer aucune conclusion.

La seule période à laquelle puissent s'appliquer nos observations est celle qui s'étend de 1890 à 1896, pour laquelle nous possédons les statistiques détaillées, publiées par l'Office du travail.

Cherchons d'abord la proportion, par rapport à l'ensemble des grèves et des grévistes, des grèves ayant pour objet la diminution de la durée du travail.

Le tableau suivant nous l'indiquera.

Années.	Total des grèves.	Grèves ayant pour objet la réduction.	Proportion.	Total des grévistes.	Grévistes pour la réduction du travail.	Proportion.
1890.....	313	46	14,6 0/0	118.929	47.043	39,6 0/0
1891.....	267	21	7,8 —	108.944	11.902	10,9 —
1892.....	261	17	6,5 —	47.903	2.191	4,5 —
1893.....	634	111	17,5 —	170.123	25.855	15,1 —
1894.....	391	30	7,6 —	54.576	2.432	4,4 —
1895.....	405	49	12 —	45.801	6.106	13,3 —
1896.....	476	43	9 —	49.851	4.475	8,9 —

On voit d'après cela que l'importance du mouvement doit se calculer moins d'après le nombre de grèves que d'après

(1) V. Turquan, *Les grèves en France depuis 1874* dans *l'Économiste français* du 22 juin 1889.

(2) L'année 1881 n'est pas comprise dans le tableau.

celui des grévistes. Ainsi c'est l'année 1893 qui a vu le plus de grèves pour la réduction du travail journalier, et c'est l'année 1890 qui a vu le plus d'ouvriers se soulever pour la demander. Or c'est en définitive le nombre d'ouvriers engagés qui mesure la force du mouvement. On ne peut relever dans ce tableau aucune trace d'une progression ou d'une régression régulière dans la proportion des grèves qui nous occupent par rapport aux autres.

Plus instructif est le tableau suivant qui, en nous mettant sous les yeux l'importance relative des différents griefs ouvriers, tels qu'ils se manifestent dans les grèves, nous permettra de mieux apprécier la place que tient la question de la limitation dans les préoccupations des classes laborieuses.

Tableau comparatif de l'importance des différentes causes de grèves de 1890 à 1896, mesurée par le nombre d'ouvriers qui y ont pris part :

Causes des grèves.	Nombre des grévistes.
Demandes d'augmentation de salaires.	322.735
Contestations diverses relatives aux salaires. . .	134.711
Demandes de diminution de la durée du travail. .	100.064
Demandes de réformes des caisses de secours. . .	53.965
Protestations contre les amendes.	53.782
Réductions de salaires	45.206
Renvois d'ouvriers	44.229
Demandes de renvoi d'ouvriers	40.962

La réduction de la journée de travail vient donc au 2^e rang dans les préoccupations des ouvriers. Elle vient immédiatement après les questions relatives au salaire, et le nombre d'ouvriers qui y ont pris part n'est pas moindre de 100.000. Il n'est pas besoin d'insister sur l'importance de ce

fait, au point de vue qui nous occupe. — A vrai dire, l'agitation politique en faveur de la journée de 8 heures, qui atteignit son apogée en 1890, provoqua cette année-là un nombre de grèves pour la réduction du travail très supérieur à la moyenne des années ordinaires. Mais, si nous retranchons du total (100.064) le nombre des grévistes de l'année 1890 (47.043), et que nous le remplaçons par le nombre des grévistes de l'année où ils sont le moins nombreux, l'année 1892 (2.191), nous trouvons encore que, de 1890 à 1896, 55.212 grévistes ont demandé la réduction du travail. On voit donc que, même ainsi, la réduction du travail vient encore immédiatement après les questions de salaire dans les préoccupations ouvrières, et notre conclusion reste la même.

Dans quelles industries les grèves pour la réduction des heures du travail sont-elles les plus fréquentes?

Le tableau suivant est destiné à nous le montrer. Nous avons fait pour chaque industrie le total pendant 7 années (1890-1896) des grèves qui ont eu pour objet la réduction des heures du travail. Nous avons fait également le total du nombre des ouvriers engagés dans ces grèves, et nous aboutissons ainsi à la double énumération suivante :

Au point de vue du nombre des grèves pendant cette période, les industries se classent dans l'ordre suivant :

Industries du bâtiment (94); industries textiles (92); industries des métaux communs (34); mines et carrières (20); industries du bois (20); industries des cuirs et peaux (17); industries alimentaires (11); industries des transports (10); industries qui travaillent la pierre et la terre (verriers, etc.) (6); industries qui travaillent les étoffes (2); puis viennent les industries chimiques, du papier, des vêtements, de la typographie, chacune avec une grève.

Au point de vue du nombre d'ouvriers engagés dans les grèves, les industries se classent dans l'ordre suivant :

Industries textiles (43.276); mines et carrières (20.691); constructions et bâtiments (12.341); transports (8.627); industries du bois (4.501); industries des métaux communs (4.169); industries alimentaires (3.117); cuirs, peaux et plumes (1.358); travail des pierres, terres, etc. (536); industries du papier, carton, etc. (200); travail des étoffes (145); industries du vêtement (50); typographes (6); industries chimiques (5).

De ces tableaux, on ne saurait tirer de conclusions très nettes. Il faut remarquer cependant que l'industrie textile, où la durée moyenne du travail est de beaucoup la plus longue, (11 heures $1/2$ d'après l'Enquête de l'Office du travail ⁽¹⁾) est aussi celle où l'on trouve le plus de grévistes réclamant une réduction. Il faut remarquer encore que, sauf pour les travailleurs de la pierre, la durée moyenne du travail dans toutes les industries énumérées (sauf pour 542 ouvriers) est de 10 heures et demie ou au-dessus, d'après la même Enquête. Elle est de 10 heures $3/4$ à 11 heures dans les industries du bois, des cuirs, peaux et plumes, du papier et du caoutchouc et dans les industries alimentaires, de 10 heures $1/2$ dans celle du bâtiment et des métaux communs. Nous ne parlons que de celles où le nombre des grévistes est relativement considérable; nous négligeons l'industrie minière et celle des transports, où les conditions du travail sont d'une nature spéciale. Il en résulte, nous semble-t-il, que le nombre des grévistes est le plus grand là où la durée du travail est la plus longue, puisque, sur l'ensemble, 51.452 (la moitié au moins) travaillent en moyenne 10 heures $3/4$ ou davantage.

(1) T. IV, p. 38.

Quelle était, dans toutes ces grèves, la durée du travail réclamée par les ouvriers ?

En 1890 les indications de l'Office du travail sont encore fort incomplètes. Nous ne voyons néanmoins aucun cas où la limitation demandée soit inférieure à 10 heures.

En 1891, les 881 ouvriers dont on rapporte les demandes, obtiennent tous la journée de 10 heures, sauf 50 d'entre eux, des filateurs, qui obtiennent la journée de 8 heures. La durée antérieure du travail, tant pour ces ouvriers que pour ceux dont les efforts n'ont pas abouti, est régulièrement de 11 ou 12 heures ⁽¹⁾.

En 1892, les mineurs du Bousquet d'Orb obtiennent la journée de 8 heures. Dans deux cas, la grève a fait fixer la limite à 11, et dans trois cas à 10 heures. Sauf chez les couvreur, qui réclament la journée de 8 heures, il ne semble pas que la limite demandée ait jamais été moindre que 10 heures.

Depuis 1893 la statistique des grèves nous fournit des données plus complètes :

En 1893 nous trouvons 22 réductions de 12 à 11 heures					
—	10	—	12	à 10	—
—	20	—	11	à 10	—
—	1	—	12 1/2	à 11	—
—	1	—	11 1/2	à 11	—
—	1	—	10 1/4	à 10	—
—	2	—	11	à 10	— 1/2
—	1	—	11 3/4	à 11	—
—	1	—	12	à 11	— 1/2
—	1	—	10	à 9	— 1/2
—	1	—	10	à 8	—

(1) Nous déduisons ce fait du nombre d'heures demandées par les ouvriers et qui n'est jamais inférieur à 10.

Ainsi, dans deux cas seulement les ouvriers ont obtenu une limite inférieure à 10 heures. Dans les grèves sans succès, on ne trouve nulle part la demande d'une limite inférieure à celle-là. Les grévistes travaillaient tous de 11 à 12 heures.

En 1894 nous trouvons 5 réductions de 12 à 10 heures

—	5	—	11	à 10	—
—	1	—	12	à 11	— 1/2
—	1	—	12	à 11	—
—	1	—	11 1/2	à 10	—
—	1	—	15 1/2	à 15	—

Sur l'ensemble des grèves, avec ou sans succès, nous trouvons que dans un cas seulement les ouvriers avaient une journée de travail inférieure à 10 heures, et demandaient 8 heures (fourreurs travaillant 9 heures). — Dans cinq cas les grévistes travaillaient 10 heures et demandaient à travailler moins. — Dans tous les autres cas ils travaillaient 11 heures et plus.

En 1895 nous trouvons 11 réductions de 12 à 11 heures

—	5	—	12	à 10	—
—	8	—	11	à 10	—

Dans deux grèves, le résultat est une suppression des heures supplémentaires après une journée de 10 heures. Dans les grèves suivies d'échec, la journée des grévistes était partout de 10 heures ou même davantage.

Enfin en 1896 nous trouvons :

1	réduction de	12 1/2	à 11 heures	1/2
1	—	12	à 11	— 1/2
3	—	12	à 11	—
1	—	12	à 10	— 1/2
2	—	11	à 10	—

Dans les grèves suivies d'échec, la journée de travail des ouvriers était partout de 10 heures ou davantage.

Si, enfin, nous cherchons le nombre des grèves qui ont réussi, et par suite celui des ouvriers qui ont vu diminuer la durée de leur travail, nous trouvons que de 1890 à 1896, 33.903 ouvriers seulement ont atteint leur but.

Voici en effet le tableau que nous reconstituons d'après les données de l'Office du travail ⁽¹⁾.

Années.	Nombre des grèves ayant pour objet la réduction.	Réussites.	Nombre d'ou- vriers qui en bénéficient.
1890	46	10	3.131
1891	21	6	881
1892	17	7	8.490
1893 ⁽²⁾	111	64	16.026
1894	30	14	4.182
1895	49	26	3.587
1896	43	8	606
TOTAL.			33.903

Ainsi, du mouvement des grèves comme des enquêtes, il semble se dégager une conclusion identique : les ouvriers tendent à la journée de 10 heures; ils y tendent par leurs

(1) Les chiffres que nous indiquons pour les réussites ne concordent pas exactement avec ceux de l'Office du travail. Nous avons en effet considéré comme telles, tous les cas où une réduction de travail a eu lieu, sans tenir compte du résultat des demandes concernant le taux des salaires. Il en résulte que nous classons comme « réussites » un certain nombre des « transactions », ou « réussites partielles » de l'Office du travail.

(2) Le grand nombre des grèves en 1893 tient à la mise en œuvre de la loi du 2 novembre 1892, à la suite de laquelle quelques grèves eurent lieu, soit pour en réclamer l'application, soit pour faire profiter les hommes des avantages obtenus par les ouvrières.

opinions, par les vœux qu'ils expriment dans les Congrès ou dans les enquêtes; ils y tendent par leurs actes, et bien rares sont ceux qui, possédant déjà la journée de 10 heures, se mettent en grève pour en avoir une plus courte. N'y a-t-il pas là pour le législateur une indication? et la loi en intervenant ne pourrait-elle pas éviter à bien des patrons, à bien des ouvriers, les soucis, les dangers et parfois les désastres d'une grève?

Puisque d'autre part, comme le prouve notre dernier tableau, les ouvriers livrés à eux-mêmes n'obtiennent que des résultats insignifiants, n'en faut-il pas conclure que la loi *seule* serait capable de réaliser ces desiderata?

§ 3.

LA LIMITATION DE LA DURÉE DU TRAVAIL AU PARLEMENT.

L'histoire des projets de loi sur la limitation du travail adulte est l'histoire d'une série d'échecs; tandis qu'au dehors, dans le monde des ouvriers, l'intérêt pour cette réforme croissait de jour en jour, la répugnance des pouvoirs publics à l'adopter ou même à la discuter semblait de plus en plus vive.

Le 26 mai 1879, MM. Martin-Nadaud et Villain déposèrent chacun une proposition de loi ayant pour objet de réduire à 10 heures la durée de travail des adultes dans les usines et manufactures. Leur initiative doit peut-être être rapprochée de la résolution prise par le congrès ouvrier de Paris en 1876, qui avait décidé de se mettre en rapport avec quelques-uns des députés de la gauche pour obtenir cette réforme en faveur des femmes. Quoi qu'il en soit de cette question d'origine, les deux propositions furent renvoyées à une

commission; un rapport favorable⁽¹⁾ fut déposé par M. Waddington le 11 juin 1880, et sa proposition adoptée en première délibération, le 30 novembre 1880.

Dans l'intervalle entre la première et la deuxième délibération, des renseignements nouveaux parvinrent au rapporteur. Une enquête, instituée par le Ministre de l'intérieur auprès des syndicats, avait prouvé qu'ils étaient favorables à la réforme proposée. Un questionnaire avait été adressé aux inspecteurs du travail; il résultait des réponses obtenues que les ouvrières avaient besoin d'une protection plus forte que les ouvriers. Aussi la commission décida-t-elle de compléter son projet; et l'on ajouta aux règles précédemment édictées, des dispositions nouvelles concernant le repos du dimanche, l'interdiction du travail de nuit aux femmes, etc.⁽²⁾.

La deuxième délibération commença le 21 mars 1881; les adversaires de la loi étaient MM. Barthe, Hugot, Récipion, Laroche-Joubert, enfin le représentant du gouvernement, M. Girerd, sous-secrétaire d'État de l'agriculture et du commerce.

Parmi les arguments opposés au rapporteur quelques-uns seulement méritent d'être mentionnés. M. Barthe s'étonna qu'on proposât de fixer à 10 heures la durée journalière du travail puisque en 1848 on s'était contenté de 12; puisqu'aussi la loi de 1874 n'estimait pas exagéré un travail de 10 heures pour les enfants de plus de 12 ans. Il disait encore : l'enquête des inspecteurs a prouvé que dans la plu-

(1) Il résulte de la suite de la discussion que la commission avait d'abord été contraire au principe de la loi, puis s'était laissé entraîner par la minorité favorable au projet. Discours de M. Hugot, Séance du 22 mars 1881, *J. O.*, p. 609. 1^{er} *Rapp. Waddington, J. O.*, 1880, p. 7166.

(2) 2^e *Rapp. de R. Wadd., J. O.*, 1881. *Ch. des dép., Ann.*, p. 63.

part des fabriques où travaillent les hommes, la journée ne dépasse pas 10 heures. A quoi bon faire une loi? — Comme si les femmes dans ces fabriques n'avaient eu droit à aucune protection! — Mais son argument principal était que la limitation du travail devait nécessairement entraîner la fixation légale des salaires. « En réduisant la journée à 10 heures, l'État accepterait implicitement l'obligation de pourvoir à cette insuffisance du salaire. Alors où allons-nous? » ⁽¹⁾ M. Hugot ajoutait qu'une telle mesure entraînait à fixer les frais de production et la valeur vénale des marchandises fabriquées.

Cet argument a été si souvent reproduit, et les ouvriers eux-mêmes, en réclamant parfois la fixation d'un minimum de salaire en même temps que celui d'un maximum de travail, lui ont donné une apparence si plausible, que nous devons dire ici quelques mots de sa valeur.

Nous discuterons plus tard la question de savoir si une limitation de la durée du travail entraîne nécessairement une diminution du salaire. Nous ne faisons pas difficulté pour le moment d'accepter cette assertion implicitement admise par M. Barthe. Mais, même si cela était vrai, il n'en résulterait encore pour l'État aucune nécessité de fixer un minimum de salaire. Il est étrange que l'État ait en quelque sorte à indemniser les ouvriers d'un tort qu'il leur ferait, lorsque c'est à leur demande et dans leur intérêt qu'il limite la durée du travail. Même si la nouvelle loi devait nuire à un très grand nombre d'ouvriers, par l'absence de toute exception, leur permettant en cas de nécessité de prolonger leur travail au delà de la limite légale, on ne comprendrait pas l'objection. Jamais l'État n'a indemnisé les citoyens du tort que pouvait leur causer une mauvaise loi. S'il juge une mesure

(1) Séance du 21 mars 1881.

utile à l'intérêt général, il la prend sans se préoccuper de ses conséquences à l'égard des intérêts privés. Quant à l'idée, d'après laquelle la fixation d'une durée maximum de travail est un moyen indirect de fixer le prix de revient, le prix de vente et le salaire, elle est vraie aussi pour toute autre charge (impôt, droit de douane, mesures de salubrité et d'hygiène) que l'État peut imposer à l'industrie.

Du reste, chose curieuse, les deux orateurs, qui s'accordent sur la nécessité pour l'État de fixer le taux des salaires en même temps que la durée du travail, sont d'un avis différent quant à l'effet de cette dernière mesure sur les salaires. M. Barthe prétend qu'ils baisseront ; de là la nécessité pour l'État d'indemniser les ouvriers. M. Hugot au contraire prétend qu'ils hausseront ⁽¹⁾. « En effet, dit-il, il est évident que si vous réduisez de 1/10 la durée du travail dans les manufactures, c'est absolument la même chose que si vous diminuez de 1/10 le nombre des travailleurs ». Et la diminution du nombre des ouvriers entraîne une augmentation de salaires. C'est, comme on le voit, l'argument bien connu des socialistes. Mais l'analogie s'arrête-là, car cette hausse lui paraît aussi nuisible que la baisse à M. Barthe ; elle entraînerait, en effet, disait-il, la dépopulation des campagnes. Cette dernière assertion est d'autant plus étrange dans la bouche de l'orateur, qu'il prétendait un instant auparavant que la hausse des salaires ne profiterait en rien à l'ouvrier, puisque la hausse correspondante des prix lui en enlèverait tout le bénéfice. On ne voit plus alors l'intérêt des paysans à se faire ouvriers.

Dans toute cette discussion, les orateurs semblent croire qu'on va limiter la liberté de l'ouvrier, tandis que l'intention

(1) M. Hugot du reste fut seul de son avis ; M. Récipion, M. Girerd, M. Laroche-Joubert étaient tous persuadés que les salaires baisseraient.

des promoteurs de la loi est évidemment de limiter celle du patron. On demande pour l'ouvrier une indemnité en cas de baisse des salaires; il serait plus naturel cependant d'en demander une pour les patrons en cas de hausse du prix de revient, puisque c'est contre eux que se ferait la réforme. Mais sans doute, n'ose-t-on pas aller jusque-là. On plaide pour la liberté de l'ouvrier, alors que celui-ci attend précisément de la loi une garantie contre les exigences du patron.

Les orateurs auraient mieux fait de se placer nettement sur le seul terrain de l'intérêt industriel et patronal, au lieu de paraître s'opposer dans l'intérêt des ouvriers eux-mêmes à une mesure trop évidemment conforme à leurs vœux.

Un reproche fréquemment adressé au rapporteur, et reproché depuis par M. Yves Guyot au Congrès d'Anvers ⁽¹⁾, c'est qu'il ne s'agissait pour les auteurs de la proposition que de préparer le vote de mesures protectionnistes ⁽²⁾. On allait en effet bientôt élaborer les nouveaux tarifs douaniers. M. Waddington, on le savait, était protectionniste et l'argument devait venir naturellement aux lèvres de ses adversaires. Le rapporteur ne nia pas en effet que, si sa proposition était votée, il arguerait des charges nouvelles imposées par la loi pour réclamer une plus large protection des industriels français contre la concurrence étrangère. Mais le but réel de la commission n'était pas celui-là; un grand nombre de ses membres étaient libre-échangistes, et parmi eux M. Ballue, un des défenseurs les plus acharnés de la limitation ⁽³⁾. Le

(1) Y. Guyot, *La réglementation officielle du travail*, Discours prononcé au Congrès d'Anvers. Paris, 1894, Broch. in-8°, 36 pages.

(2) Disc. de M. Hugot et de M. Récipion, Séance du 22 mars 1881, *J. O.*, p. 609 et s.

(3) V. aussi un rapport de M. H. Wallon sur la réduction des heures

gouvernement se prononça nettement contre la limitation ⁽¹⁾, et la combattit par des arguments qui n'avaient rien de concluant. M. Girerd, le sous-secrétaire d'État ⁽²⁾, soutint que la loi de 1848 était suffisante et qu'elle était appliquée. M. Waddington opposa une dénégation formelle à cette assertion, et nous savons combien il avait raison. — Chose curieuse, le gouvernement qui s'appuyait sur l'observation prétendue de la loi de 1848 pour refuser de la faire mieux appliquer, en contesta quelques jours après le principe même, lorsqu'on proposa de borner la réglementation légale au travail des femmes. « Il n'y a aucune espèce de raison, dit-il, pour que la loi intervienne et réglemente les conditions du travail des majeurs, que ces majeurs soient des hommes ou des femmes » ⁽³⁾.

Il soutint aussi que la loi diminuerait la production; ce fut évidemment le grand argument qui entraîna la conviction de la Chambre, en désaccord sur l'effet de la limitation par rapport aux salaires et aux prix; tous les orateurs étaient persuadés que la production en souffrirait, et par suite l'énergie de la France dans sa concurrence avec l'étranger.

Si nous rappelons cette discussion, c'est pour montrer combien peu, parmi les arguments employés, sont vraiment dignes d'attention, et combien ceux qui les produisaient se préoccupaient peu d'être logiques avec eux-mêmes. Un seul méritait vraiment d'être pris en considération, c'est celui

du travail publié dans le *Bulletin de la Société industrielle de Rouen*, en 1885. — L'auteur est à la fois protectionniste et adversaire de la limitation.

(1) Cependant en 1880 le Ministre du commerce et de l'agriculture s'était déclaré favorable à la limitation à 11 heures. Rich. Waddington, *Rapport* du 11 juin 1880, *J. O.*, p. 44.

(2) Séance du 28 mars 1881, *J. O.*, p. 662.

(3) Séance du 29 mars 1881.

qu'avait invoqué M. Barthe et qui était relatif aux salaires et à la production.

La commission, devant la résistance évidente de la Chambre, résolut de modifier le texte de son article premier sur le travail des ouvriers adultes.

Elle le remplaça par un amendement de M. Diancourt, ainsi conçu : « Le travail effectif des mineurs de 18 ans et des femmes dans les manufactures et usines ne pourra pas excéder 11 heures par jour ni 6 jours par semaine ». L'auteur de l'amendement ne cachait pas qu'il espérait ainsi limiter indirectement le travail des hommes.

Devant cette retraite de la commission, trois députés revinrent à la charge : M. Keller, avec une proposition limitant à 6 heures par semaine, le travail « dans les mines, manufactures et usines », M. Villain, qui reprenait pour son propre compte l'ancien texte abandonné par la commission, et M. Legrand qui voulait la limitation à 11 heures du travail masculin. — Les trois amendements furent successivement repoussés; et l'art. 1 de la commission, malgré l'opposition du sous-secrétaire d'État, M. Girerd, fut adopté par 276 voix contre 144.

Seules les femmes et les enfants se trouvaient donc protégés.

Au Sénat, la discussion ne devait porter que sur la limitation du travail des femmes et des enfants. Elle porta néanmoins sur la limitation du travail en général : mais l'opinion de l'Assemblée était assurée d'avance. A la demande de M. Tolain, elle consentit malgré le rapport défavorable de M. Pâris, à adopter le projet en première délibération, afin de manifester ainsi son intérêt pour le sujet en discussion; mais le 24 février 1882, après une courte délibération, elle le rejeta définitivement.

A la suite de ce rejet, M. Waddington, désolé de son insuccès, pensa qu'on devait au moins assurer l'application sérieuse de la loi de 1848 et fit voter la loi du 16 février 1883, ainsi conçue : « Les commissions locales et les inspecteurs du travail dans les manufactures institués par la loi du 3 juin 1882, sont chargés de surveiller l'application de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée des heures du travail » (1). Nous avons étudié cette loi dans un chapitre précédent.

Ce fut le maigre résultat d'un effort de 4 années pour l'adoption de la journée de 10 heures.

La partie n'était cependant pas perdue. Elle allait être engagée à nouveau. Mais l'initiative ne devait pas venir du gouvernement. Celui-ci, en effet, se montra constamment hostile à la limitation du travail.

En 1885, il institua une consultation auprès des différentes autorités du travail. Les résultats furent plutôt défavorables à l'idée de la limitation, quoiqu'une forte minorité de déposants se fût prononcée en faveur de la limitation de 11 ou 10 heures. Mais la grande majorité des chambres de commerce, des chambres consultatives des arts et métiers, des syndicats patronaux désiraient le maintien de la loi de 1848 ou la liberté absolue. Les syndicats ouvriers, les conseils de prud'hommes, favorables à la limitation, ne jouissaient pas d'une égale autorité.

(1) Proposition du 26 février 1882. Rapport déposé dans la séance du 13 mai 1882 (*J. O.* 27 mai 1882, p. 1329). Adoptée sans discussion par la Chambre le 12 juin 1882. Transmission au Sénat le 20 juin 1882 (*J. O.* 28 juin, p. 323). Rapport de M. Dauphinot favorable, déposé le 25 janvier 1883 (*J. O.* 28 mars, p. 483). Discussion et adoption le 1^{er} février 1883 (*J. O.* 2 février 1883).

Voici les résultats de cette enquête (1) :

Corps consultés (2).	Pour le maintien des dispositions actuelles.	Pour la liberté.	Pour la limitation à 11 h.	Pour la limitation à 10 h.
	—	—	—	—
Inspecteurs divisionnaires.....	4	2	6	2
Chambres de commerce.....	26	32	1	»
Chambres consultatives des arts et métiers.....	20	10	2	2
Chambres syndicales patronales.	7	7	10	»
Chambres syndicales ouvrières..	1	»	2	52
Conseils de prud'hommes.....	21	5	13	24
Conseils généraux.....	4	5	7	1
Commissions locales.....	78	24	58	30
Inspecteurs départementaux....	8	2	8	8

A la suite de cette enquête la commission supérieure du travail rédigea un projet de loi contenant un art. 4 ainsi conçu : « La durée du travail journalier des ouvriers adultes ne peut également dépasser 11 heures » (3).

Le gouvernement néanmoins restait hésitant. Le 13 novembre 1886, les Ministres du commerce et de l'intérieur, MM. Lokroy et Demôle, déposaient un projet de loi tendant à limiter la durée du travail des enfants, des filles mineures et des femmes, préférant, disaient-ils, « réserver pour des dispositions spéciales tout ce qui a trait à la réduction de la journée du travail des ouvriers adultes » (4). C'était en réalité une fin de non-recevoir.

Depuis la discussion de 1881, la Chambre avait été saisie de trois propositions de loi ayant pour objet cette réduction :

(1) *Enquête du Ministre du commerce sur les modifications à apporter aux lois de 1848 et de 1874*. Paris, 1885.

(2) Les chiffres officiels sont inexacts, nous avons dû les modifier.

(3) *Rapp. Waddington*. Séance du 13 décembre 1887, J. O. 1887, Sess. extraordinaire, *Docum. parlam. Chambre*, p. 656 et s.

(4) *Ibid.*

l'une de M. Waddington déposée en 1884 et qui ne vint pas en discussion ; la deuxième de M. Nadaud déposée en 1885 ; la troisième de M. de Mun et de plusieurs de ses collègues déposée le 20 février 1886. M. Nadaud proposait d'adopter la limite de 10 et M. de Mun celle de 11 heures. Ces deux dernières propositions avaient été renvoyées à la commission chargée d'étudier le projet Lokroy-Demôle ; elle dut donc se prononcer sur cette limitation. Malgré l'insistance de plusieurs de ses membres, elle finit par se rallier à l'opinion du gouvernement.

Les partisans de la limitation du travail des adultes ne se tinrent pas pour battus, et, lorsque la loi vint en discussion, la Chambre eut à se prononcer sur trois amendements proposant respectivement les limites de 11, 10 et 9 heures ⁽¹⁾. Par 375 voix contre 163 elle refusa de réglementer la journée de travail des ouvriers adultes ⁽²⁾.

La discussion ⁽³⁾ provoquée par ces amendements est intéressante et nous devons nous y arrêter quelques instants. — Tandis que dans les discussions précédentes on avait longuement discuté les effets qu'aurait la limitation sur le salaire des ouvriers, et sur la production nationale, ici les orateurs s'en tinrent à la discussion des principes généraux et en particulier du droit d'intervention de l'État. Non pas que les arguments économiques usuels n'aient jamais été invoqués ; mais sans doute on était moins convaincu de leur

(1) Le premier déposé par MM. Achard et Nadaud était ainsi conçu : « La durée du travail journalier des *ouvriers* et ouvrières adultes ne peut dépasser 10 heures, etc. ».

M. de Heredia proposait la limite de 11 heures.

Enfin M. Basly demandait la limite de 9 heures pour l'ensemble des ouvriers, et celle de 8 pour les ouvriers des mines.

(2) Séance du 14 juin 1888.

(3) Séances des 11, 12, 14 juin 1888.

valeur, et les adversaires de l'amendement préférèrent rester sur le terrain des idées générales, où d'ailleurs M. de Mun dans un magnifique discours les avait lui-même attirés.

Son argumentation était d'une logique serrée : cherchant à prouver le droit d'intervention de l'État, il l'établit sur deux principes : « Le droit qu'ont les pouvoirs publics d'intervenir dans le contrat de travail, découle d'abord de ce que le travail est, pour moi, non pas une marchandise, mais une fonction sociale qui crée entre ceux qui la remplissent et la société, des obligations réciproques et dont l'exercice ne peut être ainsi abandonné à la seule loi des intérêts particuliers ».

La seconde raison de principe, « c'est le caractère même du pouvoir, l'objet principal de sa mission, qui est d'être le gardien de la justice, c'est-à-dire le protecteur des droits de chacun, en particulier le protecteur du droit des faibles⁽¹⁾ ».

Or, qui sont les faibles ? « Les faibles ce sont proprement et avant tout les travailleurs ».

Et alors, dans toute la deuxième partie de son discours, il montre que la liberté de l'ouvrier est illusoire et qu'elle aboutit à « la liberté de la force ». « La plupart du temps, dit-il, pour l'ouvrier, vouloir, cela se réduit à ne pas pouvoir faire autrement ».

C'est à cette double argumentation que les adversaires de la limitation, en particulier MM. Passy et Fernand Faure, les protagonistes de la liberté, s'efforcèrent de répondre.

Nier simplement le droit d'intervention de l'État, cela n'était guère possible, puisque la majorité de la Chambre était favorable à la limitation du travail des femmes. Ce commode critérium de la faiblesse ou de la force des individus : l'âge de la majorité, ne pouvait plus être invoqué,

(1) Séance du 11 juin 1888, *J. O.*, p. 1720 et s.

puisque la femme, quoique majeure, était rangée parmi les faibles. Il fallait prouver par d'autres arguments que l'ouvrier n'est pas un faible. M. Frédéric Passy démontra que tout homme est soumis à des nécessités, en premier lieu aux nécessités de sa nature physique. M. Fernand Faure déclara que, si autrefois, la situation du patron et celle de l'ouvrier n'étaient pas égales, elles l'étaient devenues depuis la loi sur les coalitions et la loi sur les syndicats. « L'ouvrier, disait-il, ne se présente plus seul devant le patron ; il est appuyé par tous ses camarades ». Cependant, force lui fut bien d'avouer qu'une capacité inscrite dans la loi n'est pas nécessairement une réalité, et, vers la fin de son discours, il reconnaissait que l'égalité n'existe pas dans le contrat de travail.

D'autres arguments encore furent invoqués. Nous n'en relèverons que deux. « La loi, disent les deux orateurs, est inapplicable, parce que l'industrie ne peut s'accommoder d'une limite unique. Tel ouvrier s'épuise en 8 heures, tel autre en travaille 12 sans fatigue ». On pouvait aisément répondre que 12 heures de travail sont *toujours* nuisibles à l'ouvrier, même si elles ne le fatiguent pas physiquement, parce qu'elles le privent de sa vie de famille et de la possibilité de s'instruire. Et d'autre part, si la protection de la loi était insuffisante dans certains cas, était-ce une raison pour l'écarter dans tous ?

Le deuxième argument, que nous avons déjà rencontré dans la discussion précédente, consiste à dire que la réglementation de la journée de travail entraîne avec elle une série d'autres réglementations : la fixation d'un minimum de travail, d'un maximum de salaire et même, disait M. F. Passy, le contrôle de l'emploi du salaire. M. F. Faure allait plus loin. Il déclarait que dans la pensée des auteurs de l'amendement, la limitation de la durée du travail faisait corps

avec l'ensemble de leur programme socialiste. On ne pouvait en admettre un point sans admettre en même temps tous les autres. Or, comme la limitation était inscrite à la fois dans le programme des catholiques sociaux et dans celui des socialistes, la logique des faits, se pliant à celle des idées, devait entraîner avec la fixation légale de la durée du travail, à la fois le collectivisme et le rétablissement des corporations.

Le gouvernement depuis lors ne cessa pas de se montrer hostile à la réglementation. En 1890, lorsque l'empereur d'Allemagne convoqua la conférence internationale du travail, le Ministre des affaires étrangères demanda que la question de la limitation du travail des adultes fût expressément réservée⁽¹⁾. On l'écarta en effet du programme.

Mais dès le 7 décembre 1889, MM. de Mun, de Ramel, le Cour et plusieurs autres députés du même groupe, reprenaient leur proposition de 1886; ils réclamaient cette fois-ci davantage : la durée de travail effectif ne devait pas durer plus de 58 heures par semaine. Un autre député du même groupe, M. le baron Piérard, déposait à son tour en 1890 une proposition tendant à limiter à 10 heures la durée du travail journalier dans les usines et les manufactures⁽²⁾.

Enfin, dans cette même année 1890, une proposition plus radicale, émanée cette fois-ci du groupe socialiste, demandait la réduction à 8 heures de la journée de travail dans les mines, les usines, les manufactures, et en général dans tout atelier mécanique⁽³⁾.

Ainsi, l'année même où dans la classe ouvrière le mouve-

(1) V. la réponse de M. Spuller au gouvernement allemand dans l'*Association catholique*, 1890, t. I, p. 609.

(2) V. à l'appendice la liste de toutes les propositions de loi.

(3) Proposit. Ferroul.

ment pour la réduction des heures du travail atteignait son maximum d'intensité, trois propositions de loi étaient déposées à la Chambre, et leurs auteurs attendaient que la commission du travail voulût bien faire son rapport sur la question. Les événements du 1^{er} mai 1890 la décidèrent à s'en occuper activement. Dès le 8, elle convoquait devant elle les auteurs des propositions de loi et quelques-uns des délégués, qui étaient venus le 1^{er} mai déposer des pétitions au Palais-Bourbon. Le 30 elle adoptait le principe de la limitation et n'hésitait plus que sur la limite à fixer. Pour s'éclairer elle instituait une enquête dans les principales régions industrielles de la France, et déposait enfin le 26 juin 1893 une proposition de loi qui fixait à 10 heures pour les adultes, et à 8 heures pour les ouvriers des mines, la durée maxima du travail journalier.

Mais, dans l'intervalle, la discussion de la loi du 2 novembre 1892 avait montré quelles vives résistances on aurait à vaincre, soit à la Chambre, soit surtout au Sénat, pour faire accepter le principe de la nouvelle législation. D'autre part, les revendications des ouvriers étaient devenues moins pressantes; enfin la législature approchait de sa fin, et l'on ne pouvait plus espérer qu'avant de se dissoudre la Chambre aborderait une question aussi grave. Aussi est-ce une proposition purement platonique que la commission apportait; et dans son rapport M. Dron faisait cette déclaration mélancolique : « Nous avons cru que nous ne devions conserver aucun espoir de faire adopter actuellement nos propositions... et un accord tacite s'est fait parmi nous, pour différer la discussion par la Chambre des articles que nous avons élaborés »⁽¹⁾.

(1) *Rapp. Dron*, p. 5.

Dans la dernière législature (1893-1898) la question s'est une fois de plus présentée.

Elle fut traitée de la façon la plus propre à l'empêcher d'aboutir. Au lieu d'examiner la mesure qu'on lui proposait, la Chambre s'engagea dans une discussion académique sur les mérites relatifs des différentes théories économiques : collectiviste, libérale et chrétienne.

C'était, une fois encore, à propos de la loi sur le travail des femmes et des enfants. Les difficultés auxquelles se heurte son exécution, rendent urgente la fixation d'une limite uniforme pour les différentes catégories d'ouvriers employés dans les manufactures. Le Sénat, devant l'insistance de M. Waddington, soutenu par le gouvernement, avait décidé que dans les établissements où travaillent ensemble des hommes adultes et des personnes visées par la loi du 2 novembre 1892, les premiers ne pourraient être occupés plus de 11 heures sur 24 (séance du 13 juillet 1894). Cette faveur ne leur était faite que parce qu'il semblait impossible autrement de protéger efficacement les femmes et les enfants.

Lorsque la loi vint en discussion à la Chambre, M. Jules Guesde et M. Vaillant déposèrent chacun à l'art. 3 du texte voté par le Sénat un amendement réclamant la semaine de 48 heures dans « les mines, usines, chemins de fer, chantiers et magasins » ⁽¹⁾. C'est sur cet amendement que s'engagea une lutte retentissante où successivement MM. Deschanel, Jules Guesde, Aynard et Vaillant vinrent exposer leur conception économique ⁽²⁾. Les amendements furent repoussés; leurs auteurs du reste n'ignoraient pas qu'ils n'avaient

(1) Le texte de l'art. 3 est ainsi conçu : « Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de 11 heures par jour »...

(2) Séances des 23 et 25 juin 1896.

point de portée pratique et la première délibération du projet, grâce sans doute à la lassitude de la Chambre, ne fut même pas achevée.

Tout récemment (3 mars 1898), à propos d'une discussion sur les primes à la sériciculture, M. Faure a fait voter par la Chambre à une faible majorité le principe de la semaine de 60 heures dans les filatures de soie auxquelles la prime est accordée.

Pendant les deux dernières législatures (1889-1893 et 1893-1898), diverses propositions dues à l'initiative parlementaire ont été déposées sur le bureau de la Chambre. Deux d'entre elles proposent la limite de 10 heures, et une celle de 8 heures pour l'ensemble des travailleurs.

D'autres ne visent que certaines catégories d'ouvriers. Parmi ces dernières, deux s'appliquent aux ouvriers des mines; trois aux ouvriers des transports ou aux employés de magasin; et quatre enfin aux ouvriers employés dans les travaux de l'État, des départements ou des communes ⁽¹⁾.

On n'a donc, pendant ces deux législatures, pas déposé moins de 12 propositions ayant pour objet la limitation du travail journalier.

Nous avons cherché, en décrivant le mouvement ouvrier pour la réduction des heures de travail, à analyser les mobiles qui faisaient agir les ouvriers. De même, il nous faut brièvement indiquer ici, et sans les discuter, les arguments qu'à la Chambre invoquent les promoteurs du mouvement.

On a souvent dit que le catholicisme social, et le socialisme ne se distinguaient en rien. Nous allons voir cependant à propos de ces projets de loi, de grandes divergences entre les deux partis.

Pour le groupe catholique, la limitation des heures du tra-

(1) V. pour le texte et la date de ces propositions l'appendice.

vail est une « loi de police supérieure ». « Nous avons pensé, dit M. le Cour devant la commission du travail, que dans l'état actuel de l'industrie... 10 heures de travail effectif constituaient la limite extrême de la force moyenne de l'homme, et qu'après 6 jours de travail, il fallait assurer à l'ouvrier un repos absolu permettant à l'organisme humain de se reposer et de se réparer » ⁽¹⁾. En même temps, il y voit le moyen le plus efficace de reconstituer la vie de famille dans la classe ouvrière. Le groupe n'est donc guidé que par des considérations d'hygiène et de morale. Ainsi l'État d'après lui n'innoverait en rien par la réglementation. Il resterait simplement dans son rôle de protecteur des faibles ⁽²⁾.

Pour le groupe socialiste, au contraire, d'après M. J. Guesde ⁽³⁾, la réduction du travail doit servir un objet bien plus vaste. La journée de 8 heures doit à la fois réduire le chômage, augmenter les salaires, et dépouiller le travailleur de son caractère de machine. « Nous voyons-là, dit M. Guesde, une renaissance nouvelle de l'humanité ». Ce sont ici les considérations économiques qui tiennent le premier rang. Tandis que les socialistes réclament la limite de 8 heures, les catholiques se contenteraient provisoirement de 10. Néanmoins les socialistes, de leur propre aveu, se rallieraient à une proposition modérée si elle avait chance de réunir une majorité ⁽⁴⁾, et les catholiques espèrent pour l'avenir que les 3 huit seront réalisés.

(1) *Rapp. Dron*, p. 332.

(2) Le parti catholique n'est pas tout entier favorable à cette politique. V. dans la *Réforme sociale* de 1890, un article de M. H. de Moly : *La réglementation du travail en France et les catholiques*.

(3) V. l'exposé le plus complet de la théorie socialiste dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi du 22 mai 1894 (*J. O. 1894. Chambre, Débats*, p. 846), et sa remarquable déposition devant la commission d'enquête : *Rapp. Dron*, p. 365 et s.

(4) *Rapp. Dron*, p. 356.

Nous ne saurions classer M. Waddington, ni M. Julien Goujon dans aucun de ces deux groupes. Mais pour eux, comme pour les catholiques, la limitation est avant tout une question de police et d'hygiène; c'est au nom de la santé des ouvriers qu'ils réclament l'interdiction d'un travail trop prolongé.

§ 4.

L'IDÉE DE LA LIMITATION EN DEHORS DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET DU PARLEMENT.

Il n'entre pas dans notre plan de faire une liste des ouvrages ou des opinions individuelles émises sur la question qui nous occupe. Cependant il est bon de noter l'opinion de quelques hommes, particulièrement compétents et dont l'autorité en ces matières est certainement d'un grand poids pour favoriser ou au contraire pour entraver le mouvement vers la réduction des heures du travail.

Nous voulons parler des inspecteurs du travail et des patrons.

Inspecteurs du travail. — Déjà dans l'enquête de 1885 faite par le ministère du commerce, sur 14 inspecteurs divisionnaires, 8 s'étaient prononcés pour une limitation légale, et 6 pour le maintien de la loi de 1848 ou pour la liberté. Sur les 8 inspecteurs favorables, 5 proposaient la limite de 11 heures, 2 celle de 10 et le dernier (celui de la 9^e circonscription) la fixation à 12 heures du *temps de présence* à l'atelier⁽¹⁾.

(1) Pour le maintien de la situation actuelle : les inspecteurs des 2^e, 4^e, 5^e, 6^e circonscriptions.

Pour la liberté : les inspecteurs des 1^{re} et 10^e circonscriptions.

Pour la limitation de 11 heures : les inspecteurs des 3^e, 7^e, 12^e, 14^e et 15^e circonscriptions.

Pour la limitation de 10 heures : les inspecteurs des 8^e et 13^e circonscriptions.

Depuis la mise en vigueur de la loi du 2 novembre 1892, les inconvénients d'une durée inégale du travail pour les enfants, les filles mineures, les femmes et les hommes se sont faits vivement sentir. On sait, en effet, que le travail des enfants et des filles mineures ne doit pas dépasser 10 heures; celui des femmes peut s'étendre jusqu'à 11 heures. De là de nombreuses difficultés. Mais ces difficultés ne cesseront que si on limite également la durée du travail masculin. Voici comment s'exprime en 1893 M. Laporte, inspecteur de la 1^{re} circonscription : « Il est indispensable de rétablir l'uniformité de la durée du travail des enfants, des filles mineures et des femmes, mais ce sera se préparer à de nouvelles déceptions que de modifier seulement la loi du 2 novembre 1892 sans toucher à la loi du 9 septembre 1848 » (1). Le Sénat s'est rangé à cet avis dans la séance du 13 juillet 1894 (2).

La même difficulté a inspiré depuis 1892 des réflexions analogues à un grand nombre d'inspecteurs (3), qui proposent presque tous la limite de 11 heures pour tous les ouvriers.

L'un d'eux en 1893 réclame la limitation à 10 heures (4).

Nous ne prétendons pas que ce soit là l'opinion unanime; quoiqu'en général favorables à une limitation, certains inspecteurs insistent sur la difficulté d'une limite inférieure à 12 heures. Néanmoins l'avis de quelques-uns est assez important pour mériter d'être pris en considération.

Patrons favorables à une réduction. — Il est plus intéres-

(1) *Rapport de la Commission pour le travail des femmes et des enfants pour 1893*, Paris, 1894, p. 41..

(2) V. plus haut, p. 164.

(3) *Rapport pour 1893*, 8 inspecteurs, p. 77, 93, 117, 148, 156, 165, 182, 199. — *Rapport pour 1894*, p. 156. — *Rapport pour 1895*, p. 225, 319, 41, 249.

(4) Inspecteur de la 2^e circonscription, *Rapport pour 1893*, p. 61.

sant encore de voir un assez grand nombre de patrons de différentes régions se prononcer très nettement en faveur de la réduction.

Dès 1880, les manufacturiers de Reims écrivaient à la Commission chargée d'examiner les propositions de loi Nadaud et Villain, pour l'informer qu'ils étaient prêts à accepter la limite de 11 heures ⁽¹⁾. M. Viette rappelait dans la discussion que dans la région qu'il représentait, le Doubs, des patrons métallurgistes avaient spontanément réduit à 10 heures la durée du travail journalier ⁽²⁾. Dans l'Enquête de 1885, une chambre de commerce, celle de Nantes, se déclarait favorable à la limite de 11 heures. — En 1891, le syndicat des mouliniers se réunissait à Valence et prenait la résolution suivante : « Les mouliniers français, réunis à Valence, décident de remplacer la journée de 12 heures par celle de 10 heures seulement, c'est-à-dire 60 heures par semaine, le dimanche excepté, à partir du 1^{er} septembre prochain ⁽³⁾ ».

Mais le document le plus intéressant est l'Enquête parlementaire de 1890. Nous n'y avons pas relevé moins de 7 patrons, la plupart tisseurs, favorables à la limitation.

Parmi eux, 5 proposent la limite de 10 heures, 1 celle de 11, et un dernier ne se prononce pas. A ces affirmations il faut ajouter la déposition du baron Piérard, affirmant que dans sa circonscription (la Seine-Inférieure), la plupart des patrons accepteraient la réduction à 10 heures, et l'affirmation semblable de M. Ferroul pour la région du Nord ⁽⁴⁾.

(1) Waddington, *Rapport du 11 juin 1880*, p. 44.

(2) Séance du 29 mars 1881, *J. O.*, p. 680.

(3) *Rapport pour 1891*, p. 113.

(4) *Rapport Dron*, p. 91 et 125.

La plupart n'y voient pas d'inconvénients, persuadés que la production restera la même; les uns y voient un moyen d'empêcher la surproduction; un autre estime que la limitation sera un bon moyen d'inciter les industriels à perfectionner leur outillage. — Dans l'Aisne, dans la Marne, dans les Ardennes et la Meuse, des vœux, des pétitions, des réclamations fréquentes sont faites par les industriels en faveur d'une limitation à 11 heures ⁽¹⁾. — Dans le Nord en particulier le conseil général en 1882, la Chambre de commerce de Lille en 1892 et 1893, la Chambre de commerce d'Amiens en 1893, ont émis des vœux en faveur d'une journée uniforme de 11 heures ⁽²⁾.

Nous avons cité plus haut le « Syndicat cotonnier de l'Est » favorable à la réduction du travail à 11 heures et en 1896 l'inspecteur de la 5^e circonscription nous cite un accord entre les teinturiers-apprêteurs de velours de coton d'Amiens pour ne pas dépasser cette limite. L'accord à vrai dire fut rompu ⁽³⁾.

Quant aux résultats fournis par l'enquête du Gouvernement auprès des corps constitués en 1890, nous trouvons que sur 64 chambres de commerce, 2 sont en faveur de la limitation à 10 ou 11 heures; et sur 235 syndicats patronaux, 10 ont demandé la limitation à 10 heures, 2 la limitation à 11 heures et 2 celle à 8 heures; 4 autres se sont prononcés en faveur d'une limitation, sans indiquer le chiffre d'heures qu'ils préfèrent ⁽⁴⁾.

A diverses reprises, certains patrons, en particulier dans le Nord, se sont déclarés partisans d'une journée légale de

(1) *Rapport pour 1893*, p. 94, 95.

(2) *J. O.* 1888. *Chambre, Débats*, p. 1750 et *Bulletin de l'inspection du travail*, 1894, p. 858 et 939.

(3) *Rapport pour 1896*, p. 83 et 119.

(4) *Rapp. Dron*, p. 310-312.

10 heures, établie par un accord international. Ce vœu a évidemment un caractère trop platonique pour que nous puissions y voir un véritable désir de limiter la durée du travail⁽¹⁾.

Nous ne pouvons ici que noter ces différents faits. Ils prouvent que si la loi venait à interdire un travail prolongé au delà de 10 heures, quelques patrons au moins l'accepteraient sans protester.

Congrès catholiques. — Il serait injuste de ne pas signaler enfin les efforts faits par les œuvres catholiques en faveur de la limitation du travail. Depuis le mois de novembre 1895, l'« *Association catholique* », organe des Cercles catholiques d'ouvriers, a publié un programme dont l'art. 6 demande la « limitation des heures de travail, selon les conditions de la profession ». — En 1896 au Congrès démocratique chrétien, qui se tint à Reims du 23 au 25 mai, on rédigea le programme du parti démocratique chrétien dont l'art. 5 est ainsi conçu : « Journée maxima de travail effectif pour les travailleurs des métiers et de l'industrie en général. En attendant que les chambres de travail soient légalement constituées, fixation par l'État de ce maximum à 10 heures »⁽²⁾.

(1) *Rapp. Dron.* Dépôts des patrons de Tourcoing, p. 402 et suiv. V. aussi *Association catholique*, année 1890, t. I, p. 707, t. II, p. 94 et 207.

(2) « *Le Congrès démocratique chrétien* », Lille, 1896, p. 115. — V. sur l'ensemble du mouvement : P. Renaudin, *Le mouvement ouvrier chrétien*, dans *La Quinzaine* des 1^{er} et 15 juin 1896.

DEUXIÈME PARTIE

Nous avons, dans notre première partie, indiqué à propos de la loi de 1848 et de son application, quelles conditions devait réunir une loi sur la durée du travail pour garantir l'exécution de son principe. Ces conditions, toute loi sur la durée du travail devra les remplir, quelle que soit la limite qu'elle fixe au travail journalier. Nous avons ainsi terminé la première et la plus facile partie de notre tâche, puisque nous avons constamment pour nous guider les enseignements de l'expérience.

Dans cette seconde partie, c'est le problème économique qui nous occupera surtout. Il s'agit de savoir quelle limite nouvelle on peut raisonnablement fixer à la durée du travail. Nous aurons donc à rechercher d'abord quelle est la durée actuelle du travail en France, sans nous préoccuper de savoir si les industries considérées sont ou non réglementées. C'est la base sans laquelle toute conclusion pratique serait impossible. Nous aurons à rechercher ensuite quelles possibilités de réduction nous offrent les principales industries; pour le découvrir il faut étudier deux ordres de fait : d'abord les motifs qui dans certaines industries font actuellement pro-

longer le travail au delà de sa durée habituelle; en second lieu, l'organisation du travail dans ces industries. Connaissant ces causes, nous pourrions distinguer les cas où l'intervention de la loi se heurtera à des résistances invincibles parce qu'elles viennent des conditions inhérentes à l'exploitation industrielle, et ceux où cette intervention rencontrera simplement la routine, l'habitude, la négligence ou la paresse qui mettent obstacle à toute innovation. Connaissant l'organisation du travail, nous pourrions préciser les voies et moyens d'exécution de la loi. Enfin nous étudierons les résultats des expériences antérieures de réduction de travail, et nous verrons dans quelle mesure ils corroborent nos prévisions. Nous appliquerons cette méthode à chacune des principales branches d'industries que nos documents nous ont permis d'étudier; et nous verrons enfin quelle conclusion générale se dégage de ces études particulières pour l'ensemble de l'industrie française.

CHAPITRE VI

Durée du travail en France dans l'ensemble des industries.

Avant toute enquête particulière, il nous faut connaître d'abord quelle est la durée du travail dans l'*ensemble* des industries. Autrefois, on se contentait volontiers de dire que la durée du travail dans tel pays était *en moyenne* de tant ou tant d'heures. Mais, lorsqu'il s'agit d'un état de choses aussi complexe, c'est n'en donner aucune idée, que d'en donner une idée aussi vague. Il nous faut donc recourir à une autre méthode sans doute plus compliquée, mais qui du moins a l'avantage de fournir des résultats utilisables.

Il y a quelques mois à peine, cette recherche eût été presque impossible. L'Office du travail n'avait pas encore terminé sa grande enquête sur les salaires et la durée du travail, et les renseignements dont nous disposions étaient fragmentaires et inexacts. C'est dire que cette Enquête nous servira presque uniquement de guide dans les pages qui suivent. Nous en utiliserons surtout le premier et le dernier volume où sont condensés en des tableaux intéressants les résultats les plus essentiels de ces recherches difficiles.

Une courte appréciation de cette enquête nous paraît nécessaire ici.

Pour être utile, une statistique doit réunir deux qualités : être complète, être exacte. Il n'est pas rare malheureusement

qu'on sacrifie l'étendue à l'exactitude ou l'exactitude à l'étendue. L'Office du travail a poursuivi surtout l'exactitude; il l'a presque toujours atteinte. Mais il a dû, par contre, rétrécir son enquête, si bien qu'en fin de compte, quand il s'agit de tirer de ses données des conclusions générales, on ne sait s'il faut louer ou blâmer sa méthode.

Ses délégués n'ont visité dans le département de la Seine que 463 établissements appartenant à l'industrie privée et en province que 2.957. Les conclusions de l'Enquête ne s'appliquent donc rigoureusement qu'à ceux-ci. Sans doute, l'analogie des conditions du travail dans une même industrie permet d'inférer que les divers établissements qui l'exercent ont un régime semblable. Mais ce n'est qu'une probabilité. Et l'on se prend à regretter que l'Office du travail n'ait pas posé moins de questions, quitte à les poser à plus d'intéressés.

En comparant l'enquête de l'Office du travail avec les enquêtes similaires faites en Angleterre, on y trouve certaines différences qui ne sont pas toutes à l'avantage des procédés français ⁽¹⁾. Le rapport sur la durée du travail, présenté en 1890 au Parlement à la demande de M. Broadhurst, nous renseigne sur la durée du travail par *districts*, non par établissements. L'enquête, malgré le nombre relativement restreint des questions, porte donc sur un très grand nombre d'ouvriers, et ses conclusions sont d'une portée plus générale que si chaque chiffre se rapportait à un seul établissement, comme dans l'Enquête de l'Office du travail. La faute, à vrai dire, n'en est pas seulement à l'Office du travail. Elle en est surtout à l'organisation de l'industrie, si dif-

(1) Cf. *Return Showing the average number of hours worked in the years 1850, 1860, 1870, 1880 et 1890*. Londres, 1890, in-4°, 74 p. — *Changes in rates of wages and hours of Labour in the United Kingdom in 1893*. Londres, 1894. — *Idem*, 1896, Londres, 1896.

férente en France et en Angleterre. Tandis qu'il existe dans ce dernier pays des tarifs s'appliquant à des districts entiers, grâce à l'uniformité des conditions de travail graduellement introduite par les Trade-Unions, en France, dans le même district, et pour la même industrie, la durée du travail peut subir de très grandes variations d'un établissement à l'autre.

Un autre avantage de la statistique anglaise, c'est d'indiquer la durée du travail, non par jours, mais par semaines. La semaine tend à devenir pour l'ouvrier, l'unité de travail quant à sa durée, et quant au salaire. Par suite, la mesure du travail par semaine correspond mieux à la réalité que la mesure par jour. En Angleterre, le samedi après-midi est presque toujours libre; lorsque la semaine est de 60 heures par exemple, cela ne signifie donc pas que l'ouvrier travaille 10 heures par jour, mais plus souvent qu'il travaille 11 heures pendant 5 jours, et 5 heures le sixième. La fixation du travail par jour dans une statistique est donc nécessairement inexacte. En France, quoique le samedi après-midi soit souvent occupé par le travail, il est cependant rare qu'on travaille également chaque jour; le même mode de détermination pourrait donc utilement s'établir.

Un dernier avantage de la statistique anglaise est le suivant : Le Board of trade ne s'est pas borné à présenter une seule fois le tableau des heures du travail dans le Royaume-Uni. Il le tient perpétuellement à jour. Depuis 1893 il publie des rapports sur les changements survenus chaque année dans les salaires et la durée du travail. Si l'Office du travail français n'a pas suivi cet exemple, ce n'est certes pas par manque de zèle, mais probablement par manque d'argent. Ce procédé est cependant indispensable, si l'on veut se rendre compte des progrès effectués dans les conditions du tra-

vail ouvrier. Il évite aussi de refaire de période en période de grandes enquêtes toujours coûteuses, et forcément défectueuses par leur étendue même.

Quoi qu'il en soit, l'Enquête de l'Office du travail est un guide extrêmement précieux, autant par les renseignements généraux qu'il fournit, que par des données accessoires, qui permettent de compléter, de préciser, de vivifier des chiffres nécessairement inexacts lorsqu'ils sont isolés⁽¹⁾. Les graphiques publiés dans un album séparé sont de la plus grande utilité, et donnent une impression d'ensemble qu'aucune statistique ne peut fournir.

Dans les calculs qui vont suivre se trouve une grande part de conjecture. Les chiffres qui nous ont servi de base, ne sont rigoureusement vrais que des établissements considérés. Néanmoins, et c'est bien là, croyons-nous, l'intention de l'Office du travail, ils doivent permettre des conclusions s'appliquant à l'industrie tout entière. L'hypothèse sur laquelle repose cette induction, est que, dans une même catégorie d'industries et dans une même région, les conditions du travail doivent être analogues. — Souvenons-nous cependant, après avoir fait à l'incertitude sa part, que ces chiffres ont été rigoureusement contrôlés, et que, par suite, les conclusions qu'on en tire sont encore *les plus exactes possibles* dans l'état de nos informations.

(1) La méthode employée par l'Office du travail est la même que celle du bureau du travail des États-Unis : elle est connue sous le nom de méthode des sondages. Mais cette méthode ne vaut que proportionnellement au degré de certitude de l'hypothèse sur laquelle elle repose (l'identité des conditions du travail pour la même industrie dans la même région). Or cette hypothèse paraît en France contredite par une foule de faits. Il suffit pour cela de considérer les durées indiquées par l'Office du travail *pour une même industrie* dans différents établissements. Il est difficile de concevoir une diversité plus parfaite. — V. t. IV, p. 78 et s.

Quel est le meilleur procédé pour donner à la fois le plus brièvement et le plus exactement possible une idée de la durée du travail dans l'ensemble des industries françaises? Il nous semble qu'il y en a deux, ayant chacun des avantages et des inconvénients particuliers.

Le premier consiste à calculer le nombre d'ouvriers qui travaillent respectivement 8, 9, 10, 11 heures, etc. par jour, sans tenir compte des industries auxquelles ils appartiennent. Si ce procédé pouvait être poursuivi dans tous ses détails, on obtiendrait un tableau parfaitement exact de la situation de tous les ouvriers français au point de vue de la durée du travail. Mais un tel procédé est-il possible? Et ne présente-t-il pas, par l'abondance des renseignements qu'il oblige à recueillir, des difficultés insurmontables? L'Office du travail ne l'a pas pensé : il nous fournit des tableaux de ce genre, *mais pour les seuls établissements que ses délégués ont visités*. Dans 451 établissements privés observés pour le département de la Seine, et dans 2.506 pour les autres départements, on trouve que la durée *normale* ⁽¹⁾ du travail ⁽²⁾ est de :

	Dans le département de la Seine.	Dans les autres départements.	
8 heures et moins	pour 2 0/0	pour 3,5 0/0	des ouvriers.
8 h. 1/2 ou 9 heures	— 1 0/0	— 16 0/0	—
9 h. 1/2 ou 10 heures	— 59 0/0	— 29 0/0	—
10 h. 1/2 ou 11 heures	— 30 0/0	— 31 0/0	—
12 heures	— 8 0/0	— 20 0/0	—
plus de 12 heures	— 0 »	— 0,5 0/0	—

(1) La durée *normale* du travail journalier est, d'après l'Office du travail : « la durée la plus habituelle du travail (repos déduit) dans un établissement, pour la majeure partie du personnel qui le compose » (*Enquête sur les salaires et la durée du travail*, t. I, p. 447). La *durée moyenne effective* du travail dans un établissement est la durée effectivement consacrée au travail par l'ensemble des ouvriers pendant une année et supposée également répartie par jour et par ouvrier. — Ces deux notions peuvent aisément s'étendre d'un établissement isolé à l'ensemble des établissements d'une même industrie.

(2) *Enquête de l'Office du travail*, t. IV, p. 62.

Si nous appliquons ces proportions à l'ensemble des ouvriers adultes nous trouvons que dans le département de la Seine ⁽¹⁾

6.755 ouvriers adultes, soit 2 0/0 travaillent 8 h. et moins.			
3.377	—	1 0/0	— 8 h. 1/2 ou 9 heures.
196.340	—	59 0/0	— 9 h. 1/2 ou 10 heures.
101.435	—	30 0/0	— 10 h. 1/2 ou 11 heures.
27.022	—	8 0/0	— 12 heures.

Dans les autres départements,

48.764 ouvriers adultes, soit 3,5 0/0 travaillent 8 heures et moins.			
222.802	—	16 0/0	— 8 h. 1/2 ou 9 heures.
403.628	—	29 0/0	— 9 h. 1/2 ou 10 heures.
429.789	—	31 0/0	— 10 h. 1/2 ou 11 heures.
278.503	—	20 0/0	— 12 heures.
6.962	—	0,5 0/0	— plus de 12 heures.

Au total, dans l'ensemble de la France, sur 1.730.293 ouvriers ⁽²⁾ de plus de 20 ans,

55.519 travaillent 8 heures et moins.			
226.179	—	8 h. 1/2 ou 9 heures.	
599.968	—	9 h. 1/2 ou 10 heures.	
531.224	—	10 h. 1/2 ou 11 heures.	
305.525	—	12 heures.	
6.962	—	plus de 12 heures.	

Est-il légitime de généraliser ainsi des conclusions qui, vu

(1) Les ouvriers de plus de 20 ans sont à Paris au nombre de 266.239, et dans le département de la Seine au nombre de 337.778. (*Ville de Paris. Résultats du dénombrement de 1891*, p. 202, 210-211).

Les ouvriers de plus de 20 ans sont dans la France entière (y compris le département de la Seine), au nombre de 1.730.295 (*Office du travail. Résultats statistiques du dénombrement de 1891*, p. 661).

(2) Si on fait la somme des nombres qui suivent on trouve 1.737.377 ouvriers au lieu de 1.730.295. Il n'a pas été possible dans le calcul des chiffres partiels d'arriver à une exactitude absolue. Mais on voit que l'erreur n'est pas grande.

la faible étendue de l'Enquête, ne sont strictement valables que pour le quart environ des ouvriers français? La question est insoluble autrement que par la constatation directe, c'est-à-dire par une nouvelle enquête portant sur la totalité des ouvriers. Notre conclusion repose sur l'analogie présumée des conditions de production et, par suite, des régimes normaux de travail dans les établissements d'une même catégorie industrielle. Son degré de probabilité ne dépasse pas le degré d'exactitude de cette analogie. Est-ce à dire que les tableaux ainsi dressés sont de nulle valeur? On peut leur accorder tout au moins, comme nous l'avons déjà dit, d'être d'une exactitude plus approchée que les évaluations faites en dehors des données utilisées par nous.

Il reste un deuxième procédé d'évaluation. Il consiste à utiliser les données fournies par l'Office du travail sur la durée effective moyenne du travail dans chaque groupe d'industrie. En calculant le nombre d'ouvriers appartenant à chacun de ces groupes, on obtient ainsi, par profession, le nombre total d'ouvriers qui travaillent respectivement *en moyenne*, 9 heures, 10 heures, 11 heures, etc.

C'est ce que nous avons cherché à faire dans les 2 tableaux suivants, qui indiquent la durée moyenne du travail dans chaque profession, le nombre d'ouvriers adultes employés par chacune d'elles, et par suite le nombre total d'ouvriers qui d'après ces données doivent travailler pendant le temps indiqué à la 1^{re} colonne.

TABLEAU I
Durée moyenne du travail à Paris par professions.

Nombre d'heures de travail journalier.	GROUPES D'INDUSTRIES	NOMBRE D'OUVRIERS de plus de 20 ans employés dans ces groupes.
9 1/4	Transport.	
10	Industrie du livre	11.500
	Gros ouvrages en bois	25.394
	Ébénisterie et tabletterie.....	24.448
	Métaux nobles	12.416
	Taillage et polissage des pierres	4.882
	Travail des pierres et terres à feu	2.341
	TOTAL...	80.981
10 1/4	Papier.....	3.401
	Cuir et peaux.....	28.760
	Ferronnerie	27.716
	Métaux divers et fabricat. d'obj. en métal.	8.887
	TOTAL...	68.764
10 1/2	Industries chimiques.....	5.338
	Travail des étoffes	24.479
	Construction en pierre.....	44.186
	TOTAL...	74.003
10 3/4	Textiles proprement dits.....	3.873
	Construction mécanique.....	25.678
	TOTAL...	29.551
11	Produits alimentaires	10.860

TABLEAU II
Durée moyenne du travail en France par professions excepté Paris.

DURÉE du travail.	CATÉGORIES D'INDUSTRIES	NOMBRE D'OUVRIERS de plus de 20 ans employés dans ces groupes.
10 h.	Travaux de canalisation	17.012
10 h. 1/4.	Travail des pierres et terres à feu.....	70.347
	Établissements appartenant à l'État.....	27.870
	Industrie du livre.....	22.000 (1)
	TOTAL...	120.217

(1) Ce chiffre a été obtenu en combinant les chiffres fournis par les statistiques officielles avec la circulaire n° 15. Série B, p. 458 du Musée social.

DURÉE du travail.	CATÉGORIES D'INDUSTRIES	NOMBRE D'OUVRIERS de plus de 20 ans employés dans ces groupes.
10 h. 1/2.	Travail des étoffes.	
	Industrie chimique,.....	16.895
	Usines métallurgiques, fonderies en fer...	85.024
	Construction mécanique, travail des métaux communs	301.212
	Taillage et polissage des pierres.	
	Entreprises de travaux publics, maçonnerie.	316.240
	TOTAL...	719.371
10 h. 3/4.	Produits alimentaires.....	81.169
	Cuir et peaux	79.910
	Gros ouvrages en bois.....	85.650
	TOTAL...	246.729
11 h.	Travail des métaux nobles.	
	Fabriques de caoutchouc et de papier ...	12.173
	Ebénisterie.....	37.922
	TOTAL...	50.095
11 h. 1/2.	Industries textiles.....	283.107

Nous trouvons au total pour la France entière

97.993 ouvriers travaillant 10 heures par jour

188.981	—	—	10 h. 1/4	—
793.374	—	—	10 h. 1/2	—
276.280	—	—	10 h. 3/4	—
60.955	—	—	11 h.	—
283.107	—	—	11 h. 1/2	—

Le procédé que nous avons employé ici présente une double source d'erreurs. Il suppose d'abord l'existence d'une statistique professionnelle exacte. Cette statistique nous fait défaut, du moins pour les départements autres que celui de la Seine. Néanmoins nous n'avons pas cru impossible de fixer approximativement le chiffre des ouvriers adultes employés dans chaque profession. Voici la méthode que nous avons suivie :

A Paris, la statistique municipale a procédé lors du dénombrement de 1891 à une statistique professionnelle très détaillée et très complète ⁽¹⁾ : comme l'Office du travail nous fournit d'autre part un tableau sur la durée moyenne estimative, en 1891, du travail journalier dans chaque groupe d'industrie ⁽²⁾, il suffisait de classer les 160 métiers distingués par la statistique municipale, sous les 12 rubriques générales de l'Office du travail. Nous avons fait ce classement avec le plus de soin possible, et nous ne pensons pas qu'il soit résulté de ce chef aucune erreur importante.

Pour le reste de la France il n'existe pas de véritable statistique professionnelle. Le dénombrement de 1893 ⁽³⁾ a classé l'ensemble des ouvriers français sous 15 rubriques différentes suivant les professions qu'ils exercent. Il fallait éliminer d'abord les ouvriers de Paris dans chacune de ces catégories. Cela était aisé, puisque la classification adoptée pour la ville de Paris et pour l'ensemble de la France est la même. Mais, une fois cette opération faite, il restait à éliminer dans les chiffres ainsi obtenus, le nombre des femmes et des enfants. Pour cela nous nous sommes servis des données fournies par l'Office du travail dans le dernier volume de son Enquête ⁽⁴⁾. Il indique pour chaque industrie la proportion d'ouvriers, d'ouvrières et d'enfants ou d'apprentis. Ces chiffres sans doute ne valent strictement que pour les établissements touchés par l'Enquête. Mais l'extension de ces proportions à l'ensemble des ouvriers semble ici très légitime. Ce sont, en effet, des conditions presque

(1) V. *Résultats statistiques du dénombrement de 1891 dans le département de la Seine*.

(2) *Office du travail. Enquête sur les salaires et la durée du travail*, t. I, p. 471.

(3) V. *Résultats statistiques du dénombrement de 1891*, p. 661.

(4) *Enquête de l'Office du travail*, t. IV, p. 38-39.

constantes qui déterminent cette proportion dans les différentes branches d'industrie, et l'application de la loi du 2 novembre 1892 a contribué encore à égaliser à cet égard la situation des différents industriels. Appliquant donc ces proportions aux chiffres trouvés précédemment, nous avons recherché le nombre d'ouvriers adultes employés dans chaque groupe d'industrie. On voit qu'ici on n'a pas compté seulement les ouvriers de plus de 20 ans, comme dans le tableau I, mais tous les ouvriers non soumis à la loi de 1892, c'est-à-dire ceux de 18 ans et plus. Il était impossible à cet égard de procéder autrement. — Restait une dernière difficulté; comment faire concorder la classification industrielle de l'Office du travail avec celle du dénombrement de 1891? La tâche est relativement aisée; en comparant les deux classifications, on comprendra sans peine et sans que nous insistions davantage, comment nous avons procédé.

La méthode employée, malgré ce qu'elle présente d'aléatoire, s'est cependant, à l'essai, trouvée relativement exacte. En effet, d'après le dénombrement de 1891, la population ouvrière masculine de plus de 20 ans est de 1.392.517 individus, dans les départements autres que celui de la Seine. Or notre calcul nous conduit au chiffre de 1.437.531, qui est un peu supérieur au précédent. Il faut se rappeler que dans ce chiffre sont compris les ouvriers du département de la Seine moins Paris, alors que le chiffre fourni par la statistique officielle exclut tous les ouvriers du département de la Seine. Remarquons aussi que notre procédé atteint tous les ouvriers non protégés par la loi du 2 novembre 1892, alors que la statistique officielle ne relève que les ouvriers à partir de 20 ans. Ainsi s'explique la différence entre les deux chiffres.

Le deuxième inconvénient du procédé de classification que nous venons d'expliquer, vient de ce qu'on ne peut y

opérer qu'à l'aide de moyennes. Les tableaux ainsi obtenus ne présentent pas l'image de la réalité; on s'en aperçoit vite en constatant la disparition sur nos deux derniers tableaux des journées de 8 heures ou 8 heures et demie, de 12 heures et davantage que nous avons consignées sur les précédents. En effet, la durée moyenne effective du travail dans une profession n'est que le temps pendant lequel *aurait travaillé chaque ouvrier, si l'on supposait réparties également entre tous les ouvriers de la profession le nombre total des heures de travail réellement effectuées par eux pendant l'année.*

Pour obtenir un tableau général de l'organisation du travail, il ne suffit pas de connaître les métiers et le nombre d'ouvriers qui travaillent en moyenne tant ou tant d'heures par jour. Il faut savoir aussi quel repos interrompt ce travail effectif, quelle proportion d'heures supplémentaires comporte chaque métier, si enfin le travail de nuit est pratiqué, et si le repos hebdomadaire est respecté. Ainsi seulement peut-on se rendre compte de la quantité de travail fournie en moyenne par un ouvrier.

L'enquête de l'Office du travail ⁽¹⁾ n'indique que la durée du repos principal. On sait en effet que dans beaucoup d'industries, la journée coupée au milieu par un long repos, est coupée fréquemment encore le matin et l'après-midi par des repos d'un quart d'heure environ. La durée totale des repos accessoires ne dépasse guère une demi-heure, sauf dans les industries où la journée de travail est particulièrement prolongée. Or le repos principal est dans le département de la Seine de 1 heure dans 394 établissements visités sur 448, de 1 à 2 heures dans 54, c'est-à-dire dans 12 0/0 seulement des établissements. En province, dans 40 0/0

(1) T. I, p. 459 et t. IV, p. 76.

des établissements, la durée du repos principal est supérieure à une heure ⁽¹⁾. — Ainsi dans le département de la Seine, où la durée du travail effectif est en général plus courte qu'en province, la durée du repos l'est aussi, et par suite celle de la présence à l'atelier. En province, la durée plus longue du travail effectif nécessite des repos plus longs, et l'ouvrier reste aussi plus longtemps hors de chez lui.

La connaissance des *heures supplémentaires* est indispensable, si l'on veut pouvoir apprécier le temps *effectivement* consacré au travail par les ouvriers. On risque, en tenant compte uniquement de la durée moyenne du travail dans un métier, de commettre des erreurs graves. Un exemple bien connu des modifications apportées au régime apparent du travail par la pratique des heures supplémentaires, est celui des mécaniciens anglais. Ils ont normalement la journée de 9 heures ; pratiquement la journée est généralement plus longue grâce aux heures supplémentaires ⁽²⁾. Le seul avantage dans ce cas d'avoir une durée normale définie, vient de ce qu'on fait en général payer plus cher tout le travail dépassant cette durée. — Du reste, dans beaucoup d'établissements, les heures supplémentaires sont payées au même taux que les autres. L'ouvrier ne retire alors aucun profit du surcroît de fatigue qu'on lui impose ⁽³⁾.

Dans le département de la Seine ⁽⁴⁾ sur l'ensemble des éta-

(1) Nous ne parlons que des établissements de l'industrie privée, l'Office du travail n'indiquant pas la durée du repos principal pour les établissements de l'État.

(2) Webb and Cox : *The eight hours day*, p. 245.

(3) La légitimité des heures supplémentaires et leurs motifs les plus fréquents seront discutés dans le chapitre sur les « longues journées de travail ». Nous ne cherchons ici qu'à en établir l'importance par rapport au travail effectif.

(4) *Enquête*, t. I, p. 480.

blissements observés, 23 0/0 seulement ne font jamais d'heures supplémentaires ; tous les autres en font, et 14 0/0 d'entre eux, à des époques régulières. La proportion des ouvriers est encore plus forte que celle des établissements : 19 0/0 seulement n'en font jamais, 11 0/0 en font à des époques régulières ; tous les autres en font à toute époque. En province⁽¹⁾ les heures supplémentaires paraissent moins généralement employées : 60 0/0 des établissements visités par l'Enquête n'en font soi-disant jamais ; mais l'enquêteur fait remarquer que, se pratiquant accidentellement, elles ont pu échapper à ses investigations, alors qu'à Paris l'Enquête a été conduite avec plus de minutie. — Les heures supplémentaires ne sont pas partout payées à un taux supérieur à celui des heures normales. Loin de là : dans la Seine 18 0/0, et en province 23 0/0 seulement des établissements où elles se pratiquent, font à leurs ouvriers cette concession. Dans un très grand nombre de cas, il n'a pas été possible de savoir à quelle durée maxima a été porté par ce procédé le travail journalier ; mais plusieurs établissements ne l'ont pas caché : dans le département de la Seine, 10 établissements ont dépassé 14 heures par jour ; et 91 ont dépassé 12 heures sans atteindre 14 ; en province 47 établissements ont dépassé 14 heures et 289 ont dépassé 12 heures sans atteindre 14 heures.

On voit dans quelle large mesure la pratique des heures supplémentaires peut modifier la durée normale du travail. Il faudrait, pour pouvoir préciser leur importance, savoir exactement *pendant combien de jours* elles ont été pratiquées dans les établissements considérés. Mais une pareille statistique n'est possible qu'avec un service d'inspection bien organisé et l'obligation imposée aux industriels de demander

(1) *Enquête*, t. IV, p. 182.

une autorisation toutes les fois qu'ils ont besoin d'une journée plus longue. Il faut donc y renoncer pour le moment.

Le travail de nuit est, d'après la loi du 2 novembre 1892, celui qui se fait entre 9 heures du soir et 5 heures du matin. L'Office du travail a adopté cette définition ⁽¹⁾; il distingue aussi suivant que le travail de nuit est simplement le résultat des heures supplémentaires (la soirée s'étant prolongée par exemple jusqu'à 10 ou 11 heures), ou qu'il a rempli la nuit tout entière. C'est ce dernier cas qui nous intéresse surtout, le premier se confondant avec celui des heures supplémentaires. Or ce travail de nuit est assez rare, si l'on ne tient pas compte des usines à feu continu. Dans la Seine, 19 établissements, en province 57 seulement, parmi ceux que l'Office a fait visiter, ont fait travailler de nuit tout ou partie de leur personnel, pendant une partie de la période de production, ou même pendant cette période tout entière. Tous ces établissements appartiennent à l'industrie privée.

Les repos périodiques sont-ils respectés dans l'industrie? Ils le sont, dans la très grande majorité des cas : en province, 93 0/0 des ouvriers dans les établissements observés chôment le dimanche complet, et 80 0/0 dans le département de la Seine ⁽²⁾. Le nombre moyen de jours de travail par ouvrier ⁽³⁾ varie en province de 255 (construction en pierre) à 327 (industries chimiques), et dans le département de la Seine de 253 (construction en pierre) à 321 (industries chimiques). Partout le nombre moyen des journées de travail effectuées chaque année par un ouvrier est de 290.

L'enquête permet encore de comparer le régime du travail dans les établissements privés et dans les travaux qui dé-

(1) *Enquête*, t. I, p. 478; t. IV, p. 129.

(2) *Ibid.*, t. IV, p. 58.

(3) *Ibid.*, t. I, p. 354; t. IV, p. 38 et 59.

pendent de l'État ou des communes. — En général, les conditions du travail des ouvriers employés par l'État ou les communes, paraissent un peu supérieures à celles des ouvriers de l'industrie privée. Voici pour les établissements de province les résultats qui se dégagent des tableaux de l'Enquête.

La durée *normale* du travail ne dépasse 10 heures que pour 10/30 des ouvriers de l'État dans les établissements observés; alors que 10/17 ou plus de la moitié des ouvriers de l'industrie privée dépassent cette limite.

La durée moyenne du travail *effectif* est de 10 heures 1/4 dans les établissements de l'État, de 10 heures 1/2 dans l'industrie privée.

La proportion d'ouvriers n'ayant pas de repos hebdomadaire n'est que de 1/36 dans les établissements de l'État; elle est de 1/17 dans l'industrie privée. — Enfin on ne fait pas de travail de nuit dans les établissements de l'État.

Lorsqu'on en vient aux heures supplémentaires, on s'aperçoit, par contre, qu'elles sont beaucoup plus nombreuses dans les établissements de l'État, et comme il est impossible de savoir à quelle limite elles ont élevé la durée journalière du travail, il est impossible aussi d'apprécier exactement dans quelle mesure les résultats antérieurs sont infirmés par cette constatation. Alors que 5/8, c'est-à-dire plus de la moitié des ouvriers de l'industrie privée, ne font pas d'heures supplémentaires, 1/7 seulement des ouvriers de l'État sont dans cette situation privilégiée. Rappelons-nous néanmoins que d'après l'Enquête elle-même les établissements de l'industrie privée n'ont pas toujours indiqué la véritable proportion des heures supplémentaires.

Dans le département de la Seine, la comparaison entre les établissements de l'État et les établissements privés est

encore plus à l'avantage des premiers. Ils ne connaissent pas le travail de nuit : la moyenne du travail effectif y est de 10 heures, alors qu'elle est de 10 heures $1/2$ dans les autres établissements. La durée normale du travail ne dépasse 10 heures que pour $1/15$ des ouvriers de l'État, alors qu'un peu moins de la moitié des autres dépassent cette limite. — Pour le repos hebdomadaire, nous n'avons pu comparer que le nombre des établissements et non celui des ouvriers. D'après cela $1/8$ seulement des établissements privés sont privés de repos hebdomadaire, alors que dans $1/5$ des établissements de l'État, ce repos n'existe pas. Mais la comparaison serait probablement à l'avantage de l'État, si l'on pouvait évaluer le nombre des ouvriers. Nous avons pu en province constater la même différence, suivant qu'on tient compte du nombre des établissements ou du nombre des ouvriers.

Il faut remarquer cependant que dans les manufactures d'allumettes, les plus dangereuses de toutes, la durée du travail effectif est de 12 heures. Depuis que les ouvriers de ces fabriques se sont réunis en Congrès, ils réclament avec insistance la journée de 10 heures. Au 2^e Congrès tenu du 23 au 28 avril 1894, les ouvriers ont voté la résolution suivante : « La durée normale effective du travail journalier est de 10 heures pleines, déduction faite du temps consacré aux repos, aux entrées et aux sorties » (1).

Nous avons vu que la durée du travail n'est pas la même à Paris et en province, dans les établissements de l'État et dans les établissements privés. N'y a-t-il pas d'autres causes encore qui viennent modifier cette durée? En particulier n'existe-t-il pas de rapport entre la durée du travail et la

(1) *Compte-rendu*, p. 82. — Voir aussi : 1^{er} Congrès (26-28 déc. 1892). *Compte-rendu*, p. 38, et 3^e Congrès (Marseille, 11-21 avril 1896). *Compte-rendu*, p. 83.

région où ce travail s'effectue, ou la grandeur des établissements industriels?

Il est impossible d'après l'Enquête de l'Office du travail d'établir une relation quelconque entre les régions et la durée du travail⁽¹⁾. Peut-être, seulement, pourrait-on constater dans le Midi une légère tendance à faire de moins longues journées. L'inspecteur du travail de la 15^e circonscription affirme à plusieurs reprises que l'ouvrier du Midi n'a jamais connu de journées dépassant 12 heures; et que bien peu même travaillent plus de 10 ou 11 heures⁽²⁾.

Du reste, en examinant les tableaux où l'Office du travail a groupé les différentes industries par régions, et où il indique pour chacune d'elles la durée normale du travail, on est frappé de l'extraordinaire diversité qui règne entre elles. On se demande alors ce que signifie l'argument, si souvent invoqué contre la réduction du travail, d'une concurrence étrangère toute-puissante. Si la différence de durée du travail est une infériorité pour les uns et une supériorité pour les autres, lorsque la concurrence a lieu entre industries indigènes et étrangères, comment ne l'est-elle pas aussi lorsqu'il s'agit d'industries indigènes seulement? Et la fixation d'une limite uniforme du travail ne serait-elle pas le meilleur moyen d'égaler au moins à l'intérieur les conditions de la concurrence? Comment se fait-il donc qu'on la combatte?

Une dernière et importante constatation faite par l'Office du travail, c'est l'amélioration des conditions du travail dans les grands établissements⁽³⁾. A mesure que l'industrie se concentre, à mesure que le travail effectué dans de grands ateliers devient aussi plus discipliné, on voit sa durée

(1) *Enquête de l'Office du travail*, t. IV, p. 78 et s.

(2) *Rapp. pour 1888*, p. 73, et *pour 1890*, p. 82.

(3) *Enquête*, t. IV, p. 22.

diminuer. Ce fait a été constaté mainte et mainte fois. Il paraît qu'il n'est pas exact pour Paris, et les raisons en sont difficiles à donner ⁽¹⁾, mais il se confirme pleinement pour la province. Dans les grandes entreprises « la durée du travail est plus courte, moins soumise à variation au cours de l'année, les salaires sont en moyenne plus élevés » ⁽²⁾.

Ainsi se confirme le fait que la grande industrie, étant la forme la plus organisée de l'exploitation industrielle, est aussi celle où l'existence de l'ouvrier est la mieux assurée. C'est celle encore où le travail est le plus efficace, où les pertes de temps sont les moindres, où la division est poussée le plus loin, où les frais généraux sont réduits au minimum. Rien d'étonnant à ce que l'ouvrier profite en quelque mesure de cette supériorité des grands établissements sur les petits.

Quelles conclusions pouvons-nous dès à présent tirer de ce court résumé des résultats d'une enquête officielle? Elles sont assez nombreuses.

L'Enquête révèle en effet, dans sa sécheresse et son impartialité même, de graves abus : il ne devrait pas être possible, même sous prétexte d'heures supplémentaires, de faire travailler un ouvrier 13 ou 14 heures. De pareilles journées sont épuisantes; l'effort fait un soir est compensé le lendemain par une lassitude plus grande; il est ainsi non seulement exagéré, mais encore inutile. Or nous avons vu combien sont nombreux les établissements où sont pratiqués ces abus, — et nous savons quelle facilité la législation actuelle leur donne pour les pratiquer sans contrôle et sans limite. — De même, nous considérons comme abusif un tra-

(1) Du moins celles que donne l'Office du travail nous ont paru fort peu concluantes.

(2) *Enquête*, t. IV, p. 22. Les inspecteurs du travail sont également d'accord pour constater le fait.

vail de 12 heures, ou même davantage imposé *régulièrement* à des ouvriers pendant une année. Il est impossible qu'à ce régime le corps et l'esprit ne s'épuisent pas ; l'homme à qui il ne reste pas plus de 9 ou 10 heures sur 24 pour vivre dans sa famille et se reposer, est à peine un homme ; il devient machine lui aussi, machine plus brutale souvent que celle qu'il conduit. — L'existence de ces abus, remarquons-le encore une fois, est certifiée non pas exceptionnellement par des inspecteurs arrivant à l'improviste dans une fabrique, mais par une enquête officielle, dont les agents ne surveillent pas, mais recueillent simplement des dépositions, et choisissent au hasard les établissements visités, sans préoccupation de poursuivre et d'atteindre des contraventions.

D'autre part l'Enquête nous révèle des faits encourageants. Elle prouve qu'une limitation légale du travail à 11 heures n'atteindrait que les industries textiles. Or cette limitation, comme nous le verrons au prochain chapitre, ne saurait leur causer aucune espèce de tort. La réforme serait donc tout à fait insignifiante. — Elle prouve encore qu'une limitation à 10 heures $1/2$ du travail journalier n'atteindrait qu'un petit nombre d'industries, et laisserait en dehors l'immense majorité des ouvriers. — Elle prouve enfin qu'une limitation à 10 heures qui frapperait un grand nombre d'industries, ne diminuerait dans la grande majorité d'entre elles que d'une demi-heure ou d'un quart d'heure la durée journalière du travail. Or cela semble bien peu de chose, si l'on songe qu'en prolongeant la période de marche d'un établissement de 8 ou 15 jours, on peut le plus souvent largement compenser la perte journalière ⁽¹⁾. Cette prolongation semble possible

(1) Cf. pour l'exactitude de ces affirmations les tableaux placés au début de ce chapitre.

dans un grand nombre d'industries. Il suffit pour s'en convaincre de considérer le tableau IV du dernier volume de l'Enquête⁽¹⁾; ce tableau dans sa troisième colonne indique pour chaque industrie le nombre moyen des jours de marche par établissement. Ce nombre est, sauf dans trois industries (chimique, métallurgique, du papier et du caoutchouc), inférieur au nombre de jours ouvrables de l'année, qui est de 313, et l'industrie des gros ouvrages en bois, qui s'éloigne le moins de ce maximum, s'en éloigne déjà de 5 jours (308 jours de marche). Il existe donc une marge considérable entre le nombre de jours ouvrables, et celui des jours où l'on travaille effectivement; et cette marge pourrait être comblée au profit d'une durée plus courte du travail journalier.

On s'étonnera, peut-être, que nous ne tirions pas des données générales recueillies par l'Enquête, des conclusions plus précises sur les effets qu'aurait une limitation générale du travail en France. Mais on conçoit sans peine qu'on n'ose s'aventurer dans des déductions absolues, lorsque les prémisses sont encore si mal assurées. Nous n'avons pas cherché à dissimuler la grande incertitude qui règne dans les statistiques professionnelles, ni l'incertitude de l'hypothèse (inévitabile cependant) qui consiste à étendre à l'ensemble de l'industrie, des constatations qui s'appliquent rigoureusement au quart seulement des établissements. Nous préférons donc ne pas chercher une précision illusoire, et qui serait dangereuse. Plus tard, en combinant d'autres faits avec ces données nous pourrions y atteindre peut-être. — Disons seulement qu'en matière économique les conditions des problèmes sont si variées, qu'il est impossible de les trancher par la simple arithmétique, ou même par la mathématique.

(1) *Enquête*, t. IV, p. 38, 39.

Voici cependant comment on a souvent procédé dans le sujet qui nous occupe. Partant de cette hypothèse, que chaque minute consacrée au repos, correspond à une perte proportionnelle dans la production, on cherche à évaluer combien coûterait à l'industrie une limitation du travail à 10 heures par exemple. En suivant cette méthode et en s'appuyant sur les chiffres que nous avons admis, on arrive aux conclusions suivantes :

188.981 ouvriers perdront par jour un quart d'heure de travail, ce qui donne, en estimant à 290 le nombre moyen des journées de travail, par ouvrier et par an ⁽¹⁾, 7 journées $1/4$ par ouvrier (la journée étant comptée à 10 heures). Cela paraît insignifiant, si l'on suppose que chaque ouvrier, pour compenser le temps perdu, travaille par an 7 journées $1/4$ de plus. Cela semble énorme, au contraire, si l'on n'admet pas cette prolongation possible; car on trouve alors que 7 journées $1/4$ perdues par l'ouvrier, représentent pour 188.981 ouvriers 1.470.114 journées perdues, c'est-à-dire le travail de 5.076 ouvriers occupés 10 heures par jour et 290 journées par an. Il faudrait donc embaucher un ouvrier nouveau pour 37 anciens.

794.374 ouvriers perdront $1/2$ heure par jour, ce qui donne, en estimant toujours à 290 le nombre moyen des journées de travail par ouvrier et par an, 14 journées $1/2$ par ouvrier. En supposant que la période de travail annuelle ne soit pas allongée, il faudrait 39.718 nouveaux ouvriers : ou un nouveau pour 20 anciens.

276.280 ouvriers perdront $3/4$ d'heure par jour, et par an (toujours dans la même hypothèse), 22 journées $1/2$ par ouvrier. En supposant que la période de travail annuelle

(1) *Enquête de l'Off. du trav.*, t. IV, p. 13-14.

ne soit pas prolongée, il faudrait embaucher 24.883 ouvriers nouveaux, soit un nouveau pour 11 anciens.

60.955 ouvriers perdront 1 heure par jour soit 29 journées par an, ou 1 mois. Si on ne peut allonger de cette durée la période annuelle de production, il faudra embaucher, pour produire autant pendant le même temps, 6.095 ouvriers, soit 1 nouveau pour 10 anciens.

Enfin les 283.107 ouvriers de l'industrie textile, perdant chacun 1 heure 1/2 par jour, ou 43 journées 1/2 par an, il faudrait, toujours d'après le même raisonnement, embaucher, 42.466 ouvriers de plus, ou environ 1 nouveau pour 6 ou 7 anciens.

Quelle est la valeur d'une pareille argumentation ? Elle est nulle par cela même qu'elle permet les conclusions les plus opposées. On peut l'utiliser aussi bien pour prouver que la limitation du travail supprimera le chômage, que pour prouver qu'elle ruinera l'industrie en augmentant les salaires, les frais généraux et les prix. Suivant qu'on admet une élasticité plus ou moins grande des profits (et on se garde pour cela de s'appuyer sur des faits), on conclut dans un sens ou dans l'autre. — On commet une première erreur, en supposant qu'une telle mesure produira des effets identiques dans tous les établissements ; suivant les cas, l'industriel augmentera son personnel ou ses frais généraux, ou prolongera la durée de marche de son établissement, ou même, sans rien faire de tout cela, acquerra quelques nouvelles machines ; ces diverses résolutions dépendront uniquement de ses convenances personnelles, de son capital disponible, du taux de ses profits, de la nature de sa clientèle (étrangère ou indigène) de la possibilité ou de l'impossibilité d'élever son prix de vente. Ce nombre immense d'hypothèses rend déjà vaine toute prévision basée sur de simples chiffres. — On commet une deuxième erreur, et celle-ci plus grave encore, en admet-

tant la proportionnalité absolue du temps de travail et de la production. Il est infiniment probable, au contraire, que l'effort des patrons et des ouvriers portera tout entier vers ce but : produire autant qu'auparavant dans un temps plus court, afin de ne diminuer ni les salaires ni les profits ; par suite, chercher ce surplus de production dans l'intensification plus grande du travail, dans sa meilleure organisation, dans l'activité plus grande donnée aux machines ou dans l'acquisition de nouvelles machines qui éviteront les frais de main-d'œuvre. Or, il est impossible de prévoir, sans étude plus approfondie, dans quelle mesure ces différents procédés réussiront. Il est évident par exemple, qu'il suffit d'un peu plus d'attention pour faire en 10 heures le travail qu'on faisait auparavant en 10 heures $1/4$, quel que soit le métier auquel on appartienne. S'il s'agit de rattraper une demi-heure au lieu d'un quart d'heure la certitude devient déjà moindre, et il faut connaître avec précision les conditions économiques et techniques de chaque métier, pour affirmer lequel du patron, de l'ouvrier ou du consommateur subiront une perte.

Calculer mathématiquement la valeur de chacun de ces éléments, est une tâche impossible. Mais il est dangereux, sous ce prétexte, de négliger les éléments essentiels du problème. Nous avons donc cru rester plus près de la vérité, en fixant simplement, avec ce que nous savons actuellement, les limites extrêmes des pertes possibles suivant les résolutions auxquelles s'arrêtera le législateur, et les limites aussi dans lesquelles ces pertes pourront être compensées. C'est la seule conclusion que nous puissions pour le moment tirer de ces données purement statistiques.

Dans les chapitres suivants, en étudiant de plus près les conditions de la production, nous chercherons si des faits

nouveaux ne nous permettent pas d'arriver à des conclusions plus certaines.

En effet, ce qu'il n'est pas possible de faire pour l'ensemble de l'industrie on peut le faire pour les industries spéciales. L'examen des conditions concrètes, de la nature desquelles dépendent dans chaque industrie les effets d'une réduction du travail, n'est évidemment possible qu'en étudiant en détail l'organisation du travail. C'est cet examen détaillé que nous allons tenter maintenant.

CHAPITRE VII

Les longues journées de travail et leurs causes.

Nous avons vu, dans un chapitre précédent, des exemples fréquents de longues journées de travail. Les faits que nous avons cités présentaient tous ou presque tous le caractère de délits; les inspecteurs les signalaient comme des infractions à la loi de 1848.

Mais, dans un très grand nombre de cas, les ouvriers font de trop longues journées, sans que l'inspecteur ait le droit d'intervenir. Le législateur qui voudra fixer une limite uniforme à la durée journalière du travail, devra se préoccuper avant tout des industries où cette durée est actuellement la plus longue, puisque ce sont elles que la loi frappera les premières. Nous chercherons, dans ce chapitre, à les énumérer, et nous apprécierons l'importance relative des causes qui ont motivé l'organisation présente du travail.

On peut les classer en deux grandes catégories : les industries où les longues journées sont exceptionnelles, et celles où elles sont permanentes.

Dans la première partie de ce chapitre, nous étudierons les « heures supplémentaires ». On appelle ainsi les heures de travail exceptionnellement imposées aux ouvriers en plus de la durée normale du travail dans une industrie donnée. — Elles ne sont pas l'apanage de quelques industries spéciales, elles se rencontrent dans presque toutes, et, dans tous

les pays où l'on a tenté la réglementation du travail, elles constituent l'obstacle le plus grave à l'efficacité de cette réglementation. — Elles sont parfois si fréquentes, qu'elles forment la règle au lieu d'être l'exception ⁽¹⁾.

Quel intérêt y a-t-il alors à distinguer les heures supplémentaires des autres? Cet intérêt est double : d'abord elles sont en principe au choix de l'ouvrier ; il est libre de les accepter ou de les refuser ; en second lieu elles sont en principe payées à un taux supérieur à celui des autres heures. — Ces deux principes, il est vrai, semblent plus théoriques que pratiques : « Un ouvrier qui arrête une livraison a toute chance d'être renvoyé, et d'autre part les ouvriers eux-mêmes font volontiers, lorsque c'est à titre exceptionnel, des heures supplémentaires qui augmentent le salaire » ⁽²⁾. Ainsi s'exprime l'Enquête de l'Office du travail.

Nous avons au chapitre précédent suffisamment insisté sur ces faits.

§ 1.

LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES.

Voyons maintenant quelles sont les causes les plus fréquentes qui entraînent l'application de ce régime, et dans quelle mesure ces causes sont légitimes.

1° Nous citerons d'abord une série d'industries, où la nature même des produits manipulés, les conditions physiques ou chimiques où a lieu cette manipulation, imposent, de temps à autres, de longues journées de travail.

(1) V. p. 187 et s.

(2) *Enquête de l'Office du travail*, t. I, p. 481.

Voici, par exemple, des usines à beurre, où, par les grandes chaleurs, les temps orageux, le beurre devenu très mou est difficile à malaxer; le travail en est nécessairement allongé. Ce sont encore les usines à conserve, où le poisson débarqué doit être, par les temps chauds, immédiatement traité, où les légumes primeurs doivent être consécutivement écosés, cuits et mis en boîte, sous peine de fermentation ⁽¹⁾.

Les fabricants de margarine ou de suif doivent tenir compte aussi de la fermentation rapide des matières premières qu'ils emploient; comme, d'autre part, les suifs frais leur arrivent directement des abattoirs, leurs ouvriers sont obligés de travailler plus ou moins longtemps suivant l'heure à laquelle le dernier arrivage a lieu. De là des journées de 13 et 14 heures ⁽²⁾.

Dans de pareils cas la prolongation du travail n'a rien que de légitime.

En effet, l'industriel n'a pas à sa disposition d'autre moyen pour éviter la perte de la matière première. Il ne peut se procurer à temps de nouveaux ouvriers, puisque le plus souvent les changements de température sont imprévus.

D'autre part dans une série d'opérations successives, comme les exige par exemple la conserve des légumes, les ouvriers sont dépendants les uns des autres et doivent s'attendre réciproquement. — S'il s'agit d'industries qui sont

(1) *Rapport pour 1891* p. 84, 88.

(2) *Rapport pour 1888*, p. 15. — On trouvera dans le décret du 26 juillet 1895 une liste de ces industries. Mais les auteurs du décret se sont préoccupés de celles-là seulement où travaillent les femmes.

V. aussi *Bulletin de l'inspection*, p. 376-381, *Rapport* de M. Aiguillon au Conseil supérieur du travail de l'industrie.

exercées en plein air, les motifs des heures supplémentaires sont bien plus évidents encore.

Nous ne pouvons énumérer tous les cas où de semblables motifs existent ⁽¹⁾. Seuls les inspecteurs sont à même de fournir un tableau complet des industries, où la nécessité de prolonger le travail sous peine de perdre la matière première est absolue. En effet, il arrive que certains industriels abusent de la légitimité apparente de ces longs travaux pour exploiter la force de travail de l'ouvrier. En 1894 l'inspecteur de la 9^e circonscription s'exprime ainsi. « Les délaineurs de peau de mouton ont un travail très irrégulier : en cas de changement brusque de température, il arrive que plusieurs échauffes qui devaient fournir le travail de 2 ou 3 jours se trouvent peler presque à la fois ; il faut alors délainer immédiatement sous peine d'obtenir de la laine grise qui a perdu les $\frac{2}{3}$ de sa valeur, et de perdre les cuirs. Bien des délaineurs ne voient dans ce surcroît de travail qu'une occasion d'augmenter la production. Au lieu de suspendre le travail des échauffes afin de laisser reposer leur personnel, ils le poussent au contraire et ne s'arrêtent que lorsque ce personnel, exaspéré et fatigué, intervient pour calmer cette

(1) V. pour les motifs de prolongation dans la fabrication du sucre : discours de Henri Villain à la Chambre des députés, 29 mars 1881. — Dans les fabriques de produits chimiques, la concentration de l'acide sulfurique « exige des factions travaillant 24 heures consécutives et se reposant 24 heures ». Déposition de la Chambre de commerce de Rouen, *Rapport Dron*, p. 29. Les distillateurs font pendant 3 semaines de 15 à 16 heures par jour, les brasseurs font 15 fois par an 18 à 20 heures de travail par jour. « C'est là une nécessité professionnelle contre laquelle il n'est guère possible de sévir, et sur laquelle j'ai cru devoir fermer les yeux ». *Rapport de l'inspecteur de la 4^e circonscription pour l'année 1887*, p. 18. — Dans une fabrique de conserves, des cuisiniers font 16 heures pendant 1 mois (*Rapport pour 1888*, p. 76 et *Rapport pour 1894*, p. 239). En 1896 sur 369 contraventions constatées dans la première circonscription, 125 ont lieu dans des fabriques de conserve (*Rapport pour 1896*, p. 12).

cupidité sans bornes ⁽¹⁾ ». — Seuls les inspecteurs sont à même de distinguer dans de pareils cas, l'abus de l'usage légitime.

2° Très différente, et bien moins convaincante que la précédente, est une deuxième raison souvent invoquée par les industriels pour excuser la longue durée du travail dans leurs usines. « Notre industrie, disent-ils, ne travaille que pendant quelques mois de l'année. Il est juste que pendant cette période les ouvriers regagnent le temps perdu ».

Parmi ces industries, nous citerons en premier lieu les briqueteries et les tuileries, au sujet desquelles les plaintes sont continuelles. En 1891, un inspecteur cite le fait suivant : « sous prétexte du peu de temps de l'année pendant lequel peuvent s'effectuer les travaux de ces industries, on exige des enfants, occupés comme porteurs, des journées beaucoup trop longues, atteignant jusqu'à 16 à 18 heures de travail » ⁽²⁾. Ces industries ne travaillent guère que six mois, d'avril à octobre ⁽³⁾. Ce sont encore les fabriques de conserves alimentaires ⁽⁴⁾, les corderies ⁽⁵⁾, enfin les teintureries, les usines d'imprimeries sur étoffes, et d'apprêts ⁽⁶⁾. « Nous chômons la moitié de l'année », dit M. Jules Debray, secrétaire de la Chambre du commerce de Calais, teinturier-apprêteur; « il est donc parfaitement juste que nous demandions la liberté de travailler autant que cela est nécessaire dans la bonne saison » ⁽⁷⁾. Il en est de même enfin des

(1) *Rapport pour 1894*, p. 310.

(2) *Rapports pour 1891*, p. 117, 120; *pour 1889*, p. 22; *pour 1895*, p. 196; *pour 1894*, p. 309 et 240; *pour 1896*, p. 55.

(3) *Rapport pour 1894*, p. 50.

(4) *Rapport pour 1894*, p. 239.

(5) *Rapport pour 1894*, p. 50.

(6) *Rapport pour 1890*, p. 37.

(7) *Rapport Dron*, p. 175.

tonneliers qui chôment 6 mois de l'année et travaillent 16, 17 et 18 heures par jour pendant la période active ⁽¹⁾. — Il faut remarquer que les teinturiers-apprêteurs sont protégés par le décret de 1851, et que les inspecteurs ne peuvent rien dans les briqueteries et tuileries, car on n'y trouve pas de moteur mécanique, et le nombre des ouvriers y est généralement inférieur à 20.

L'excuse invoquée est complètement injustifiable. Rien n'empêche les patrons de ces industries d'embaucher un plus grand nombre d'ouvriers. Si leurs travaux étaient passagers, on comprendrait leur hésitation. Mais il s'agit d'une saison entière; ils doivent prendre leurs mesures en conséquence. — Remarquez qu'on fait ainsi supporter au seul ouvrier les conséquences du chômage; le patron y échappe en réduisant le prix de sa main-d'œuvre.

Mais, dira-t-on, si l'on augmente le nombre des ouvriers pendant la période d'activité, on augmente en même temps les victimes du chômage pendant la morte-saison. Nous nous trouvons ici devant le problème qui vient à chaque instant compliquer la question des heures du travail, le problème du chômage. Aux théoriciens qui voient dans la fixation légale des heures du travail une panacée contre l'ensemble des maux sociaux, et contre le chômage en particulier, on peut opposer les cas nombreux où cette réduction au lieu de la diminuer, l'accroîtra. Dans toutes les industries où la production n'est pas absolument régulière, la réduction des heures du travail protégera efficacement le « noyau » ouvrier ⁽²⁾; elle augmentera sûrement le nombre des ouvriers

(1) *Rapport Dron*, p. 145.

(2) L'école de Le Play appelle « noyau » les ouvriers qui restent constamment à l'usine, ceux qu'on ne renvoie qu'en désespoir de cause, aux époques de chômage.

occupés à certains moments ; mais elle augmentera sûrement aussi le nombre de ces ouvriers flottants, qui dans toutes les industries, sont à l'affût des places vacantes, et sont les premiers renvoyés en cas de crise ou de ralentissement dans la production. On ne peut échapper à cette difficulté, qu'en séparant entièrement les deux questions : le chômage subsistera, que la durée du travail soit ou non limitée. C'est un mal particulier qui réclame des remèdes appropriés. En limitant la durée du travail on ne doit pas prétendre faire autre chose que protéger les ouvriers *occupés*. Le chômage subira dans quelques cas le contre-coup de cette mesure législative. C'est le sort de toutes les lois de produire des conséquences imprévues. Mais la question du chômage n'en demandera pas moins une solution.

En tous cas, cette idée de compensation, telle que nous la voyons exprimée par M. Debray, n'a pas à intervenir ici ; à moins que l'on n'admette aussi de la part des ouvriers un raisonnement analogue : « Qu'on nous paye double salaire, auraient-ils le droit de dire, puisque nous ne travaillons que 6 mois par an ». Ni les patrons ni les ouvriers ne sont responsables du caractère intermittent de leur industrie ; il serait donc injuste que l'une quelconque des parties pût en faire retomber les conséquences sur l'autre ⁽¹⁾.

3° Les commandes soudaines sont également une cause fréquente de prolongation. Ces commandes sont de deux sortes ; les unes ne peuvent être prévues ; il est alors de l'intérêt des ouvriers et des patrons de faire de leur mieux pour exécuter ce surcroît de travail ; les autres au contraire

(1) Si nous insistons sur ce point, c'est qu'un assez grand nombre des propositions soumises au Parlement demandaient une exception pour ces industries. Cf. en particulier aux annexes celle du 7 décembre 1889 (de MM. de Mun, de Ramel, etc.) et celle du 26 juin 1893 (de la commission du travail).

peuvent l'être; ce sont celles qui, dans presque toutes ces industries, se produisent aux environs des grandes fêtes ou à certaines époques spéciales à chacune d'elles. Et l'on est en droit de se demander s'il ne serait pas possible de régulariser ces commandes, en obligeant les clients à les faire plus tôt, et si, d'autre part, les fabricants eux-mêmes, au lieu d'attendre au dernier moment, ne pourraient pas, au moins dans certaines industries, constituer à l'avance des stocks et répartir ainsi le travail sur l'ensemble de l'année.

Les industries de ce genre sont très nombreuses : ce sont celles qu'on appelle plus spécialement « industries de saison », parce que dans chacune d'elles, quoique leur activité dure toute l'année on rencontre une ou plusieurs périodes de presse, à des époques très différentes : ce sont la bijouterie, les joailleries, la reliure, l'imprimerie et bien d'autres. Voici un exemple de la variété d'organisation de ces industries : les imprimeurs de Paris qui travaillent pour les grandes administrations ont leur surcroît d'activité en mars et avril ; les imprimeurs de Toulouse, au contraire, qui font de grosses affaires sur les calendriers et les almanachs, doivent remettre leurs commandes au commencement de décembre, et avant cette date lorsqu'elles viennent de l'étranger ⁽¹⁾.

Beaucoup de ces industries occupent des femmes. Le législateur a donc prévu pour elles des exceptions à la loi de 1892 ; il les a consignées dans les décrets du 15 juillet 1893 et du 26 juillet 1895. Sans doute s'il existait pour les hommes une limitation semblable du travail il devrait recourir à des mesures

(1) V. sur ce point les travaux préparatoires du décret du 26 juillet 1895, dans *Bulletin de l'inspection du travail*, 1895, pp. 369-381, et ce décret lui-même. V. aussi : *Enquête des 44*, p. 183, 280, 380, 208, 190 et *Rapp. de l'inspect. du trav. pour 1894*, p. 62 ; *Rapp. pour 1887*, p. 59 ; *Rapp. pour 1891*, p. 96. — On y verra les différentes circonstances qui provoquent les heures supplémentaires.

analogues. Le procédé auquel on s'est arrêté généralement, consiste à permettre aux industriels de disposer d'un certain nombre de jours (60, 90 ou 120) pendant lesquels ils peuvent à leur choix prolonger la durée du travail au delà de la limite légale. — L'industriel doit s'en contenter pour faire face à la fois aux commandes exceptionnelles, qui peuvent se présenter à toute époque de l'année, et à la période d'activité maximum qu'il doit prévoir à l'avance.

On ne saurait donc, dans tous les cas que nous venons d'indiquer, interdire absolument les heures supplémentaires. Pendant la période d'activité, il peut être très difficile, dans les industries qui exigent une éducation professionnelle, de trouver un nombre d'ouvriers suffisant pour épargner aux autres la fatigue des heures supplémentaires. D'autre part on peut se demander si les chefs d'industrie ne pourraient pas dans une certaine mesure, compenser la longue durée du travail pendant ces périodes, par une réduction correspondante à d'autres époques, où le travail est moins pressé. M. Webb ⁽¹⁾ cite une maison anglaise de fonderie, Caslon et C^o, qui fait le compte des heures supplémentaires de ses ouvriers, pendant la période de presse, et leur accorde pendant la morte-saison une quinzaine de congé avec salaire complet. Ce procédé est évidemment excellent et avantageux sous tous les rapports. Peut-il s'établir autrement que par l'entente des ouvriers et des patrons? Évidemment non. Il est certain cependant que les chefs d'établissements peuvent par leur prévoyance ou leur négligence adoucir ou aggraver les conséquences souvent désastreuses pour les ouvriers de l'alternance des périodes de presse et de stagnation ⁽²⁾.

(1) *The eighth hours day*, p. 161.

(2) En voici la preuve : « Dans une grande manufacture (de porcelaine,

Quels que soient les motifs des heures supplémentaires et les mesures que l'on croie devoir adopter pour en restreindre le nombre, l'ouvrier devrait dans tous les cas recevoir pour ce travail particulièrement pénible un salaire proportionnel, en d'autres termes, supérieur au salaire des heures de travail normal. Cette condition, nous l'avons vu au chapitre précédent, n'est remplie que dans un nombre de cas très restreint. — Si la loi l'imposait, elle aurait peut-être ainsi opposé la barrière la plus efficace à l'abus que nous avons signalé. En effet, la productivité de l'ouvrier pendant ce temps est certainement inférieure à ce qu'elle est pendant le reste de la journée, quoique ses efforts soient plus considérables. Les patrons s'apercevraient bientôt que l'avantage qu'ils en retirent n'est pas proportionnel aux frais qu'ils sont obligés de faire.

Mais la loi peut-elle intervenir ainsi dans le contrat de salaire ? En 1848 la majorité de l'Assemblée constituante était en faveur d'une disposition de ce genre. Ce n'est que par l'absence des députés partisans de cette mesure, qu'au moment du vote elle fut repoussée ⁽¹⁾. — Certaines législations étrangères n'ont pas hésité à la prescrire. — Il existe donc des précédents en faveur d'une pareille intervention. — Quant aux raisons intrinsèques qui la justifient elles sont les

à Limoges) qui expédie vers l'Amérique des quantités considérables de marchandises, le travail dépend uniquement de la quantité et de l'urgence des commandes. S'il n'y a pas de commandes, on renvoie un grand nombre d'ouvriers, et lorsque les commandes arrivent, le délai dans lequel elles doivent être exécutées, est tel que l'on embauche tous les ouvriers sans travail et que l'on veille jusqu'à 10 et 11 heures du soir. Dans les autres manufactures, on diminue la durée de la journée, lorsqu'il n'y a pas de commandes, jusqu'au tiers de la journée, si c'est nécessaire ; mais dans les moments de presse, on ne dépasse que rarement la durée de 12 heures et on garde les ouvriers ». — *Rapport pour 1887*, p. 59.

(1) Voir chapitre I, p. 47. *National* du 9 sept. 1848.

mêmes qui dans certaines législations ont fait limiter le taux et prescrire l'emploi des amendes ⁽¹⁾. — La chose est évidente lorsque les heures supplémentaires, comme il arrive quelquefois, ne sont pas payées du tout. Elle paraît moins claire lorsque les heures supplémentaires sont simplement payées au taux des heures ordinaires. Néanmoins, comme le contrat de salaire est conclu en prenant pour base la durée normale du travail, si ce contrat ne contient aucune stipulation spéciale pour les heures supplémentaires, on doit présumer, puisqu'il s'agit d'un travail spécial, que les conditions du travail normal ne s'y appliquent plus. La loi peut donc établir une présomption, basée sur l'équité, pour tous les cas non expressément prévus dans le contrat de salaire.

Nous venons de voir les occasions nombreuses où l'ouvrier se trouve forcé de prolonger son travail. Dans un chapitre précédent nous avons décrit les différents procédés employés par les patrons pour augmenter subrepticement la journée ouvrière. Avant d'aborder l'étude des groupes d'industrie particulière où cette promulgation est devenue un mal permanent, voyons si les ouvriers, de leur côté, n'ont pas cherché à combattre ces prolongations anormales, exceptionnelles, et qui cependant reviennent presque régulièrement dans l'année.

L'ouvrier règle l'intensité de son travail d'après deux principes : l'un, égoïste, qui le pousse à travailler le plus longtemps possible pour obtenir le salaire le plus élevé, l'autre, altruiste, qui le pousse à restreindre son travail pour laisser à ses camarades la possibilité de gagner leur vie eux aussi. Tant que son salaire est très bas, il obéit uniquement à la première de ces deux impulsions. Dès que son salaire

(1) V. loi suisse du 23 mars 1877, art. 7.

s'élève assez pour qu'une journée de 10 heures environ suffise normalement à le gagner, il cède plus facilement à la deuxième. Supposons que son salaire soit normalement de 5 francs pour une journée de 10 heures, et qu'il s'en contente ; il fera tout le nécessaire pour empêcher son salaire de baisser ; mais, si on lui offre de l'élever moyennant un travail supplémentaire, il pourra fréquemment préférer son repos, ou sacrifier à l'intérêt de ses camarades une augmentation de salaire. Le distingué directeur d'une grande fabrique de rubans de Barnem dans la Prusse rhénane, avec qui je m'entretenais des différences dans l'intensité du travail me disait avoir fréquemment constaté le fait suivant : « La durée normale du travail dans notre fabrique est de 10 heures. Les ouvriers sont payés à la pièce. Lorsque, aux périodes d'inactivité nous réduisons la journée d'une ou même de deux heures, nous nous apercevons que les ouvriers parviennent très vite à regagner leur salaire antérieur en travaillant avec plus d'intensité. Au contraire lorsque les commandes affluent, et que nous élevons à 12 heures la durée du travail journalier, nous constatons que ni la production ni les salaires n'augmentent guère. Les ouvriers savent que le travail, de longtemps, ne manquera pas, et trouvent par conséquent inutile de se fatiguer davantage pour le seul bénéfice du patron ». Cette observation n'est pas isolée ; elle a été faite fréquemment en d'autres régions de l'Allemagne ⁽¹⁾.

Dans l'Enquête des 44, nous voyons cette plainte se reproduire très souvent. « Les ouvriers, disent plusieurs patrons, ne travaillent plus comme autrefois, et pourtant les salaires

(1) Böhmert. Article *Arbeitszeit*, dans : *Handwörterb. der. Staatswissenschaften*.

ont augmenté ». Sous cette forme générale, la déclaration ne prouve pas grand'chose : il est extrêmement difficile de comparer la productivité de l'ouvrier d'aujourd'hui et d'autrefois, alors que tant de facteurs, autres que son activité personnelle, contribuent à la modifier. Néanmoins, tel patron particulier, dans tel atelier spécial, peut constater une différence et l'attribuer avec raison à la cause que nous indiquons ; connaissant la tactique des ouvriers et nous plaçant à leur point de vue, nous ne nous étonnerons pas qu'à une période de crise et de chômage comme en 1884, les ouvriers, dans certains ateliers, aient voulu limiter leur production pour permettre à leurs camarades de travailler. Et s'ils ont pu le faire, c'est précisément que leurs salaires plus élevés leur permettaient d'employer cette arme.

Les plaintes étaient vives, surtout de la part des imprimeurs lithographes. Quelques ouvriers nièrent, d'autres avouèrent. M. Brousse déclara que c'était un cas de guerre avec les patrons ⁽¹⁾. Nous n'en citerons qu'un exemple, bien caractéristique : « J'ai demandé à mes ouvriers, raconte M. Pichot, membre de la chambre syndicale des imprimeurs, de me faire ce qu'on fait à l'étranger, afin de conserver ma clientèle ». A cette demande ils m'ont répondu : « Voyons, M. Pichot, vous avez raison, mais mettez-vous à notre place. Vous avez actuellement du travail pour 10 machines, à condition que vos machines ne produiront que 1.500 de tirage par jour. Le jour où elles produiront 3.000, la moitié du personnel sera à pied. Par conséquent nous ne pouvons faire ce que vous demandez » ⁽²⁾.

Les faits que nous venons d'énumérer indiquent assez

(1) *Enquête des 44*, p. 234, 99, 101, 90, 89, 145, 156, 163, 202, 46.

(2) *Enquête des 44*, p. 90.

quelle attitude ont prise les ouvriers à l'égard des heures supplémentaires. Le rapport de M. Dron nous fournit à ce sujet des données plus précises encore. Une des questions posées par les enquêteurs était la suivante : doit-on interdire les heures supplémentaires, et, si elles sont maintenues, doit-on en limiter le nombre? Nous avons relevé 13 dépositions où la suppression complète est réclamée; 3 où la liberté la plus entière est préconisée; 34 où, sans vouloir une suppression complète, les ouvriers demandent une réglementation fixant un maximum et les conditions où elles seront autorisées. Cette proportion nous paraît significative. L'ouvrier reconnaît l'impossibilité, dans certains cas, d'échapper aux heures supplémentaires; mais il constate d'autre part l'abus qu'on en fait, et ne doute pas que le législateur ne puisse régler la question avec assez de sagesse pour supprimer l'abus, tout en laissant à l'industrie sa liberté d'action.

Les principes que nous avons formulés, et que diverses législations ont consacrés nous paraissent de nature à leur donner satisfaction dans une certaine mesure.

§ 2.

LES LONGUES JOURNÉES PERMANENTES. — LA PETITE INDUSTRIE.

Nous arrivons maintenant aux industries où la longue durée du travail est non pas exceptionnelle mais permanente. Les causes n'en sont pas impossibles à déterminer : elles sont à la fois techniques, économiques et psychologiques. Nous en étudierons successivement 3 catégories :

- la petite industrie,
- les usines à feu continu,
- les industries textiles.

La petite industrie. — Nous ne pouvons songer à faire ici un tableau de l'organisation du travail dans la petite industrie. Bien des raisons s'y opposent : d'abord, aucune enquête générale n'a, jusqu'ici, été faite sur cet objet ; nous ne possédons que les très remarquables rapports de M. du Maroussem sur la petite industrie à Paris. — En 2^e lieu, le domaine même de la petite industrie est mal délimité ; bien des produits sont fabriqués à la fois par les procédés de la petite, de la moyenne et de la grande industrie. C'est alors le métier tout entier qu'il faut étudier, pour comprendre le rôle qu'y joue la petite industrie. — Enfin, et c'est là de toutes les raisons la plus importante, la réglementation de la petite industrie ne saurait, de l'avœu de tous, ressembler à celle de la grande ⁽¹⁾. Dans la grande et la moyenne industrie, nous rencontrons des groupements déjà formés, auxquels on peut appliquer des règles uniformes, une inspection, un contrôle. Cela devient beaucoup plus difficile dans la petite industrie. La courte étude que nous en ferons aura précisément pour but de montrer ces différences, et d'indiquer les conditions spéciales où se trouvent ces branches d'industries, au point de vue de la réglementation du travail. On y verra, par contraste, les conditions qui ont permis à la grande et à la moyenne industrie d'atteindre une moindre durée du travail.

Constatons d'abord la longue durée du travail, à Paris, pour les deux groupes d'industrie dont s'est occupé l'Office du travail : l'alimentation et le vêtement. Les deux volumes de l'enquête nous fournissent des tableaux, dont on peut tirer des renseignements précis.

Dans la boulangerie les journées (plus exactement : les

(1) Cf. Schwiedland, *La répression du travail en chambre* (*Rev. d'économ. polit.*, 1897, juillet-août-sept.).

nuits) de 13, 14, 15 et 16 heures de travail sont courantes ; les journées de 10 et 11 heures constituent l'exception. Nous mettons à part bien entendu les grandes usines, encore très rares, qui peu à peu enlèvent à la boulangerie son caractère de petite industrie, et où l'on trouve des équipes travaillant 12, 11, 10 ou même 8 heures.

De même, chez les pâtisseries, nous rencontrons fréquemment des journées de 13 à 16 heures, même de 17 et 19 heures.

Dans la boucherie, ce sont des journées de 12, 14 ou 15 heures de présence, parfois.

Dans l'industrie du vêtement les prolongations sont aussi effrayantes.

1° *Ateliers de tailleurs*. — « A ces 2 périodes d'activité fébrile (15 mars-15 juin et 1^{er} octobre au 1^{er} janvier), dit M. du Maroussem, l'intensité du labeur devient effrayante. Les coupeurs échappent en partie à ce labeur épuisant. Les courses, les essayages, les causeries avec le client forment autant de haltes réconfortantes..... Il en est autrement du pompier. Les tableaux ci-annexés ne peuvent mettre en relief l'élévation formidable à certains moments de ce coefficient du travail. Les élans subits s'adoucissent dans le repos circonvoisin. On peut regarder le chiffre de 110 heures comme un *nec plus ultra* difficilement dépassé ; il représente plus de 14 heures par jour sans le repos du 7^e jour.

2° *Ouvriers en chambre*. — « La moyenne hebdomadaire de la saison seule, à l'exclusion de la morte-saison, dépasse souvent 70 et 82 heures. Isolées même, certaines semaines pourraient présenter des maxima de 112 heures. Les points culminants disparaissent dans l'équilibration générale ».

3° *Ouvriers des ouvriers en chambre*. — « Les tableaux

indiquent pour les travaux de ces auxiliaires des moyennes de 60, 66, 70, 75, 78 heures hebdomadaires ⁽¹⁾ ».

Dans l'industrie du bois, mêmes faits affligeants : le façonnier travaillant pour le grand magasin de meubles, fait des journées de 12 à 13 heures ; l'ouvrier de la « trôle » travaille 12 à 14 heures ⁽²⁾. — Les ouvriers en jouet font des journées de 14 à 15 heures ⁽³⁾.

Nous n'avons cité les faits précédents que pour mémoire ; ils ont été souvent rappelés, souvent déplorés ; l'enquête de l'Office du travail en a révélé la fréquence et le caractère permanent ; elle permet aussi d'en indiquer les causes, sinon d'en désigner les remèdes.

En énumérant ici les principales de ces causes nous voudrions montrer seulement qu'une loi sur la durée du travail, sans être inutile, serait cependant insuffisante à faire disparaître ces maux. Pour qu'une telle loi soit efficace, il faut que les industries auxquelles elle s'applique fonctionnent dans certaines conditions qui, dans le cas dont nous nous occupons, font entièrement défaut : ces conditions sont : des ateliers ou des chantiers assez grands pour qu'une surveillance y soit possible, des groupements d'ouvriers bien accusés en face des patrons, la possibilité d'une organisation uniforme du travail. Quelles sont au contraire les conditions dans lesquelles s'exerce la petite industrie ?

Nous constatons d'abord une concurrence effrénée, aussi bien entre les ouvriers qui cherchent de l'ouvrage, qu'entre les patrons qui les occupent. Dans l'industrie du vêtement, ce sont les ouvriers, petits façonniers, qui se disputent pendant

(1) Office du travail. *La petite industrie*. II. *Le vêtement à Paris*.

(2) Du Maroussem, *Ébéniste du faubourg Saint-Antoine*, p. 140.

(3) *Id.*, *Le jouet parisien*, p. 124-125.

la saison les travaux mal payés. Dans la boulangerie, ce sont les patrons qui depuis 1863 se multiplient à Paris sans limite, et cherchent à se maintenir par le surmenage de leur personnel.

Les ouvriers, d'autre part, travaillent soit isolément, soit en très petit nombre sous la direction d'un patron. Parfois même (dans la confiserie, la pâtisserie), ils habitent avec le patron, prennent leurs repas à sa table; il devient impossible alors de contrôler le nombre d'heures consacrées au repos et au travail.

Cet isolement a une autre conséquence : l'impossibilité ou la très grande difficulté pour les ouvriers de cette catégorie, non seulement de se grouper, mais encore de prendre conscience de leurs intérêts communs ; ils ne voient dans leurs concurrents que des adversaires, non des compagnons dont ils sont solidaires.

Et cependant, les conditions dans lesquelles ils travaillent leur sont presque toujours imposées, et tous souffrent de la même faiblesse. En effet, dans un très grand nombre de cas (ébénistes, fabricants de jouets, confectionneurs) ces ouvriers sont tous assujettis au grand magasin pour lequel ils travaillent. C'est lui qui fixe les prix et les tâches, c'est lui seul qui profite de la concurrence et de l'isolement des ouvriers ; et ceux-ci ont toute la dépendance de l'ouvrier de grande industrie, sans en avoir les avantages.

On le voit : les forces qui assujettissent l'ouvrier de petite industrie à un travail exagéré pour un salaire dérisoire, sont trop puissantes pour qu'une loi fixant la durée du travail puisse lutter efficacement contre elles.

Les maux de la petite industrie réclament des remèdes spéciaux, une réglementation générale ; la longue durée du travail n'y disparaîtra qu'avec les causes trop nombreuses qui la rendent aujourd'hui presque inévitable.

Le marchandage. — Il existe cependant un point sur lequel l'accord pourrait se faire très rapidement, c'est la question du marchandage. Parmi les causes qui provoquent les longues journées dans la petite et dans la moyenne industrie il y en a peu d'aussi évidentes. Tout le monde s'accorde à le réprouver : les ouvriers, comme les économistes. Deux catégories de personnes seulement y trouvent leur profit : le marchandeur et le patron, qui se débarrassent par ce procédé des ennuis d'un contrat direct avec ses ouvriers. Mais voyons les conséquences du système. « Chez un marchandeur, les ouvriers, pour gagner la journée normale que produisent 10 heures chez un patron, sont obligés de travailler 14 et parfois 15 heures pour gagner le même salaire ⁽¹⁾ ». C'est l'inévitable cercle vicieux : pour maintenir son salaire l'ouvrier travaille plus longtemps ; bientôt il s'épuise ; il a beau prolonger la journée, son produit ne cesse de baisser, et le salaire avec lui ; de sorte qu'après un court moment de résistance, il se trouve soumis de nouveau au régime de longues heures et des faibles salaires, ces deux fléaux de la mauvaise organisation du travail.

Il suffirait, pour vaincre cette cause permanente et bien connue des longues journées, d'appliquer un décret-loi : celui du 2 mars 1848. Mais de trop gros intérêts s'y opposent, et nul n'y songe.

§ 3.

USINES A FEU CONTINU.

Une lettre ministérielle du 16 octobre 1895 ⁽²⁾ les définit ainsi. Ce sont « celles qui exigent nécessairement l'emploi

(1) *Enquête des 44*, p. 380 (Chambre syndicale de la passementerie à la main).

(2) *Bulletin de l'inspect. du travail*, 1895, n° 6, p. 420.

d'une source calorique continue, et dans lesquelles l'emploi du feu, élément direct de fabrication et indispensable de la transformation que l'on fait subir à la matière, est constamment entretenu par des raisons tirées soit des dimensions du foyer, soit de la température qu'il s'agit de maintenir, soit des propriétés mêmes du produit fabriqué ». Plus claire que cette définition, d'allure un peu barbare, paraîtra la simple énumération des usines à feu continu ; d'après l'article 4 du décret du 15 juillet 1893 ; ce sont : les sucreries, raffineries et râperies, les fabriques de papier et de carton, les usines métallurgiques, les verreries à bouteille, les huileries, les distilleries de betterave, les fabriques d'objets en fer et fonte émaillés ; il faut y ajouter les minoteries, les usines à gaz et à électricité.

Toutes ces industries présentent, au point de vue qui nous occupe, un double intérêt : d'abord la journée ordinaire de travail y est très longue pour la plupart des ouvriers ; en deuxième lieu cette durée devient tout à fait abusive à certains jours, lors de l'alternance des équipes de jour et de nuit. Nous étudierons d'abord ce deuxième point :

Voici les faits : dans presque toutes les industries à feu continu, le travail est organisé à deux équipes, l'une de jour, l'autre de nuit, travaillant chacune 12 heures. En général, ces industries n'interrompent pas la production le dimanche. Dans les lamineries de fer l'interruption a lieu, mais seulement tous les quinze jours ; les fours ne peuvent pas marcher plus longtemps sans réparation ⁽¹⁾.

Or, comme le travail de nuit est très fatigant, il est impossible de laisser la même équipe le pratiquer constamment. De là toutes les semaines un changement d'équipes. Com-

(1) *Congrès internat. du repos hebdom.*, Paris, 1890, p. 163.

ment arriver à ce résultat sans interrompre le travail? Il y en a deux moyens.

Si l'ouvrier veut jouir d'un repos complet le dimanche, il travaillera 24 heures, du samedi au dimanche; s'il n'y tient pas absolument, il travaillera 18 heures. — Supposons une verrerie, où le travail soit fait par l'équipe A de 4 heures du matin à 4 heures du soir, et par l'équipe B de 4 heures du soir à 4 heures du matin. Le samedi soir, à 4 heures, l'équipe A doit devenir équipe de nuit : elle peut donc continuer simplement son travail jusqu'au lendemain à 4 heures; dans ce cas elle fait 24 heures de suite, mais elle profite du dimanche jusqu'à 4 heures du soir. Elle peut aussi quitter le travail le samedi à 4 heures du soir et le reprendre ensuite de 10 heures du soir à 4 heures du matin. L'équipe B, qui a travaillé de 4 heures à 10 heures du soir, reprend son travail à 4 heures du matin, après 6 heures de repos et l'alternance est faite. Mais chaque équipe a fait 18 heures de travail sans repos suffisant.

La cause évidente de l'abus est ici le travail du dimanche. Si le repos du dimanche était observé l'équipe A qui termine son travail le samedi soir le reprendrait le lundi soir après 48 heures de repos; l'équipe B qui termine son travail le dimanche matin, le reprendrait le lundi matin après 24 heures de repos. La semaine suivante ce serait l'inverse, et ainsi de suite. — Si le repos ne comprenait même que la journée du dimanche, et non la nuit du dimanche au lundi, l'équipe A reprendrait le travail le dimanche soir et l'équipe B le mardi matin, après avoir eu chacune un repos de 24 heures⁽¹⁾.

(1) V. sur cette organisation : *Rapport pour 1887*, p. 14; *pour 1890*, p. 9, 10; *pour 1891*, p. 38, 45, 46; *pour 1894*, p. 345 et s. — P. Durasier, *Le repos du dimanche dans les verreries*, brochure in-8°, p. 4, Paris, 1887 (imprimerie Chaix).

On voit ici la liaison intime entre la question de la limitation du travail et celle du repos du dimanche; l'abus que nous signalons ne peut évidemment disparaître que par l'application générale du repos hebdomadaire.

Disons quelques mots des raisons qui, dans le cas qui nous occupe, font craindre aux industriels l'arrêt de leur travail une fois par semaine. Elles ne sont pas les mêmes suivant les différentes industries. Dans les papeteries, on invoque la nécessité de ne pas perdre la force motrice des chutes d'eau ⁽¹⁾; dans les verreries à bassin, le four allumé n'est pas éteint avant 5, 7 ou 8 mois; il faudrait donc laisser brûler le dimanche du combustible, sans travail compensateur ⁽²⁾; mais dans les verreries avec fours à pot (les plus anciennes), on ne travaille que la journée; la nuit on chauffe le four et on remplit les creusets. Si donc on travaille le dimanche, c'est simplement pour pouvoir lutter avec les verreries à outillage nouveau ⁽³⁾. Dans l'industrie métallurgique, en particulier dans le laminage, on objecte aussi la perte causée par l'allumage trop fréquent des fours ⁽⁴⁾. De même, dans les raffineries de sucre, on invoque les fermentations qui se produiraient si le travail était interrompu, l'impossibilité de suspendre la marche des feux à revivifier le noir animal ⁽⁵⁾.

Il n'y a pas une de ces objections, qui n'ait été examinée au Congrès de 1889 pour le repos hebdomadaire; pas une de ces industries, où l'on n'ait pu citer de nombreux exemples d'établissements pratiquant le repos hebdomadaire et s'en trouvant bien ⁽⁶⁾. Et, si l'on veut y prendre garde, on verra

(1) *Congrès international du repos hebdomadaire*, 1890, p. 137.

(2) *Ibid.*, p. 139; Cf. de Seilhac, *La grève de Carmaux*, p. 8-9.

(3) De Seilhac, *loc. cit.*, p. 8.

(4) *Congrès international du repos hebdomadaire*, 1890, p. 162, 163.

(5) *Ibid.*, p. 132.

(6) V. la discussion au Congrès du repos hebdomadaire, p. 128 à 167.

que toutes les objections énumérées plus haut prouvent une seule chose : l'industriel ne se préoccupe en général que des pertes ou des profits qu'il voit, et qu'il peut calculer. Il néglige ceux qu'il ne voit pas. Il calcule attentivement la perte résultant d'une force motrice inemployée (chute d'eau dans les papeteries, feu dans les verreries) ou de l'allumage des feux. Il ne peut mettre en regard sur ses comptes que des valeurs non mesurables comme les suivantes : meilleure santé des ouvriers, plus grande attention au travail, moralité et intelligence plus développées. Pour que ces facteurs, cependant si réels, d'une bonne production deviennent calculables, il faudrait à l'industriel une expérience assez longue, au bout de laquelle il comparerait la productivité des années sans repos et des années avec repos. Alors il se rendrait peut-être à l'évidence; mais en attendant, il croit à sa comptabilité, et dans celle-ci les facteurs moraux et intellectuels n'ont pas trouvé place en face des autres.

Dans certaines usines cependant, le travail est organisé de telle sorte que, même si le dimanche n'est pas libre, les ouvriers n'ont jamais plus de 12 heures par jour à faire. Ce sont celles où l'on a créé 3 équipes, maintenues à l'atelier chacune pendant 8 heures. Les jours de l'alternance des équipes, elles n'ont que 12 heures de travail ⁽¹⁾. Ce système est surtout pratiqué dans les verreries à vitres.

Arrivons au deuxième point : la durée du travail n'est pas seulement abusive à certains jours exceptionnels, elle est *toujours* très considérable. Une durée de présence de 12 heures est indispensable dans la majorité des cas; cette durée de présence correspond à un travail effectif de plus

(1) *Rapport pour 1891*, p. 117; *pour 1895*, p. 147.

de 11 heures dans les fabriques de papier, dans les sucreries et les raffineries, de 10 heures $1/4$ dans les huileries, de 10 heures $1/2$ dans les distilleries, de 10 heures $1/2$ à 10 heures $3/4$ dans les usines métallurgiques, de 11 heures dans certaines verreries ⁽¹⁾. Au Sénat, lors de la discussion de la journée de 11 heures on admit que dans les usines à feu continu la durée du travail effectif était au moins de 11 heures.

Cette durée du travail journalier paraît extrêmement considérable, surtout si l'on songe à la fatigue très grande de certains de ces travaux. Les puddleurs et les lamineurs de fer sont obligés à un très grand déploiement de force physique, et à une activité de tous les instants, au milieu d'une chaleur intense; de même les verriers sont astreints à des efforts presque continus dans une température surchauffée ⁽²⁾.

On entrevoit deux moyens par lesquels cette durée pourrait être diminuée. Le premier consisterait à introduire partout la journée de 8 heures avec 3 équipes, telle qu'elle existe déjà dans un certain nombre de verreries. Il en résulterait nécessairement une augmentation de frais généraux assez considérable. Par contre la production augmenterait non moins nécessairement, puisqu'elle pourrait être presque continue, tandis qu'il faut aujourd'hui compter avec des repos assez longs.

Le deuxième moyen, c'est de recourir à l'intensification du travail en conservant le nombre actuel des ouvriers, mais en

(1) *Rapport pour 1895*, p. 147. — Cf. Durassier, *loc. cit.*, p. 4 et *Enquête de l'Office du travail*, t. III et IV. — Dans les verreries la durée du travail n'est souvent pas supérieure à 9 heures et demie ou 10 heures.

(2) Cf. *Congrès international du repos hebdomadaire*. Rapport de M. Ernest Morel, ingénieur civil à Maubeuge, p. 161 et s. et L. de Scilhac, *La grève de Carmaux*, p. 25-31.

limitant le travail à 10 heures, par exemple. Il est permis de croire qu'une telle intensification est possible. Voici les raisons qui nous le font admettre :

D'abord dans plusieurs de ces industries les ouvriers sont non de simples manœuvres, mais des ouvriers professionnels ; la production dépend beaucoup de leur rapidité, de leur adresse et de leur expérience. C'est le cas, d'abord, pour les ouvriers puddleurs et lamineurs, dans la métallurgie du fer. M. Morel, ingénieur civil à Maubeuge, admet qu'avec des ouvriers bien reposés on peut faire « en moyenne, par poste et par four, une demi-charge de plus qu'avec des ouvriers quelque peu surmenés » ⁽¹⁾. « Il suffit de peu de chose, dit le même auteur, pour amener du ralentissement dans l'activité de l'ouvrier puddleur, et du relâchement dans les soins qu'il doit apporter à son travail. Le relâchement de ce côté amène une baisse rapide dans la production du four. L'excès de fatigue occasionne toujours ce résultat. On sait que l'élévation de la température en été influe fâcheusement sur la production ; on sait aussi que tout puddleur, qui ne prend pas assez de repos pendant les 12 heures dont il dispose chaque jour, ne peut, toutes choses égales, donner le même rendement que ceux de ses camarades qui arrivent bien reposés à l'usine » ⁽²⁾.

Les ouvriers verriers, eux aussi, savent bien que la production dépend de leur habileté professionnelle et de leur activité. Ils en tirent un orgueil légitime ⁽³⁾.

Or, partout où l'on rencontre des ouvriers de ce genre, on

(1) *Congrès international*, p. 165. — V. dans ce travail très bien fait le rôle de l'ouvrier, de son habileté et de son activité dans la production. Il est regrettable que des études analogues n'aient pas été faites pour les autres industries.

(2) *Ibid.*, p. 164.

(3) De Seilhac, *loc. cit.*

sait qu'un repos suffisant est le meilleur moyen de leur conserver l'entrain, la présence d'esprit et l'attention nécessaires à leur travail. La question est donc de savoir si en leur accordant de plus long repos, on n'obtiendrait pas des ouvriers puddleurs et lamineurs, et des verriers un travail égal à celui qu'ils faisaient autrefois. Les arguments que donne M. Morel en faveur du repos hebdomadaire, nous paraissent valables aussi pour la réduction du travail journalier. Il nous suffit de constater que le maximum de production des ouvriers métallurgistes n'a pas encore été atteint ; et le meilleur moyen pour l'atteindre nous paraît être précisément la réduction du travail journalier.

Pour les ouvriers verriers nous avons plus qu'une simple conjecture : nous possédons l'affirmation catégorique des directeurs de la cristallerie de Baccarat : « Il y a quelques années, écrivent-ils, nos ouvriers travaillaient 12 heures par jour. Contre leur gré, nous avons réduit à 10 heures la présence à l'atelier. Le travail est devenu plus intense et leur gain final, par conséquent la production de l'usine, ne s'en sont pas ressentis ⁽¹⁾ ».

Dans l'industrie métallurgique, M. Peugeot, de Valentigney, donne un exemple que sans doute on pourrait suivre sans danger. « Dans notre industrie métallurgique, dit-il, on ne travaille pas le dimanche. Nous sommes depuis longtemps convaincus qu'il faut dans l'intérêt même du patron, ménager l'ouvrier autant que possible. Aussi, depuis bon nombre d'années, ne travaille-t-on que 10 heures par jour dans notre fabrique, et tout le monde y gagne » ⁽²⁾.

L'Enquête de la commission du travail nous fournit aussi

(1) *Congrès pour le repos hebdomadaire*, p. 139.

(2) *Ibid.*, p. 133.

quelques expériences intéressantes. Au Havre la journée de travail dans la métallurgie s'est abaissée de 11 à 10 heures depuis 1869 sans que la production ait diminué ⁽¹⁾. « Comme ouvrier métallurgiste, dit M. Chalumeau, de Saint-Étienne, j'ai travaillé successivement 13, 12, 11 et 10 heures par jour ; la journée de 10 heures est la moyenne actuelle... La production s'est constamment maintenue ; elle est exactement aujourd'hui en 10 heures ce qu'elle était autrefois en 13 » ⁽²⁾.

Enfin, dans leur papeterie, MM. Blanchet frères et Kléber ont abaissé la journée de 11 à 10 heures et la production a *légèrement dépassé* ce qu'elle était auparavant ⁽³⁾.

Malheureusement nous ne possédons pas, pour les autres industries à feu continu, des renseignements aussi détaillés sur le travail des ouvriers, et les conditions dans lesquelles il est à la fois le plus productif et le moins épuisant. Sans aucun doute, si, dans chaque branche d'industrie, des hommes compétents voulaient examiner sérieusement la question de l'organisation du travail, on ne tarderait pas à constater partout la possibilité d'une réduction et l'augmentation correspondante de la production chez l'ouvrier.

Des deux moyens que nous avons indiqués pour réduire la journée de travail, l'organisation de trois équipes et l'in-

(1) *Enquête Dron*, p. 66.

(2) *Ibid.*, p. 265. Cf. pour d'autres dépositions analogues, p. 231 et 243. V. aussi *J. O.* 1881, Chambre, Débats, p. 680, une réduction à 10 heures citée par M. Viette.

(3) *Ibid.*, p. 221.

Dès 1849 nous rencontrons des patrons qui reconnaissent l'inutilité du travail trop prolongé. A Creil, dit l'Enquête de 1848 sur la condition des travailleurs, le directeur d'une fabrique « a reconnu que, quelque fût le temps donné au travail, l'homme ne pouvait employer qu'une certaine somme de force, et que des ouvriers en travaillant 12 heures ne lui faisaient pas plus qu'en travaillant 10 h. 1/2 ». Corbon, le 8 septembre 1848, citait les ateliers Laffite où les ouvriers travaillant 1 heure de moins qu'autrefois (10 heures au lieu de 11) produisaient cependant une quantité égale (*Moniteur*, 1848, p. 2380).

tensification du travail, le second seul pourrait être appliqué sans augmentation, même temporaire, des frais généraux de l'industrie. Cette intensification, partout où on l'a tentée en France, a paru possible. Les raisons n'en sont pas mystérieuses ; elles résident dans la nature même du travail, et dans l'aptitude supérieure de l'ouvrier moins fatigué. Tant que des expériences contraires n'auront pas été faites, nous pourrions légitimement inférer des exemples précédents que cette intensification est possible dans toutes les usines.

§ 4.

INDUSTRIES TEXTILES.

La prolongation démesurée de la journée de travail dans les industries textiles est un fait bien connu. D'après l'Enquête de l'Office du travail (Vol. II, p. 644) la durée moyenne serait de 11 h. $\frac{3}{4}$ dans la filature du lin et l'industrie cotonnière ; de 11 heures à 11 h. $\frac{1}{2}$ dans l'industrie de la laine et dans celle de la soie ; de 11 heures dans la teinturerie, la fabrication des passementeries, dentelles et broderies.

Les rapports des inspecteurs du travail présentent les faits sous un jour moins favorable encore. D'après eux, la limite de 12 heures serait non seulement atteinte dans la majorité des cas, mais fréquemment dépassée ; c'est dans les filatures de coton, dans les moulinages et les tissages de soie, qu'ils rencontrent le plus de difficulté à faire respecter la loi. Nous avons noté plus haut ⁽¹⁾ les cas exceptionnels et abusifs ; il suffit ici de montrer le caractère *général* de cette habitude. En 1888, l'inspecteur de la septième circonscription

(1) Chapitre IV.

s'exprime ainsi : « Les usines travaillent ordinairement moins de 12 heures, et, si certains genres d'industrie ont une tendance à travailler rigoureusement les 12 heures, ce sont les filatures et les tissages, qui ne font jamais moins ⁽¹⁾. Les inspecteurs des neuvième, dix-huitième, vingtième circonscriptions répètent la même appréciation, sous une forme à peu près identique. Les départements dont il s'agit, sont les Ardennes, le Pas-de-Calais, la Somme, le Var, la Vaucluse, l'Ardèche, la Drôme, l'Isère, le Rhône. — En 1889, les inspecteurs des mêmes circonscriptions renouvellent leurs constatations ⁽²⁾. — Dans d'autres départements la situation n'est pas meilleure : en Normandie, dans les établissements visités par l'Office du travail, on travaille 12 heures régulièrement, sauf dans quelques tissages où l'on fait 10 et 11 heures ⁽³⁾. Et dans le Nord, l'inspecteur écrit en 1894 que « la loi de 1848 et celle de 1894 n'avaient jamais été sérieusement observées avant 1892 ; on y travaillait 13, 14 heures par jour » ⁽⁴⁾.

Ce n'est pas tout. On a, par tous les moyens, cherché à augmenter la productivité : dans le Nord, le travail de nuit est organisé dans les peignages de laine, les filatures de laine cardée, de coton et de laine peignée, dans les ateliers de teinturerie et d'apprêts ⁽⁵⁾.

Depuis la loi du 2 novembre 1892, qui l'a consacré dans son art. 4, § 2, un système de travail, appliqué d'abord à Saint-Chamond (dans la Loire), s'est généralisé de plus en plus ⁽⁶⁾. Les ouvriers sont répartis en deux équipes : la pre-

(1) *Rapport pour 1888*, p. 39.

(2) *Rapport pour 1888*, p. 44, 89, 95 ; *pour 1889*, p. 39, 51, 100.

(3) *V. Enquête de l'Office du travail*, t. II, p. 651, 652, 657.

(4) *Rapport pour 1894*, p. 156.

(5) *Rapp. pour 1895*, p. 149.

(6) Dron, *Rapp. sur le trav. des femmes*, J. O., 1896, *Chambre, Ann.*, p. 219.

mière travaillé de 4 heures du matin à 9 heures, et de 2 heures du soir à 6 heures; la deuxième de 9 heures du matin à 2 heures du soir et de 6 heures du soir à 10 heures. Les machines marchent ainsi 18 heures sur 24 et chaque ouvrier ne fait pas plus de 9 heures de travail.

Cet acharnement à produire, nous l'avons rencontré dans les industries textiles, au cours de toute notre étude. En 1828 M. Bourcart, en 1840 les manufacturiers du Nord, en 1848 ceux de Normandie, en 1850 M. Daviel et en 1851 M. Mimerel, tous se plaignent de la surproduction; aujourd'hui encore les industriels la déplorent, et cependant ils continuent, comme s'ils étaient poussés par une force supérieure (1). Pourquoi cela? Nous croyons en voir trois raisons.

D'abord la concurrence(2). Dans aucune autre branche d'industrie elle n'est aussi vive, soit entre les producteurs nationaux, soit entre les nationaux et l'étranger. Elle n'est pas également forte, ni également redoutable dans toutes les branches de l'industrie textile. L'industrie du coton, par exemple, rencontre la concurrence acharnée de l'Angleterre, et périlclite depuis plusieurs années. L'industrie de la laine, au contraire, est florissante depuis longtemps, et peut opposer à l'envahissement de l'étranger une plus grande

(1) On voit parfois les industriels d'une région se réunir pour décider, par une entente commune, que la durée du travail ne devra plus dépasser telle limite dans aucun établissement. Le 26 juillet 1891 les moulineurs français réunis à Valence décidèrent de remplacer la semaine de 72 heures par la semaine de 60 heures à partir du 1^{er} septembre. — En 1890, eut lieu une réunion semblable des industries textiles de l'Est; mais on n'arriva pas à une décision ferme (Cf. *Rapp. pour 1890*, p. 30, et *Rapp. pour 1891*, p. 113). A Amiens on trouve une entente semblable entre les teinturiers-apprêteurs de velours de coton. Ils décident de réduire la journée à 11 heures, mais l'entente est bientôt rompue (*Rapp. pour 1896*, p. 83 et 119).

(2) *Rapp. pour 1887*, p. 27 et 28; *pour 1888*, p. 74.

force de résistance. Enfin, celle de la soie doit lutter de plus en plus avec les fabricants suisses et allemands. Mais, quelle que soit l'intensité de concurrence et la force de résistance des industries, elles poursuivent toutes un but identique : le bon marché des produits. Ce bon marché, les Anglais, nos principaux concurrents, l'ont obtenu pour la laine et le coton, grâce à la réunion de deux conditions : des circonstances matérielles favorables (proximité du charbon, proximité du marché cotonnier, concentration de l'industrie), et un outillage perfectionné. En France, nous ne pouvions créer les circonstances matérielles. Pouvions-nous avoir l'outillage? C'est ce que nous verrons tout à l'heure; disons, en tout cas, qu'en fait il est très inférieur à l'outillage anglais. Sur quel élément du prix de revient a donc dû porter nécessairement tout le poids de la concurrence? Sur les salaires et sur la durée du travail; c'est en effet ce qui s'est produit. — L'idée de combattre la concurrence par la prolongation du travail devait naître tout naturellement dans une industrie comme la filature, où la machine joue le rôle prépondérant, où l'ouvrier ne paraît qu'un accessoire, où la production devrait par conséquent être rigoureusement proportionnelle au temps de travail. Nous verrons tout à l'heure si ce calcul est juste. Il suffit pour le moment de constater qu'on le fait⁽¹⁾.

(1) Voici un exemple caractéristique d'une concurrence entraînant à la fois l'infériorité de la production, la diminution du salaire, et l'augmentation du travail : « A Castres, dit en 1888 l'inspecteur de la 16^e circonscription, les fabricants de péruvienne se font entre eux une telle concurrence, qu'ils sont arrivés à livrer cette étoffe dans des conditions incroyables. Aussi sont-ils obligés d'employer tout ce qu'il y a de plus mauvais comme matière première, et de réduire les tarifs des filateurs (ouvriers), malgré la difficulté que ceux-ci éprouvent à filer cette matière. Ces réductions de tarifs ont amené un certain nombre d'ouvriers fileurs à supprimer complètement les rattacheurs qui étaient à leur charge, et à faire eux-mêmes ce travail ». — *Rapp. pour 1888*, p. 74.

La deuxième raison de la prolongation du travail, c'est l'infériorité de l'outillage. Elle a été contestée; elle ne semble pourtant pas contestable. Il existe, sur ce point, des témoignages précis. En 1894, l'inspecteur de la cinquième circonscription s'exprime ainsi, en parlant du département du Nord (1): « Dans les ateliers de préparation des filatures de laine, comme on parvient difficilement à alimenter la filature, parce que le nombre des métiers est insuffisant, et qu'on ne se résigne pas facilement à installer des assortiments supplémentaires, en raison du capital nouveau à engager et souvent aussi à cause du défaut d'emplacement, on fait fonctionner les métiers pendant 12 ou 13 heures ». — La même insuffisance de machines se rencontre en Normandie, et ici encore les renseignements sont si précis que nous croyons devoir citer l'inspecteur (2). Il s'agit des filatures de coton : « Les machines de préparation, cardes et bancs à broches sont en nombre insuffisant dans presque toutes les filatures de Normandie...; elles font indistinctement toutes les grosseurs, et, comme elles sont montées pour produire un numéro moyen, il arrive que pour certains numéros, la préparation n'est pas suffisante pour alimenter les métiers à filer; les cardes et les bancs à broches doivent tourner plus longtemps ». — Non seulement les machines ne sont pas assez nombreuses et les établissements assez spacieux, mais on conserve longtemps les vieilles machines à faible production, au lieu d'en installer de nouvelles à mesure de leur invention. Sur ce point, la discussion qui eut lieu à la Chambre le 9 juillet 1891 à propos du tarif sur les fils de coton est concluante. Les affir-

(1) *Rapp. pour 1894*, p. 155.

(2) *Rapp. pour 1891*, p. 200, et *Rapp. pour 1896*, p. 158. — Voir le même fait à la manufacture du Val-des-Bois (Urbain Guérin, *Ouvrier fileur en peigné*, p. 78 et s.; *Les ouvriers des Deux-Mondes*, 2^e série, 38^e fascicule).

mations apportées par M. Audiffred à la tribune ne furent pas démenties; le commissaire du gouvernement n'essaya pas de les nier, et les explications de M. Ricard ne furent pas de nature à les ébranler ⁽¹⁾. — Du reste, cette lenteur des industriels français à se mettre au pas des nouvelles inventions a été remarquée bien souvent. M. Delahaye la regrettait, en 1884, devant la commission parlementaire ⁽²⁾. Louis Reybaud la mentionne à plusieurs reprises dans son livre sur l'industrie du coton, et il suffit de rappeler l'exemple connu de la peigneuse Heilmann, qui dut d'abord être contrefaite en Angleterre, pour qu'on s'aperçût en Alsace de son utilité.

Les industriels s'excusent de ces retards par deux raisons : la première, c'est le prix des machines, qui est en France plus considérable qu'en Angleterre; le fait ainsi invoqué n'est pas contestable ⁽³⁾. Mais on en ajoute un autre pour la filature : c'est une industrie en voie de décadence, dit-on; et ce n'est pas actuellement qu'elle peut consacrer un grand capital à de nouvelles installations. Mais si cette objection est valable pour la filature de coton, elle ne saurait l'être pour celle de la laine, dont tout le monde reconnaît la prospérité, et qui ne demandait en 1891 aucun droit protecteur ⁽⁴⁾. Or, nous avons vu tout à l'heure que les mêmes reproches d'insuffisance ont été adressés aux filatures de laine dans le Nord. Il faut donc admettre qu'il n'y a pas là qu'une négligence accidentelle; c'est une véritable habitude de certains industriels français de conserver longtemps un outillage démodé,

(1) *J. O.*, 1891, p. 1688, et 1696-97.

(2) *Enquête des 44*, p. 210.

(3) V. les statistiques comparatives très complètes dans Jannasch : *Die europäische Baumwollenindustrie u. ihre Produktionsbedingungen*, Berlin, 1882.

(4) Voir Bourgeois, *Rapp. sur les fils et tissus de laine pure et mélangée*, *J. O.*, 1891, Ch. Ann., p. 676.

alors qu'en Angleterre les filatures et les tissages sont montés pour la durée strictement nécessaire à l'amortissement du capital dépensé, et sont par conséquent perpétuellement renouvelés ⁽¹⁾.

Il reste un troisième et dernier motif qui explique la longue durée du travail dans ces industries : c'est le taux très bas du salaire. Ici, ce ne sont plus les chefs d'industrie qui poussent à la prolongation du travail, ou, du moins, s'ils le font, c'est indirectement; mais ce sont les ouvriers eux-mêmes qui la réclament. Dans une filature de coton à Auchy-les-Hesdin, les ouvriers se mirent en grève, parce que l'inspecteur voulait les empêcher de travailler pendant les repos, pour augmenter leurs gains ⁽²⁾. Le fait se rencontre surtout dans les moulinages et dans les tissages de soie, et nous l'avons noté plus d'une fois à propos du système des compensations, qui est un des moyens employés pour augmenter la durée du travail ⁽³⁾.

Ainsi toutes les circonstances se réunissent ici pour créer de longues et épuisantes journées : les patrons cherchent à compenser l'infériorité des conditions naturelles et l'insuffisance de l'outillage, par les bas salaires et la longue durée du travail; et les ouvriers, entraînés par le désir d'élever leur salaire, poussent de leur côté à prolonger le travail. — Ajoutons du reste, pour être complet, que cette infériorité des conditions naturelles ne s'applique pas à toutes les branches de l'industrie textile; ainsi l'industrie de la soie jouit chez nous d'avantages analogues à ceux dont jouit l'Angleterre pour le coton : proximité du marché, production in-

(1) Schultze-Gævernitz : « La durée d'une filature est en général de 20 ans au plus ». *La Grande industrie*, p. 211.

(2) *Rapp. pour 1890*, p. 53.

(3) *Rapp. pour 1890*, p. 94, 107, 109; *pour 1891*, p. 117; *pour 1888*, p. 32; *pour 1887*, p. 79.

digène des cocons. Mais ici le danger vient de la supériorité de l'outillage étranger, et du fait que les soieries suisses, anglaises ou allemandes étant moins luxueuses que les soieries françaises, trouvent des débouchés plus étendus et se vendent à des prix inférieurs.

Si l'on consultait les chefs d'industrie sur les motifs de la longue durée du travail dans leurs établissements, ils ajouteraient sans doute une quatrième cause à celles que nous venons d'énumérer. Ils diraient que l'ouvrier français n'est pas capable de la même attention que l'ouvrier anglais ; qu'il travaille avec moins d'intensité ; que l'ouvrier anglais conduit quatre métiers à la fois, tandis que l'ouvrier français ne peut en conduire que deux ; qu'il est donc non seulement légitime mais encore indispensable pour le patron de compenser cette infériorité dans l'intensité par une augmentation de la durée. Grâce à ces avantages, et malgré la supériorité des salaires anglais, le prix de la main-d'œuvre en Angleterre est cependant inférieur au prix de la main-d'œuvre française. Cette supériorité de l'ouvrier anglais, les industriels du Nord la faisaient déjà valoir auprès de Louis Reybaud, et dans la dernière discussion du tarif douanier on l'a fait entrer en ligne de compte pour justifier les droits à l'entrée des fils étrangers. Aujourd'hui, on l'invoque contre les propositions de limitation du travail.

Ainsi en résumé, l'industriel cherche à compenser par la prolongation du travail journalier une double infériorité : celle des conditions matérielles de sa production, celle de la qualité de sa main-d'œuvre. Or des travaux récents et nombreux, en particulier, sur l'industrie du coton ont prouvé jusqu'à l'évidence : 1° que la concurrence dans la grande industrie ne peut être qu'une concurrence de capitaux ; 2° qu'un

travail trop prolongé accroît la mauvaise qualité de la main-d'œuvre au lieu de la diminuer. Nous résumerons très rapidement les conclusions de ces travaux au point de vue qui nous occupe⁽¹⁾.

M. Schultze-Gævernitz, M. Rodolphe Martin et, avant eux, M. R. Jannasch ont remarqué que la grande industrie cotonnière se distingue par la prédominance du rôle joué par le capital. La main-d'œuvre ne joue plus que celui d'auxiliaire et de subordonné. L'abondance dans la production, et par suite le bon marché, s'obtiennent dans la mesure où le travail mécanique s'est substitué au travail humain. Or, sous ce rapport, l'Angleterre a sur tous les autres pays une avance énorme, grâce à la perfection de ses machines, à la division du travail, à la concentration de l'industrie, aux frais relativement faibles d'établissement et d'entretien. Les pays étrangers ne peuvent lutter avec elle sur le marché international que par deux procédés : ou bien en imitant son organisation manufacturière, et en substituant le capital au travail ; ou bien en maintenant leur suprématie réelle dans certains produits spéciaux exigeant plus de goût, de finesse et de travail⁽²⁾.

(1) Voici les principaux :

Schultze-Gævernitz : *La grande industrie*. — *Id.* : *Die Moskau-Wladimirsche Baumwollenindustrie* (Schmoller's Jahrbuch, 1896, p. 745-793 et 1163-1226).

R. Jannasch, *Die europäische Baumwollenindustrie und deren Produktionsbedingungen*, Berlin, 1882.

R. Martin, *Der wirtschaftliche Aufschwung der Baumwollspinnerei im Königreich Sachsen* (Schmoller's Jahrb. 1893, 3^e fasc.); *Id.* : *Zur Verkürzung der Arbeitszeit in der mechanischen Textilindustrie* (Braun's Archiv, 1895 p. 240-282).

F. Merttens, *The hours and the cost of labour in the cotton industries at home and abroad*. Manchester, 1894, publié par la *Manchester statistical society*.

(2) Cf. Merttens, p. 152; — Jannasch, p. 78; — R. Martin (*Der wirtschaftliche Aufschwung*, etc.), p. 12 et s.

Or la conséquence de ce rôle prépondérant, joué aujourd'hui par l'outillage dans l'industrie textile, est à la fois de diminuer la main-d'œuvre, et d'exiger une main-d'œuvre plus parfaite. L'outillage perfectionné, pour produire tous ses effets doit être employé par des ouvriers « perfectionnés », si l'on ose s'exprimer ainsi ; et la nature même du nouveau travail qu'on leur impose nécessite sa réduction. « Un tisseur à la main, dit M. Schultze-Gævernitz, peut travailler 13 heures par jour ; il est physiquement impossible au tisseur actuel, qui dirige six métiers à la fois, de travailler 13 heures. La nature du travail a complètement changé. La surveillance de la machine, c'est-à-dire un effort intellectuel, a remplacé l'effort musculaire. Ceux qui ont observé le fileur d'Oldham, au milieu du brouhaha de 2.500 broches, ou l'ouvrière de Burnley, entourée de 4 à 6 métiers travaillant à une vitesse de 200 coups à la minute, savent quel haut degré d'attention est ici nécessaire » ⁽¹⁾. De même M. Merttens ⁽²⁾ parle ainsi des nouveaux ouvriers : « Cet outillage compliqué et délicat ne peut atteindre son maximum de productivité, que grâce à une adresse et à une intelligence, que ne possédaient pas les ancêtres de nos ouvriers actuels, et que nous ne trouvons pas chez leurs concurrents continentaux. L'effort physique de nos ouvriers cotonniers, a sans aucun doute beaucoup diminué. Aujourd'hui le fileur produit en 56 heures 1/2 quatre fois, et le tisseur huit fois autant qu'en produisaient leurs grands-pères en 72 heures... Plus l'outillage devient compliqué, plus grands sont l'attention et l'effort intellectuel des ouvriers ; plus on recherche par conséquent chez eux l'intelligence, la vigueur, le sentiment de la responsabilité personnelle ; on ne

(1) Schultze-Gævernitz, *La grande industrie*, p. 180.

(2) *Loc. cit.*, p. 132.

peut s'attendre à trouver ces qualités dans un prolétariat mal nourri, tel que celui qui travaillait il y a 60 ans dans nos filatures, et que nous trouvons aujourd'hui sur le continent ».

Il est clair en effet, que si ses ouvriers sont capables de surveiller 4 métiers au lieu de 3, le patron pourra avec avantage réduire leur travail de 12 à 10 heures; il est clair aussi que l'attention soutenue, nécessaire pour diriger 4 métiers ne peut être exigée pendant 12 heures de travail, surtout si ces 12 heures sont consécutives, comme il arrive souvent pour le travail de nuit ⁽¹⁾. — Et de même, si au lieu d'une mull-jenny, il confie à son ouvrier un self-actor, ou si au lieu de 200 broches il lui en confie 400 à surveiller, il augmentera notablement sa productivité. D'autre part, l'ouvrier ne saura tirer tout le parti possible de la nouvelle machine, que si l'attention supérieure que réclame son travail est compensée par un repos supérieur.

Le raisonnement en vertu duquel on prétend compenser par la durée du travail l'infériorité de main-d'œuvre et d'outillage est donc erroné. Plus le système fatigant des longues journées se prolonge, et moins l'ouvrier devient capable d'utiliser les machines nouvelles lorsque l'industriel veut les lui confier. Pour se convaincre de cette vérité, il suffit de suivre dans le livre de M. Schultze-Gævernitz, l'éducation graduelle de l'ouvrier anglais par la machine et par la réduction des heures : on y verra combien se forme lentement l'habileté professionnelle, et comment le bas prix de la main-d'œuvre s'obtient par l'union d'une machine perfectionnée et d'un ouvrier supérieur.

Mais, supposons même que l'on n'introduise pas de nou-

(1) *Rapp. pour 1894*, p. 155.

velles machines, qu'on n'augmente pas le nombre des métiers confiés à chaque ouvrier, la réduction des heures du travail trouvera néanmoins une compensation dans l'augmentation de production. On ne songe pas à en nier la possibilité pour les tissages. Tous les patrons consultés dans l'enquête de la Commission du travail l'ont admis; mais la plupart ont ajouté que dans les filatures cette compensation n'aurait pas lieu ⁽¹⁾. Voici à ce sujet la déposition très intéressante du secrétaire de la Chambre de commerce de Rouen, M. Manchon, qui dirige un tissage mécanique de coton.

« Dans une filature de coton, la machine à filer travaille pour ainsi dire constamment, et donne la presque totalité de la production théorique : la production théorique est celle qui résulte d'une marche ininterrompue de la machine. Dans une filature, étant donné une production théorique de 100, la production effective sera de 99.

« Il n'en est pas de même dans le tissage. Supposons un métier battant 75 coups de navette par minute, et devant produire théoriquement 60 mètres de tissu en 12 heures (correspondant à 75 coups multipliés par 12 fois 60 mètres). Dans la pratique, il y a une série de causes d'arrêts : les navettes se vident en 2, 3 ou 5 minutes, il faut les remplacer; les fils de la chaîne se cassent, il faut les renouer; et chaque fois il faut arrêter le métier. Ces arrêts sont si fréquents que la production effective est de 25 à 36 mètres alors que théoriquement, elle ressortirait à 50.

« La nature des fils qui composent le tissu joue, à ce point de vue, un rôle très important; ainsi dans la cretonne et le

(1) *Rapp. Dron*, p. 29, 89, 91, 126, 127, 215, 224, 380. — Même impression chez les ouvriers, p. 19, 49, 52, 108, 186, 269, 409; trois exceptions : p. 77, 79 et 84. Les ouvriers donnent comme motif que les machines ont actuellement atteint le maximum de vitesse et par suite le maximum de production.

calicot, on arrive à des productions effectives presque équivalentes à la production théorique (95 0/0). Dans les tissus de fils de couleur, chez moi, le rapport de la production effective à la production théorique est de 50 à 56 0/0. Cela revient à dire qu'au lieu d'être continue pendant 12 heures, la marche du métier ne dépasse pas 6 h. 1/2 à 7 heures.

« De ce que j'ai dit, il résulte que dans un tissage — où la production dépend en partie de l'habileté, de la passion de gain de l'ouvrier, — il est plus facile de regagner le temps déduit, d'accélérer la production quand l'écart entre la production effective et la production théorique est de 40 0/0, que lorsqu'il est de 10 0/0 » (1).

Pour exacte que soit cette explication, il n'en est pas moins vrai que, même dans les filatures de coton, il reste encore une certaine marge à l'activité personnelle de l'ouvrier. Le rattachage des fils cassés et l'enlèvement des bobines dépendent de lui (2). — Dans le tissage les opérations qui dépendent de lui sont plus nombreuses encore (3). « Dans une fabrique de Krimitschau en Saxe, dit M. Rodolphe Martin, avec un excellent ouvrier, un métier à tisser battant 55 coups à la minute est en moyenne arrêté 2 h. 1/2 sur 11... Avec un ouvrier médiocre, le temps d'arrêt de la machine peut être de 5 heures ou même davantage par jour. »

Aussi la perte par rapport à la production théorique est très variable suivant l'habileté de l'ouvrier. En Russie, par exemple, elle est de 40 0/0 à Iwanovo près de Moscou, en Allemagne de 20 0/0 et en Angleterre de 10 0/0 (4).

(1) *Rapport Dron*, p. 33.

(2) Schultze-Gævernitz, *La grande industrie*, p. 129 et 199, note sur l'influence de l'ouvrier sur la *qualité* de la production.

(3) R. Martin, *Zur Verkürzung*, etc., p. 253-254 (Braun's Archiv, 1895).

(4) Schultze-Gævernitz, *Die Moskau-Wladimirsche*, etc. (Schmoller's-Jarbuch, 1896), p. 1169-1170.

Après la théorie, voyons la pratique; nous constaterons que nos prévisions sur le rôle de l'ouvrier et la nature de son travail se sont pleinement confirmées. On cite souvent des expériences de réductions faites à l'étranger, et volontiers on soutiendrait que les conclusions qu'on en tire n'ont pour la France aucune valeur. Les documents français nous fournissent cependant des faits assez nombreux pour qu'on puisse, en les prenant pour base, arriver à quelque certitude.

La première expérience et la plus célèbre, est celle que M. Dollfus fit en 1869 à Mulhouse. Il réduisit à onze heures la durée du travail, qui était de douze auparavant. Cela ne devait être qu'un essai; mais il s'en trouva si bien qu'il introduisit ce régime à titre définitif dans sa fabrique. Sur les résultats de cet essai nous citerons tout au long la lettre qu'écrivait à M. Scheurer-Kestner, M. Engel Dollfus, directeur de la maison Dollfus, Mieg et C^{ie}, où sont réunis des ateliers de filature, de tissage et d'impression ⁽¹⁾ : « Nous ne travaillons que 11 heures dans tous nos établissements depuis bien des années, et si nous avons encore à modifier la durée du travail, ce serait pour l'abrégé plutôt que pour l'allonger ⁽²⁾. Au point de vue de nos intérêts, il est certain qu'en filature, en ne travaillant que 11 heures au lieu de 12, nous perdons $\frac{1}{12}$ des intérêts du capital engagé, $\frac{1}{12}$ de certains frais généraux, $\frac{1}{12}$ de certains salaires et des bénéfices de la production. C'est donc onéreux.

« Au tissage mécanique, c'est différent. La main-d'œuvre, l'aptitude de l'ouvrier y jouent, surtout quand il s'agit d'articles difficiles et non de calicot, un rôle prépondérant;

(1) Séance du Sénat du 24 février 1882.

(2) Une réduction à 10 heures a eu lieu en effet en 1896.

nous avons souvent obtenu en 11 heures le travail de 12; mais nous ne pouvons pas affirmer qu'il en serait invariablement et partout ainsi.

« En résumé, travailler 11 heures au lieu de 12 est dans notre industrie plutôt une perte qu'un équivalent; mais c'est un progrès moral et social qu'il faut savoir accepter de bonne volonté, en compromis de prétentions moins raisonnables, qui chercheraient à s'imposer par des grèves; il faut songer aux enfants, aux filles mineures, aux besoins du corps et de l'instruction. »

Dans une nouvelle lettre M. Engel Dollfus ajoutait :

« Il résulte de mon enquête auprès de 18 établissements de Mulhouse que les filatures travaillent 12 heures, mais que les tissages (et il en est de très importants), à 2 près, ne travaillent que 11 heures. J'ajoute que les deux grands établissements de construction mécanique de notre ville, ainsi que toutes nos fabriques d'impression, en temps normal, ne travaillent que 11 heures. »

Il expliquait ensuite la différence faite entre les filatures et les tissages par les mêmes raisons que M. Manchon.

La proposition de loi de M. Waddington mit en lumière de nouvelles expériences. M. Desgenétais, un grand tisseur de Rouen, et M. Waddington lui-même tentèrent des réductions. Le premier produisit en 11 heures, et le deuxième en 11 h. 1/4, autant qu'autrefois en 12 heures. « Par contre, disait M. Waddington, dans d'autres établissements, notamment dans la filature, il y aurait une réduction de production beaucoup plus considérable » ⁽¹⁾.

Depuis lors, on a fréquemment, et surtout dans les tis-

(1) Séances des 22 et 29 mars 1881. *J. O.* 1881. Chambre, débats, p. 613, 687.

sages, tenté des réductions à 11 ou 10 heures. En 1888, un patron tisseur de Bourgoin (Isère) diminue d'une heure la journée de ses ouvriers : « Son expérience, dit l'inspecteur de la circonscription, lui a prouvé que les résultats obtenus avec 11 heures de travail sont *supérieurs* à ceux que l'on obtient avec 12 heures. Il est à désirer que d'autres industriels fassent le même essai, et qu'après avoir obtenu le même résultat, ils réduisent volontairement la journée de leur personnel ⁽¹⁾ ».

L'Enquête de la Commission du travail a révélé de nombreux faits analogues : dans les tissages de soie, comme dans ceux de coton, la réduction du travail n'a pas diminué la production. M. Martin, tisseur mécanique à Voiron, a réduit la journée de 12 heures à 10 heures et demie. « Ma production, dit-il, s'est maintenue; le nombre des métiers est resté le même; j'ai montré simplement une sévérité plus grande, en exigeant plus d'exactitude ⁽²⁾ ».

M. Giraud-Bouvard, propriétaire d'un tissage à Moiransy, a introduit la journée de 10 heures : « Nous travaillions, dit-il, il y a 10 ans, deux heures de plus qu'en ce moment, et nous produisions moins » ⁽³⁾.

Dans l'industrie du tulle, les résultats sont pareils : M. Dayenier, fabricant à Boulogne, a adopté le régime de 2 équipes de 10 heures au lieu de 12. « Les ouvriers, dit-il, ne sont pas surmenés et peuvent goûter le repos dont ils ont besoin. Quant aux résultats, j'affirmerais volontiers que la production est plus forte que sous le régime de 12 heures ⁽⁴⁾ ». M. Isaac, fabricant de tulle à Lyon, a inauguré

(1) *Rapport pour 1888*, p. 91.

(2) *Rapport Dron*, p. 217.

(3) *Ibid.*, p. 224. — Cf. p. 19, 77, 182, 195, 270.

(4) *Ibid.*, p. 148 et 165. V. encore d'autres dépositions, p. 151.

le même système; mais il lui a semblé moins avantageux. Toutefois pour une réduction de travail de 9 0/0, la diminution de production n'a été que de 6 0/0 ⁽¹⁾.

Enfin, dans une teinturerie de Lyon, la réduction de 12 à 10 heures a produit les mêmes résultats ⁽²⁾.

Les inspecteurs ont apporté, depuis l'Enquête de la commission du travail, de nouvelles expériences à l'appui des conclusions précédentes : « Dans les fabriques de broderies et guipures de l'Est ⁽³⁾, la réduction de la durée du travail (à 11 heures en vertu de la loi du 2 nov. 1892), n'a pas eu d'effets sensibles; plusieurs patrons même ont ramené la journée à 11 heures *pour tout le monde*, et constaté avec surprise et satisfaction que la production est restée la même » ⁽⁴⁾. Dans l'arrondissement de Reims, dit l'inspecteur en 1895, « presque toutes les usines de l'industrie textile ont adopté la journée de 11 heures pour tout le monde, et ne s'en plaignent pas, ayant reconnu que dans les tissages la production pouvait rester la même » ⁽⁵⁾. — Dans le Nord, on a réduit la journée à 10 heures dans les fabriques d'étoffes d'ameublement; dans les tissages et les retorderies de fil, on l'a réduite à 11 : « les ouvriers sont payés à la production, et cette réduction n'a pas sensiblement fait varier leurs salaires » ⁽⁶⁾. — Dans le dernier rapport d'inspection, un des inspecteurs de la 11^e circonscription (Loire et départements voisins) explique avec la plus grande netteté par quel procédé la production a augmenté au lieu de diminuer à la suite

(1) *Rapport Dron*, p. 196.

(2) *Ibid.*, p. 209.

(3) Départements de l'Aisne, des Ardennes, de la Meuse, des Vosges et de Meurthe-et-Moselle.

(4) *Rapp. pour 1893*, p. 94.

(5) *Rapp. pour 1895*, p. 107; *pour 1896*, p. 83.

(6) *Ibid.*, p. 145.

de la réduction du travail. « Dans les tissages, avant 1880 dit-il, la journée atteignait souvent 13 heures, quelquefois davantage. A cette époque elle descendit à 12 heures, et en 1893 (époque de la mise en vigueur de la loi du 2 novembre 1892) la rentrée fut retardée d'une heure ». — Il s'agit donc ici d'une réduction pour l'ensemble des ouvriers de 12 à 11 heures. Quel en fut l'effet ? « Pour compenser cette diminution, la vitesse des organes mobiles fut accélérée, particulièrement pour le coton et la soie grège. La célèbre mécanique Jacquart, elle-même, fut modifiée pour être adaptée plus facilement au tissage en fabrique des façonnés. Enfin diverses améliorations dans l'aménagement des usines, dans la répartition des repos, rendant la surveillance plus facile, les pertes de temps moins nombreuses, le repos plus réel, vinrent ajouter leur influence aux modifications de l'outillage, si bien qu'au lieu d'avoir diminué ou d'être restée stationnaire, la production a suivi une marche ascendante, et peu d'industriels se résoudraient aujourd'hui à revenir d'une façon permanente à la journée de 12 heures ⁽¹⁾ ».

Ces expériences nous permettent-elles des conclusions définitives sur la possibilité dans les filatures et les tissages d'une réduction de la journée de travail ? Il sera bon, avant de nous prononcer, de contrôler et de compléter les expériences françaises par les expériences étrangères. Mais, dès à présent, certains résultats sont acquis que ne modifieront plus les expériences nouvelles réunies dans notre chapitre X. — En premier lieu, dans les tissages, des réductions d'une heure, d'une heure et demie et même de deux heures, n'ont pas diminué la production ; elles l'ont même augmentée dans certains cas. Le fait est fréquemment constaté par les

(1) *Rapport pour 1896*, p. 285.

industriels, ils l'expliquent par le rôle très grand laissé à l'initiative et à l'activité de l'ouvrier.

Dans les filatures, il est plus difficile de prévoir les conséquences d'une réduction. De l'aveu général, la production effective y atteint presque la production théorique. La marge laissée à l'activité personnelle de l'ouvrier y est donc moins grande, et une simple réduction de travail que n'accompagneraient pas d'autres mesures, entraînerait sans doute une diminution presque proportionnelle dans la production. Telle est du moins la conclusion qui résulte *jusqu'ici* de notre examen de la question. Nous verrons que des expériences étrangères permettent, là aussi, des prévisions plus favorables. Ce qu'il faut dire en tous cas, c'est que les filateurs, s'ils veulent tirer des nouvelles inventions mécaniques tout le parti possible, s'ils veulent réduire au strict minimum le nombre de leurs ouvriers, et diminuer ainsi le prix de la main-d'œuvre, n'ont pour cela d'autre moyen que de réduire dans leurs manufactures la durée journalière du travail. Si l'*intensité* du travail dépend uniquement de la machine, le rôle de l'ouvrier n'étant plus qu'un rôle de surveillance, cette surveillance peut néanmoins s'exercer sur un plus ou moins grand nombre de broches; l'ouvrier surmené ne peut en surveiller autant que l'ouvrier bien portant. Le complément nécessaire de l'outillage moderne, c'est l'ouvrier moderne, c'est-à-dire actif, prompt d'esprit et de main, et propre à fournir une somme d'attention intelligente dont ses ancêtres n'auraient pas été capables.

CHAPITRE VIII

Durée du travail dans les mines.

· Dans tous les pays, les mineurs réclament pour leur travail une réglementation spéciale, et ne se considèrent pas comme suffisamment protégés par les mesures générales prises à l'égard des autres ouvriers. Le caractère particulièrement dangereux, malsain et pénible de leurs travaux explique suffisamment ces revendications, et l'opinion publique les a généralement écoutées avec sympathie. — Les conditions techniques du travail empêchent qu'on applique ici les mêmes règles qu'aux autres exploitations industrielles. Ces conditions sont donc essentielles à connaître.

§ 1.

MINES DE HOUILLE.

A. — *Ouvriers du fond.*

Organisation du travail. — Dans les mines de houille, tous les ouvriers ne travaillent pas ensemble; le plus souvent, ils se divisent en deux « postes » : un poste de jour consacré à l'abatage, au roulage et à l'extraction du charbon, et un poste de nuit, où se font les réparations et le remblayage. Parfois on ne trouve qu'un seul poste, celui de jour; parfois aussi, trois postes de 8 heures chacun. Mais ce dernier mode de

travail est presque partout réservé aux travaux urgents ; dans certains cas même, on voit les ouvriers organisés en 4 postes. A la Grand-Combe, « lorsque certaines galeries exigent une rapidité d'avancement exceptionnelle, et que les 24 heures fournies par les 3 postes de 8 heures ne suffisent pas, on travaille à 4 postes, se relevant de 3 en 3 heures ; chaque poste reste 9 heures au chantier et se repose 3 heures entre 2 périodes de travail de 3 heures. Ainsi, on obtient 24 heures de travail en un jour, au prix de 28 heures ⁽¹⁾ ».

En étudiant la durée du travail dans les mines, il faut distinguer : le temps de présence à la mine, le temps de présence au chantier, et la durée du travail effectif.

Le *temps de présence à la mine* est le temps qui s'écoule entre l'arrivée de l'ouvrier sur le carreau de la mine et son départ. Le *temps de présence au chantier* est le temps de présence à la mine diminué de la période nécessaire pour se rendre de l'orifice du puits au lieu du travail et pour en revenir. On conçoit que ce trajet puisse être de longueur très variable suivant les mines : tantôt l'ouvrier descend par des galeries (c'est le cas le plus rare), tantôt par des cages ; la profondeur des puits, la longueur des galeries ne sont pas partout les mêmes ; elles imposent à l'ouvrier des trajets plus ou moins longs. La *durée du travail effectif*, enfin, est le temps de présence au chantier diminué du temps nécessaire aux repos.

D'après l'Enquête inédite sur les conditions du travail souterrain nous avons dressé les tableaux suivants, en nous conformant aux distinctions précédentes. Les chiffres de cette enquête ont été contrôlés par ceux que fournit M. Lacombe,

(1) *Enquête inédite sur les conditions du travail souterrain*, p. 35. C'est à cette enquête et au Rapport de M. Lacombe, que nous empruntons la plupart des renseignements de ce chapitre.

TABLEAU I

Durée du travail dans les houillères.

GROUPES MINIERS	INTÉRIEUR				CATÉGORIES d'ouvriers.	EXTÉRIEUR	
	Présence à la mine.	Présence au chantier.	Travail effectif.	Repos.		Présence.	Travail effectif.
<i>Groupe I. Niver- nais, Bourbon- nais, Auvergne.</i>							
A) Groupe de Com- mentry.							
1) Mine de Com- mentry, exploi- tée par la Société anonyme de Fourchambault- Commentry....	10 h.	9-9 1/2	8	1 1/4	Ouvriers à l'extrac- tion.... Cribleurs, trieurs, laveurs.. Terrassiers en tran- chée.... Ateliers d'agglom- ération. Ouvriers aux fours à coke.. Machinis- tes.....	10 1/2-11 9 11 1/2 11 3/4	 10 1/2 10 1/4
2) Compagnie de Châtillon - Com- mentry.	10	9 1/2	8 1/2	1	Ouvriers employés à la re- cette des puits, trieurs, laveurs, etc. Autres ou- vriers... Mécani- ciens....	12 comme ceux du fond. 11 1/2-12	9 1/2-10 10 1/2-11
B) Bassins de St- Eloy, Champa- gnac et Bourg- Lastic.....	10	9	8				
C) Bassin de Bras- sac.....	10-10 1/2	9 1/2	8				
D) Bert (Allier)... Decize.....	11 10		8 1/2 9 1/2	1/2	» Ouvriers ordinai- res.....	12	11 1/2
<i>Groupe II. De l'Est (Ronchamps, Haute-Saône) ..</i>	10	8 1/2	7 1/4-7 1/2	1 1/4		12	10 1/2-11

GROUPES MINIER	INTÉRIEUR				CATÉGORIES d'ouvriers.	EXTÉRIEUR	
	Présence à la mine.	Présence au chantier.	Travail effectif.	Repos.		Présence.	Travail effectif.
					Machinistes et chauffeurs....		10
					Ouvriers des fours à coke..		8
<i>Groupe III. Rouergue et Hérault.</i>							
A) Bassin d'Aubin: Decazeville....	10	9 1/2	8	2 rep.			
B) Bassin de Carmaux.....	9	8	7,23	33 m.	Mécaniciens....		12
C) Bassin de Graissessac.							
Certaines mines..	9		8				
D'autres.....	9 1/2		8		Machinistes.....	12	
<i>Groupe V (1). De l'Ouest.....</i>	9 1/2-10 1/2		9	1			
<i>Groupe VI. Savoie et Dauphiné.</i>							
La Mure.....	10		moins de 8	1 1/2			
D'autres mines...	9		8	1/2			
<i>Groupe VII. Centre.</i>							
Mines d'Ahun....	10-10 1/2		8-8 1/2	1	Cribleurs, rouleurs, trieurs..	11 1/2	10 1/2
					Machinistes et chauffeurs....	11	10
Bosmoreau.....			8 1/2				
Argental.....			10	2			
Lapleau.....			9	1			
<i>Groupe VIII. Provence et Alpes-méridionales.</i>							
Bassin de Fuveau.	9-9 1/2	8	7	1	»	11	10
Les rouleurs font	10-10 1/2(2)				Chez MM. Michel, Armand et Cie...		9
Manosque.....		8 à 9	7				
Dauphin et Ville-neuve.....	12		8-9	2 h. surface.			

(1) Le groupe IV, comprenant la Normandie, n'a pas de mines de houille.

(2) Ils entrent une heure avant les autres ouvriers pour assurer l'écoulement des bennes chargées le jour et la nuit.

GROUPES MINIERS	INTÉRIEUR				CATÉGORIES d'ouvriers.	EXTÉRIEUR	
	Présence à la mine.	Présence au chantier.	Travail effectif.	Repos.		Présence.	Travail effectif.
<i>Groupe X. Cévennes.</i>							
A) Bassin d'Alais : Grand-Combe..		9-10	9	1		12	10
Bessèges.....	11	9	7 1/2-8	1			
Cessons.....	10	9	7 1/2	1 1/2			
Lalle.....	10 1/2		7 1/2	2			
Salles, Montalet..	11		8 1/2	2			
Rochebelle.....	11		9	1			
Portes.....	12		8 1/2				
Trelyz.....	10		7-8 1/2	1			
<i>Groupe XI. Bourgogne et Franche-Comté.</i>							
A) Blanzay.....	10 1/2	8 1/2-9	8-8 1/2	1/2			
B) Creuzot.....	11	10	9	1			
Epinac.....	10 1/2		9	3/4			
Perrecy.....	10		8 1/2				
La Chapelle-sous-Dun.....	9 1/2	8	7 1/2	1/2			
Aubigny-la-Ronce.	10		9	1			
<i>Groupe XII. Loire et Rhône.</i>							
A) Bassin de Saint-Etienne.....	10	8 1/2-9	7-8	1-1 1/2	Service du puits....	10	
					Autres ouvriers...	12	10
					Mécaniciens....	12	
B) Bassin de Rivede-Gier.....	10		8	1/2	"	12	10
C) Autres exploitations.....	10		9	1			
Communay.....	11 1/2-12		10				
<i>Groupe XIV. Sud-Ouest.....</i>	12		10	2			
<i>Groupe XV. Nord et Pas-de-Calais, Anzin.....</i>	10, 17 m.		9	1/2	Ouvriers attachés à l'extraction.....	10 1/2-11	
					Ouvrier des ateliers..	12	10 1/2
					Ouvrier des fours à coke....	9	8 1/2
Pas-de-Calais....	8 3/4-10		7 1/2-8	1/2-3/4	Ouvriers ordinaires.	12	9 1/2 à 10 1/2
					Machinistes.....	12	

dans son « Rapport sur les conditions du travail dans les mines ⁽¹⁾ ». Ils concordent presque exactement entre eux. Les différences que l'on rencontre sont insignifiantes. Il aurait été désirable de les contrôler aussi par les chiffres de l'Enquête de l'Office du travail. Malheureusement ces chiffres représentent une moyenne entre la durée du travail à l'intérieur et à l'extérieur, et comme ces deux durées sont très différentes, ils ne correspondent à aucune réalité.

La journée du mineur. — La durée du travail effectif est en moyenne, d'après nos données, de 8 h. 1/2. Dans 18 cas elle est de 8 heures ou même moins; dans 9 cas elle est de 8 h. 1/2; dans 10 cas elle est de 9 heures, et dans 3 cas seulement de 10.

Les longues journées de 9 et 10 heures se rencontrent surtout dans les petites exploitations, où les couches ne sont pas riches, et où l'on cherche à accroître le rendement en prolongeant la durée du travail ⁽²⁾. Cependant des journées de 9 heures existent aussi dans les grandes exploitations d'Anzin, du Creusot, de Blanzy. A Decize, la journée est de 9 h. 1/2, et les ingénieurs expliquent cette prolongation par le désir des ouvriers à la tâche d'augmenter leur salaire.

Ce travail effectif moyen est coupé en général par deux repos : l'un, d'1/4 d'heure environ, pris vers 8 heures du matin, pour « casser la croûte »; l'autre, d'une heure, pris vers 11 heures du matin pour le déjeuner. — Parfois le premier repos est indispensable, les ouvriers ayant fait souvent plusieurs kilomètres pour se rendre à la mine, et, dans la mine, pour se rendre à leur chantier. Lorsqu'ils habitent près de

(1) Chambre des députés, session de 1896, n° 1982. Paris, 1896, in-4°.

(2) A Argental, à Lapleau, dans le groupe du Centre — à Communay, à Sainte-Foy-l'Argentière, dans le bassin de la Loire.

la mine, le premier repos est supprimé et le temps de présence en est réduit d'autant.

L'organisation des repos laisse beaucoup à désirer. Le tableau I montre que fréquemment, pour une journée entière, le temps de repos ne dépasse pas une $1/2$ heure ou $3/4$ d'heure ; rarement il dépasse 1 heure. Les quelques repos de 2 heures qu'on nous rapporte, accompagnent en général une journée exceptionnellement longue, et se rencontrent dans les mines où l'on peut, sans grande perte de temps, remonter à la surface au milieu du jour. Si un repos d'une $1/2$ heure ou de $3/4$ d'heure peut sembler suffisant pour un travail de 7 h. $1/2$ ou 8 heures, il devient dérisoire pour une journée de 8 h. $1/2$ ou 9 heures. A Blanzky, le travail effectif de 9 heures ne comporte pas plus d'une $1/2$ heure ou de $3/4$ d'heure de repos. A Decize, nous trouvons un repos d'une $1/2$ heure, correspondant à 9 h. $1/2$ de travail effectif. A Anzin, le travail effectif dure 9 heures ; le temps de repos, et de circulation dans les galeries est pris sur une période d'une heure 22 minutes. En estimant à une $1/2$ heure le temps nécessaire à cette circulation, il ne reste guère plus de $3/4$ d'heure de repos.

Deux motifs contribuent à diminuer le temps de repos. D'une part les ouvriers cherchent à le raccourcir. En effet, tandis que dans les autres branches d'industrie, c'est la durée effective du travail qui importe le plus à l'ouvrier, ici, il se préoccupe presque autant de la durée de son séjour dans la mine, et cela se comprend aisément, étant données les conditions pénibles où il se trouve. Il préfère se fatiguer un peu plus, et gagner en échange un repos plus considérable au jour. En voici un exemple frappant :

Dans le bassin de la Savoie et du Dauphiné, aux deux mines d'anthracite de Notre-Dame-de-Vaulx et Putteville, les ou-

vriers, depuis 1890, au lieu de prendre leur repos d'une heure au dehors, préfèrent faire leur poste tout d'une traite, avec un repos d'une demi-heure seulement. Leur travail effectif est de moins de 8 heures. Les ouvriers de la mine voisine de La Mure ont demandé la même organisation. « Ils faisaient remarquer, que s'ils prenaient seulement un léger repas aux chantiers, ils feraient le même travail en bien moins de temps, et pourraient ensuite prendre leur principal repas le soir en famille. La Compagnie s'est refusée à ce changement, craignant un mauvais emploi des heures libres de la soirée, et peut-être une diminution de rendement. Pourtant, cédant au conseil de M. l'Ingénieur en chef des mines, la Compagnie a mis à l'essai cette nouvelle organisation pour le poste de nuit. Et M. Gauthier pense qu'à la suite de cet essai, le nouveau système ne tardera pas à être appliqué ou rendu facultatif pour le poste de jour » (1).

Mais, si l'ouvrier cherche à diminuer son temps de présence à la mine en raccourcissant les repos, les Compagnies d'autre part l'y excitent indirectement. On sait, en effet, que les mineurs, en dehors des simples manœuvres, sont presque toujours payés à la tâche, soit individuellement, soit par équipes. Dans le premier cas on paye les piqueurs d'après le nombre de mètres d'avancement, ou le nombre de wagonnets et les boiseurs d'après le nombre de cadres posés. Mais le plus souvent, un minimum de travail est imposé par la Compagnie. Lorsque on traite avec une équipe entière, le prix est fixé à forfait pour une semaine, une quinzaine ou un mois, suivant la régularité des couches. Le prix est partagé entre les ouvriers du même chantier (2). Les Compagnies cherchent donc à activer le travail de l'ouvrier plus qu'à l'entraver par

(1) *Enquête inédite*, p. 30.

(2) Cf. Ledoux, *Organisation du travail dans les mines*.

des repos. Souvent les heures d'entrée et de sortie ne sont pas fixées. C'est donc la coutume qui, dans la plupart des cas, règle les moments de repos, et l'ouvrier est toujours libre de ne pas en profiter. Là où les salaires sont suffisants et où les ouvriers sont organisés, ils s'entendent en général pour ne pas dépasser la production minimum fixée par les Compagnies. Mais, si ces conditions ne sont pas remplies, l'ouvrier est tenté naturellement d'augmenter son salaire en travaillant sans interruption.

L'absence de repos régulier présente encore un autre inconvénient : comme le travail du fond n'est jamais complètement interrompu, les ouvriers de la surface employés à l'extraction ne peuvent pas non plus interrompre le leur. Aussi emploie-t-on de préférence à ce dernier service, 2 hommes qui se relaient d'heure en heure ⁽¹⁾.

D'après cela, nous pouvons décrire ainsi la journée moyenne du mineur. Il entre à la mine à 5 heures du matin, il en sort à 3 ; dans ses 10 heures de présence il fait en moyenne 8 h. $1/2$ de travail ; il se repose $3/4$ d'heure et marche $3/4$ d'heure pour se rendre à son chantier. Ajoutons 1 heure pour se rendre à la mine et en revenir, et nous voyons qu'en somme le mineur peut disposer de 13 heures pour son usage personnel. Écartons les 8 heures nécessaires au sommeil, 1 heure nécessaire pour le repas du soir ; il reste exactement 4 heures qu'il peut employer à son gré. Beaucoup en usent pour cultiver près de leur maison un petit jardin. — Mais ce n'est là qu'une journée idéale ; nous n'avons pas prévu les heures supplémentaires qui sont très fréquentes ; nous n'avons pas parlé du temps nécessaire pour se laver et changer de vêtements ; nous n'avons pas tenu compte de la fatigue nécessairement si grande après 10 heures presque

(1) *Rapport Lacombe*, p. 81. Déposition de M. Fèvre, ingénieur des mines.

ininterrompues de mouvement physique. Néanmoins nous pouvons admettre que le mineur dispose de 2 heures complètes pour s'occuper de ses affaires personnelles, de celles de sa corporation, et de ses récréations; ce n'est pas grand' chose; c'est plus cependant que n'ont beaucoup d'ouvriers.

D'après la notice, très précieuse publiée en 1891 par la statistique minérale, sur les salaires et la durée du travail dans les mines, 47.892 ouvriers, travaillant effectivement de 8 heures à 8 h. 1/2, se trouvent dans la situation que nous venons de décrire; 16.794, travaillant de 7 heures à 7 h. 3/4, se trouvent dans des circonstances meilleures; 17.802 enfin, travaillent plus de 8 h. 1/2 ⁽¹⁾.

Vœux des ouvriers. — Si le travail des mines était analogue aux autres travaux industriels, la situation du mineur paraîtrait relativement enviable, et nous n'aurions guère à nous occuper ici que des 17.802 ouvriers, employés dans la mine de 10 à 12 heures par jour. Mais le travail des mines n'est pas seulement fatigant; il est malsain, et tout particulièrement pénible.

On sait qu'en France, les accidents dont sont victimes les mineurs sont devenus plus rares. Les conducteurs de voitures, les bateliers sont aujourd'hui plus exposés que les mineurs aux risques d'une mort soudaine⁽²⁾. Mais si la sécurité dans les mines est plus grande qu'autrefois, les conditions du travail n'en sont pas moins pénibles; il suffira de rappeler l'absence de lumière et d'air, la température tantôt étouffante et tantôt glaciale, l'air vicié par les gaz, la position malcommode des ouvriers, l'humidité, comme dans les houillères de l'Allier, où les « hommes sont obligés de travail-

(1) *Statistique minérale pour 1889*, Paris, 1891, p. 236 et 237.

(2) Lacombe, *Rapp.*, p. 19.

ler à moitié couchés dans l'eau » ⁽¹⁾; les poussières, comme dans les mines de la Loire : « Les ouvriers, dit une enquête, y travaillent debout; mais les galeries sont très sèches, elles sont remplies de poussière de charbon, qui pénètre dans les poumons, et s'y accumule en provoquant des maladies mortelles » ⁽²⁾.

Aux causes générales, qui font demander par toutes les catégories d'ouvriers une limitation du travail journalier, s'ajoutent donc ici des causes particulières, qui justifient de la part des mineurs le vœu d'une législation spéciale.

Sur la réalité de ces désirs, il ne saurait y avoir de doute. Dans son rapport de 1896, M. Lacombe s'exprime ainsi : « Tous les syndicats ouvriers ont exprimé à la Commission des vœux en faveur de la limitation légale ». Ils voudraient voir la journée réduite à 8 heures « comptées depuis l'entrée dans la mine jusqu'au moment de la montée » ⁽³⁾; il faut entendre par là la durée de présence à la mine y compris le temps nécessaire pour monter et descendre dans le puits.

Déjà en 1884, M. de Lanessan constatait dans son rapport ce vœu des ouvriers : « La limitation des heures du travail, disait-il, est la mesure à laquelle les ouvriers mineurs de Saint-Étienne paraissent attacher le plus d'importance » ⁽⁴⁾. D'après eux, la durée du *travail effectif* ne devait pas dépasser 8 heures; la durée de présence au chantier, repos compris, devait être de 8 h. 1/2. « Les ouvriers reconnaissent qu'il sera pénible de faire 8 heures consécutives de travail effectif, mais ils préfèrent cette organisation

(1) Lanessan, *Rapp.*, p. 54.

(2) *Ibid.* — V. aussi : Dr. Fabre, *Effets du trav. souterr. sur la santé des ouvriers*, Paris, 1878, 30 p. (contient une bibliographie des maladies des mineurs).

(3) *Rapp. Lacombe*, p. 92.

(4) *Rapp. de Lanessan*, p. 54.

du travail à celle qui existe actuellement, et avec laquelle pendant un séjour minimum de 10 heures à la mine ils ont 1 h. 1/2 de repos ».

Depuis lors, les Congrès de mineurs ont à mainte reprise renouvelé ces vœux; mais ils demandent aujourd'hui plus qu'en 1884, puisqu'ils comprennent dans la journée de 8 heures le temps de la descente et de la remonte⁽¹⁾.

Toutefois, M. de Lanessan fait une remarque qui semble infirmer la valeur de ces vœux. « Les arguments donnés de part et d'autre, dit-il, ne nous paraissent pas être l'expression de la pensée réelle des déposants... Quand les commandes sont nombreuses, les patrons n'hésitent pas à faire des sacrifices pour obtenir de leurs ouvriers qu'ils travaillent pendant un plus grand nombre d'heures, et il est rare que, dans ces conditions, les ouvriers séduits par l'accroissement du salaire, résistent aux sollicitations des patrons. Aussi n'est-il pas habituel de voir la question des heures du travail faire grand bruit dans les industries prospères. C'est seulement lorsque le travail est rare qu'elle acquiert une importance réelle. Plus est grande alors la durée de la journée du travail, plus est grand le nombre des ouvriers qui sont atteints par le chômage »⁽²⁾.

Ces remarques pourraient aussi bien s'appliquer à toute espèce d'industrie. Elles prouvent simplement que l'ouvrier, dans la pratique, considère le plus souvent la limitation au seul point de vue de son intérêt immédiat. Tant que la prolongation du travail est compensée par un salaire plus considérable, il ne s'y oppose pas; mais dès que cette prolonga-

(1) Au congrès de Commentry en 1891 fut votée la résolution suivante : « Journée de 8 heures, y compris la descente et la montée des ouvriers ». — *Compte-rendu*, p. 25.

(2) *Rupp. Lanessan*, p. 55.

tion, survenant en temps de crise, a pour conséquence le chômage, il en aperçoit les inconvénients. L'économiste et le législateur doivent se placer à un autre point de vue. Négligent le profit passager que l'ouvrier retire des heures supplémentaires, pour ne voir que le dommage permanent qu'elles lui causent, ils trouvent indispensable de résoudre le problème de la limitation, en dehors même des périodes de chômage où l'ouvrier sent plus vivement le besoin d'une solution. — C'est au seul point de vue de la santé de l'ouvrier que nous nous placerons ici.

Divers procédés de limitation possibles. — On peut supposer une limitation s'appliquant soit à la durée de présence à la mine, soit à la durée de présence au chantier, soit enfin à la durée du travail effectif. Examinons ces différentes hypothèses.

Si on limite la durée de présence à la mine (c'est le cas prévu le plus souvent par les ingénieurs dans l'Enquête sur les travaux souterrains), il en résulte deux inconvénients : les exploitants, d'une part, seront placés par la loi même dans des conditions inégales de concurrence, puisque, même en supposant uniforme la durée des repos, la profondeur inégale des puits, et l'éloignement variable des chantiers suivant les différentes mines, rendront partout inégale la durée du travail effectif; l'inconvénient ne sera pas moindre pour le législateur qui ne pourra calculer facilement les conséquences d'une pareille mesure sur l'exploitation minière ⁽¹⁾.

(1) Voici un exemple de ces différences : « A la Grand'Combe, dit l'Enquête (p. 44) l'ouvrier demeure près de la mine ; en quelques minutes il est rendu de la surface à son chantier. Là, il travaille debout à son aise ; il peut sans trop de fatigue, fournir en 2 périodes, 9 heures de travail effectif. A Molières (l'une des mines de Bessèges) il lui faut faire à pied de sa maison à la mine un trajet de 2 à 3 kilomètres. Avant d'atteindre son chantier, il

Si on limite uniquement la durée de présence *au chantier*, il peut en résulter pour l'ouvrier un réel dommage. Le salaire, on le sait, est presque toujours payé à la tâche, et les compagnies fixent en outre un minimum de production, que l'ouvrier dépasse rarement quand son salaire est convenable. Par suite, les Compagnies malgré la liberté apparente laissée à l'ouvrier, sont en réalité maîtresses de la durée du travail par le prix qu'elles payent pour chaque unité de production. « Les mineurs, dit M. Lacombe, allèguent avec apparence de raison, que le résultat du travail à la tâche est toujours fatal à l'ouvrier, puisque les Compagnies augmentent la tâche dès qu'elle leur paraît pouvoir être exécutée trop facilement. — Dans ces conditions, sa tâche au lieu d'être proportionnée à la quantité de charbon abattue, est uniquement basée en fait sur la puissance de travail du piqueur, qui se trouve ainsi surmené » ⁽¹⁾. Ainsi, une Compagnie en augmentant la tâche, pourra réduire à presque rien la durée des repos; les meilleurs ouvriers, sur la production desquels se fixe le salaire à la tâche, forceront les autres à se surmener, et la limitation aura pour conséquence un surcroît de fatigue au lieu d'un plus grand bien-être.

Le seul moyen de concilier la nécessité des repos, avec la limitation du temps de présence au chantier, est de limiter en même temps la durée du travail effectif. Les Compagnies seront obligées alors de respecter les moments de repos. — La seule difficulté serait dans ce système, d'assurer un contrôle sérieux par l'inspection du travail. L'inspecteur peut en constatant les heures d'entrée et de sortie, et en connais-

faut qu'il ait parcouru au moins deux kilomètres de galeries. Là, il travaille dans une couche qui n'a guère plus de 40 centimètres de haut. Au bout de 8 heures de présence au chantier, il a fini sa journée ».

(1) Lacombe, *Rapport*, p. 92.

sant les distances qui séparent les chantiers du puits, s'assurer *de l'extérieur* que la durée de présence au chantier n'est pas dépassée. Mais comment s'assurer que les repos sont respectés à l'intérieur, sans pénétrer dans la mine? Et par combien de fraudes ne cherchera-t-on pas à le tromper? L'arrêt des machines d'extraction, pendant la durée des repos, serait peut-être le seul procédé efficace. Il faudra donc compter ici non seulement sur la vigilance de l'inspecteur, mais encore sur l'esprit de solidarité et sur le contrôle mutuel des ouvriers.

Il faudra donc fixer à la fois un maximum de présence au chantier, et un maximum de travail effectif. Nous n'avons pas ici à déterminer quelle serait la meilleure limite, celle qui d'une part protégerait l'ouvrier contre les excès de travail, et d'autre part ne nuirait pas aux intérêts de l'exploitation. Il nous sera permis cependant, en prenant pour base les données fournies par la statistique minérale pour 1889, d'examiner quelles seront les conséquences probables d'un des régimes proposés ⁽¹⁾. Nous choisissons à dessein le plus modéré, celui que les ouvriers de Saint-Étienne réclamaient en 1884 : la limitation à 8 heures du travail effectif et à 8 h. 1/2 de la présence au chantier. Les Compagnies, en principe, n'y paraissaient pas opposées. Elles doutaient seulement qu'un ouvrier pût supporter un travail de 8 heures avec un aussi faible repos ⁽²⁾. Nous verrons si ces doutes sont fondés.

Effets probables d'une limitation à 8 heures du travail effectif. — Laissons de côté pour le moment les 17.082

(1) Cf. plus haut, p. 255.

(2) *Rapport de Lanessan*, p. 55. — D'après l'« Enquête inédite sur les exploitations souterraines » le séjour au chantier est en moyenne de 8 heures 1/2 à 9 heures, et le travail effectif de 8 heures ! Les repos sont donc d'une 1/2 heure à 1 heure.

ouvriers qui travaillent plus de 8 h. $1/2$ par jour. Examinons quel effet aura sur les autres la limitation à 8 heures du travail effectif et à 8 h. $1/2$ de la présence au chantier.

Dès aujourd'hui, 54.293 ouvriers font 8 heures de travail effectif ou même moins. Pour ceux-ci par conséquent, une seule question se pose : la durée du travail effectif restant la même, le repos d'une $1/2$ heure pour 8 heures de travail sera-t-il suffisant ? Cette question même ne se pose réellement que pour 37.499 d'entre eux, car les autres, faisant 7 heures, 7 h. $1/2$ ou 7 h. $3/4$ de travail effectif, auraient avec une présence de 8 h. $1/2$ au chantier des repos de 1 h. $1/2$, 1 heure et $3/4$ d'heure.

Que se passera-t-il donc pour ces 37,499 ouvriers dont le repos ne sera que d'une demi-heure ? Nous avons vu plus haut les mineurs de La Mure réclamer ce système, et le faire accepter. Et voici comment s'exprime à ce propos l'Enquête sur les travaux souterrains (p. 30) : « Au point de vue du rendement, il semble, comme le fait remarquer avec tant d'insistance M. l'ingénieur en chef Gendreau, que lorsque la journée est interrompue par des repos assez longs pour que l'ouvrier puisse y réparer ses forces, les muscles sont maintenus dans un état d'élasticité qui permet à l'ouvrier de produire plus avec fatigue moindre. D'autre part, si par un léger surcroît de fatigue, causé par un long poste de 8 heures, interrompu seulement par une demi-heure de repos, l'ouvrier peut gagner quelques heures de plus passées au jour, et s'il emploie ces heures supplémentaires non à boire, mais à jouir de la vie de famille, n'y a-t-il pas là un avantage considérable ? » Ainsi, de l'avis même de l'ingénieur, la brièveté du repos à l'intérieur peut être compensée par le séjour plus long à l'extérieur.

Il y a plus : dès à présent, dans la plupart des mines, le repos à l'intérieur est très court, et le « nouveau système » ne sera pas aussi nouveau qu'on pourrait le croire. En effet, nous avons vu qu'actuellement déjà, pour un travail effectif de 7 h. 1/2, 8 heures, 8 h. 1/2 et même parfois de 9 heures, les repos ne dépassent pas une 1/2 heure ou 3/4 d'heure. Pour un travail de 9 heures, les repos ne dépassent guère 1 heure, et les repos de 2 heures ne se rencontrent que dans les mines où l'on peut les prendre à l'extérieur ⁽¹⁾.

Ainsi pour les ouvriers qui, dès à présent font 8 heures de travail effectif, la limitation à 8 h. 1/2 de la présence au chantier ne constituera pas un grand changement, la réduction des repos n'influera probablement pas d'une manière appréciable sur la productivité ⁽²⁾.

Pour les ouvriers qui font actuellement 8 h. 1/2 de travail ou même davantage, la situation serait bien différente. Il y aurait au minimum une perte d'une demi-heure dans le temps de travail. Cette perte n'entraînerait-elle pas une diminution correspondante dans la production ? C'est la grave question qu'il nous faut maintenant examiner.

Les ingénieurs, chargés de l'Enquête sur les conditions du travail dans les exploitations souterraines, ont répondu à la presque unanimité qu'une réduction à 8 heures aurait pour la production des conséquences désastreuses. Ils ont fait le calcul des pertes probables qui en résulteraient ;

(1) Ces constatations concordent avec l'assertion de la Statistique minière, d'après laquelle : « la durée de présence offre donc en moyenne un excès de 1 h. 32 sur la durée du travail effectif à l'intérieur des concessions », *loc. cit.*, p. 236 et 237. Il faut entendre évidemment par « durée de présence », celle de la présence à la mine.

(2) Le système est appliqué actuellement au Bousquet-d'Orb et ne constitue pas une exception. V. *Office du travail, Statistique des grèves*, année 1892, p. 17 et 18.

d'après eux la production totale de la France (24.303.509 de tonnes en 1891) serait diminuée de 4.790.000 tonnes. — Ils citent dans les mines de Ronchamps (Haute-Saône) un puits (le puits Saint-Charles), où une réduction de 12,2 0/0 du travail effectif, accordée à la suite d'une grève, a entraîné une diminution de production plus que proportionnelle (14 0/0); « et cependant, dit l'ingénieur, les conditions du travail y ont été à peu près les mêmes dans les six mois qui ont précédé la grève, et dans les six mois qui l'ont suivie » (Enquête, p. 12). — Si donc la loi fixait à 8 heures la durée de la journée de travail, les Compagnies ne pourraient, d'après eux, maintenir leur production qu'en augmentant proportionnellement le nombre de leurs ouvriers; de là des installations nouvelles, des agrandissements et par suite un accroissement de frais généraux que beaucoup de mines ne seraient pas en état de supporter.

Ces arguments ne nous paraissent pas tous concluants. Les ingénieurs se placent dans l'hypothèse d'une réduction à 8 ou 9 heures de la durée de présence à la mine. Cette première hypothèse a l'inconvénient de laisser à une appréciation vague la durée du travail effectif, qui résultera de la limitation. Ce n'est pas celle que nous avons faite, et partant, les conséquences générales prédites par les ingénieurs ne s'appliquent pas à la nôtre. Mais l'Enquête fait encore une deuxième hypothèse, qu'il nous importe de discuter. Elle admet partout qu'une diminution du travail entraîne une réduction au moins proportionnelle de la production.

Or, des faits nombreux s'opposent à l'admission sans réserve d'une pareille affirmation. L'Enquête elle-même nous en fournit deux : à Ronchamps le travail effectif après 1890 fut diminué de 12 0/0; le rendement effectif ne fut réduit que de 2 0/0. A Marles la réduction d'une journée de 10 h. 1/2 à

9 h. 1/2 (9,5 0/0) de 1889-1891 ne fit baisser l'effet utile par ouvrier que de 5 0/0 ⁽¹⁾.

D'autres faits empruntés à l'étranger ne sont pas moins intéressants :

Un ingénieur des charbonnages de Charleroi adressait à l'*Étoile belge*, le 19 janvier 1890 une lettre où se trouve le passage suivant : « J'ai comparé l'effet utile par ouvrier d'une société charbonnière qui emploie depuis assez longtemps le système de la journée de 10 heures ⁽²⁾, avec celui d'un autre établissement similaire où le trait du jour dure 12 heures. J'ai tenu compte de la puissance moyenne en charbon des 2 charbonnages, et tout compte fait, l'effet utile pour le premier système est supérieur de 0,36 de tonne par ouvrier. Ce résultat est saisissant et instructif. Si dans l'une des exploitations on avait remplacé le vieux matériel, les anciens procédés de travail par une méthode plus rationnelle, plus en rapport avec les progrès réalisés dans l'art de l'exploitation, la routine fleurissait dans l'autre. Ici on employait un mode de trainage des produits qui ramenait le prix de revient à 0 fr. 59 par tonne; dans la 2^e société le même travail coûtait 1 fr. 22 en remorquant le charbon au moyen de femmes et d'enfants ».

Un membre de la Chambre de commerce française de Charleroi faisait suivre ces faits des remarques suivantes : La réduction de la journée de travail, d'après lui, n'entraîne pas de diminution dans la production, pour deux raisons :

1° On peut sans inconvénient réduire les repos.

2° Le produit n'est pas proportionnel à la durée du travail. « On constate, dit-il, dans les mines du bassin de la

(1) *Enquête inédite sur les condit.*, etc., p. 80.

(2) Il s'agit ici non de la durée du travail effectif, mais de la durée de présence à la mine.

Ruhr en Westphalie, que lorsqu'on fait faire des heures supplémentaires à des ouvriers, la production n'augmente pas proportionnellement au nombre des heures supplémentaires et que le travail s'en ressent par suite de la fatigue due à l'excès de travail de la veille. Les patrons de la Ruhr ont si bien compris ce fait, qu'ils ne font jamais faire d'heures supplémentaires, sauf à la veille des chômages. Autrement on perdrait le lendemain ce qu'on aurait gagné la veille ».

Il ajoute enfin que l'outillage perfectionné, et la meilleure organisation du travail contribuent à maintenir le niveau de la production.

En Allemagne, le président de la corporation des mineurs de Westphalie a constaté « que les ouvriers des mines atteignent leur rendement maximum avec 8 heures de travail effectif. Une prolongation temporaire en automne, par exemple, peut augmenter la productivité pendant 3 à 4 semaines; passé ce délai, le rendement revient à la mesure normale, restant le même pour 10 heures d'occupation, comme pour une durée de 8 heures ⁽¹⁾ ».

Quelle valeur faut-il attribuer à ces faits? Ils prouvent, nous semble-t-il, que dans cette question on fait nécessairement fausse route en considérant la force productive de l'ouvrier comme constante; or c'est précisément ce qu'ont fait les ingénieurs; aussi leur raisonnement n'est pas concluant. Les expériences précédentes prouvent, en effet, que l'ouvrier peut rattraper par l'intensité de son travail ce qu'il perd en durée. A vrai dire, elles ne fournissent pas de données précises sur les limites dans lesquelles cette compensation peut avoir lieu. Mais de quoi s'agit-il dans notre

(1) Charles Grad, *Le socialisme d'Etat dans l'Empire allemand*, *Revue des Deux-Mondes*, nov. 1877, p. 132. — V. encore J. Raé, *Progrès de la journée de 8 heures en Angleterre* (*Archiv f. Soziale Gesetzgebung*, 1898, p. 1 et s.).

hypothèse? D'une réduction du travail effectif de 8 h. $1/2$ à 8 heures, c'est-à-dire d' $1/17$ ou de 5,8 0/0; cette réduction est donc bien faible comparée aux réductions citées plus haut de 12 ou 9 0/0; il est permis de penser que si elle entraîne une diminution de production, celle-ci sera si faible, qu'il ne faudra pas pour la compenser augmenter beaucoup les frais généraux.

On peut donc admettre qu'une fixation à 8 heures du travail effectif, et à 8 h. $1/2$ de la présence au chantier n'aurait sur la production de 64.686 mineurs français aucun effet appréciable, soit que cette mesure ne modifie pas leur situation, soit qu'elle réduise simplement la durée de leur repos, soit enfin qu'elle diminue dans une faible proportion la durée de leur travail effectif.

Mais il reste à examiner la situation de 17.802 mineurs, dont 13.926 travaillent 9 heures, 160, 9 h. et $1/2$, et 3.716, 10 heures par jour; la limitation à 8 heures du travail effectif constituerait donc pour 13.926 ouvriers une perte d'une heure, et pour 3.716 une perte de 2 heures par jour. — Sans doute, beaucoup des mines où ils sont employés sont petites, exploitent des gisements pauvres et cherchent par conséquent à compenser les conditions défavorables où elles se trouvent par un travail plus considérable; c'est le cas pour les mines du groupe de l'Ouest (Maine-et-Loire, Vendée, Deux-Sèvres), pour les mines d'Argental de La-pleau, dans le Centre, pour celles du Dauphiné. Mais on trouve aussi des journées de 9 heures au Creuzot, et à Anzin, où l'augmentation des frais généraux, si elle était nécessaire, n'entraînerait certainement pas la ruine qui pourrait menacer des exploitations plus faibles ⁽¹⁾. — S'il faut tenir

(1) Au Creuzot les ingénieurs admettent la possibilité d'une limitation. Ils

compte des conséquences financières que peut avoir sur une exploitation la limitation brusque du travail, il faut considérer aussi les conséquences que peut avoir sur la santé des ouvriers le maintien du système actuel dans certaines mines. A Anzin, par exemple, d'après l'Enquête sur les travaux souterrains, l'ouvrier passe 10 h. 17 au fond de la mine; et sur ce temps « il ne dépense que 1 h. 22 pour aller à son chantier, se reposer et revenir ». Nous ne parlons pas des mines plus petites, où le séjour au fond va jusqu'à 11 heures. Personne ne niera qu'une pareille durée ne soit exagérée, au simple point de vue de la santé physique.

Il ne nous appartient pas de trancher la question des moyens à employer. Nous n'avons qu'à exposer les conséquences probables des mesures proposées.

Il nous semble cependant que l'on peut poser les desiderata suivants :

1°) Interdiction *en tous les cas* d'un travail effectif supérieur à 9 heures, et de plus, 2°) Fixation d'une limite de 9 heures par jour à la présence au chantier.

On pourrait laisser aux mines, où la durée du travail effectif dépasse aujourd'hui 9 heures, un certain délai pour se mettre en règle avec la loi. Les autres pourraient en réduisant les repos, conserver un travail effectif de 8 h. 1/4. Il n'en résulterait aucun changement pour les 54.292 mineurs qui dès aujourd'hui travaillent 8 heures. Les 10.393 mineurs qui travaillent 8 h. 1/2 verraient leur journée réduite d'un quart d'heure ou d'une demi-heure. Les

refusent néanmoins la limitation à 8 ou 9 heures parce que disent-ils cela entraînerait une fixation du travail effectif à 6 ou 7 heures. — L'hypothèse où nous nous sommes placés ne prévoit rien de tel. En prenant comme unité la durée de la journée ou de présence à la mine on s'expose à des inexactitudes, à des confusions perpétuelles, et c'est ce qui rend difficile de discuter les appréciations des ingénieurs dans l'Enquête.

13.926 mineurs qui travaillent actuellement 9 heures perdraient $3/4$ d'heure par jour ; et cette perte ne serait pas difficile à combler. Il ne resterait en somme que 3.876 mineurs pour lesquels la loi créerait une situation vraiment nouvelle ; et pour ceux-ci on peut dire qu'il s'agit d'une mesure d'hygiène et de sécurité à laquelle l'État peut à bon droit soumettre les Compagnies.

Durée du travail dans les exploitations ouvrières. — Ces exploitations sont au nombre de deux : la Compagnie ouvrière de Rive-de-Gier et la Compagnie de Monthieux. Dans la première la présence à la mine est de 10 heures et le travail effectif de 8 h. $1/2$; dans la seconde on a appliqué le principe de la journée de 8 heures, de sorte que le travail effectif est réduit à 7 heures. Les heures supplémentaires y sont du reste fréquentes. Sur les résultats du système nous n'avons pu recueillir de renseignements précis ⁽¹⁾.

B. — Ouvriers de la surface.

Le travail de la surface est intimement lié à celui du fond. Cela est aisé à comprendre pour le travail d'extraction. Les machines d'extraction ne fonctionnent évidemment que si l'abattage se poursuit au fond. — Cela est vrai aussi de la préparation à la surface des produits de l'extraction. « Dans les mines métalliques, dit l'Enquête sur les exploitations souterraines (p. 69) la préparation à la surface est ou peut être indépendante de l'extraction. Le produit brut extrait a besoin d'un traitement très complet avant d'être employé à la métallurgie. Il ne se détériore pas à l'air et peut être mis en

(1) Voir : Regnault et Watton : *Les nouvelles compagnies ouvrières* (Rev. d'écon. polit., 1893, p. 625 et s.) et surtout, du Maroussem : *Piqueur social de Monthieux*, p. 384, Paris 1898 (*Les ouvriers des Deux-Mondes*, 2^e série, 43^e fascic.).

stock pour être repris plus tard. La houille doit au contraire être traitée de suite. Sa faible valeur relative ne permet pas de fausse manœuvre. Et comme le travail ne peut se faire que de jour, il s'ensuit que l'abattage et le roulage souterrain doivent être compris entre des limites déterminées ».

Le travail des mécaniciens est presque toujours plus long que celui des mineurs. — En effet, le travail de la machine qui non seulement extrait le charbon, mais encore transporte les mineurs dure nécessairement depuis l'arrivée de ceux-ci à la mine, jusqu'à leur départ.

Lorsque l'abattage est organisé à deux ou trois postes, il est naturel aussi que l'extraction se fasse à deux postes de 12 heures ou de 8 heures. Dans certains cas on est parvenu, grâce à une disposition spéciale des mines, à maintenir un seul poste à l'extérieur, pour deux à l'intérieur. En effet, là où la circulation des ouvriers ne se fait pas par les cages d'extraction mais par des galeries, ils peuvent venir se remplacer sans qu'il en résulte aucune interruption ni de l'abattage ni de l'extraction; on peut sortir alors en 10 heures tout le produit des deux postes intérieurs. C'est ce qui a lieu dans le bassin de Fuveau, chez MM. Michel, Armand et C^{ie} et à la Grand'Combe. — Là où ce mode de circulation n'est pas possible, il se produit nécessairement un double arrêt : arrêt de l'abattage pendant la remonte de la première équipe et la descente de la deuxième; arrêt du travail d'extraction pendant le transport des deux postes dans la cage d'extraction. Cela suffit pour beaucoup allonger le travail des mécaniciens, et pour nécessiter en conséquence un double poste à l'extérieur.

Quels seront les effets sur le travail des mécaniciens, d'une réduction du travail au fond comme celle que nous avons décrite? La durée de présence à la mine étant réduite

pour les ouvriers du fond, celle des ouvriers de la surface, employés à l'extraction sera réduite aussi. Quant aux ouvriers occupés à la préparation de la houille, ils seront dans les mêmes conditions qu'auparavant.

Comme le travail à l'extérieur est évidemment moins pénible et moins insalubre qu'à l'intérieur, il n'y a pas de raison d'exiger pour les ouvriers de l'extérieur une limitation plus stricte que pour l'ensemble des ouvriers industriels. La durée de présence des mineurs à la mine devant être de 10 heures, dans l'hypothèse d'une fixation à 8 h. $1/2$ de la durée de présence au chantier, cette durée sera celle du travail effectif des mécaniciens. — Il se peut que pour la préparation de la houille la réduction du travail effectif à 10 heures, entraîne la nécessité d'augmenter un peu le personnel. Cette augmentation ne sera jamais très considérable. Il suffit pour s'en convaincre de consulter les tableaux où nous avons indiqué la durée actuelle de ces travaux. Elle ne dépasse 10 heures que très rarement.

§ 2.

MINES MÉTALLIQUES.

La durée du travail dans les mines métalliques est plus longue que dans les houillères. D'après la *Statistique minérale*, 53 0/0 des ouvriers du fond travaillent de 9 heures à 11 heures (2.256 ouvriers travaillent de 9 heures à 9 h. $1/2$; 1.420 de 10 heures à 10 h. $1/2$; et 155, 11 heures); 30 0/0 travaillent de 8 heures à 8 h. $1/2$ par jour, et 17 0/0 enfin, de 7 heures à 7 h. $1/2$ ⁽¹⁾.

(1) Statistique minérale, *loc. cit.*

La nature du travail explique ces différences entre les houillères et les mines métalliques.

Dans ces dernières les mineurs peuvent fréquemment, et sans grande perte de temps, prendre leurs repas à l'extérieur. De là ces longs repos de 2 heures indiqués au tableau II. Ainsi dans le district de Meurthe-et-Moselle « l'entrée de toutes les mines est à flanc de coteau, les ouvriers peuvent donc quitter le chantier quand ils ont terminé leur ouvrage, et revenir au jour comme ils veulent » (Enquête, p. 14). Les repos étant plus longs que dans les houillères, le travail peut être aussi plus long, sans devenir pour cela moins productif. Ainsi s'expliquent les fréquentes journées de 9 heures, 9 h. 1/2 et 10 heures. Dans les mines, assez rares, où le retour au jour est impossible pendant la journée, la durée du travail effectif est de 8 heures avec une demi-heure de repos (à Villefranche par exemple), comme dans les houillères.

Néanmoins, les journées de 8 heures sont assez fréquentes, puisque 30 0/0 des ouvriers en bénéficient. Elles résultent de l'organisation très fréquente du travail à trois postes de 8 heures. Dans les mines métalliques en effet, surtout dans les mines de fer, la proportion de stérile abattu par rapport au minerai est très grande. Souvent le produit utile de 24 heures d'abattage peut être extrait en un seul poste de 10 heures; le reste sert à faire les remblais. Ainsi le travail du fond peut être continu; tandis que dans les mines de houille, où les remblais sont souvent introduits du dehors et nécessitent l'interruption du travail, la continuité n'est pas possible (Enquête, p. 69).

Le travail est donc fatigant; mais les conditions où il se fait sont moins pénibles que dans les houillères. Ajoutons un dernier trait qui distingue le mineur métallique du mineur

au charbon, et le rapproche au contraire des manœuvres ordinaires : son travail exige surtout de l'énergie ; le travail dans les houillères exige encore de l'attention, de l'adresse et de l'expérience (Enquête, p. 69).

D'après ces données, si l'on appliquait au travail effectif dans les mines métalliques la limite de 8 heures, il y aurait proportionnellement beaucoup plus d'exploitations obligées de réduire la journée de leurs ouvriers, que dans les houillères. La réduction serait assez considérable puisque dans le plus grand nombre des cas elle serait de 1 heure, de 1 h. 1/2 ou même de 2 heures.

D'autre part, si nous admettons que des ouvriers ne doivent pas être maintenus plus de 12 heures loin de chez eux, et que 10 heures de travail effectif sont un maximum qui ne doit pas être dépassé, nous sommes amenés naturellement aux conclusions suivantes :

1° Le travail de 11 heures devrait être sévèrement interdit. C'est l'avis d'un ingénieur en chef qui, à propos d'une durée pareille ⁽¹⁾, écrit dans l'Enquête : « Il y aurait lieu de demander aux exploitants de diminuer de 1 heure au moins la durée du poste, tout en conservant le même repos au milieu de la journée » (p. 30).

2° D'autre part, même si le travail effectif, coupé par un repos de 2 heures, ne dépasse pas 10 heures, il n'en résulte pas encore nécessairement que la durée de présence à la mine ne soit que de 12 heures. Au contraire, si l'on ajoute le temps nécessaire pour se rendre au chantier et en revenir, on trouve que la présence de l'ouvrier à la mine peut fort bien s'élever à 13 heures (Cf. tableau II). C'est une durée de présence exagérée, surtout si l'on songe à la fatigue

(1) Aux mines de galène du Grand-Clos (groupe VI).

physique résultant de l'abattage, fatigue plus grande certainement que dans la plupart des autres métiers. — Il ne nous paraît donc pas immodéré de réclamer pour les mines métalliques une limite de 9 heures de travail effectif, en attendant que les expériences des inspecteurs dans l'application de cette mesure permettent de voir s'il est utile ou possible de la rendre plus radicale. Elle n'entraînera probablement pas une diminution notable de production si nous en croyons l'appréciation d'un ingénieur sur un cas isolé : il s'agit des phosphatières du Lot où la journée comporte 10 h. 1/2 de travail effectif : « Il serait sans doute possible, dit l'enquêteur, en payant les ouvriers à la tâche d'obtenir d'eux en 8 ou 9 heures de travail effectif la même production qu'en 10 » ⁽¹⁾.

La plupart des autres ingénieurs se montrent hostiles à tout projet de réglementation. Mais ils ont toujours en vue la réduction à 9 ou 8 heures de la journée de travail, ce qui entraînerait une fixation du travail effectif à 6 h. 1/2 ou 7 h. 1/2. Une pareille réduction brusquement opérée est évidemment impossible, sans augmentation considérable du personnel et du prix de revient. Il est regrettable qu'ils n'aient pas songé à discuter les effets d'une réduction plus modérée, dont on pourrait entrevoir l'application pratique.

La durée du travail au jour est très semblable à celle qui existe dans les houillères. Notons cependant 2 différences entre ces deux genres d'exploitation :

1° Le travail du jour n'est pas comme dans les houillères absolument dépendant du travail au fond (V. plus haut p. 268).

2° Souvent le travail au jour et au fond sont de même lon-

(1) *Enquête inédite*, etc., groupe III.

gueur. En effet, quand les machines d'extraction n'existent pas, le minerai est sorti par roulage sur des galeries horizontales, celles mêmes par où les ouvriers se rendent au chantier.

TABLEAU II
Durée du travail dans les mines métalliques.

GROUPE.	NOM ET NATURE des mines.	TEMPS de présence.	REPOS.	TRAVAIL effectif.
		Heures.	Heures.	Heures.
I.	Plomb argentifère : A la Roure, la Rousse, Pranal. Anzelles			8 (3 postes). 9
II.	Minerai de fer..... A) District de Meurthe-et-Moselle. B) District de la Haute-Marne. C) Haute-Saône.....	12-14	2 à volonté 2	9-10 10
III.	Mines de galène, blende, plomb argentifère et fer. Quand les ouvriers peuvent revenir au jour..... Quand les ouvriers ne peu- vent revenir au jour.....		1-2 1/2	10 8
IV.	A) Mines de fer de Diélette.	12	1 1/2	
Normandie.	B) Mines de fer de St-Remy.		2	10
V.	Mines de Pontpéan			8 (3 postes).
VI.	Mines de galène du Grand- Clos (Hautes-Alpes)			10
VII.	Mines de fer	12	2	10
VIII.	Blende et galène, antimoine, plomb. Bornettes et Vaucron..... A Beau-Soleil et en Corse..		1/2	8 8 (3 postes).
IX.	Presque partout	12		
Pyrénées centrales et orientales.	Parfois	13-14		
	En quelques endroits.....	10-12		8-9
X.	Mines de fer.....	12	2	10
XI.		12	2	10
XII.		10	1	9

§ 3.

CARRIÈRES.

Le travail dans les carrières souterraines présente une analogie avec celui des mines métalliques : les profondeurs auxquelles descendent les ouvriers ne sont jamais très considérables ; ils peuvent par conséquent sans inconvénient remonter au jour, pour prendre leurs repos. Ce repos fortifiant permet de donner au travail une intensité presque égale dans la première et la deuxième moitié de la journée ; il évite également la fatigue si grande qui résulte pour les mineurs de houille d'un séjour ininterrompu de 9 ou 10 heures au fond de la mine. Cette circonstance est donc favorable à une réglementation ; car il suffit de s'occuper du travail effectif, sans avoir à tenir compte de la durée de présence à la mine.

D'autre part, la réglementation rencontre un obstacle dans l'irrégularité très grande de l'organisation du travail dans les carrières. Dans les ardoisières, des heures fixes de descente et de remonte sont ordonnées. Mais dans les carrières proprement dites, règne en général la plus grande liberté. Les ouvriers travaillent presque tous à la tâche ; ils sont payés le plus souvent au mètre cube extrait, quoiqu'on rencontre aussi le salaire à l'heure et à la journée ; dans les phosphatières, c'est en général un tâcheron qui organise à sa guise le travail des 4 à 5 ouvriers qu'il s'adjoint : le prix étant fait d'avance, c'est de lui et de ses ouvriers qu'il dépend de hâter ou de ralentir la production.

L'exploitation des carrières a le caractère inorganique et instable des petites exploitations : dans les marnières de

l'Eure et de la Seine-Inférieure par exemple, l'exploitation se fait d'une façon très discontinue « par des tâcherons nomades, qui reçoivent des cultivateurs un prix convenu par mètre cube, et qui travaillent eux-mêmes, aidés au fond d'un manœuvre, et à la surface d'un ou deux ouvriers pour la manœuvre du travail ».

Mais, si la réglementation se heurte ici, comme dans la petite industrie, à des difficultés spéciales, elle n'en est pas moins nécessaire. La surveillance de l'inspection devra dans certains cas s'arrêter devant les coutumes de travail ou les habitudes d'irrégularité des travailleurs indépendants; par contre des exploitations plus vastes imposent souvent à leurs ouvriers une organisation vraiment défectueuse et qui mérite un contrôle. Ainsi dans certaines ardoisières des Ardennes, les ouvriers sont partagés en 2 équipes travaillant chacune 8 heures. La première équipe commence le travail à 4 heures du matin pour le quitter à 8 heures et pour le reprendre ensuite de midi à 4 heures du soir. La deuxième équipe travaille de 8 heures à midi, et de 4 heures à 8 heures. L'avantage du système est évident pour l'exploitant, qui profite ainsi de 15 heures de travail utile par jour. Mais n'est-ce pas un abus, de prendre à l'ouvrier 12 heures de sa journée, alors qu'on n'en a besoin que de 8? — Aux carrières d'Allemagne, en Normandie, les ouvriers entrent à 5 h. 1/2 pour sortir à 7 heures du soir; ils font 10 h. 1/2 de travail effectif pour 13 h. 1/2 de présence.

Quant à la durée du travail effectif, elle est très variable suivant les régions. Elle va de 8 heures dans l'Est (Nièvre, Ardennes) à 11 ou 12 heures dans l'Ouest (Sarthe, Mayenne, Ile-et-Vilaine, Maine-et-Loire). Dans d'autres régions elle est fréquemment de 10 ou 11 heures. Cette variation de la durée suivant les régions est plus sensible dans les données

fournies par l'Enquête inédite sur les exploitations souterraines que dans celles de l'Office du travail, où ces différences sont inappréciables.

Il y a donc ici comme dans les mines des abus auxquels il serait indispensable qu'une inspection du travail vînt porter remède. Un travail de 11 à 12 heures par jour dans une carrière est évidemment nuisible à ceux qui s'y emploient. Il exige de grands efforts physiques, et là comme ailleurs, il y a un maximum que la loi devrait interdire de dépasser.

Cette réduction, ici encore, ne nuirait pas à la production. Dans les Ardennes la journée est souvent inférieure à 8 heures, et n'est jamais supérieure à 9 heures. Aussi l'enquêteur déclare-t-il que la limitation ne ferait autre chose que changer les habitudes des mineurs. — Dans certaines carrières la durée du travail effectif n'est pas très considérable, mais les repos sont organisés de telle sorte que la durée d'un poste s'étend à l'excès. Nous l'avons vu déjà aux carrières d'Allemagne en Normandie; il en est de même aux carrières de bauxite de Villeveyrac dans l'Hérault : le travail effectif est de 9 heures, et le poste est de 12. Aussi l'ingénieur dit-il avec raison : « Il serait possible sans nuire à la production ou aux salaires de réduire d'une heure ou deux la durée totale du poste ». — Même dans le groupe de l'Ouest, où l'on prolonge si abusivement la journée dans les Ardoisières, la limitation n'est pas impossible : « M. l'ingénieur des mines Laurent, dit l'Enquête, est d'avis que par un perfectionnement de l'outillage on pourrait arriver à améliorer sensiblement le rendement de l'ouvrier, et que par ce moyen on pourrait obtenir une diminution des heures de travail sans perte pour le patron ».

Mais les objections à la réduction sont nombreuses également : l'augmentation inévitable du prix de revient, la dif-

ficulté, dans la Seine notamment, de recruter les nouveaux ouvriers qui seraient nécessaires, enfin l'inégalité qui en résulterait entre les exploitations à ciel ouvert et les exploitations souterraines. A cette dernière objection nous avons répondu déjà qu'il suffisait de limiter la durée du travail *effectif* pour que l'égalité soit rétablie.

Les deux premières ne sont pas non plus insurmontables : on pourrait en effet se contenter, pour le moment, dans les carrières d'une limite de 10 heures de travail effectif, puisque nous ne rencontrons pas ici les motifs hygiéniques qui rendent nécessaire dans les houillères une réglementation plus sévère. Nous ne possédons pas des données aussi précises que tout à l'heure sur le nombre d'ouvriers qu'atteindrait cette mesure. La statistique minière a négligé de s'occuper des carrières. Mais une pareille réduction qui ne frapperait que les plus graves abus, et qui, dans les cas extrêmes, réduirait de 2 heures le travail journalier (V. tableau III), n'est pas de nature à entraver les exploitations. Après 10 heures de travail, l'ouvrier n'est plus capable de la même assiduité. Grâce à un repos plus prolongé, il regagnera aisément le temps perdu ; et si, même alors, l'exploitant constate une diminution de production (inévitables sans doute au début, mais bientôt disparues) elle sera si faible qu'un petit nombre d'ouvriers supplémentaires suffiront à la compenser.

§ 4.

PROPOSITIONS DE LOI PRÉSENTÉES A LA CHAMBRE, AYANT POUR BUT
DE LIMITER LA DURÉE DU TRAVAIL DANS LES MINES.

Trois propositions ont été déposées sur le bureau de la Chambre dans l'avant-dernière législature, une seule dans la législature actuelle.

TABEAU III
Durée du travail dans les carrières.

NOMS DES groupes.	NOMS DES EXPLOITATIONS.	DURÉE de la journée.	REPOS.	TRAVAUX effectifs.
		Heures.	Heures.	Heures.
I.	Carrières souterraines : Nièvre			8-8 1/2
	Carrières souterraines : Allier.	12	2	10
II.	Ardoisières des Ardennes.			8 (3 postes).
	— Fumay			8
	— Ailleurs	12	4	9
	— Ailleurs	12 1/2	3 1/2	9 1/2
	— Ailleurs	12	2 1/2	
III.	Carrière de bauxite de Villeveyrac	12	3	9
IV.	Carrière d'Allemagne	13 1/2	3	10 1/2
	— de l'Orne	12 à 14	2	10-12
IV.	— Eure et Seine-Inférieure.			
	Pierre à chaux	10	Repos facultatifs.	
	Pierre de taille	12		
	Marnières			7-8
V.	Ardoisières. Angers	Été 13	2	11
		Hiver 12	1 1/2	10 1/2
	Ardoisières. Grandmaison ..	13	2	11
	— Mayenne	Été 14	2	12
		Hiver 12	2	10
	— Ille-et-Vilaine ..	12 1/2	2 10 m.	10 20 m.
	— Sarthe	13	2	11
VI.	— Isère, Savoie, Haute-Savoie.	11-12	1 1/2	9 1/2-10 1/2
	Ardoisières des Hautes-Alpes.	12	2	10
VII.	Calcaire argileux	12	2	10
VIII.		12	2	10
XI.		12	2	10
XIII.	Paris	Hiver 10	2	8-9
		Été »	1/2-2	8-12
XV.	Carrières de phosphates.			
	Pernes			8 (2 postes).
	Société des phosphates du Nord	12	2	
	Carrières de la Somme et de l'Oise	12	2	
	Carrières du Nord et de l'Aisne			9-10

On en trouvera le texte à l'appendice. Il nous suffira de rechercher brièvement dans quelle mesure elles concordent avec ce que l'état actuel des choses nous a fait considérer comme possible.

A. A quels travaux s'appliquent-elles? Trois d'entre elles visent tous les « travaux souterrains »⁽¹⁾; une seule, celle de la Commission du travail vise les « houillères » seulement. — Cette dernière solution est la seule qui tienne compte de l'état des faits. On ne peut, en effet, soumettre à une mesure identique des exploitations où la durée moyenne du travail effectif est respectivement de 8 h. 1/2, de 9 h. 1/2 et de 10 heures.

B. Quelle période de temps limitent-elles? Deux d'entre elles⁽²⁾ limitent uniquement la durée du travail effectif; une autre⁽³⁾ limite la durée de présence à la mine; enfin celle de la commission du travail limite à la fois la durée de présence au chantier et la durée de présence à la mine. C'est ainsi du moins que nous avons interprété ce texte un peu compliqué. Nous avons dit plus haut les raisons qui nous font préférer un système un peu différent. Toutefois parmi les systèmes proposés à la Chambre, celui de la commission est incontestablement le meilleur.

C. Quelle est la limite fixée par les différentes propositions? La proposition Goujon et la première proposition Basly fixent à 8 heures la durée du travail effectif. La deuxième proposition Basly fixe à 8 heures le temps de présence à la mine. Enfin la Commission du travail fixe un maximum de 8 heures à la présence au chantier, et de 9 heures à la présence à la mine, non compris le temps de la remonte. On

(1) Propos. J. Goujon et Basly.

(2) Propos. Goujon et première propos. Basly.

(3) Deuxième propos. Basly.

peut se demander pourquoi la Commission du travail n'a pas admis le maximum de 8 heures de travail effectif que MM. Goujon et Basly n'avaient pas trouvé exagéré. Il résulte, en effet, du texte de l'art. 5 de sa proposition que la durée du repos doit être comprise dans le maximum de 8 heures qu'elle assigne à la « journée d'ouvrier ». A moins qu'on n'admette comme possible un travail de 8 heures consécutives, il faut avouer qu'une limitation pareille risque d'effrayer plus d'une Compagnie : 49.296 ouvriers voient ainsi leur travail effectif diminuer de une demi-heure au moins ; 10.995 subissent une diminution d'une heure ; et 17.000 autres en subissent une de 1 h. 1/2 ou même davantage.

Deux paragraphes de l'art. 5 du projet de la Commission méritent d'attirer l'attention : le § 2 qui fournit le moyen de contrôler efficacement l'exécution de la loi, et qui évite une uniformité dangereuse, et le § 6 qui fixe un maximum de 11 heures à la durée de présence dans les minières et carrières souterraines, tout en les assimilant aux chantiers pour la durée du travail effectif. Il y a là une mesure excellente, et nous avons énuméré plus haut les causes qui rendent nécessaires cette double limite dans les exploitations souterraines.

CHAPITRE IX

Durée du travail des employés des chemins de fer.

Une double raison justifie la limitation du travail dans les exploitations de chemins de fer : l'intérêt des employés, la sécurité du public. Ces deux motifs sont du reste inséparables ; les employés pâtissent les premiers de leur négligence, et le public souffre de la fatigue ou de la faiblesse des employés. Les Compagnies peuvent ne se placer qu'au seul point de vue de la sécurité du trafic. Cela n'est pas permis à l'État, aux yeux duquel voyageurs ou employés sont tous des citoyens qu'il doit protéger contre l'épuisement, l'affaiblissement ou en général le dommage qu'ils supportent par le fait d'autrui. C'est évidemment comme chef suprême des chemins de fer français et non comme homme d'État, que le ministre des travaux publics disait à la Chambre dans la séance du 17 décembre 1897 : « Nous sommes résolus actuellement à fixer par la loi la durée maxima du travail des mécaniciens et des chauffeurs, *seulement à cause de l'intérêt que cela peut avoir pour la sécurité* ».

Les accidents dus à la négligence des mécaniciens, des chauffeurs ou des aiguilleurs sont bien connus ; il importe seulement de noter que cette négligence est souvent le simple effet d'une fatigue trop grande. Les Compagnies le savent, et c'est pourquoi souvent les agents responsables ne

sont pas frappés des peines disciplinaires que semblerait mériter leur faute ⁽¹⁾.

Nous nous occuperons d'abord du travail des chauffeurs et des mécaniciens. Sa réglementation rencontre des difficultés spéciales, qui s'expliquent aisément par ses conditions techniques.

En effet, les parcours sont de longueur très inégale : le même mécanicien, pendant la durée d'un roulement, passe avec sa machine des trains express aux trains de marchandises. Il y a donc des variations considérables, non seulement entre la durée du travail de deux mécaniciens, mais encore entre la durée du travail du même mécanicien suivant les jours ; — les dépôts, points de départ et d'arrivée des machines, sont répartis sur le réseau non pas suivant la commodité des mécaniciens, mais suivant les besoins du service et avec la plus grande économie ; — enfin les mécaniciens préfèrent eux-mêmes allonger leur journée, s'ils peuvent ainsi rentrer à leur domicile ; — ajoutez à cela des causes accidentelles, des trains extraordinaires ou facultatifs qui nécessitent un nouveau service. — Dans ces conditions les heures de repos, de sommeil et de repas sont constamment déplacées.

Plus le service est compliqué, plus il est difficile de contrôler la durée du travail de chacun et plus il est aisé par conséquent de commettre des abus, sous le couvert de cette irrégularité ; et voici, semble-t-il, les conditions indispensables pour y soustraire le mécanicien ou le chauffeur.

(1) « Des mécaniciens et des chauffeurs endormis ont franchi des gares où ils devaient s'arrêter, et n'ont pas été révoqués. Pour quel motif ? L'un d'eux, Jolibois est appelé devant le chef de traction. Il justifie qu'il en était à sa 21^e heure de travail continu. Il ne fut pas poursuivi par les tribunaux. Il ne fut pas révoqué par la Compagnie » (*Propos. Delattre. Exposé des motifs, J. O., 1886, Chambre. Ann., p. 822*).

Il faut fixer un maximum infranchissable à la durée journalière de son travail ;

lui assurer un repos périodique fixe, puisque le dimanche n'existe pas pour lui ;

distribuer ses trajets de façon qu'il se repose à domicile, aussi souvent que possible ;

et enfin, malgré tout, laisser une certaine élasticité à l'organisation du travail, élasticité nécessaire dans l'intérêt même de l'ouvrier.

C'est à concilier la rigidité d'un maximum journalier avec cette liberté relative de l'organisation, que les différents projets de réglementation ont dû s'efforcer.

Pour comprendre le jeu de la réglementation actuelle, il faut connaître l'organisation présente du travail. Aujourd'hui le mécanicien prend son service pour une période déterminée, dont la longueur est variable suivant les Compagnies, et, dans la même Compagnie, suivant les lignes à desservir. Cette période s'appelle un *roulement*. Elle est de 4 à 6 ou 7 jours sur les lignes de l'État, de 10 à 20 jours sur le réseau de l'Est.

Le travail du mécanicien ne consiste pas seulement à conduire sa machine. Au temps passé sur sa machine, il faut ajouter, matin et soir, le temps passé au dépôt pour constater l'état où elle est à l'arrivée et au départ. — Il est appelé en outre à « prendre la *réserve* » dans les dépôts. Il est pendant ce temps à la disposition de ses chefs, pour partir en remplacement d'un collègue absent ou malade, pour faire des manœuvres, préparer et nettoyer des machines.

Pour apprécier la fatigue résultant du travail fait sur la machine, il ne faut pas tenir compte uniquement de la durée journalière *moyenne* de ce travail, pendant un roulement. Cette durée est souvent très différente de la durée maximum, et c'est celle-là qui importe surtout. — Ainsi, d'après une

enquête administrative faite en 1882⁽¹⁾, on a trouvé sur les chemins de fer de l'État dans trois dépôts, des moyennes de 9 h. 33, 9 h. 36 et 10 h. 13; et les durées maximum de travail étaient de 16 h. 45; 15 h. 10, et 17 h. 10. — On voit combien les moyennes ici sont trompeuses; ce n'est pas à dire que les différences entre la durée maximum et la durée moyenne soient *toujours* aussi considérables, mais fréquemment, elles sont de 3 ou 4 heures. — De même, il est très important de connaître le temps passé *sans interruption* sur la machine; si au milieu d'une journée de 10 ou 11 heures de travail, le mécanicien a pu se reposer une heure, il ne se plaindra pas; mais si ces 10 ou 11 heures, comme il arrive, sont consécutives, il en résulte un sérieux danger, et pour lui et pour les voyageurs.

Voici quelques-uns des abus auxquels ce système de travail a donné lieu; nous les empruntons au rapport de M. Wickersheimer.

Il cite, à la Compagnie du Nord, des périodes de travail ininterrompues de 7 h. 45, 8 h. 20, 9 h. 36, 11 h. 19; — à la Compagnie de l'Ouest, des périodes de 7 h. 45, 8 h. 15, 9 h. 20, 10 h. 55, 12 h. 20; — à la Compagnie de l'Est, un mécanicien faisait dans un roulement de 20 jours : 14 h. 55 une fois, la veille, 12 h. 45, et du 12^e au 18^e jour respectivement : 14 h. 40, 10 h. 15, 9 h. 55, 8 h. 05, 8 heures, 10 h. 50, et 11 h. 40.

Si nous recherchons simplement la durée maximum du travail à certains jours (réserves, trajets et séjours au dépôt compris), nous trouvons pour la C^{ie} d'Orléans pendant une période à vrai dire exceptionnelle du mois de septembre, des journées de 16 h. 59, 15 h. 27, 13 h. 55, 15 h. 9, etc.

(1) *Rapp. Wickersheimer (J. O., 1887. Chambre, Ann., p. 761).*

Il serait fastidieux de continuer cette énumération : nous citerons seulement un dernier exemple de l'année 1895, emprunté au rapport de M. Descubes sur la question ⁽¹⁾.

L'ouvrier en question prend la réserve	
le 23 septembre 1895 à	7 h. du matin
Il fait un 1 ^{er} remplacement à.	11 h. 25 —
Il fait un 2 ^e remplacement à.	12 h. 10 —
Il reprend la réserve à	3 h. du soir.
Il prend un 1 ^{er} train à.	6 h. 21 —
Il prend un 2 ^e train à.	7 h. 10 —
Il rentre chez lui, mais est rappelé pour	
un renfort à.	10 h. 40 —
Il fait un remplacement, rentre chez lui,	
mais est rappelé à.	5 h. du matin
Il prend la réserve et fait une manœuvre	
de	8 à 9 heures.
Il fait un remplacement à.	12 h. 10 —
Il prend un train à	1 h. 17 —
Il est remplacé en réserve à.	4 heures.
Il fait un renfort à.	6 h. 23 —
Il fait une manœuvre en gare de. . . .	10 h. à 1 h. du
	matin
Il rentre sa machine à.	1 h. 40 du matin

« Ce qui donne, comme durée de service à peu près continu :

7 heures du matin à 7 heures du matin :	24 heures
7 heures du matin à 7 heures du soir :	36 heures
7 heures du soir à 1 h. 40 du matin :	42 h. 40 en tout. »

(1) *Rapport de M. Descubes (J. O. 1895, Chambre, ann., p. 1627).*

Il s'agit là d'une exception. Mais elle n'est pas isolée, car le rapporteur affirme avoir constaté nombre de journées de 14, 16 et 18 heures.

Un simple tableau de la durée journalière du travail, ne donnerait qu'une idée très imparfaite de la journée d'un mécanicien ou d'un chauffeur, puisqu'il faut tenir compte à la fois de la durée moyenne, des durées maximum et minimum, de la durée des roulements et des repos. Le rapport de M. Wickersheimer donne le détail de ces circonstances. Il suffit de s'y reporter.

Une conclusion ressort nettement de ce rapport : c'est la nécessité de réglementer le travail des chauffeurs et des mécaniciens.

Le Gouvernement pour s'en occuper n'avait pas attendu l'initiative parlementaire. L'art. 21 de la loi du 15 juillet 1845 l'autorisait à faire des règlements d'administration publique sur : « la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer ». — Dès le 3 mai 1864 une circulaire ministérielle fixait une limite de 12 heures au travail des aiguilleurs; ces employés, lors de la mutation des équipes de jour et de nuit avaient un service de 18 ou même de 24 heures consécutives. Un an après, le 9 mai 1865 une nouvelle circulaire ordonnait aux Compagnies de faire parvenir au Ministre des renseignements sur le travail des chauffeurs et des mécaniciens; la circulaire attribuait à la trop longue durée de leur travail la plupart des accidents récemment survenus ⁽¹⁾. — Pendant plusieurs années la question laissa le ministère indifférent; puis, en 1891, une nouvelle circulaire fixe la durée du travail des mécaniciens à 12 heures sur 24; diverses me-

(1) Ces deux circulaires dans Lamé-Fleury : *Code annoté des chemins de fer*, 3^e édit., Paris, 1872, p. 147 et s.

sures furent prescrites dans les années suivantes jusqu'à la circulaire de M. Jonnart du 4 mai 1894, qui abrogea toutes les circulaires antérieures ⁽¹⁾ et institua le régime actuellement en vigueur.

Elle contient des principes excellents; mais elle laisse d'autre part aux Compagnies trop de facilités pour en éluder la stricte application.

Le ministre interdit d'abord de dépasser une moyenne de 10 heures de travail, par période de 10 jours, « de telle sorte que 10 jours consécutifs quelconques d'un roulement, comptés de minuit à minuit, ne contiennent pas plus de 100 heures de travail effectif ».

L'objet de cette disposition est d'assurer à la fois une élasticité suffisante à la journée de travail, et une protection efficace à l'ouvrier. C'est un procédé analogue à celui qui consiste pour les manufactures, à limiter la durée du travail par semaine et non par jour.

Le complément indispensable à cette disposition est la fixation d'un maximum, puisque l'établissement d'une moyenne ne saurait garantir à lui seul la suppression des abus que nous avons signalés plus haut. Ce maximum est fixé à 12 heures.

Mais on peut, sans astreindre l'employé à plus de 12 heures de travail effectif, partager sa journée, de telle sorte qu'il soit

(1) Voici la liste de ces circulaires : Circ. des 24 avril 1891, 25 avril 1892, et 4 mai 1894 sur la durée du travail des chauffeurs et mécaniciens (*Bulletin annoté des chemins de fer*, 1891, p. 140; 1892, p. 132; 1894, p. 131); Circ. du 6 novembre 1894 sur le travail des chefs de station (*Ibid.*, année 1894, p. 254). — Circ. du 29 mars 1896 (*Ibid.*, 1896, p. 106) rappelant les circulaires antérieures. — Pour les chefs de station (circ. 6 nov. 1894), on s'est contenté de prescrire des repos qui doivent être de 8 heures consécutives au moins, pour 24 heures. Le travail a paru trop discontinu pour qu'on pût le réglementer directement.

en fait à la disposition continuelle de la Compagnie et ne puisse jouir d'aucun repos prolongé. Nous en avons eu la preuve plus haut (V. p. 286). La circulaire prescrit donc des « repos ininterrompus » qui sont de deux sortes : les uns, de 10 heures au moins, doivent être pris à la résidence de l'agent ; les autres, de 7 heures au moins, sont pris hors de sa résidence. Toute période de travail devra être comprise entre 2 repos ininterrompus, dont le total ne pourra jamais être inférieur à 17 heures. Il pourra donc y avoir 2 repos consécutifs inférieurs à 10 heures, et pris hors de la résidence. Mais il ne pourra jamais y en avoir plus de deux (§ 2). On ne garantit donc à l'ouvrier qu'un repos sur trois pris chez lui, et il pourra régulièrement passer un peu plus de 48 heures hors de sa résidence. — Un espace de 10 jours devra renfermer toujours 100 heures de repos ininterrompu.

Que faut-il entendre par travail effectif? « C'est, dit le Ministre, tout le temps pendant lequel les mécaniciens et chauffeurs sont tenus de rester sur leur machine ou de ne pas s'en éloigner, ou ont un travail quelconque à effectuer dans les dépôts et ateliers ». Les réserves sont considérées aussi comme travail effectif à moins que les agents ne puissent en passer le temps « dans les dortoirs des dépôts et ateliers, ou dans tout autre lieu de repos déterminé ». D'après la discussion du 7 décembre 1897 à la Chambre, ces dortoirs ne semblent pas être des lieux de repos très tranquilles ; on y est dérangé par le bruit des trains ; souvent ils sont placés au-dessus d'ateliers dont le vacarme empêche tout sommeil ⁽¹⁾.

Ces règles si larges n'ont pas paru cependant pouvoir se prêter à toutes les éventualités ; on a donc prévu des heures

(1) L'insuffisance des dortoirs résulte aussi de la circ. ministér. du 23 mai 1896 (*Bulletin annoté*, 1896, p. 143).

supplémentaires. Il nous semble que la différence de 2 heures entre la durée moyenne et la durée maximum prescrite par la circulaire aurait dû servir précisément à permettre l'établissement d'heures supplémentaires. Tout au plus devait-on prévoir les cas de force majeure, toujours fréquents sur les lignes de chemin de fer. Mais le § 4 de la circulaire prévoit même des heures supplémentaires sur les tableaux de roulement, c'est-à-dire d'une façon régulière. Elle ne les autorise à vrai dire que « dans des cas spéciaux, pleinement justifiés par les nécessités du service, et sous réserve pour le roulement du service normal, de l'autorisation de l'administration ».

Nous pensons néanmoins que 12 heures de travail par jour sont une limite qu'on ne devrait jamais pouvoir dépasser; l'administration des chemins de fer serait obligée de prendre à son service quelques employés de plus; c'est une considération de peu d'importance lorsqu'il s'agit de protéger la vie des voyageurs et la santé des ouvriers.

Ce régime, tel qu'il est appliqué aujourd'hui ⁽¹⁾, présente trois graves lacunes : 1° Il laisse aux Compagnies une trop grande latitude; s'il est nécessaire de donner à l'organisation du travail une certaine souplesse, il ne faut pas cependant que l'abus et l'arbitraire puissent s'introduire à travers des prescriptions trop lâches; 2° Il est trop compliqué; 3° On n'a prévu aucune sanction pénale aux contraventions qui pourraient se produire.

Depuis quelques années déjà la Chambre des députés se préoccupe de la question. Elle avait été saisie dès 1882 d'une proposition de M. Delattre, qui n'eut les honneurs que

(1) Il ne semble pas appliqué avec une très grande vigueur, puisque le 29 mars 1896, le Ministre des travaux publics rappelait dans une nouvelle circulaire aux Compagnies les règles posées par ses prédécesseurs.

d'une seule délibération. Puis les employés de chemins de fer eux-mêmes se réunirent, formulèrent leurs revendications et pressèrent la Chambre de les sanctionner par un vote. Au deuxième Congrès de la « Chambre syndicale des ouvriers et employés de chemins de fer français », tenu à Paris du 22 au 25 octobre 1894, les délégués adoptèrent un vœu en faveur de la journée de 8 heures. Le secrétaire du syndicat qui l'avait proposé n'obtint que 4 voix de majorité, 14 délégués préférèrent la journée de 10 heures ⁽¹⁾. — Les ouvriers, comprenant l'impossibilité d'appliquer à l'exploitation des chemins de fer le principe d'une journée uniforme, précisèrent leurs intentions dans les congrès postérieurs : la journée devait être de 8 heures *en moyenne* dans une semaine de 48 heures, mais elle ne devait jamais dépasser un maximum de 10 heures ⁽²⁾.

La Chambre, saisie de nombreuses propositions ⁽³⁾, s'est enfin décidée à voter le 17 décembre 1897 un projet qui s'inspire à la fois des vœux des ouvriers et des principes de la circulaire Jonnart.

En voici l'économie générale :

1°) La durée maximum du travail journalier est fixée à 12 heures sur 24 ; aucune durée moyenne n'est prévue. La Chambre n'a donc admis ni la semaine de 48 heures, ni la

(1) *Compte-rendu* du Congrès, p. 52.

(2) *Compte-rendu du Congrès des ouvriers des chemins de fer tenu à Paris*, du 25-28 avril 1895, p. 81. V. aussi : *Deuxième Congrès international des travailleurs des voies ferrées européennes*, tenu à Paris du 3-6 octobre 1894, p. 22. Voici le texte voté dans ce Congrès, et dans les congrès français postérieurs : « Les heures de travail sont réduites à 48 par semaine, soit 8 heures par jour en moyenne, sans diminution de salaire. Elles seront réparties selon le service, de manière que la forte journée ne soit pas supérieure à 10 heures, et que chaque semaine, l'employé jouisse d'un repos ininterrompu d'au moins 36 heures ».

(3) V. leur texte aux appendices.

décade de 100 heures ; elle adopte simplement le maximum réclamé par le syndicat des chemins de fer. Par la force des choses ce maximum deviendra la durée normale dans les exploitations de chemin de fer.

2°) Cette limite s'applique non seulement aux mécaniciens et aux chauffeurs, mais encore à « tous les agents des services des trains de chemins de fer ».

3°) Les temps de repos pris au dépôt ou pendant les réserves, comptent comme travail effectif. Cela résulte des deux paragraphes suivants : « Le temps de travail est compté pour les mécaniciens et chauffeurs, de l'entrée de l'agent au dépôt jusqu'à sa sortie, et pour les chefs de train, conducteurs et gardes-freins, de l'entrée à la gare, jusqu'à la sortie. — Le temps de réserve est compté comme temps de travail ».

4°) Une dernière précaution a été prise pour empêcher la prolongation de la journée de travail, sous prétexte de repos entre deux trains : « Le temps d'arrêt entre deux trains sera considéré comme temps de travail lorsqu'il sera inférieur à 4 heures ».

5°) Les contraventions à ces règles sont pénalement sanctionnées. Les peines prévues par l'article 21 de la loi du 15 juillet 1845 (amende de 16 à 3.000 francs, et en cas de récidive amende double, avec faculté pour le tribunal de prononcer un emprisonnement de 3 jours à 1 mois) s'appliqueront au chef de service « qui aura fait ou laissé partir un agent sous ses ordres, contrairement aux prescriptions de l'article 1 ». — La peine est sévère, mais sera-t-elle jamais appliquée ? Cela peut sembler douteux, car qui, sinon l'employé lui-même, pourra dénoncer l'infraction commise ? Et voudra-t-il le faire, au risque de se créer un ennemi parmi ses chefs hiérarchiques ? Deux moyens seulement semblent

pouvoir assurer l'exécution de la loi : la surveillance par des agents indépendants (ingénieurs du contrôle ou inspecteurs); la vigilance d'un syndicat qui interviendrait à chaque violation de la loi.

En cas d'accident résultant d'une contravention à la loi les peines sont plus graves encore : ce sont celles de l'article 19 de la loi du 15 juillet 1848, l'emprisonnement de 8 jours à 6 mois avec amende de 50 à 1.000 francs, en cas de blessures, — et en cas de mort d'une ou de plusieurs personnes, l'emprisonnement de 6 mois à 5 ans avec amende de 300 à 3.000 francs. — Ici une simple enquête suffira à découvrir l'auteur de la faute révélée par l'accident.

6°) La loi prévoit enfin des congés. Ils sont répartis de telle sorte que les employés de chemin de fer aient l'équivalent des 52 dimanches libres dont jouissent la plupart des autres ouvriers. « Les agents des services des trains auront droit, tous les 10 jours à un congé de 24 heures consécutives, et tous les ans à 15 jours de congé, suivant leur demande ».

On ne peut reprocher à ce texte ni l'absence de simplicité, ni l'absence de sanction, ni une trop grande latitude. Aussi ne sont-ce pas là sans doute les objections auxquelles il se heurtera au Sénat. Voici à notre sens celles qu'on pourra légitimement lui faire :

1°) Le texte de la Chambre ne prévoit pas d'heures supplémentaires. Ce silence serait très légitime si le maximum de la journée avait été fixé à 12 heures. Il ne l'est plus autant avec un maximum de 10. La journée de 10 heures devient évidemment dans ces conditions la journée normale ; il est impossible alors de ne pas faire entrer en compte la nécessité d'heures supplémentaires.

2°) Le maximum de 10 heures ne paraît pas bien choisi,

parce que sans nécessité, il enlève à l'organisation du travail sa souplesse. Rien n'empêche de maintenir le système de la circulaire Jonnart, adopté du reste par les Congrès ouvriers, d'une durée moyenne pendant une période donnée, à condition que le maximum de 12 heures ne puisse jamais être dépassé. En Suisse la loi fédérale du 27 juin 1890 ⁽¹⁾, a adopté un maximum de 12 heures qui ne doit *jamais* être dépassé. Quoiqu'on n'ait pas fixé la durée moyenne du travail pour une période fixe, les Compagnies cependant sont forcées, pour parer à l'éventualité des heures supplémentaires, de fixer une durée normale inférieure à ce maximum infranchissable.

3) Enfin, le Sénat, sans doute, n'admettra pas que les temps de repos pris au dépôt soient toujours considérés comme travail. Mais il faudra, si l'on complète sur ce point le texte de la Chambre, prendre une double précaution :

a) Fixer un minimum en deçà duquel le temps passé au dortoir ne sera pas considéré comme repos.

b) Veiller à ce que les dortoirs soient convenablement aménagés.

La grande objection faite par les Compagnies à toute réglementation du travail, c'est l'augmentation inévitable de personnel qui en résulterait. Cette augmentation ne sera probablement pas très considérable, si l'on s'en tient aux limites fixées par la circulaire Jonnart. — Il est du reste avéré que dès à présent le personnel des chemins de fer est insuffisant ; cet abus se perpétue grâce précisément à la possibilité légale de prolonger à volonté la durée du travail. La fixation légale

(1) *Schmoller's Jahrbuch*, 1895, p. 1404 et s. Le texte de la loi suisse se trouve dans le *Compte-rendu du Congrès international pour le repos hebdomadaire*. Paris, 1889. — V. aussi : Curti : *Schweizerische Gesetzgebung über die Arbeitszeit in den Transportanstalten*, dans *Braun's Archiv*, 1894, p. 653 et s.

**Tableau de la durée du travail des employés de chemins de fer autres que les
chauffeurs et mécaniciens.**

CATÉGORIES D'EMPLOYÉS	ORLÉANS	EST	ÉTAT	OUEST	NORD	P.-L.-M.	PETITE ceinture.	MIDI
Exploitation : Facteurs			12	10	10		11	11
Pointeurs			»	»	»			10 3/4
Gardes-freins		9-12	»	»	8-12			
Aiguilleurs	10-12	8-12	»	»	12	10	9 1/2	12
Conducteurs			»	»	»	8 3/4	9	9
Hommes d'équipe		11	»	»	10	10	11	11-12
Voie : Chefs poseurs ou brigadiers	10	10	10	11 1/4	10	10	11-12	10
Poseurs		12		10 1/2				
Dépôts : A Paris	10	10-11	10	10	10	10		10
En province	11							
Atelier : Paris	9 3/4	10		10	10	10		10
Tours	10							
Orléans	9 3/4							
Périgueux	9 1/2							

(D'après l'enquête de l'Office du travail, T. III).

de cette durée empêchera le retour de ces abus et forcera les Compagnies à une réforme que réclament depuis longtemps le public et les ouvriers.

Quant aux employés de chemins de fer autres que les mécaniciens ou chauffeurs, la fixation à 10 heures de leur travail journalier ne présenterait sans doute aucune difficulté. Si l'on se reporte en effet au tableau que nous avons dressé, d'après l'Office du travail, de la durée journalière du travail de ces ouvriers, on verra qu'elle ne dépasse 10 heures que dans des cas très rares. Il suffirait donc, si ces chiffres sont exacts, d'une augmentation insignifiante de personnel dans quelques-unes de ces Compagnies pour assurer à tous les ouvriers le bénéfice de la journée normale.

Note sur la durée du travail dans la C^{ie} des omnibus de Paris. — Le personnel de la C^{ie} générale des omnibus de Paris se divise en personnel de traction, comprenant les cochers, conducteurs et contrôleurs, et en personnel de dépôt, comprenant les chefs de dépôts, piqueurs, etc. — Partout où s'est introduite la traction mécanique, les cochers sont devenus mécaniciens ; aux dépôts ont été placés des ingénieurs, et un grand nombre d'ouvriers divers (chauffeurs, charbonniers, graisseurs, ajusteurs, etc.).

Depuis la grève du 25 mai 1891⁽¹⁾, tout ce personnel fait 12 heures de travail par jour ; il en faisait 18 auparavant. — La convention est en général bien observée. Il n'y a d'exception que pour les manœuvres des dépôts. Ceux-ci, quoique payés directement par la Compagnie, sont recrutés par les chefs de dépôt qui les renvoient à leur gré. Aussi n'est-il pas rare qu'ils travaillent 15, 16 ou 17 heures. — De même les ouvriers des dépôts qui font le service alternatif de jour et de

(1) Cf. la collection du « *Rappel* » du mois de mai 1891.

nuît, ont un travail de 18 heures consécutives à chaque changement de service ⁽¹⁾.

Le service de la traction est organisé de la façon suivante : Les voitures, comme on sait, roulent 18 heures de suite, de 7 heures du matin à 1 heure. Le personnel ne travaille pas plus de 12 heures, avec une interruption de 45 minutes entre 11 heures et 1 heure pour le repas. Les 6 heures supplémentaires sont faites par un personnel de surnuméraires.

Les surnuméraires ont été imposés à la Compagnie à la suite de la grève de 1891. Leur nombre est égal environ aux 2/3 des titulaires. Leur service, quoique court, est pénible. En effet, les cochers titulaires ne commencent pas tous leur travail à la même heure ; et cela se comprend aisément puisque toutes les voitures qui desservent une ligne ne partent qu'à la suite les unes des autres. De plus, la Compagnie établit entre eux un roulement. Il en résulte que le travail du surnuméraire est très irrégulier. Il a parfois un service de nuit et un service du matin, et 6 heures seulement entre deux pour se reposer et prendre un repas.

Les employés de la Compagnie, représentés par le Syndicat, réclament la journée de 10 heures, avec une circulation de 20 heures par 24 heures. Cette réforme entraînerait la transformation des surnuméraires en titulaires, et aussi une certaine augmentation de personnel. Les partisans de la réforme font remarquer que cette augmentation serait moindre qu'elle ne paraît au premier abord. En effet, aujourd'hui les employés sont si fatigués qu'ils ont besoin au moins de 2 jours de repos par mois ; ils pourraient, avec la journée de 10 heures, se contenter d'un seul jour.

(1) V. *Bulletin officiel de la Ch. syndic. des employés de la C^{ie} génér. des omnibus*, 5^e année, n^o 53, juin 1897.

La grève de 1895 avait en partie pour but d'obtenir cette réforme. Mais la grève échoua, et les chefs du Syndicat ne l'attendent aujourd'hui que du renouvellement de la concession en 1910, renouvellement en vue duquel ils ont déjà pris leurs mesures. Le Conseil municipal a décidé par une délibération du mois de mai 1897 ⁽¹⁾ : « La durée de la journée de travail ne pourra excéder 10 heures, et une interruption d'au moins 12 heures devra séparer la fin de la journée de la veille du commencement de la journée du lendemain ». — Cette condition devra être insérée dans les cahiers des charges régissant toute « concession d'un service public municipal ». On sait les difficultés auxquelles donne lieu l'application de cette clause. Néanmoins le secrétaire de la Chambre syndicale qui a grandement contribué à son adoption compte fortement sur son efficacité ⁽²⁾.

(1) *Bulletin municip. offic.*, 22 mai 1897.

(2) Nous devons ces renseignements à l'obligeance de M. Moreau, secrétaire du Syndicat des employés des omnibus de Paris.

CHAPITRE X

Expériences de réduction du travail faites à l'étranger.

Dans les chapitres précédents nous avons uniquement examiné la durée du travail en France, les tentatives faites dans certaines industries pour la réduire et la possibilité de cette réduction dans des industries spéciales.

On sait néanmoins qu'à l'étranger, et surtout dans les pays anglo-saxons, plus avancés que nous au point de vue industriel, des expériences plus nombreuses et plus importantes ont été faites. Nous ne pouvons en donner ici ni la liste, ni la description complète; l'énumération en serait fastidieuse sans permettre au point de vue statistique des conclusions sérieuses; le commentaire en a été fait si souvent, qu'il semble inutile de le répéter ⁽¹⁾. Mais il importe néanmoins d'étudier les raisons qui dans certains cas ont permis de réduire le travail avec succès. Certaines conditions générales sont communes à la production de tous les pays; il importe de rechercher si les succès enregistrés jusqu'ici sont dus à des modifications dans ces caractères communs, ou à des caractères spéciaux des industries étrangères, qui ne se rencontrent nulle part ailleurs. Ces conclusions, nous ne pouvons nous empêcher de les présenter, et pour cela nous devons

(1) Voir en particulier le livre de M. Ansiaux, *Les salaires et la durée du travail* (Bruxelles-Paris), 1896. Chapitres V et VI.

choisir quelques exemples parmi les plus significatifs, afin d'appuyer nos conclusions par des faits. Nous étudierons d'abord les enquêtes et les expériences collectives faites en Amérique, en Australie, en Suisse, en Angleterre; puis nous examinerons deux expériences individuelles de réduction du travail à 8 heures, faites avec un soin qui en rend l'étude particulièrement intéressante.

Amérique. — Aux États-Unis, une loi de 1874 fixa la durée maximum du travail à 10 heures par jour pour les femmes et les enfants dans le Massachusetts ⁽¹⁾. En 1881, une enquête fut faite par les soins du Bureau de la statistique du Travail dans cet État, sur les effets d'une réduction du travail, non seulement dans le Massachusetts, mais encore dans les États environnants. Le Bureau a reçu les réponses d'un grand nombre de manufacturiers (surtout de l'industrie textile) travaillant avec la journée de 10 heures, au milieu d'autres établissements qui ont conservé celle de 11 à 12 heures. Dans un certain nombre de cas, les industriels ont constaté une diminution de production proportionnelle à la réduction du travail. Dans un très grand nombre d'autres, la production est restée identique, ou même s'est accrue. Le directeur d'une grande fabrique de tapis, qui occupe 1.200 ouvriers, s'exprime de la manière suivante : « Je crois, dit-il, qu'avec une surveillance et une organisation appropriée, le même ouvrier fera en 10 heures autant de travail qu'en 11, et que la qualité en sera supérieure. J'en juge par ce fait, qu'à certaines époques de presse nous

(1) Nous ne parlons pas des essais de journée de huit heures faites dans les travaux fédéraux, et dans les travaux des gouvernements de certains États. Ils ont donné lieu aux appréciations les plus contradictoires. Il semble surtout que la loi ne soit pas appliquée (V. Levasseur : *L'ouvrier américain*, t. I, p. 181).

avons prolongé le travail jusqu'à 9 heures du soir ; et pendant le premier mois, nous avons constaté une augmentation matérielle du travail. Plus tard néanmoins l'ouvrier devenait moins attentif ; la production baissait, et la qualité du produit devenait inférieure » (1).

Le directeur d'une fabrique d'impressions sur étoffe raconte dans le même rapport les faits suivants : « Voilà 15 ans que j'ai pris la direction de la fabrique ; elle marchait 13 heures par jour. Je persuadai les autres directeurs de me permettre la réduction du travail à 11 heures par jour. Auparavant le produit hebdomadaire de la fabrique était de 90.000 yards d'étoffes imprimées ; depuis lors, sans modification dans les machines, le produit s'est élevé à 120.000 yards ».

Nous venons de constater un double phénomène : une augmentation de travail n'entraînant pas d'augmentation durable du produit ; et, à l'inverse, une diminution de travail réalisant ce résultat. Quelque étrange qu'il paraisse, il n'est pas dû à une cause spécialement américaine, il s'est produit dans d'autres pays encore, et en voici deux exemples. Un inspecteur du travail de la Prusse rhénane s'exprime ainsi : « Dans les établissements où l'on pratique un travail court et intensif, lorsqu'on en prolonge la durée pour profiter des bonnes périodes, la productivité ne correspond que pour peu de jours à l'accroissement du travail, et revient bientôt au niveau antérieur » (2). — En Hollande, « pour satisfaire à la loi de 1889 sur la protection des ouvriers, M. van Vreumigen, à Gonda, réduisit dans sa fabrique de cigares la durée du travail de 11 h. 1/2 à 9 h. 1/2. La fabrique comprenait 26

(1) 12th *Annual Report of the Bureau of statistics of Labor of Massachusetts*, Boston, 1881, p. 461.

(2) Cité par Böhmert : *Handwörterbuch der Staatswissensh.*, v^o *Arbeitszeit*, p. 764.

ouvriers dont 7 adolescents. A la fin de 1890 on constata que le nombre de cigares produit était même plus grand qu'auparavant. Les salaires à la pièce gagnés par les ouvriers étaient aussi élevés, et pour quelques-uns plus élevés qu'avant la nouvelle réglementation. L'année 1891 permit de faire les mêmes constatations » ⁽¹⁾. Citons encore ces lignes du rapport d'un inspecteur du travail en Saxe : « On a constaté, dit-il, dans deux fabriques, que les ouvriers dont on avait réduit la journée de 12 à 10 heures par suite de la faiblesse des commandes, apprirent en quelques jours à supprimer entièrement la réduction de salaires qui en était résultée, et à gagner autant en 10 heures qu'en 12 » ⁽²⁾.

Enfin sur les effets de la limitation légale dans le Massachusetts lui-même, M. Caroll Wright écrivait ce qui suit, après l'Enquête de 1881 : « Il est clair que le Massachusetts en 10 heures produit autant par ouvrier, par métier à tisser, ou par broche, toutes les autres circonstances étant égales, que d'autres États où l'on travaille 11 heures et plus; il est clair aussi que les salaires y sont aussi élevés, sinon plus que dans les autres États où les manufactures sont plus longtemps en activité ⁽³⁾ ».

A la suite des expériences de la journée de 8 heures faites par M. Mather à Salford, et de l'introduction de cette journée dans les chantiers anglais de la marine et de la guerre, le bureau de la statistique du travail du Connecticut, entreprit en 1894 une enquête sur la réduction du travail dont nous donnons ici les principaux résultats ⁽⁴⁾.

On visita 100 établissements : 59 déclarèrent n'avoir pas

(1) O. Pringsheim, dans *Braun's Archiv.*, vol. VI, p. 14, note 2.

(2) Böhmert, *loc. cit.*, p. 765.

(3) 12th *Annual. Rep.*, etc. Cf. *Bulletin de l'Office du travail*, 1894, p. 77.

(4) Cf. 10th *Ann. Rép. of the Bur. of Lab. statistics of Connecticut for the year*, 1894, p. 293-322.

constaté de diminution dans la production, après la réduction des heures de travail; 35 avouèrent une diminution de production proportionnelle à la réduction du travail; 7 constatèrent une « *légère* » diminution de production et 6 ne spécifièrent pas si la perte éprouvée avait été proportionnelle ou non à la production.

Les réductions faites étaient de deux espèces. Dans plusieurs cas, il s'agissait seulement de fabriques qui, fermant le samedi à midi, diminuaient ainsi de 4 heures environ la durée hebdomadaire du travail. — Dans d'autres cas, il s'agissait d'une réduction du travail journalier de 10 à 9 heures ou même au-dessous, à la suite de grèves ou d'autres événements. Voici le détail des résultats constatés dans ces dernières industries :

23 établissements de tailleurs avaient réduit la journée de 10 à 9 heures. Sauf dans un cas, la réduction n'était accompagnée d'aucune réduction de salaire. Or, 17 établissements ne constatèrent aucune diminution de production; dans deux autres, la production diminua « *légèrement* »; dans deux, elle diminua sans qu'on indique dans quelle mesure; dans un seul la diminution a été proportionnelle à celle du travail.

Le travail fut réduit de 10 à 9 heures dans 18 ateliers d'ouvriers en bois. Les résultats ici sont moins favorables : 10 établissements ont constaté une diminution de production proportionnelle à la réduction; 7 n'ont constaté aucune diminution; 1 établissement a constaté une « *légère* » diminution.

Sur 9 ateliers d'ouvriers sur métaux ordinaires, 4 n'ont constaté aucune diminution de production, 1 en a constaté une légère, et 3 une diminution proportionnelle, — 1 seul n'indique pas dans quelle mesure la production a diminué.

Suisse. — Les effets de la loi de 1877 qui fixe à 11 heures le maximum de la durée du travail dans les fabriques de

ce pays, ont été souvent étudiés ; l'inspecteur bien connu, M. Schuler, en a spécialement recherché les conséquences dans les filatures, les tissages et les broderies ; nous citerons les principales constatations faites par lui, et par ceux qui après lui se sont occupés de la question ⁽¹⁾.

On remarque d'abord dans les filatures de coton, que depuis la mise en vigueur de la loi (1^{er} janvier 1878) les ouvriers sont plus dispos à l'ouvrage. D'après les assertions des propriétaires et des directeurs de fabriques, la production n'a pas diminué d'un douzième comme on l'avait prévu, et beaucoup d'entre eux ne voudraient pas revenir à l'ancienne organisation.

A ces constatations générales, s'ajoutent des expériences plus précises. M. Schuler cite une fabrique où la production, au lieu de diminuer de 8 1/2 0/0, conformément aux prévisions pessimistes du directeur, n'a diminué que de 0,85 0/0. Le fabricant attribuait ce résultat à une accélération des machines et à l'intensité plus grande du travail des ouvriers.

Dans une autre fabrique, on a constaté que la production non seulement restait la même, mais encore avait augmenté. Toutes les autres conditions restant égales : tandis qu'en 1877 la fabrique, avec un travail de 12 heures, produisait 372 kilog. de fil ; en 1878 avec un travail de 11 heures elle en produisait 388 par jour.

On a fait la contre-épreuve : on a cherché si la prolongation du travail au delà de 11 heures, entraînait une augmentation correspondante de production. La loi suisse permettant aux autorités cantonales d'autoriser des heures supplémentaires dans certains cas, l'expérience était facile

(1) Les renseignements qui suivent sont empruntés aux articles de MM. Cohn et Schuler (Cf. Bibliographie, p. ix et x).

à faire. Le résultat n'a pas différé de ce que les expériences précédentes faisaient prévoir. Une filature, en 1880, fit travailler une heure supplémentaire pendant un quart de l'année : non seulement la production n'augmenta pas, mais on constata une diminution de 0,9 0/0. — Dans une autre fabrique on trouva une légère augmentation : mais elle n'était pas proportionnelle à celle du travail, le produit s'était accru de 4,4 0/0 pour une prolongation de 9,1 0/0.

Dans les tissages, les effets n'ont pas été différents ; il arrive parfois que la production augmente malgré la réduction du travail ; il n'arrive jamais que la diminution, lorsqu'elle a lieu, soit proportionnelle à la réduction. C'est M. Blocher, un industriel autrefois opposé à la réduction, qui fait cette constatation. — Nous avons vu pour la France même l'explication du phénomène dans les tissages, et de nombreux exemples de ce fait, qui n'est plus aujourd'hui contesté. Il est donc inutile d'insister.

M. R. Jay, après avoir étudié en détail les effets de la loi de 1877 sur la production en Suisse arrive aux conclusions suivantes : « Il y a certainement, dit-il, de nombreuses industries dans lesquelles l'activité plus grande de l'ouvrier, peut dès le premier jour compenser la diminution de la durée du travail. Nous ne croyons pas cependant qu'il en soit toujours ainsi... La réduction de la journée de travail aura bien par elle-même, en principe, pour conséquence une diminution de la production ; mais cette diminution pourra souvent être compensée par une organisation plus perfectionnée du travail. Avec le temps, l'industrie sera d'ailleurs la première à tirer profit de l'influence bienfaisante que cette réduction exerce sur la vigueur physique, l'aptitude intellectuelle et même le développement moral de l'ouvrier. Ajoutons que presque jamais la diminution de la

production qui dans certaines industries suivra immédiatement la réduction de la journée de travail, ne sera proportionnelle à la diminution de la durée du travail. En Suisse, cette diminution de la production ne paraît jamais avoir été sensible, et j'en vois la preuve dans ce fait que de très nombreux travailleurs aux pièces, eux-mêmes, n'ont pas tardé à considérer la législation nouvelle comme un bienfait » ⁽¹⁾.

On peut voir enfin dans l'application toujours plus stricte de la loi une preuve de son succès croissant et de ses effets bienfaisants. Au début on avait autorisé de nombreuses dérogations à la règle générale. Ces dérogations sont devenues de plus en plus rares. C'est le Conseil fédéral qui décide en dernier ressort si un établissement industriel doit ou non être considéré comme fabrique, et par suite être soumis à l'inspection (Loi du 23 mars 1877, art. 1). Grâce à cette faculté, le Conseil fédéral a graduellement augmenté le nombre des établissements soumis à la loi. Elle ne s'appliquait, par exemple, au début ni aux brasseries, ni aux moulins où les ouvriers étaient nourris; depuis, tous ces établissements sont rentrés dans la règle pourvu qu'ils occupent deux ouvriers. Autre exemple : à l'origine, la loi ne s'appliquait dans les établissements sans moteurs mécaniques que s'ils occupaient au moins 25 ouvriers. Depuis 1891, il suffit qu'ils en occupent 10. Grâce à ces extensions successives, le nombre des fabriques soumises à la loi s'est élevé pendant les années 1880 à 1895 de 2.419 à 4.843, et celui des ouvriers protégés de 124.200 à 200.119.

Le nombre des heures supplémentaires accordées par les

(1) R. Jay, *Études sur la question ouvrière en Suisse*, p. 110 et 112. Paris, 1893.

autorités cantonales n'a pas cessé de décroître. En 1886, il était en moyenne par ouvrier et par an de 7 h. 35; en 1895, il s'était abaissé à 2 h. 30; la prolongation moyenne de la durée normale du travail qui était de 0,32 0/0 en 1888 n'était plus en 1896 que de 0,9 0/0; en 1886, on trouve 18,906 ouvriers qui ont fait à eux tous 487.637 heures supplémentaires; en 1895 on n'en trouve plus que 12.188; et le nombre total des heures supplémentaires est de 231.253 ⁽¹⁾.

A quelle cause attribuer cette diminution progressive des heures supplémentaires? D'après M. Lang, elle est due moins à la sévérité croissante des inspecteurs, qu'à la bonne volonté des industriels. En effet, une série d'améliorations leur permettent de se passer des autorisations légales. L'organisation du travail s'est perfectionnée; en maints endroits on a remplacé l'eau par la vapeur, comme force motrice; la durée du travail s'est abaissée souvent jusqu'à 10 heures, de sorte que, même avec les heures supplémentaires, la limite légale n'est plus dépassée; les manufacturiers enfin se sont finalement aperçus qu'ils n'avaient qu'un faible avantage à faire travailler leurs ouvriers plus de 11 heures par jour.

Si l'application de la loi avait véritablement nuit aux intérêts des industriels leur résistance aurait été plus vive; son extension et son exécution plus minutieuse auraient rencontré des difficultés plus grandes. Mais aujourd'hui la journée de 11 heures a fait ses preuves en Suisse. La vive opposition que les inspecteurs rencontrèrent au début n'a pas cessé de décroître; et leurs rapports en démontrent non seulement la possibilité, mais l'incontestable utilité pour les ouvriers et pour l'industrie.

(1) Nous empruntons ces renseignements à l'article d'O. Lang : *La loi Suisse sur les fabriques et ses effets sur l'industrie*, dans *Braun's Archiv*, 1897, p. 88 et s.

Australie. — Dans ce pays la réduction du travail dans un grand nombre d'industries a été obtenue par les efforts personnels des ouvriers; le gouvernement n'est intervenu dans la plupart des colonies que par l'exemple qu'il donnait dans ses propres travaux. Néanmoins, la réduction a été plus radicale que partout ailleurs, puisque c'est la journée de 8 heures à laquelle tendent toutes les corporations, et que beaucoup d'entre elles ont obtenue. Les renseignements dont nous disposons datent de l'année 1891; mais les derniers travaux sur la condition des ouvriers australiens n'indiquent aucune modification à l'état de choses que nous décrivons ⁽¹⁾. Nous nous occuperons surtout de la colonie de Victoria où les expériences faites ont été les plus nombreuses et les plus décisives.

Rendons-nous compte, tout d'abord, de l'importance et de l'étendue de l'expérience.

Dans la colonie de Victoria la journée de 8 heures s'est introduite dans les industries les plus diverses. On la trouve chez les boulangers, les brasseurs, les selliers, les cordonniers, les tanneurs, les travailleurs des docks, les fondeurs de cuivre, les verriers, les ouvriers des chemins de fer, les machinistes, les chapeliers, les imprimeurs, les relieurs. — Les seules industries où l'on travaille davantage sont les teintureries, les industries textiles, les corderies. — Les ouvriers agricoles et une partie des mineurs sont restés en dehors du mouvement.

Les industries où, en 1891, la journée de 8 heures existait

(1) Morton A. Aldrich, *Die Arbeiterbewegung in Australien und Neu-Seeland*, in *Jahrbücher für N. Ö. und Statistik*, 1898, p. 129. — Les faits que nous exposons sont empruntés à l'excellent livre de M. J. Rae, *Eight hours for work* : Londres, 1894; la partie de ce livre relative à l'Australie avait déjà paru dans l'*Economic journal* en 1891.

depuis 20 ans déjà, comprennent plus de la moitié des ouvriers. On estimait à cette date qu'un quart seulement des ouvriers travaillait plus de 8 heures.

Tous les ans, le 21 avril, a lieu une fête commémorative de la journée de 8 heures. Tous les métiers qui l'ont obtenue parcourent Melbourne en procession. Ils se rendent dans des jardins publics où se tiennent des meetings. En 1857 la procession se composait de 700 hommes représentant 9 industries. En 1892 elle en comprenait 8.000, représentant 52 métiers. — C'est un jour de fête officielle; le Parlement ne siège pas; le gouverneur général regarde passer la procession des fenêtres de son palais, et reçoit une adresse en sa qualité de représentant de la Reine; puis, accompagné des ministres et des industriels les plus considérables, il prend place à un banquet, qui lui est offert par les travailleurs.

Quels ont été sur la production les résultats de cette originale institution? Quelques exemples nous le montreront :

Dans l'industrie de la bière à Melbourne, la journée de 8 heures existe depuis 1885.

Les patrons brasseurs la virent s'introduire avec beaucoup d'appréhension. Aujourd'hui, ils sont plus prospères que jamais. En 1884, il existait à Melbourne 70 établissements employant 860 ouvriers, et produisant 13.723.371 gallons de bière; en 1888, 4 ans après la réduction, nous trouvons 68 établissements, 1.063 ouvriers et une production annuelle de 17 millions de gallons. — Le nombre des établissements a donc diminué légèrement. Le nombre des ouvriers et la production ont augmenté. — En considérant la statistique des années intermédiaires on voit qu'à aucun moment la production n'est même restée stationnaire; elle a continuellement progressé.

Les selliers ont adopté la journée de 8 heures à la même date que les brasseurs. Là encore, la valeur de la production a augmenté, quoique le nombre des établissements et celui des ouvriers aient diminué. En 1884, 63 établissements avec 636 ouvriers produisent une valeur de 87.131 livres sterlings. En 1888, 57 établissements avec 465 ouvriers produisent une valeur de 97.592 livres.

Citons encore l'exemple des constructeurs de voitures. En 1884, 162 établissements, occupant 2.124 ouvriers, produisaient une valeur de 256.868 livres. — En 1888, 195 établissements, occupant 2.720 ouvriers, produisaient 361.690 livres.

Il y a une exception pour la cordonnerie où le nombre des ouvriers et la valeur du produit a diminué.

En 1884, 94 établissements avec 4.165 ouvriers produisaient 203.351 liv.			
En 1888, 97	—	3.886	— 199.228 —

Les témoignages des hommes les plus autorisés confirment ces résultats : « Les 8 heures, dit Sir Graham Berry, agent général de la colonie de Victoria à Londres, sont considérées maintenant comme la charte de toutes les industries organisées..... En fait, je doute que les patrons aient le plus petit désir de s'y opposer. J'ai à peine besoin de dire que cela a été un grand bien pour beaucoup de gens, sans faire de mal à personne. J'ose ajouter — c'est l'opinion de beaucoup de personnes compétentes — qu'on fait autant de travail avec la journée diminuée qu'auparavant, et que la qualité en est supérieure » ⁽¹⁾.

Angleterre. — On a souvent rappelé les effets de la limi-

(1) Ch. Bradlaugh, *Regulation by statute of the hours of adult labour : Fortnightly Review*, mars 1890.

tation du travail à 10 heures dans les industries textiles anglaises. Cette réduction, on le sait, loin de nuire à la production n'a fait que l'accroître en incitant les industriels à introduire de nouvelles machines, et en augmentant l'habileté de l'ouvrier. Les exemples empruntés à l'industrie suisse et à l'industrie française nous permettront de ne pas insister davantage sur ces effets. — Mais des expériences nombreuses et moins connues ont été tentées avec un succès très variable dans une autre grande industrie, celle des mines.

On sait que la journée de 8 heures (il faut entendre par là non pas le travail effectif, mais le temps compris entre la descente et la remonte) existe dans un grand nombre de mines anglaises, et que dans celles du Durham, du Northumberland et du South-Staffordshire la journée même ne dépasse pas 7 h. 1/2. Or, dans ces deux régions, le Durham et le Staffordshire, « la production par piqueur est plus grande que dans toute autre mine » ⁽¹⁾. — Dans le Northumberland c'est uniquement la nature des couches qui s'oppose à un pareil résultat. Il faut remarquer aussi que dans ces trois régions « les machines d'extraction sont supérieures à celles qu'on rencontre dans les autres districts » ⁽²⁾.

Enfin, dans les mines où règne la journée de 8 heures, presque aucune interruption n'a lieu pour prendre les repas. Le professeur Munro calcule que si l'on réduit à 8 heures la journée dans toutes les autres mines anglaises, la suppression des temps de repas suffira amplement à compenser le nombre d'heures perdues par semaine.

C'est donc par un procédé analogue à celui que nous avons proposé pour la France, et que les mineurs paraissent dispo-

(1) Prof. J. E. C. Munro, *The probable effects of an 8 hours day on the production of coal*, dans : *The Economic Journal Ann.* 1891, p. 248.

(2) *Ibid.*, p. 250.

sés à accepter, qu'en Angleterre on a obtenu la courte journée de 8 heures dans les mines.

Ce n'est pas tout. On a pu constater directement des réductions de travail qui n'ont en rien affecté la production. En 1842, on rencontrait fréquemment des journées de 15 heures en Écosse et dans le Cumberland; dans le Derbyshire et dans une partie du Yorkshire on travaillait 14 heures, et 12 dans la plupart des autres mines anglaises. En 1890, d'après une enquête du *Home Office*, la durée du travail est de 37 à 52 heures par semaine, et cependant, le produit qui en 1854 était de 64 millions de tonnes, a été en 1889 de 176 millions⁽¹⁾.

On ne peut pas d'après ces données distinguer quelles sont les causes auxquelles la production grandissante doit être attribuée. Elle est due certainement aux progrès de la technique et au perfectionnement des machines; mais elle est due probablement aussi à la meilleure organisation du travail et à l'habileté plus grande de l'ouvrier. Personne aujourd'hui ne voudrait revenir à la longue journée d'autrefois; le patron y perdrait autant que l'ouvrier.

Mais nous possédons un exemple plus frappant encore, et où les causes de l'augmentation de production ne laissent plus place au moindre doute. En 1859 on introduisit la journée de 8 heures dans quelques-unes des mines de charbon du South-Yorkshire. Or, en 1860, le secrétaire général de l'Association des patrons déclarait « que c'est un fait indiscutable que la production dans le système de 8 heures, introduit depuis 12 mois dans quelques-unes des grandes houillères, a beaucoup dépassé ce qui a jamais été produit par le même nombre d'ouvriers avec le système de 12 et 13 heures » ⁽²⁾.

(1) Munro, *loc. cit.*, p. 248.

(2) S. Webb., *The 8 hours day*, p. 100.

De nouveaux essais ont été faits depuis. Quelques-uns ont réussi ⁽¹⁾ : d'autres par contre ont complètement échoué. Un essai entre autres avait été fait chez M. Thomas M. P. dans les mines du pays de Galles ; mais il s'agissait de 8 heures de travail effectif. Un autre a été fait dans le Yorkshire par M. Bainbridge. Dans ce dernier cas l'expérience n'a duré que 3 semaines ; et les rapports ne disent pas de combien la journée a été réduite. Quoi qu'il en soit dans les deux cas, la production a subi une diminution presque proportionnelle à celle de la journée de travail ⁽²⁾.

Malheureusement, dans un grand nombre de cas on se contente de nous rapporter les résultats définitifs des expériences faites, sans nous indiquer les conditions où elles ont eu lieu, et les motifs des réussites ou des échecs. C'est pourquoi nous citerons encore les deux expériences suivantes dont les résultats et les conditions ont été décrits au contraire dans le plus grand détail. Il s'agit d'essais de la journée de 8 heures ; mais, comme la réduction a été d'une heure dans les deux cas, nous pouvons admettre que les résultats obtenus se retrouveraient *a fortiori* si la réduction était de 12 à 11, ou de 11 à 10 heures.

Voici d'abord l'expérience de M. Henri Freese fabricant de stores (Jalousien Fabrik) à Hambourg et à Berlin ⁽³⁾. — Dès 1890 il avait introduit dans ses ateliers la journée de 9 heures, avec suppression des heures supplémentaires et du

(1) J. Rae : *Neue Fortschritte der Achtstundenbewegung*, dans *Braun's Archiv.*, année 1898, p. 10 et 11.

(2) *Ibid.*, p. 12. Cf. Comité central des houillères de France, Circ., n° 1039.

(3) Otto Pringsheim : *Ein Experiment mit dem Achtstundentag*, ds. *Archiv. für Soziale Gesetzg. u. Stat.* et Laurent Dechesne : *Revue d'écon. polit.*, mars 1898 : *Les expériences sociales d'un grand industriel allemand.*, t. VI, 1898, p. 14-21.

travail du dimanche. — Les ouvriers demandèrent la journée de 8 heures et à la suite d'une expérience favorable de 2 mois, on l'introduisit définitivement dans la fabrique de Berlin. A Hambourg on maintint la journée de 9 heures. — Le travail dure de 7 heures du matin à 5 heures du soir; il est interrompu par deux repos; l'un de 8 1/2 à 9 heures pour le déjeuner, et l'autre de 12 à 1 h. 1/2 pour le repas principal.

La fabrique occupe environ 50 ouvriers dont 17 sont payés au temps et les autres à la pièce.

Voici le tableau des gains obtenus par les ouvriers dans les différents ateliers, et pendant le semestre d'été, le seul où le travail soit continu.

Gains moyens par ouvrier et par se- maine, en marks.....	Menuisiers.		Rajusteurs.		Peintres et vernisseurs.		Serruriers et ferblantiers.	
	1891.	1892.	1891.	1892.	1891.	1892.	1891.	1892.
	29,50	30,40	32,06	31,04	30,20	31,12	35,48	25,90
	Chambre des machines.		Couture et réparations.					
	25,74	25,84	13,21	13,99				

Il y a donc augmentation de salaire dans 4 ateliers sur 6. Il faut ajouter que dans l'atelier de serrurerie et de ferblanterie ne se trouvent que 2 ouvriers, ce qui explique que l'augmentation ne s'y soit pas produite.

A quoi le patron attribue-t-il ces résultats? D'abord à la ponctualité plus grande des ouvriers; les amendes pour retards ont beaucoup diminué. — L'intensité du travail a augmenté elle aussi. « On sent ses articulations, dit un ouvrier;

le temps manque même pour boire un verre d'eau, tant le travail va vite ».

Sans l'expliquer, l'auteur de l'article fait remarquer que les ouvriers employés aux machines ont obtenu eux aussi des salaires plus élevés, quoique leur rapidité n'ait pas augmenté.

Le 12 décembre 1892, les ouvriers se réunirent et exprimèrent leur satisfaction du nouvel état de choses. De son côté le patron reconnaissait que la production était restée la même, tandis que ses dépenses pour l'éclairage, la force motrice, etc., étaient moindres. Mais il considérait que les salaires à la pièce et le choix de bons ouvriers étaient des conditions indispensables à la réussite de l'expérience.

Voici en deuxième lieu le compte-rendu de la célèbre expérience faite par MM. Mather et Platt, de la journée de 8 heures dans leurs usines de Salford. Nous le reproduisons en entier d'après M. John Rae ⁽¹⁾.

« Les usines de Salford sont un grand établissement employant 600 ouvriers. Elles fabriquent des machines, et y emploient une série d'ouvriers de métiers différents, fondeurs de fer et de bronze, forgerons de fer et de cuivre, ouvriers sur étain, ajusteurs, charpentiers, ouvriers d'électricité, tourneurs, fabricants de chaudières, etc.....

« Le 20 février 1893 les patrons réduisirent le travail pour tous les ateliers de 53 à 48 heures par semaine, soit 8 h. $\frac{3}{4}$ pour chacun des 5 premiers jours de la semaine et 4 h. $\frac{1}{4}$ le samedi. La journée était divisée en 2 parties, avec une seule interruption pour le repos au lieu de 3 parties (spells) comme autrefois ; les ouvriers déjeûnaient avant de venir à l'usine le matin. Après un essai d'une année, M. Mather a

(1) *Loc. cit.*, p. VII.

fait comparer soigneusement les résultats obtenus avec les résultats moyens des 6 années précédentes, et trouva... que les ouvriers avaient produit pendant la plus courte journée plus que pendant la plus longue. Le travail à faire était de la même nature. « La production, dit M. Mather, pendant les deux périodes, a eu un caractère analogue; » et « en ce qui touche la quantité produite, elle a été supérieure pendant l'année d'expérience ». Il ne réduisit pas les salaires pendant l'année, et comme les prix avaient baissé, il semblait que la proportion des salaires dans le coût total eût un peu augmenté; mais il est évident qu'en réalité ce coût en salaires avait baissé, puisque pour le même prix ses ouvriers lui firent plus d'ouvrage. « Si les prix étaient restés les mêmes, la valeur du produit pendant l'année d'expérience eût augmenté, et le coût en salaires, au lieu de présenter un accroissement de 0,4 0/0, eût été diminué ». Il trouva de plus une économie notable en « gaz, en lumière électrique, en usure des machines, des instruments, etc., en feu, en lubrifiants, et en provisions de toute espèce »; et, ce qui est vraiment curieux, même en ce qui touche « les charges fixes croissantes pour l'intérêt du terrain et des machines, pour la rente et les impôts, pour les employés à salaire fixe, malgré la diminution de 5 heures par semaine, la balance du crédit et du débit pour ce genre de dépenses, a été évidemment plus favorable pour cette année que précédemment ... ».

« Il ne semble pas qu'on ait rien modifié à l'outillage ou à la rapidité des machines, et M. Mather attribue ces résultats « uniquement à l'énergie constante et à l'entrain de chaque ouvrier et de chaque aide pendant la journée ». « Il semble, dit-il, que nous ayons travaillé en harmonie avec quelque loi naturelle au lieu de travailler contre elle, comme on fait

lorsque les ouvriers se mettent au travail, sans la nourriture nécessaire à l'exercice de leurs facultés mentales et de leurs énergies physiques ». — Il attribue beaucoup de l'accroissement d'énergie personnelle à la suppression des 2 heures de travail avant déjeuner, qui n'étaient pas seulement inutiles au point de vue de la production, mais exerçaient une influence déprimante sur la vigueur, la fraîcheur et la gaieté des ouvriers à travers toute la journée ». — Outre l'accroissement d'énergie personnelle il constatait aussi un progrès notable en ce qui touche les pertes de temps. « La proportion du temps perdu sans permission, s'élevait dans la période des 53 heures de travail à 2,46 0/0 ; tandis qu'elle était de 0,46 0/0 seulement dans la période des 48 heures ». — Et ceci ne représente pas le total du temps perdu. Car les ouvriers travaillent souvent par équipes et l'absence d'un seul membre de l'équipe arrête le travail de ses compagnons, quoique ceux-ci soient présents. Quelques ouvriers étaient aux pièces, et on étudia tout spécialement l'effet de la réduction de leur travail, parce qu'on pensait qu'eux au moins avaient toujours fait de leur mieux, et ne pouvaient pas rattraper leur salaire par de plus grands efforts, si leurs heures étaient réduites. Mais « cette crainte, dit M. Mather, s'est prouvée sans fondement ». Dans certains cas le taux des salaires aux pièces fut réduit pendant l'année ; mais si cette réduction n'avait pas eu lieu, la différence entre les gains des travailleurs aux pièces pendant la semaine de 53 heures, et leurs gains pendant celle de 48 heures, n'aurait été que de 0,5 0/0 au détriment de la seconde ; une aussi légère différence est tout à fait sans conséquence, car, comme dit M. Mather, elle se produit souvent entre deux années, même avec un travail de même durée. De plus, si l'on n'avait considéré les gains des travailleurs aux pièces que pendant la

seconde moitié de l'année, après qu'ils se furent habitués aux nouvelles conditions du travail, on aurait trouvé qu'ils gagnaient plus que sous l'ancien système. M. Mather dit en effet : « Pour mieux apprécier l'effet du système sur le travail aux pièces, on a partagé l'année en 3 parties à peu près égales. Pendant la première période, le surplus du gain aux pièces sur le gain au temps a été de 4,70 0/0 moindre qu'à l'ordinaire; pendant la deuxième, il était de 1,58 0/0 moindre; enfin dans la troisième, de 0,78 0/0 seulement; en moyenne, pendant les 12 mois, la différence entre les deux sortes de gains a été de 1,41 0/0 moindre qu'à l'ordinaire. On voit qu'à mesure que l'année s'avancait, se produisait une adaptation progressive aux nouvelles conditions; et l'on peut raisonnablement espérer que la légère différence qui subsistait à la fin de l'année disparaîtra bientôt » (1).

Tels sont les principaux résultats des expériences étrangères. Elles s'appliquent on le voit à presque toutes les industries dont l'examen nous a déjà arrêté en France. Elles s'étendent même à d'autres industries, sur lesquels, faute d'expérience ou de renseignements suffisants, nous n'avons pu porter notre attention dans ce pays-ci. Ainsi se trouvent placés sous les yeux du lecteur les matériaux essentiels grâce auxquels nous allons chercher maintenant, le plus brièvement possible, à tirer quelques conclusions plus générales, et à examiner les objections économiques que l'on oppose à la réduction du travail.

(1) J. Rae, *loc. cit.*, p. VII-X.

CHAPITRE XI

Explication et conséquence des faits précédents.

Récapitulons brièvement les résultats obtenus dans les chapitres précédents :

Dans les industries françaises où la durée du travail est la plus longue, elle ne dépasse pas normalement une moyenne de 12 heures; cette journée ne se rencontre guère que dans certaines industries textiles.

Si donc, le législateur voulait fixer à 10 heures la durée maximum du travail journalier dans toutes les industries, la durée du travail, dans les industries les moins favorisées actuellement, serait diminuée de 2 heures par jour. Dans les autres, la diminution serait d'une heure, d'une heure et demie, et pour la majorité d'une demi-heure ou de trois quarts d'heure.

Nous avons cherché si, dans les principales industries françaises, l'organisation du travail se prêtait à des réductions pareilles, et nous avons trouvé partout que non seulement des prévisions raisonnées, mais encore des expériences précises permettaient de conclure que, dans presque tous les cas, une réduction d'une heure ou même de deux n'entraînait pas une diminution proportionnelle de production, avait même parfois pour conséquence une production supérieure. La seule exception à cette règle paraît constituée par les filatures. A vrai dire, nous n'avons en France rencontré dans ce

dernier cas aucune expérience qui pût infirmer ou confirmer cette prévision. Mais les arguments théoriques des filatures, auxquels nous ne pouvions opposer aucune preuve concluante tirée des exemples français, ont servi de base à nos conclusions.

Il restait à étudier le champ plus vaste des expériences faites à l'étranger; et là nous avons rencontré des exemples beaucoup plus nombreux, beaucoup plus précis, de réductions d'une heure, d'une heure et demie et même (quoique plus rarement) de deux heures dans la journée de travail, dont les effets à la fois sur la production et sur l'état général des ouvriers ont été incontestablement favorables. En particulier pour les filatures, l'expérience déjà longue de la Suisse est venue confirmer des conclusions que nous aurions pu tirer de l'expérience plus ancienne encore des filateurs anglais. Ainsi les filatures elles-mêmes, malgré le rôle prépondérant qu'y jouent les machines, n'échappent pas à la règle générale, et leur production n'a pas été diminuée par une réduction d'une heure dans la durée journalière du travail.

Sans doute, ici encore, notre enquête présente des lacunes. Le raisonnement purement logique menace, dans toutes les sciences qui étudient les phénomènes vitaux, de conduire à des erreurs. Il est toujours dangereux d'étendre les conclusions obtenues pour certaines industries particulières ou pour certains pays, à toutes les autres industries et à tous les pays. Il aurait donc fallu faire une liste complète de toutes les industries, et trouver pour chacune d'elles des expériences favorables à notre thèse. — On voit assez que la tâche est impossible. — Mais les industries qui nous ont fourni des exemples, sont assez nombreuses et assez importantes pour constituer un point de départ solide à notre argumentation.

Il nous semble néanmoins que pour être concluante elle doit être confirmée par de nouvelles constatations. Pour avoir le droit de dire que, dans la grande majorité des cas, la grande et la moyenne industrie ne souffriront pas d'une réduction d'une heure et d'une h. $1/2$ dans la journée du travail, il nous faut montrer que les résultats favorables, constatés dans quelques industries françaises et dans beaucoup d'industries étrangères, sont l'effet de circonstances qui peuvent se retrouver identiques dans toutes les industries et dans tous les pays de civilisation semblable. Ce sera l'objet de ce chapitre d'analyser de plus près les raisons qui expliquent le succès des expériences précédentes, et d'en déduire les conséquences.

I

Il faut se garder avant tout d'exclusivisme. Les phénomènes sociaux sont trop compliqués pour qu'on puisse jamais attribuer l'un d'eux à une cause unique. Il semble ressortir de la brochure de M. Brentano ⁽¹⁾ que l'on pourrait obtenir de tous les ouvriers, quels qu'ils soient, une somme à peu près égale de travail, pourvu que leurs salaires fussent suffisants, et que la durée de leur travail soit maintenue dans des limites normales. Il est vrai, sans doute, que ces deux facteurs sont de tous ceux qui influent sur l'état des ouvriers et par conséquent sur la qualité de leur travail, les plus importants. Mais ce ne sont pas les seuls. L'idée qu'un ouvrier français ou allemand pourrait devenir en tout l'égal d'un ouvrier

(1) *Ueber das Verhältniss von Arbeitslohn u. Arbeitszeit zur Arbeitsleistung*, Leipzig, 1893.

anglais par exemple, ou américain, nous paraît absolument inexacte. L'ouvrier anglais a des qualités qui tiennent non seulement aux conditions économiques dans lesquelles il vit, mais à son caractère même. Cela nous paraît ressortir avec évidence des observations si souvent citées de Lord Brassey, sur la productivité comparée des ouvriers de nationalité différente. Il cite par exemple une filature allemande, où la journée de travail s'étendait de 5 h. 30 du matin à 8 h. 30 du soir. « Le directeur calculait qu'avec des surveillants anglais on y produisait par semaine autant qu'en 60 heures en Angleterre. Si le travail avait été surveillé par un allemand, le poids produit aurait été très inférieur » ⁽¹⁾. — Ce qui est vrai des surveillants est vrai aussi des ouvriers. — Cette attention, cette persévérance qu'on remarque chez des ouvriers anglais ne saurait être le simple résultat d'une éducation industrielle prolongée, d'une nourriture supérieure et d'un repos approprié. Elle est un des traits du caractère anglais, on la retrouve dans d'autres genres de travaux, et elle est inimitable. Lors de la construction de la ligne de Paris à Rouen, « les ouvriers français avaient l'habitude de venir au travail en été à 5 heures du matin, et de partir à 7 heures du soir. Les Anglais n'arrivaient jamais avant 6 heures, et quittaient toujours à 5 h. 1/2. Mais la somme de travail exécutée par les Anglais dans un plus court espace de temps était très supérieure à celle exécutée par les Français » ⁽²⁾. Admettons même que ces qualités puissent s'acquérir à la longue. Il n'en reste pas moins vrai que la réduction du travail ou l'élévation des salaires ne les créeront pas du jour au lendemain. En Russie, l'ouvrier ne peut diriger à la fois que deux

(1) Brassey, *Foreign work and english wages*. Londres, 1872, p. 177.

(2) *Ibid.*, p. 146.

métiers à tisser alors que l'Anglais en dirige beaucoup plus, la vitesse des machines est inférieure d'environ $1/3$ à la vitesse anglaise ⁽¹⁾. Il est clair que cette supériorité, l'ouvrier anglais l'a acquise par une éducation longue et continue, et M. Schulze-Gævernitz dans son livre sur la grande industrie a décrit en détail les éléments nombreux et très divers qui ont fait de l'ouvrier textile anglais un travailleur d'élite.

Cela dit, il reste vrai, et c'est le premier fait qui ressort des expériences analysées et des remarques précédentes, que la part personnelle de l'ouvrier dans le travail, à quelque nation qu'il appartienne, est immense, et qu'elle peut être augmentée par des moyens appropriés.

Il est aisé d'expliquer toutes les supériorités et tous les faits sociaux par des circonstances extérieures et matérielles. La concurrence, la recherche du bon marché par exemple, par lesquelles on explique volontiers la supériorité de l'industrie anglaise, n'est efficace que si elle excite réellement ceux qui la subissent à de plus grands efforts, et les conduit à des résultats plus utiles. Mais elle peut n'être aussi qu'un instrument de ruine pour les êtres trop faibles qui en sont les victimes. — De même, on semble croire souvent que seules ces circonstances matérielles sont capables d'amélioration; que l'évolution industrielle, par exemple, dépend uniquement des perfectionnements de la mécanique. C'est une conception par trop simpliste; on oublie que la volonté et l'intelligence sont, elles aussi, capables de progrès, et que l'organisation du travail pour sa plus grande efficacité, est l'effet de la volonté et de l'intelligence humaine plus encore que des circonstances.

C'est ainsi qu'on a négligé pendant longtemps de prendre

(1) *Ibid.*, p. 177.

en considération la part personnelle de l'ouvrier dans le travail industriel. Elle est énorme cependant. Voici ce que dit en Angleterre M. Morley ⁽¹⁾ : « Dans l'industrie du coton, les articles dans le prix desquels le travail entre pour la plus grande part, sont précisément ceux pour lesquels la concurrence est le moins à redouter. Une chemise ordinaire vendue pour 7 sh. par exemple, et qui n'a coûté que 2 sh. de salaire, est exposée à la concurrence, mais une pièce de « cambric », vendue par exemple pour 9 sh. et 3 pences, a coûté en salaires 4 sh. 6 pences ; et c'est cependant pour cette catégorie de marchandises, où le travail constitue le principal élément du coût de production, que les Anglais dominent tous les marchés ».

Cette efficacité de l'effort humain, cette capacité du travail de devenir, suivant les circonstances, plus ou moins intense et plus ou moins productif, sans le secours d'agents extérieurs, nous l'avons décrite dans les pages précédentes. Il reste à en donner l'explication. Tout le monde comprend aisément qu'un ouvrier bien payé, partant bien nourri, qui n'est pas absorbé toute la journée par un travail monotone ou même épuisant, apportera, sans même sans apercevoir, plus d'entrain et plus d'énergie à son ouvrage, que l'ouvrier mal payé, mal nourri et qui s'épuise du matin au soir. Il existe, à n'en pas douter, pour tout homme un maximum d'efforts physiques et intellectuels qu'il ne peut dépasser sans amoindrir sa force de travail, et par suite sans diminuer sa production. Voici ce que disait à la Commission du travail un tisseur de Lyon : « Avant d'être établi, je travaillais chez un patron. Il reçut un jour une commande de quatre pièces. J'entrepris ma pièce alors que tous les autres compa-

(1) Cité par Brassey, *Foreign Work and english Wages*, p. 189.

gnons avaient commencé la leur. Je la mis sur le métier le 4 décembre; je l'avais terminée le premier le 10 janvier; sa longueur était de 150 mètres. Au bout du travail ma journée allait de 6 heures du matin à 10 heures du soir. Je suppose ma production égale à 4 mètres par jour. Cette production est demeurée constante pendant les premiers jours, puis elle a décréu chaque jour davantage, à tel point que sur la fin du travail j'ai été obligé de prolonger ma journée jusqu'à 11 heures, minuit, 1 heure et même 2 heures du matin, pour la maintenir au niveau où je l'avais portée sans effort en commençant »⁽¹⁾.

Il serait aussi avantageux pour le patron que pour l'ouvrier de trouver ce point de production maximum, qui n'est sans doute identique dans aucun pays et dans aucune industrie, et qui doit varier avec le salaire et les conditions générales d'existence et d'instruction. Ces variations néanmoins oscilleront toujours autour d'une moyenne commune. Nous n'avons pas à discuter ici les effets des hauts salaires; il nous suffira de constater l'influence sur la production d'un travail plus court, qui laisse plus de repos à l'ouvrier, et lui permet de se distraire de la monotonie écrasante de 12 heures d'une besogne uniforme.

Ainsi, le premier motif du maintien de la production, malgré la diminution du travail, c'est l'accroissement d'entrain et d'énergie, par suite de bonne volonté et d'intelligence de la part de l'ouvrier. A la fatigue moindre, viennent s'ajouter d'autres causes encore pour développer ce que M. John Rae appelle les « réserves d'efficacité personnelle » (*reserves of personal efficiency*).

MM. Mather et Platt, par exemple, avaient constaté que

(1) *Rapp. Dron*, p. 182.

les premières heures de la journée n'étaient que peu productives, parce que les ouvriers, arrivés à l'usine sans déjeuner, ne travaillaient pas avec toute l'énergie désirable. Quand il eut introduit le régime de 8 heures, les ouvriers arrivèrent le matin après avoir déjeuné, et leur travail s'en ressentit aussitôt. — Cette infériorité du travail matinal, commencé avant tout repas, a été signalée plusieurs fois. MM. Johnson et C^o avaient remarqué que le travail du matin leur coûtait 50 0/0 de plus que le travail du reste de la journée; et cela, grâce au temps perdu avant et après le déjeuner (celui de 8 heures à 8 h. 1/2), et au fait que les ouvriers commencent le travail à jeun. M. Hadfield a remarqué dans sa fonderie d'acier, que depuis la réduction du travail de 9 heures à 9 h. 1/2, réduction opérée sur le travail du matin, le nombre des ouvriers arrivant en retard a beaucoup diminué ⁽¹⁾. Auparavant le travail commençait souvent sans que les équipes fussent au complet; de là un ouvrage moins bien fait et moins rapide.

Enfin, la santé générale des ouvriers s'améliore et cela s'explique aisément quand on songe à la différence qu'il y a entre un séjour de 10 ou de 12 heures dans l'atmosphère d'une filature, d'une verrerie ou d'une fonderie. Le directeur d'une filature racontait en 1848 à l'inspecteur anglais L. Horner, que, depuis l'introduction de la journée de 10 heures en 1847, il avait déjà constaté une diminution notable dans le nombre des maladies de ses ouvriers ⁽²⁾. — M. John Rae rapporte que dans les hauts-fourneaux du Cumberland, on était obligé d'entretenir des ouvriers à seule fin de remplacer ceux qui s'absentaient pour cause de maladie ou pour prendre un re-

(1) Hadfield et Gibbins, *A shorter working day*, chapitre VII.

(2) John Rae, *loc. cit.*, p. 119.

pos indispensable. Depuis la réduction de la journée de 12 à 8 heures on a pu se passer complètement de ces aides et les renvoyer (1).

L'organisation plus attentive du travail et la suppression des pertes de temps sont la seconde grande cause qui explique le maintien de la production.

La surveillance peut d'abord être rendue plus stricte. « L'habile direction et la stricte discipline, dit un patron du Massachusetts, sont plus importantes que la 11^e heure pour le produit d'une manufacture, et la stricte discipline s'obtient plus aisément en 10 heures qu'en 11 heures » (2).

La réduction du travail permet également d'éviter la multiplication des repos. Avec 10 heures de travail journalier, l'ouvrier peut se contenter de deux repos, l'un au milieu de la journée, l'autre plus court au milieu de l'après-midi, ou même du premier seulement. Avec la journée de 11 ou 12 heures, trois repos sont souvent nécessaires. Or, on sait que les repos sont toujours une cause de perte de temps, l'intensité du travail étant toujours moindre avant et après.

Ce ne sont pas seulement les ouvriers qui peuvent épargner du temps; ce sont aussi les patrons. « Actuellement, disaient à l'Enquête de 1884 les ouvriers layetiers-emballers, les patrons nous font perdre les heures du matin, de sorte que l'ouvrier désireux de s'instruire ou de disposer de son temps ne le pourrait pas. Et pourtant, tout en nous faisant commencer à 9 ou 10 heures du matin, ils ne se gênent nullement, si le travail survient, de faire veiller jusqu'à 9 ou 10 heures du soir, au lieu d'embaucher un ou deux ouvriers suivant les besoins » (3).

(1) *Ibid.*, p. 91 et s.

(2) 12 th. *Annual Report*, etc., p. 461.

(3) Enquête des quarante-quatre, p. 247.

Dans certaines usines, les ouvriers aux pièces, sûrs de pouvoir regagner à la fin de la semaine par un travail prolongé, le temps perdu au commencement, travaillent très irrégulièrement. La limitation de la journée régularise le travail, et, sans plus d'efforts, la production resté la même.

Ainsi la diminution du travail force patrons et ouvriers à prêter plus d'attention à la distribution de leur temps.

M. John Rae a énuméré, dans son livre si plein de faits, toutes ces améliorations dans l'organisation du travail. Elles varient nécessairement d'une fabrique à l'autre, et l'on ne saurait les prévoir sans connaître exactement la situation de chacune. Nous croyons qu'avec le ferme désir d'obtenir en 10 heures, par exemple, la même production qu'en onze ou douze, ces perfectionnements, grâce à l'entente des ouvriers et des patrons pourront aisément s'introduire. Lorsqu'en 1896, la maison Dollfus-Mieg annonça son intention de réduire à 10 heures la durée du travail dans ses ateliers, elle prévint en même temps ses ouvriers que les mesures nécessaires seraient prises pour éviter toute perte de temps. Une réforme de ce genre ne peut évidemment réussir sans changer quelques habitudes, sans provoquer quelques nouveaux efforts. C'est l'honneur des industriels de les accepter sans mauvaise humeur.

Du reste, cette réduction n'aura pas pour eux que des inconvénients. Elle aura même des avantages, et pour n'en citer qu'un, elle diminuera certains frais généraux : l'éclairage, le chauffage entraîneront moins de dépenses et l'usure des machines sera moindre.

Il est clair que l'intensification du travail peut être favorisée ou au contraire entravée par certaines circonstances. Deux conditions sont en général nécessaires pour qu'elle se produise. La première est le temps. L'ouvrier ne s'adapte pas

du jour au lendemain aux courtes journées; il faut que leur effet bienfaisant ait agi sur lui pour réargir ensuite sur la production. — La deuxième est la fixation appropriée du salaire. Si les ouvriers sont aux pièces et que le prix de la pièce soit maintenu, il est très probable qu'ils feront tous leurs efforts pour rattraper l'ancien salaire; s'ils sont payés au temps, et qu'on diminue leur salaire, ils ne feront aucun effort pour maintenir la production au niveau antérieur puisqu'ils n'en retireraient aucun avantage; il faut dans ce cas stipuler avec eux, comme fit M. Dollfus en 1869, que, la production restant la même, les salaires ne seront pas réduits.

Il reste une dernière cause, enfin, qui dans beaucoup d'usines explique le maintien de la production, malgré la diminution du travail. Mais il ne dépend pas de la volonté de l'ouvrier et pas toujours de celle du patron qu'elle exerce son action : nous voulons parler des perfectionnements de l'outillage et de la rapidité plus grande imprimée aux machines dans certains cas.

Sans doute le chef d'industrie ne peut à son gré remplacer ses machines, comme il peut modifier l'organisation du travail. Le capital dont il dispose est ici son maître. Mais comme cette amélioration de l'outillage a souvent été un des facteurs de l'amélioration des conditions du travail nous ne pouvons la passer sous silence.

Quelle part exacte faut-il lui attribuer dans les succès que nous avons enregistrés au chapitre précédent? Il est difficile de le dire. Dans beaucoup de cas, les industriels déclarent expressément n'avoir pas transformé leur outillage, en réduisant le travail de leurs ouvriers. M. John Rae estime que la part personnelle de l'ouvrier est l'élément principal dans l'augmentation de productivité, et cette appréciation semble confirmée par la remarque suivante de M. Charles Grad : « J'ai ob-

servé, dit-il, à Manchester — le climat humide de la contrée aidant, il est vrai — dans les filatures de coton, une production plus élevée en quantité avec 56 heures de travail par semaine qu'avec 72 heures de travail à Mulhouse, *sur les mêmes machines* » (1). — Au contraire, M. Rodolphe Martin (2) admet que dans les filatures et les tissages c'est avant tout sur le perfectionnement de l'outillage qu'il faut compter ; mais il admet cependant, surtout pour le tissage, les grandes variations dans la production qui tiennent à l'habileté plus ou moins grande de l'ouvrier. — Tout récemment néanmoins les observations faites par M. von Schultze-Gavernitz dans l'industrie textile en Russie ont mis en relief, une fois de plus, le rôle considérable que joue l'ouvrier dans la production. Il compare la filature Danilewski de Moscou avec une filature de Bolton en Angleterre ; les machines de la première sont venues d'Angleterre ; ce sont des selfactors comme à Bolton ; à Moscou on travaille 13 h. 1/2 par jour, à Bolton 9 heures ; la vitesse du selfactor est un peu moindre à Moscou (16 secondes par mouvement d'aller et retour, 14,6 secondes à Bolton) ; malgré la longueur du travail le produit par broche est à Moscou de 1,2 livre anglaise et à Bolton d'1,1 livre ; la différence est insignifiante, comparée à la différence du temps de travail. M. von Schultze-Gavernitz attribue cette infériorité de la fabrique russe, en partie à la mauvaise qualité de la matière première employée, mais aussi et surtout à l'incapacité de la main-d'œuvre. Ajoutons du reste, qu'en Russie le nombre des ouvriers par 1.000 broches est de 12 à 16 alors qu'il est de 3 en Angleterre (3).

(1) Grad, *Le socialisme d'État en Allemagne*, etc., p. 132.

(2) *Loc. cit.*

(3) Schultze-Gavernitz, *Die Moskau-Wladimirsche Baumwollenindustrie* (*Schmoller's Jahrbuch*, 1896, p. 1169-1171).

Nous l'avons vu plus haut (chapitre VII), il est impossible d'évaluer exactement l'importance de ces divers facteurs dans la production. Une chose est certaine : c'est que l'emploi d'un outillage perfectionné réclame des ouvriers supérieurs, et que la réduction du temps de travail a contribué à la fois à perfectionner l'ouvrier et à hâter l'introduction de nouvelles machines.

II

Jusqu'ici, dans les discussions relatives à la réduction du travail, on examinait fort peu ses effets sur la production. On se contentait d'évaluer approximativement quelles seraient sur les salaires et sur la concurrence étrangère les conséquences probables d'une semblable mesure. Cela s'explique aisément par les deux points de vue auxquels se placent généralement les adversaires et les partisans de cette réduction.

Les premiers admettent *a priori* que dans la présente organisation du travail la productivité de l'ouvrier atteint son maximum. Par suite, toute réduction dans la durée du travail doit entraîner une diminution de production. Et, comme on n'imagine pas que les pertes résultant de cette diminution puissent être récupérées sur les profits, ce sont nécessairement dans cette opinion les consommateurs, ou les ouvriers qui paieront les frais de la mesure.

Les seconds, par contre, envisagent le plus souvent l'éventualité d'une limitation à 8 heures de la durée journalière du travail. Or une pareille limitation, sauf dans quelques pays, où dès à présent la journée de travail est très courte, entraînerait presque partout une diminution de deux, parfois même de 3 ou 4 heures dans la durée du travail. Quelles que

soient les conclusions des expériences antérieures, personne ne songe à nier qu'une pareille réduction diminuerait nécessairement la production totale du pays.

Les uns et les autres sont donc amenés à discuter presque uniquement la question suivante : Étant donnée une diminution générale de *production* dans un pays, quelles en seront les conséquences pour les capitalistes, les salariés et les consommateurs ?

On s'accorde alors à reconnaître que pour restituer à l'industrie sa productivité antérieure, il faudrait nécessairement augmenter le nombre des ouvriers... Mais quels seront les effets de cette augmentation ? Ils diffèrent du tout au tout, suivant qu'on invoque l'une ou l'autre des lois économiques.

Les uns, s'appuyant sur une théorie plus ou moins nette du fonds des salaires, en concluent que ce fonds se partageant entre un plus grand nombre d'individus, le salaire de chacun d'eux devra nécessairement baisser.

Les autres invoquent à l'inverse la loi de l'offre et de la demande, et prétendent que les salaires hausseront nécessairement puisque la demande de travail augmentera, l'offre restant la même.

Comment concilier ces affirmations contradictoires ? La grande différence, au fond, entre les adversaires vient de ce que les uns estiment que toute diminution des profits ruinerait l'industrie, quand les autres se persuadent que les frais de la mesure pourront être largement supportés par les capitalistes.

On conçoit donc que la discussion ait jusqu'ici porté presque exclusivement sur les points suivants : les salaires où les profits ne diminueront-ils pas ? L'augmentation inévitable des frais généraux ne rendra-t-elle pas impossible la concurrence étrangère ?

On pourrait, ici encore, employant la méthode d'observation, montrer comment en Suisse, en Angleterre et aux États-Unis, l'exportation des objets fabriqués loin de diminuer n'a cessé d'augmenter; comment les salaires, au lieu d'être plus bas dans les industries réglementées y paraissent au contraire plus élevés; comment, en France même, la loi du 2 novembre 1892 qui dans bien des établissements a entraîné la réduction à 11 heures du travail de tous les ouvriers, n'a eu sur la production aucun effet défavorable. Ces constatations ont été faites si souvent dans des livres français et surtout étrangers qu'il est inutile de les rappeler.

Puisque les conséquences désastreuses — confirmées ou non par l'expérience — que l'on attend de la réduction du travail, dérivent toutes de la croyance invétérée à une proportionnalité rigoureuse entre la productivité du travail et sa durée, si cette croyance est démontrée fausse, les conséquences qui en dérivent paraîtront inexactes, elles aussi. C'est pourquoi, nous avons fait porter tout l'effort de notre argumentation sur ce fait essentiel de la non-proportionnalité entre l'efficacité du travail et de sa durée; concluant, en définitive, *qu'une réduction d'une heure ou d'une h. 1/2 du travail journalier, lorsque sa durée actuelle dépasse 10 heures, et a fortiori lorsqu'elle atteint 11 ou 12 heures, n'entraîne pour l'industrie en général aucune diminution de production.*

Mais cela veut-il dire qu'une limitation du travail n'entraînerait pour l'industrie aucune modification? qu'après comme avant, le nombre des ouvriers, le taux des profits et des salaires resteront les mêmes dans toutes les régions, dans toutes les industries et dans tous les établissements? Il n'y faut pas compter. Il se peut fort bien que dans un certain nombre d'entre eux la transformation du mode de travail ne se fasse pas sans des frais accessoires. Sur qui en retombera

la charge? Seront-ce les salaires ou les profits qui la supporteront? Seront-ce au contraire les prix? C'est ce qu'il nous faut rechercher maintenant. En tout cas, et c'est là ce qui importe, ces charges nouvelles *d'une part ne seront jamais proportionnelles à la réduction du travail, et d'autre part ne seront que momentanées*. Puisqu'il ne s'agit que d'une réduction d'une heure ou d'une h. $\frac{1}{2}$, on peut admettre que la perte, s'il doit y en avoir une, ne sera pas de plus d'un quart d'heure ou d'une demi-heure.

Quelles sont les alternatives entre lesquelles l'industriel peut hésiter, si l'intensification du travail ne parvient pas à compenser entièrement la perte du temps, et si d'autre part il veut maintenir le niveau antérieur de sa production?

Suivant les cas il pourra, soit augmenter son personnel, soit perfectionner son outillage. Il choisira la première alternative partout où la nature même de l'exploitation empêche de faire produire à un ouvrier le même travail en 10 heures qu'en 11 ou 12. Dans cette catégorie rentrent les entreprises de transport, les usines de gaz ou d'électricité, toutes celles en un mot où l'ouvrier rend des services plutôt qu'il ne crée des produits. — Il choisira la seconde, partout où l'ouvrier joue le rôle d'un simple auxiliaire de la machine; au perfectionnement de l'outillage pourra, dans certains cas, s'ajouter un léger accroissement de personnel.

Voici donc nécessairement les frais généraux accrus, par la nécessité de payer de nouveaux salaires, ou d'acheter de nouvelles machines. Qui supportera cet accroissement, du capitaliste, de l'ouvrier ou du consommateur? Cela dépendra croyons-nous de deux conditions, qui seront tantôt réunies, tantôt isolées : la nature de l'industrie et l'importance des établissements.

Suivant la nature de l'industrie, l'élévation des frais géné-

raux sera payée tantôt par les profits, tantôt par les salaires, tantôt par les prix.

Dans les compagnies de chemins de fer ou de tramways, où les prix sont tarifés, où les salaires des employés ressemblent assez souvent à des traitements, et où de fortes associations ouvrières sont en mesure de résister à une réduction des salaires, ce seront les capitalistes qui devront réduire leurs dividendes et leurs profits. — Dans d'autres cas, assez rares sans doute, l'industriel pourra relever le prix de ses produits sans voir ses débouchés se fermer ; il en sera ainsi, partout où pratiquement il possède le monopole naturel du produit considéré, soit par la situation géographique de son usine, soit par le caractère spécial de ses produits (industries de luxe). Il pourra alors, sans crainte de la perdre, rejeter sur sa clientèle les frais nouveaux qu'il doit supporter. Dans d'autres cas, enfin, on pourra voir se produire une légère baisse des salaires : il faut supposer pour cela que les nouveaux ouvriers à embaucher se trouvent très facilement, et que les travailleurs, dans la région ou dans l'industrie confédérée, ne sont pas assez fortement organisés pour résister à cette baisse : on peut supposer aussi que les profits ne pouvant plus supporter de diminution, ni les prix d'augmentation, les ouvriers se trouvent forcés d'accepter cette réduction, sous peine de voir la manufacture se fermer, et de perdre ainsi leur gagne-pain.

L'acquisition de nouvelles machines, ne constitue pas comme l'embauchage de nouveaux ouvriers une dépense permanente. C'est une dépense une fois faite. Sans doute, les frais d'amortissement sont prélevés annuellement sur le produit de la manufacture. Mais comme partout où l'on recourt à de nouvelles machines le produit augmente, ces frais se trouvent compensés tout naturellement, et l'on

ne peut considérer comme une charge du capital que la dépense d'acquisition, faite une fois pour toutes.

Plus encore que la nature de l'industrie, l'importance des établissements doit être considérée, quand on examine les conséquences probables d'une réduction de travail. Sans doute les grandes entreprises supporteront facilement la légère augmentation de frais généraux que la nouvelle loi leur imposera parfois. On ne voit pas que la Compagnie générale des Omnibus de Paris ait beaucoup souffert pécuniairement de l'augmentation de personnel à laquelle elle dut consentir en 1891, par la réduction de la journée de 18 à 12 heures. Mais dans certains établissements les profits et les prix ont été réduits au minimum pour faire face aux nécessités de la concurrence; par suite, les salaires y sont très bas, et les journées de travail très longues. La moindre modification dans l'organisation du travail, l'embauchage de nouveaux ouvriers, ou l'achat de nouvelles machines pourraient y rendre impossible la continuation de la production. Dans ce cas la réduction légale de la journée de travail aurait pour effet non seulement la diminution des profits ou des salaires, mais encore la disparition même de certains établissements industriels.

Serait-ce un mal? Nous ne le pensons pas. L'augmentation de frais généraux résultant de la réforme proposée serait, nous l'avons vu, très faible là où elle aurait lieu. Les établissements incapables de la supporter prouveraient par là même une infériorité économique telle, qu'on peut considérer leur maintien comme nuisible à l'industrie. Les établissements, où la concurrence n'est soutenue que par l'abaissement des salaires et l'augmentation des heures de travail, ne profitent qu'à ceux qui les possèdent. Ni l'industrie ni les ouvriers n'en tirent aucun avantage. — Du reste, comme

il arrive fréquemment et dès aujourd'hui, les fabriques plus fortes ne tarderaient pas à recueillir la clientèle et le personnel ouvrier de ces petits établissements.

Nous trouvons un exemple de ce fait dans le livre de M. John Rae sur la journée de 8 heures. Les brasseries dans la colonie de Victoria étaient en 1884 (année où la journée de 8 heures fut introduite dans cette industrie) au nombre de 70. En 1888 nous en trouvons deux de moins; mais, par contre le nombre des chevaux-vapeur, et celui des ouvriers ont beaucoup augmenté ⁽¹⁾.

Ainsi la limitation des heures de travail favorise dans une certaine mesure la concentration industrielle, au profit à la fois des consommateurs et des ouvriers.

On s'aperçoit donc, en examinant de près les conséquences probables d'une réduction, qu'elles ne seront pas uniformes, mais nécessairement variées. Dans l'immense majorité des cas la production restera la même. Là où, malgré tout, cette production diminuera, cette diminution d'une part sera très faible, et les frais d'autre part en seront supportés suivant la situation des divers établissements tantôt par le capital, tantôt par le salaire.

Examinons, avant de clore sur ce point, ce qu'il faut penser de deux conséquences de la réduction auxquelles on paraît, en général, attacher une importance considérable.

Les adversaires de la limitation légale, et tous les chefs d'industrie craignent par dessus tout que la réduction du travail ne leur permette plus la concurrence avec l'étranger. Que penser de cette crainte?

Les industries où l'augmentation des frais généraux sera la plus considérable seront, nous l'avons vu, celles des trans-

(1) John Rae, *loc. cit.*, p. 292.

ports, et en général, toutes celles où l'on crée des services et non des produits. Or, ces industries n'ont évidemment rien à craindre de la concurrence étrangère. — Beaucoup d'autres, en particulier les industries du bâtiment, sont dans le même cas.

Il ne reste donc à considérer que des industries où le rôle de la machine est très considérable, comme les filatures, les tissages, les industries métallurgiques. Or, nous les avons précédemment étudiées, et nous y avons constaté d'une part que la réduction du travail n'entraînait pas une diminution correspondante de production, d'autre part que la concurrence dans ces industries pour être efficace devait se faire à coups de capitaux, et non par la prolongation du travail.

Les partisans de la réduction du travail d'autre part en attendent souvent une autre conséquence qui n'a pas à notre sens plus de raison d'être que la précédente. — On espère que cette réduction fera disparaître le chômage.

Or si la réduction du travail, comme nous le pensons, doit dans la très grande majorité des cas n'entraîner aucune diminution de production, il est difficile de concevoir comment cette espérance pourrait se réaliser.

Sans doute dans un certain nombre de cas, nous l'avons vu, il faudra faire appel à des forces nouvelles. Mais ces cas sont isolés : ils ne se présentent que dans quelques établissements ou quelques industries. — Bien plus, cet appel de forces à certains moments sera compensé à d'autres par un chômage plus grand. Si, dans les usines qui travaillent 3 ou 4 mois par an, on est obligé par suite de la limitation du travail, d'embaucher un plus grand nombre d'ouvriers, par contre à l'époque de la morte-saison, un plus grand nombre aussi se trouveront sans travail.

La limitation légale du travail profitera, il ne faut pas se

le cacher, presque exclusivement aux ouvriers *actuellement* occupés dans la grande et la moyenne industrie. A mesure que la grande industrie se développera, un plus grand nombre d'ouvriers en bénéficieront, et au début on devra peut-être sur certains points en embaucher quelques-uns de plus. Mais ce seront des cas exceptionnels, et d'un effet momentané.

Ainsi, aucune des conséquences universelles qu'on attribue volontiers à la réduction du travail ne nous paraît devoir se produire. Il se produira dans des cas spéciaux, certaines conséquences déterminées par la situation économique des établissements, et la force respective des parties en cause, mais il n'y aura ni baisse, ni hausse générale des salaires, ni augmentation générale des prix, ni réduction générale des profits, ni diminution notable du chômage.

CONCLUSION

Nous nous sommes borné, au cours de cette étude, à exposer l'état actuel des faits, et à préciser quelles seraient dans les principales industries les conséquences probables d'une réduction donnée dans la durée du travail journalier, en nous abstenant le plus possible de pénétrer dans le domaine législatif. — Dans notre introduction, nous avons marqué le but vers lequel devaient tendre à notre sens les efforts du législateur. — Voyons maintenant, en prenant pour point de départ la situation actuelle en France, quelles mesures générales nous rapprocheront le plus vite et le plus sûrement de ce but.

Une première conclusion ressort de l'ensemble des faits : la nécessité de réprimer énergiquement les abus que les lois de 1848 et de 1883 ont voulu supprimer. Il y a pour cela deux moyens : le premier est la stricte application de la loi de 1848, et la réforme de cette loi ainsi que des décrets qui l'accompagnent. Nous avons, dans le chapitre IV, indiqué les points essentiels sur lesquels devra porter la réforme.

Ce n'est pas tout. Pour assurer la disparition des abus les plus criants, il faut limiter à 11 heures la durée du travail journalier des adultes dans toutes les industries. Cette limitation pourrait se faire dès aujourd'hui, sans faire courir aucun danger à la production nationale. Dans presque toutes

les industries la durée normale est moindre ; seules les industries textiles la dépassent parfois encore. Or le Sénat vient de la leur imposer, en décidant que partout où les hommes adultes travailleront avec des personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892, la journée de travail ne pourra dépasser 11 heures. Cette limite pourrait être étendue sans inconvénients à tous les établissements, à ceux mêmes où les adultes travaillent seuls.

A quoi bon ? dira-t-on, puisque dans ces établissements la journée est presque toujours inférieure à cette limite. Deux raisons décisives motivent l'intervention légale : d'abord elle transformera très légitimement en délit le fait de dépasser la limite fixée. Puisque la production n'y gagne rien, et puisqu'en la dépassant on fait tort à l'ouvrier, la loi peut et doit sanctionner par une peine un acte qui de la part du patron devient une faute véritable. — En second lieu, la fixation d'un maximum légal permet de soumettre à l'inspection *tous* les établissements industriels ; c'est là un avantage inappréciable ; au bout de peu de temps nous posséderons ainsi sur le régime du travail, les procédés d'exploitation et la condition des ouvriers les renseignements indispensables, qu'aucune enquête, même la plus scrupuleuse, ne pourra fournir avec autant d'exactitude et de compétence.

Enfin, un maximum devrait être fixé à la prolongation du travail par les heures supplémentaires. En fixant ce maximum à 12 heures, on évite de léser aucun intérêt. — Toutes les expériences, toutes les enquêtes prouvent surabondamment qu'au delà de cette limite le travail est nécessairement compensé le lendemain par une fatigue correspondante ; ainsi non seulement l'ouvrier en pâtit, mais l'industrie même n'en retire aucun avantage.

Telles sont les réformes qui paraissent urgentes. L'accord

pourrait se faire sur elles, presque sans discussion. Malgré leur apparente modération, elles rendraient déjà de grands services, dont le principal serait sans doute de soumettre à une surveillance l'ensemble de l'industrie française.

Mais ne peut-on pas aller plus loin? Et dès aujourd'hui, la fixation d'une limite de 10 heures ou de 10 h. 1/2 ne serait-elle pas possible?

En plaidant pour la journée de 11 heures, nous nous appuyons sur une certitude vraiment scientifique. Nous savons quelles industries seraient atteintes par la réduction; nous y connaissons les conditions du travail. Nous y avons étudié les effets des réductions précédentes. Nos prévisions sont ainsi constamment appuyées par les données de l'expérience.

Il n'en est pas tout à fait de même lorsque nous discutons la limitation à 10 heures. — Sans doute nous connaissons en gros les industries où la durée du travail dépasse actuellement 10 heures ou 10 h. 1/2, et au régime desquelles par conséquent l'intervention légale apporterait des modifications. Mais on se souvient néanmoins sur quelles données fragiles reposait la liste que nous en avons dressée. — D'autre part, nous n'avons pu réunir des documents assez précis sur la nature du travail dans chacune de ces industries, pour en conclure avec certitude à la possibilité d'une intensification du travail équivalente. — Aussi n'avons-nous pas pu prévoir assez en détail les conséquences probables d'une limitation.

Mais si l'argumentation scientifique et détaillée a besoin encore d'être complétée, il existe cependant des présomptions très fortes en faveur d'une limitation à 10 heures ou 10 h. 1/2. Au cours de cette étude nous avons rencontré des faits toujours plus nombreux prouvant que la plupart des industries, avec leur organisation actuelle, peuvent sans danger pour la production supporter une réduction

d'une heure ou même d'une heure $1/2$. Nous savons aussi que cette réduction assez considérable n'aurait lieu que pour un nombre assez restreint d'ouvriers. Même en cas de limitation à 10 heures, la plupart ne verraient diminuer leur journée que d'une demi-heure, de trois quarts d'heure ou d'une heure. Nous avons constaté dans toutes les industries des défauts d'organisation qui permettront de gagner du temps et de rendre le travail plus intense. Nous l'avons constaté d'abord en France. Puis à l'étranger des expériences nombreuses, individuelles et collectives, nous ont fourni des arguments toujours plus décisifs. Si dans les industries textiles, où, plus que partout ailleurs, la machine maîtrise l'ouvrier, on a pourtant obtenu, sous la pression des courtes journées un produit égal au produit antérieur, comment la même possibilité n'existerait-elle pas pour des industries où le rôle de la main-d'œuvre est plus considérable encore? — Ce fait de l'intensité variable du travail, plus grande avec des ouvriers bien payés et modérément occupés, plus faible avec des ouvriers mal nourris et surmenés par les longues journées, nous est apparu comme identique dans les différents pays et dans les différentes industries. La limitation du travail à 10 heures, dont les effets ont été si favorables en Angleterre et en Amérique, aurait-elle soudain des conséquences fâcheuses parce qu'on l'appliquerait à la France?

Ce n'est pas tout. Cette réduction, l'expérience le prouve, non seulement n'est pas nuisible à l'industrie, mais elle lui est même profitable. Elle agit, en effet, sur le patron autant que sur l'ouvrier : sur celui-ci pour accroître l'intensité de ses efforts personnels, sur celui-là pour lui faire rechercher la plus grande économie possible de main-d'œuvre et de frais généraux. En Angleterre les industriels citent parmi les causes de prospérité de l'industrie cotonnière, la réduc-

tion des heures du travail. — N'est-il pas étrange qu'on ait si longtemps prôné la concurrence comme le merveilleux instrument des progrès industriels, pour combattre ensuite les revendications des ouvriers, qui cependant tendaient au même but, en exigeant de nouveaux efforts de la part des patrons? D'où vient cette différence arbitraire entre les jugements portés sur l'action des consommateurs, qui réclament le bon marché, et sur celle des ouvriers qui demandent plus de loisir?

Nous savons qu'en France la durée du travail n'a pas cessé de diminuer depuis le milieu du siècle. Les résultats recueillis par l'Enquête de 1848 sont vagues et incomplets pour la plupart; mais s'il en est un qui se dégage avec plus de netteté que tous les autres, c'est bien le fait qu'à cette date la journée de travail en pratique, et dans l'opinion du public était normalement de 12 heures. Aujourd'hui la journée normale du travail est de 10 heures à 10 h. 1/2. La durée moyenne effective est de 10 h. 1/2; et dans l'opinion c'est la journée de 10 heures qui paraît la journée régulière. Tout récemment encore, les primes à l'industrie de la soie ont été calculées sur une journée de 10 heures. — Or, pendant la même période, les salaires n'ont cessé d'augmenter et l'industrie de se développer. La diminution progressive du travail ne lui a donc pas nui, et pourquoi? Parce que ce développement même entraîne avec lui et rend nécessaire une meilleure organisation du travail, et que, partout où cette organisation intervient, le travail se régularise, et la journée nécessairement diminue. Graduellement le travail régulier et modéré se substitue au travail inorganisé, qui oblige l'ouvrier à rattraper par de trop longues journées le salaire insuffisant des journées trop courtes. — Que ferait la loi qui actuellement réduirait à 10 heures ou 10 h. 1/2 la journée

du travail? Elle hâterait simplement ce mouvement naturel, en forçant l'industrie à profiter dès à présent de la supériorité d'une organisation perfectionnée sur une organisation rudimentaire.

Faut-il compter pour rien parmi les preuves de la possibilité d'une pareille réduction, le grand mouvement d'opinion que nous voyons se dessiner en sa faveur? On ne saurait dire que les ouvriers qui la réclament se laissent entraîner par les déclamations et méconnaissent leurs véritables intérêts. La grande préoccupation de l'ouvrier, c'est son salaire; à toute mesure qui risquerait de le diminuer il se montre délibérément hostile. Mais il n'éprouve pas de pareilles craintes au sujet de la journée de 10 heures, et nous avons montré ce mouvement grandissant, devenant toujours plus profond, plus conscient, et ce besoin d'une journée plus courte manifesté non seulement par des discours et par des déclarations, mais consacré par les épreuves décisives des grèves.

Un dernier argument nous paraît exister encore en faveur de la limite de 10 heures. Il est remarquable que plus personne n'en conteste l'utilité pour l'ouvrier. Nous n'avons vu nulle part affirmer qu'une journée de 11 ou 12 heures ne fût pas préjudiciable à sa santé, à sa moralité. Le seul argument derrière lequel on se retranche est l'argument économique. La réduction sera préjudiciable à la production; c'est là la grande et l'unique objection qui se retrouve toujours, au fond de toute discussion, et cette crainte constitue la préoccupation dominante des industriels. Quelques-uns cependant, ils sont heureusement très rares, prétendent encore que l'accroissement de loisir ne profitera qu'aux cabarets. Ne voient-ils pas l'étrange contradiction qu'il y a à réclamer au nom de la liberté le droit pour l'ouvrier de tra-

vailler aussi longtemps qu'il lui plaît, et à réclamer en même temps le maintien de la durée actuelle du travail comme une sorte de frein mis au mauvais emploi de ses loisirs?

Nous croyons qu'il suffirait pour faire apparaître sans contestation la possibilité d'une réduction du travail à 10 h. 1/2 ou 10 heures par jour, d'étendre un peu plus loin les investigations et les enquêtes. Nous voyons pour cela trois moyens principaux. Les inspecteurs d'abord devraient faire porter toute leur attention sur ce point; en un ou deux ans ils pourraient fournir sur les conditions du travail et la situation des diverses industries des renseignements suffisants pour permettre au législateur de statuer en pleine connaissance de cause. D'autre part, l'État pourrait dans les établissements qui dépendent de lui provoquer des expériences, faites avec assez de soins et de persévérance pour ne laisser subsister aucun doute sur leur résultats. Enfin les industriels eux-mêmes, imitant en cela l'exemple des manufacturiers anglais, pourraient tenter des expériences analogues dans leurs établissements.

Les renseignements ainsi obtenus, joints à la statistique professionnelle que l'Office du travail nous promet, éclaireraient assez le législateur : et nous croyons que ce supplément d'enquête ne pourra que profiter à la cause de la limitation du travail des adultes.

Vu par le Président de la thèse,

P. CAUWÈS.

Vu par le Doyen,

E. GARSONNET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

APPENDICES

APPENDICE I

Décret du 2 mars 1848 qui fixe la durée de la journée de travail et abolit le marchandage.

Au nom du peuple Français,

Sur le rapport de la Commission du gouvernement pour les travailleurs,

Considérant :

1° Qu'un travail manuel trop prolongé, non seulement ruine la santé du travailleur, mais encore, en l'empêchant de cultiver son intelligence, porte atteinte à la dignité de l'homme ;

2° Que l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs ouvriers, dits marchands ou tâcherons, est essentiellement injuste, vexatoire et contraire aux principes de la fraternité ;

Le gouvernement provisoire de la République décrète :

1° La journée de travail est diminuée d'une heure.

En conséquence, à Paris où elle était de onze heures elle est réduite à dix, et en province, où elle avait été jusqu'ici de douze heures, elle est réduite à onze.

2° L'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs, ou marchandage, est abolie.

Il est bien entendu que les associations d'ouvriers qui n'ont point pour objet l'exploitation des ouvriers les uns par les autres ne sont pas considérées comme marchandage.

APPENDICE II

Décret du 9 septembre 1848 relatif aux heures de travail dans les usines et manufactures.

Article premier. — La journée de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne pourra pas excéder douze heures de travail effectif.

Art. 2. — Des règlements d'administration publique détermineront les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter à cette disposition générale, à raison de la nature des industries ou des causes de force majeure.

Art. 3. — Il n'est porté aucune atteinte aux usages et aux conventions qui antérieurement au 2 mars, fixaient pour certaines industries la journée de travail à un nombre d'heures inférieur à douze.

Art. 4. — Tout chef de manufacture ou usine qui contreviendra au présent décret et aux règlements d'administration publique promulgués en exécution de l'article 2, sera puni d'une amende de 5 francs à 100 francs.

Les contraventions donneront lieu à autant d'amendes qu'il y aura d'ouvriers indûment employés, sans que ces amendes réunies puissent s'élever au-dessus de 1.000 francs.

Le présent article ne s'applique pas aux usages locaux et conventions indiqués dans la présente loi.

Art. 5. — L'article 463 du Code pénal pourra toujours être appliqué.

Art. 6. — Le décret du 2 mars, en ce qui concerne la limitation des heures de travail, est abrogé.

APPENDICE III

**Pétition des habitants du canton de Ganges, dans le
département de l'Hérault, au ministre de l'Intérieur en 1868.**

Monsieur le Ministre,

Dans le courant de l'année de 1867 nous avons eu l'honneur de vous adresser une pétition signée par un grand nombre d'ouvriers, tendant à obtenir, dans les usines de notre canton la mise en vigueur du décret du 9 septembre 1848, ayant trait aux heures de travail dans les manufactures. Il a été un moment fait droit à notre juste réclamation. Des procès-verbaux ont été dressés contre des chefs d'établissements pour excès de travail. Nous voyons avec beaucoup de regret que nous revenons à l'ancien système et qu'on nous fait travailler depuis l'aube du matin jusqu'au crépuscule du soir, ce qui constitue un effectif de travail, pendant la saison que nous allons traverser, de 14 à 16 heures par jour.

Vu cet état de choses, nous nous voyons avec beaucoup de regret forcés de nous adresser au Sénat et au besoin à Sa Majesté l'Empereur pour qu'il soit fait droit à notre légitime demande, car le canton de Ganges dans le département de l'Hérault est le seul qui ne profite pas du décret ci-dessus énoncé ; nous n'en comprenons pas les motifs, à moins que nos industriels ne soient au-dessus de la loi.

En attendant, nous avons l'honneur d'être avec le plus profond respect, de Monsieur le Ministre les très humbles serviteurs et sujets.

Suivent 152 signatures.

APPENDICE IV

**Pétition rédigée par la Commission d'organisation du 1^{er} Mai
et envoyée à tous les syndicats et groupes corporatifs de
Paris et de la province pour qu'ils l'adoptent.**

Manifestation internationale du 1^{er} mai pour la journée de 8 heures et une législation protectrice du travail aboutissant avec la journée de 8 heures pour base essentielle, à la garantie d'un minimum de salaire, à la limitation du travail des enfants et des femmes, au repos d'un jour par semaine, et à la suppression du travail de nuit, des bureaux de placement et du marchandage.

Pétition.

Les syndicats et groupes soussignés réclament comme la plus urgente des réformes, la réduction par une loi de la journée de travail à un maximum de 8 heures;

Parce que la journée de 8 heures, c'est du travail et du pain pour quantité de travailleurs, qui se pressent le ventre vide, à la porte des ateliers;

Parce que la journée de 8 heures, c'est la fin des chômages périodiques que multiplient les progrès du machinisme;

Parce que la journée de 8 heures, c'est la hausse fatale des salaires, par la suppression de la concurrence homicide que font les ouvriers inoccupés aux ouvriers en activité;

Parce que la journée de 8 heures, c'est avec 8 heures de sommeil, 8 heures de loisirs, c'est-à-dire la vie de liberté et d'action pour la classe machine;

Parce que la journée de 8 heures bénéficiera au petit commerce lui-même en augmentant la puissance de consommation et d'achat de sa clientèle ouvrière.

Journal des Débats du 22 avril 1890.

APPENDICE V

Propositions de loi tendant à la limitation du travail journalier des adultes dans l'industrie.

A. — *Propositions ayant pour objet une limitation unique
pour tous les ouvriers.*

26 mai 1879. — Proposition Villain, R. Waddington, L. Dautresme, etc.

« La journée de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne pourra excéder 10 heures de travail effectif.

Dans la même séance, MM. Nadaud, L. Blanc, Ch. Floquet, Alf. Talandier et Amédée le Faure proposent que cette disposition « s'appliquât à la grande industrie du bâtiment et à tous les travaux des villes et de l'État ».

1^{er} rapport Waddington, 11 juin 1880 (*J. O.* 1880, p. 7166-7171).

2^e rapport Waddington, 27 janvier 1881 (*J. O.* 1881, Chambre, Ann., p. 63).

1^{re} Délibération, 30 novembre 1880.

2^e délibération : 21, 22, 28, 29 mars 1881.

Délibération et rejet au Sénat : 3 novembre 1881, 23 et 24 février 1882.

1884. — Proposition R. Waddington, conçue dans les mêmes termes que la précédente.

Rapport : 10 mars 1884 (*J. O.* 1884, Ch., Ann., p. 562).

10 décembre 1885. — Proposition Martin Nadaud : identique à la précédente (*J. O.* 1886, Chambre, Ann., p. 586 ; rapport somm., *ibid.*, p. 876).

20 février 1886. — Proposition de M. de Mun et de plusieurs de ses collègues (*J. O.* 1886, Chambre, Ann., 1073).

Art. 8. — La durée du travail effectif ne pourra excéder 11 heures par jour. Toutefois, dans les chantiers en plein air la durée pourra en être prolongée par des heures supplémentaires du 1^{er} avril au 1^{er} octobre.

Art. 10. — Les samedis et veilles des jours de fête le travail ne pourra excéder 8 heures, y compris le travail de nettoyage, de réparation et de rangement, sauf dans les usines à feu continu.

7 décembre 1889. Proposition de MM. de Mun, Fernand de Ramel, etc. (*J. O.* 1889-90, Chambre, Ann., p. 270).

Semblable à la précédente, sauf sur les points suivants :

1° La durée du travail effectif ne peut excéder 58 heures par semaine (art. 9).

2° Des exceptions doivent être accordées non seulement aux chantiers en plein air, mais encore :

a) Aux établissements industriels dont la période d'activité est annuellement inférieure à 4 mois.

b) A tout établissement, pour une période inférieure à 6 semaines.

1890. — Proposition de M. Ferroul et de plusieurs de ses collègues, tendant à réduire la journée de travail à 8 heures dans les mines, usines, manufactures et en général dans tout atelier mécanique.

1890. — Proposition de M. Piérard portant modification de la durée du travail dans les usines et manufactures.

22 mars 1892. — Proposition de loi de MM. Dumonteil et Argeliés (*J. O.* 1892, Chambre, Ann., p. 693).

Article premier. — « Le travail effectif de tout ouvrier ou employé ne pourra excéder 10 heures par jour ni 60 heures par semaine ».

Pour assurer l'application, les auteurs veulent simplement que toute exception à la loi donne lieu à la perception d'une taxe égale au montant des heures supplémentaires fournies par chaque ouvrier ou employé.

Le patron devra sous peine d'amende déclarer à la mairie les heures supplémentaires qu'il fait faire (art. 3).

Le produit de la taxe sera affecté aux syndicats correspondants ou à leur défaut aux bureaux de bienfaisance (art. 4).

11 mai 1891. — Proposition de M. J. Goujon, tendant à réduire à 8 heures au maximum la journée de travail dans les mines et les établissements malsains et à 10 heures dans les usines et manufactures (*J. O.* 1891, Chambre, Ann., p. 1198).

26 juin 1893. — Proposition de la Commission du travail (*J. O.* 1893, Chambre, Ann., p. 1284).

SECTION I

Dispositions générales. — Durée du travail.

Article premier. — Le travail des ouvriers adultes dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers et ateliers, est soumis aux obligations déterminées par la présente loi.

Les conditions du travail pour les employés de magasin et pour le personnel attaché à l'exploitation des entreprises de transport seront fixées par une loi spéciale.

Art. 2. — Les ouvriers adultes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures.

La journée de travail sera coupée par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à 1 h. 1/2.

SECTION II

Dispositions spéciales. — Heures supplémentaires. Repos hebdomadaire.

Art. 3. — Il sera accordé à certaines industries, qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, et dans les conditions d'application qui seront précisées dans ledit règlement, la faculté de prolonger le travail à certaines époques de l'année, pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours. En aucun cas, la durée du travail effectif ne pourra excéder 12 heures.

Des heures supplémentaires seront autorisées : 1^o dans les chantiers en plein air et en général dans l'industrie dite du bâtiment, entre le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre ; 2^o dans les établissements industriels dont la période d'activité est annuellement inférieure à quatre mois.

La durée du travail pourra être supérieure à 10 heures, sans dépasser 12 heures, pour les ouvriers chauffeurs attachés au service des machines à vapeur et pour les ouvriers employés à allumer les feux avant l'ouverture des ateliers.

En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption acci-

dentelle ou de force majeure, et en cas d'urgence dûment établie, l'inspecteur pourra autoriser une prolongation exceptionnelle et temporaire de la durée du travail.

Art. 4. — Les ouvriers ne peuvent être employés plus de six jours par semaine, ni les jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier.

Une affiche apposée dans les ateliers indiquera le jour adopté pour le repos hebdomadaire, ou donnera le détail du roulement convenu au cas où ce jour ne serait pas le même pour tout le personnel employé.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions auxquelles seront astreints les établissements à travail continu qui seront exceptés de l'obligation d'un repos hebdomadaire de 24 heures consécutives.

SECTION III

Travaux souterrains.

Art. 5. — La durée de la journée d'ouvrier dans les houillères est limitée à 8 heures par jour.

Un règlement particulier pour chaque fosse, visé par l'autorité préfectorale sera affiché. Il déterminera l'heure à laquelle commencera la descente des ouvriers. L'heure de la remonte sera fixée en ajoutant aux 8 heures prévues dans le paragraphe précédent le temps moyen nécessaire pour le transport d'un poste complet de la surface au chantier du fond, soit qu'il s'effectue par les puits au moyen de cages, soit qu'il ait lieu par galeries, plans inclinés ou échelles.

En aucun cas, ce temps moyen ajouté à la durée légale, ne pourra excéder une heure.

Lorsque le mode d'exploitation permettra aux ouvriers de couvrir la journée de travail par un repos d'une heure et demie au moins, pris au jour, la durée de la présence dans la mine pourra être portée à 10 heures.

Pour les ouvriers travaillant à l'extérieur les dispositions de l'art. 2 de la présente loi seront applicables.

Les minières et carrières souterraines sont assimilées aux chantiers, ateliers et carrières ouvertes. Le temps de présence ne pourra toutefois dépasser 11 heures et sera coupé par une heure de repos au moins.

SECTION IV

Contrôle et surveillance des ateliers. — Statistique.

Art. 6. — Les patrons ou chefs d'industrie et loueurs de force motrice sont tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la présente loi, les règlements d'administration publique relatifs à son exécution et concernant plus spécialement leur industrie, ainsi que les noms et adresses des inspecteurs de la circonscription.

Ils fourniront à l'inspecteur divisionnaire une copie légalisée du *règlement de travail*, un relevé indiquant le nombre des ouvriers employés dans le semestre précédent et aussi un état des *salaires moyens gagnés* par catégorie d'ouvriers, avec indication des taux les plus élevés et les plus bas pour chaque catégorie.

Ils afficheront aussi, dans chaque atelier, les heures auxquelles commencera et finira le travail, ainsi que les heures et la durée du repos. Un duplicata de cette affiche sera envoyé à l'inspecteur, un autre sera déposé à la mairie.

Les chefs d'industrie devront donner communication au maire de la commune et à l'inspecteur des modifications qui seraient apportées au tableau des heures de travail, 48 heures au moins avant l'application du nouvel emploi du temps. Ils devront prévenir l'inspecteur des modifications qui seraient apportées au tarif des salaires, au plus tard, dans les deux jours qui suivront l'avis donné aux ouvriers.

(Nous citons toutes les dispositions essentielles de cette proposition de loi qui fournissait une base excellente de discussion par son caractère complet, et l'entente des conditions de l'industrie, qui a présidé à sa rédaction).

22 mai 1894. — Proposition de M. Jules Guesde et de plusieurs de ses collègues tendant à réduire à 6 heures par jour et à 6 jours par semaine la durée du travail des ouvriers dans les

mines, manufactures, usines, chemins de fer, chantier et magasins (*J. O.* 1894, Chambre, Débats, p. 849).

B. — *Propositions ayant pour objet unique la limitation du travail des ouvriers mineurs.*

27 avril 1891. — Proposition Basly et A. Boyer (*J. O.* 1891, Chambre, Ann., p. 1039).

Article premier. — « La durée de la journée d'ouvrier dans les travaux souterrains ne pourra sauf le cas de réparation urgente pour la sécurité des ouvriers, excéder 8 heures ».

30 novembre 1893. — Proposition Basly, ayant le même objet. Elle détermine que les 8 heures doivent être comptées « de la descente dans les puits à la remontée » (art. 1) (*J. O.* Session extraordinaire, 1893. Déc. parlem., n. 73).

C. — *Propositions tendant à faire limiter la durée du travail sur les travaux des communes, des départements et de l'État.*

22 mai 1891. — Proposition de loi de MM. Albert Chiché, Jourde, Aimel, Robert-Mitchell.

Art. un. — Il devra être inséré à l'avenir dans le cahier des charges de tous les travaux adjugés ou concédés pour le compte de l'État, des départements ou des communes une clause interdisant aux adjudicataires ou concessionnaires de faire travailler les ouvriers plus de 8 heures par jour, et une clause fixant un minimum de salaires, calculé d'après les besoins de la vie de chaque localité (*J. O.* 1891, Chambre, Ann., p. 1249).

23 juin 1894. — Proposition de M. Castelin (*J. O.* 1894, Chambre, Ann., p. 1055).

Le texte de cette proposition est à peine rédigé en français correct, et n'a du reste aucun sens.

30 janvier 1894. — Proposition de M. Vaillant et de plusieurs de ses collègues, tendant à autoriser la ville de Paris à inscrire dans les cahiers des charges de ses travaux « toutes mesures utiles à la bonne exécution des dits travaux » (art. 1) parmi lesquelles se trouve la fixation à 9 heures du travail effectif journalier (art. 2) (*J. O.* 1894. Chambre, Ann., p. 103). Exposé des motifs très intéressant.

27 octobre 1894. — Proposition de M. Vaillant et d'un grand nombre de ses collègues tendant à établir la journée de 8 heures et un salaire « pour tous les ouvriers, ouvrières, employés et employées de l'État, qu'il emploie soit directement, soit indirectement par des entrepreneurs et fournisseurs » (art. 1). (*J. O.* 1894, Chambre, Ann., p. 1425). Exposé des motifs très intéressant.

D. — *Propositions ayant pour objet la limitation du travail des employés des entreprises et des transports.*

2 mars 1882. — Proposition de M. Delattre et de plusieurs de ses collègues sur la sécurité dans les chemins de fer.

16 janvier 1886. — Même proposition (*J. O.* 1886, Chambre, Ann., p. 821).

L'art. 7 est ainsi conçu :

Art. 7. — Sauf le cas de force majeure, la durée du travail des agents des trains et des aiguilleurs est fixée à 8 heures sur 24 heures. La durée du travail sera comptée à partir du moment où l'agent entrera dans l'enceinte du chemin de fer pour prendre son service, jusqu'au moment où il en sortira.

La Commission dans son rapport fixe à 10 heures la limite proposée.

Pour les mécaniciens et chauffeurs : à 12 heures sur les trains de marchandises. La durée du travail des autres agents ainsi que celle des aiguilleurs ne doit pas dépasser 12 heures sur 24.

Rapport somm. 18 février 1886 (*J. O.* 1886, Chambre, Ann., p. 1072).

Nouveau rapport par Wickersheimer, 28 mai 1887 (*J. O.* 1887, Chambre, Ann., p. 761). Première délibération à la Chambre, 1 et 9 avril 1889.

24 novembre 1890. — Proposition de MM. Mège, Pourquery de Boisserin, etc. (*J. O.* 1890, Chambre, Ann., p. 441).

Ils proposent : a) pour les mécaniciens et chauffeurs, 10 heures sur 24, sans que la présence sur la machine puisse dépasser 7 heures.

b) Pour les autres employés : 12 heures sur 24, comptées à partir de l'entrée dans l'enceinte du chemin de fer jusqu'à la sortie.

25 mai 1891. — Proposition de MM. Francis Laur et Paulin Méry, tendant à étendre la loi du 9 septembre 1848 aux ouvriers « des mines, des administrations, des grands magasins ou ateliers quelconques » (art. 1) (*J. O.* 1891, Chambre, Débats, p. 983 ; Rapport : *J. O.* 1891, Chambre, Ann., p. 1345).

25 mai 1891. — Proposition de MM. Lagrange, Mesureur, etc. tendant à appliquer la loi du 9 septembre 1848 « aux mécaniciens, chauffeurs, conducteurs, cochers, et généralement à tous les employés du service de la traction dans les entreprises de transport en commun, concédés par l'État, les départements ou les communes » (*J. O.* 1891, Chambre, Débats, p. 983 ; Rapport favorable de la Commission du travail. *J. O.* 1891, Chambre, Ann., p. 1345).

14 novembre 1891. — Proposition de MM. Argeliès, Vilfeu, etc., sur les conditions du travail dans l'industrie des transports. Elle propose de fixer le maximum de la durée du travail :

à 12 heures pour tous les employés ;

à 8 heures pour les mécaniciens conduisant une machine sur les lignes où circulent des express, et pour les aiguilleurs chargés de la direction des postes centraux, ou ayant sous leur surveillance, plus de 5 aiguilles ;

à 10 heures pour les autres mécaniciens et aiguilleurs, et pour les conducteurs et chefs de train (*J. O.* 1891, Chambre, Ann., p. 2769).

23 octobre 1894. — Proposition de M. Georges Berry, analogue à celle de MM. Mège et consorts, sauf qu'il propose un maximum de 12 heures pour les mécaniciens et chauffeurs *des trains de marchandises* (*J. O.* 1894, Chambre, Ann., p. 1384).

21 décembre 1895. — Rapport sur la proposition de loi de M. Descubes et de plusieurs de ses collègues, relative à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer (*J. O.* 1895, Chambre, Ann., p. 1627).

La proposition ne s'occupe que des chauffeurs et des mécaniciens et fixe à 10 heures sur 24 la durée maximum de leur travail.

APPENDICE VI

Texte de la proposition de loi sur la durée du travail dans les chemins de fer, voté par la Chambre des députés dans la séance du 17 décembre 1897.

Article premier. — « La durée du travail pour tous les agents des services des trains des chemins de fer est fixée, au maximum à 10 heures sur 24 heures.

« La période de travail est comptée pour les mécaniciens et les chauffeurs, de l'entrée de l'agent au dépôt jusqu'à sa sortie et pour les chefs de trains conducteurs et gardes-freins, de l'entrée à la gare jusqu'à la sortie.

« Chaque période de travail sera suivie d'un repos ininterrompu d'au moins 10 heures.

« Le temps d'arrêt entre 2 trains sera considéré comme temps de travail lorsqu'il sera inférieur à 4 heures.

« Le temps de réserve est compté comme temps de travail. »

Art. 2. — « Le chef de service qui aura fait ou laissé partir un agent sous ses ordres, en contrevenant aux prescriptions de l'art. 1 ci-dessus sera passible des peines prévues par l'art. 21 de la loi du 15 juillet 1845.

« Dans le cas où un accident imputable à la fatigue de cet agent se serait produit au cours du trajet consécutif à l'ordre donné, le chef de service sera appelé en responsabilité et passible de peines prévues par l'art. 19 de la même loi. »

Art. 3. — « Les agents des services des trains auront droit tous les 10 jours, à un congé de 24 heures consécutives et tous les ans à 15 jours de congé suivant leur demande, les congés ne pourront se confondre avec les heures de repos légal. »

L'ensemble est adopté.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

	Pages.
BIBLIOGRAPHIE.....	1
INTRODUCTION : I. Justification formelle du droit d'intervention de l'Etat. — II. Raisons positives qui la rendent nécessaire. — III. Fixation théo- rique d'un maximum de travail journalier. — IV. Réfutation des objec- tions de principe : la fatalité des lois naturelles et la liberté de l'ouvrier. — V. Possibilité de la réforme ; méthode pour arriver à la détermi- ner. — VI. L'intérêt momentané de l'industrie nationale doit-il pri- mer l'intérêt d'humanité?.....	1

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I. — <i>Histoire des décrets du 2 mars et du 9 septembre 1848.</i>	29
§ 1. — Mouvement pour la réduction du travail de 1828 à 1848.....	30
§ 2. — Le décret du 2 mars 1848.....	35
§ 3. — Le décret du 5 septembre 1848.....	41
CHAPITRE II. — <i>Efforts inutiles pour appliquer le décret du 9 sep- tembre 1848. Le décret du 17 mai 1851.....</i>	50
CHAPITRE III. — <i>Décret du 31 janvier 1866.....</i>	78
CHAPITRE IV. — <i>État actuel de la législation et protection qu'elle assure aux ouvriers.....</i>	86
§ 1. — Étendue d'application de la loi.....	87
§ 2. — Fonctionnement pratique de la loi.....	93

	Pages.
§ 3. — Critique de la législation actuelle.....	108
CHAPITRE V. — <i>Mouvement récent pour la réduction du travail</i>	117
§ 1. — Le mouvement dans la classe ouvrière.....	118
§ 2. — Grèves ayant pour objet la réduction des heures de travail.....	141
§ 3. — La limitation de la durée du travail au Parlement..	150
§ 4. — L'idée de la limitation en dehors de la classe ouvrière et du Parlement.....	167

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE VI. — <i>Durée du travail en France dans l'ensemble des industries</i>	173
CHAPITRE VII. — <i>Les longues journées de travail et leurs causes</i>	200
§ 1. — Les heures supplémentaires.....	201
§ 2. — Les longues journées permanentes. La petite industrie.....	213
§ 3. — Usines à feu continu.....	219
§ 4. — Industries textiles.....	227
CHAPITRE VIII. — <i>Durée du travail dans les mines</i>	246
§ 1. — Mines de houille.....	246
A. — Ouvriers du fond.....	246
B. — Ouvriers de la surface.....	246
§ 2. — Mines métalliques.....	268
§ 3. — Carrières.....	275
§ 4. — Propositions de loi ayant pour but de limiter le travail dans les mines.....	278
CHAPITRE IX. — <i>Durée du travail des employés de chemin de fer</i>	282
CHAPITRE X. — <i>Expériences de réduction du travail faites à l'étranger</i>	299
CHAPITRE XI. — <i>Explication et conséquences des faits précédents</i>	319
CONCLUSION.....	340

APPENDICES

	Pages.
APPENDICE I. — <i>Décret du 2 mars 1848 qui fixe la durée de la journée de travail et abolit le marchandage.....</i>	347
APPENDICE II. — <i>Décret du 9 septembre 1848 relatif aux heures de travail dans les usines et manufactures.....</i>	348
APPENDICE III. — <i>Pétition des habitants du canton de Ganges dans le département de l'Hérault au ministre de l'Intérieur en 1868.....</i>	349
APPENDICE IV. — <i>Pétition rédigée par la Commission d'organisation du 1^{er} mai et envoyée à tous les syndicats et groupes corporatifs de Paris et de la province pour qu'ils l'adoptent.....</i>	350
APPENDICE V. — <i>Propositions de loi tendant à la limitation du travail journalier des adultes dans l'industrie.....</i>	351
APPENDICE VI. — <i>Texte de la proposition de loi sur la durée du travail dans les chemins de fer, voté par la Chambre des députés dans sa séance du 17 décembre 1897.</i>	359

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BAR LE-DUC